CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - Nº 16208 - 7 F

JEUDI 6 MARS 1997

FONDATEUR: HUBERT BELIVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBAN

La magistrature met en cause la tutelle du pouvoir sur la justice

LE CONSEIL supérieur de la magistrature (CSM), qui fête jeudi 6 mars son cinquantenaire, critique sévèrement dans son rapport annuel l'attitude du pouvoir exécutif. Il dé-plore que le gouvernement n'ait pas tenu compte de certains de ses avis concernant des nominations de magistrats et revendique une véritable autonomie du parquet. Le CSM demande de nouveaux pouvoirs pour les désignations des procureurs génépaux. La publication de ce rapport a donné lieu à un long bras de fer entre le Conseil et l'Elysée qui a tenté, en vain, de faire modifier le rapport. Par alleurs, la Cour de cassation a, mardi 4 mars, autorisé la poursuite de Finstruction de l'affaire des écoutes de l'Elysée, ouvrant la voie à un procès dans cette + affaire d'Etat ».

Lire page 9, 10

Matignon connaissait les projets de Renault depuis la mi-janvier

M. Juppé se saisit du dossier et convoque M. Schweitzer

QU'EST-CE QUE TU ME RACONTES ? ELLE MORCHE TRÈS BIEN TA BAGNOLE!



ALAIN JUPPÉ devait recevoir le PDG de Renault, Louis Schwelt-: zer, mercredi 5 mars en fin d'après-midi. Informé dès la miianvier des mesures de restructuration du constructeur d'automobiles, Matignon n'avait, jusque-là, pas souhaité s'impliquer dans ce

dossier. Majorité comme opposition se sont indignées de la brutalité du plan de suppressions d'empiois (près de 3 000 en Prance) et de la fermeture du site belge de

Lionel Jospin a demandé mercredi au gouvernement d'intervenault. Selon Franck Borotra, ministre de l'industrie, le premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene avait été prévenu quelques jours avant l'annonce de la décision.

Lire pages 6 et 7

Des clones à la chaîne pour un usage médical

Nouveaux progrès des créateurs de « Dolly »

LES CHERCHEURS écossais créateurs de Dolly, premier mammifère obtenu par clonage d'un animal adulte, ont annoncé au Monde qu'ils ont réussi de nouveaux cionages concernant cette fois des brebis « humanisées ». Le patrimoine génétique de ces brebis a été modifié de telle sorte que I'on retrouve dans leur lait une molécule humaine utilisée dans le traitement de l'hémophilie. « Nous sammes actuellement en train d'étendre lo technique du clonage aux espèces bovine et porcine », nous a d'autre part déclaré le docteur Alan Colman, responsable de la recherche et du développement de la firme écossaise PPL Thera-

L'équipe écossaise reste dans sa logique technique et économique qui consiste à obtenir la duplication d'animaux transgéniques. La production de substances pharmaceutiques via le lait de mammifères transgéniques est un secteur économique en pleine expansion, comme en témoignent les derniers

résultats obtenus aux Etats-Unis par la firme Genzyme de Cambrid-

son soutien financier à l'équipe de chercheurs écossais.

C'est dans ce contexte que le président américain Bill Clinton a demandé, mardi 4 mars, un moratoire volontaire sur le clonage huterdit tout financement des expérimentations de ce type par des fonds fédéraux. Les hommes, a-t-il dit, ne doivent pas « essayer de se prendre pour Dieu ». Cette décision a pris la forme d'une directive présidentielle dont la signature dans le « Bureau ovale » a été télévisée, afin d'en accentuer la solennité. Cette initiative est prise à titre de garde-fou dans un pays où n'existe ancun texte législatif visant à contrôler ou interdire le développement de la technique

Lire page 21

L'Albanie dans le chaos

Le sud du pays est livré à des bandes de pillards, et les forces spéciales tentent d'éviter que l'insurrection ne ne mana, na capriane et la chronique d'Alain Rollat p. 30

■ La Suisse et l'Holocauste

en manie

\$: : : : : : ·

RY

ER

4.5

. - - जार्डि - चार

 $\omega_{1} = 2^{-\alpha}$

2.72

Le président de la Confédération a an-noncé la création d'une fondation de 7 milliards de francs suisses pour dédommager les familles des victimes de l'Holocauste.

■ Appel à désobéir

Le débat entre partisans et adversaires de l'appel à la désobéissance civique continue: les points de vue de Mario Pedretti et Yves Michaud. p. 13.

■ Un entretien avec François Fillon

Le ministre délégué aux télécommunications explique au Monde comment il veut introduire la concurrence dans le téléphone sans affaiblir France Télé-

■ 10 2004

Lille prépare son examen de passage, vendredi 7 mars, devant le Comité international olympique.

■ Universités: la rupture

L'UNEF-ID et l'UNEF ont romou les discussions avec le ministère sur la réforme de l'Université.



L'union sacrée des « tchatcheurs » contre le racisme

ASSASSIN, IAM, Aco et Mystik, Ménélik et Soldat Fada, Yazid, Fabe, Rootsneg, Djoloff, Sleo, Kabal, Aze, Radikalkicker, Ministère AMER... La liste a des allures de pétition hiphop. Elle décline en fait le nom des partici-pants au disque, 11 mn 30 contre les lois racistes, enregistré les 1" et 2 mars à Paris par quelques-unes des personnalités marquantes. du rap français au profit de l'association MIB (Mouvement de l'immigration et des ban-

A l'initiative du projet, le cinéaste Jean-François Richet, réalisateur d'Etint des lieux et du futur Ma cité va craquer, et un jeune compositeur-producteur, Spirit, tous deux

originaires d'une cité de Meaux. Quelques jours après l'autodissolution du collectif des cinéastes qui avait appelé à la désobéissance civique contre le projet de loi Debré, Jean-François Richet se démarque de l'initiative de ses confrères. « Il ne suffit pas de savoir contre qui an se bat, mais de savoir avec qui an s'allie. Je n'ai pas signé la pétition, je ne voulois pas voir mon nom figurer à côté de certains qui ant flirté quatorze ans avec le pouvoir. Leur initiative est éphémère et réformiste. Le réformisme o souvent pavé la voie ou fascisme. » Les recettes des ventes du disque (dans les magasins à partir du 15 mars) et l'intégralité des droits d'auteur seront versées à une association peu médiatique. Madj, membre du groupe Assassin, précise : « Nous ne voulions pas aider des gens, comme SOS-Racisme, qui ont été trop langtemps sponsorisés par l'Elysée. L'argent ira au MIB; une asso qui a toujours défendu ceux que d'outres jugeaient indéfendables. ».

Parce qu'il est passionné de hip-hop jusqu'à en imprégner ses films, parce qu'il considère que le rap, né des quartiers défavorisés, est la forme d'expression qui se prête le moins aux concessions, Jean-François Richet a donné la parole aux représentants d'une culture que Catherine Mégret, maire FN de Vitrolles, qualifie de « débilitante ». Se sont retrouvés dans le même studio des chanteurs, les « tchatcheurs », de sensibilités variées. Les différences sont marquantes entre l'engagement radical d'Assassin et les rimes incisives mais cool de Ménélik, entre les diatribes anti-policières de Ministère AMER et la philosophie méditerranéenne d'IAM.

Les chanteurs ont oublié un moment leurs querelles intestines. Chacun à son tour a

scandé ses seize mesures et ce long freestyle a trouvé sa cohérence. « Il ne fallait pas que les textes se contredisent, dit Jean-François Richet. Il était clair pour tout le monde que ce morceau ne devait pas s'arrêter aux lois Debré, mais bien s'attequer à l'ensemblade la logique. raciste. »

Avant que Spirit n'envoie la musique, Jean-François Richet et Madi dialoguent sur le disque, en introduction aux joutes verbales des rappeurs. Ils disent: « Lois Defferre, lois Jaxe, lois Pasqua au Debré, une seule logique: la chosse à l'immigré. Et n'aublie pas tous les décrets et circulaires. Nous ne pardonnerons jomais la barbarie de leurs lois inhumaines. Un état raciste ne peut créer que des lois racistes. Alors, assez de l'ontiracisme folklorique et bon enfant dans l'eupharie des jours de fête. Régu-larisation immédiate de tous les immigrés sans popiers et de leurs fomilles. Abrogation de toutes les lois racistes régissant le séjour des immigrés en France. Nous revendiquons l'émancipatian de tous les exploités de ce pays. Qu'ils soient français ou immigrés. Et, au fait, qu'estce t'en penses, toi? »

Stéphane Davet

Repli français en Afrique

AU MOMENT où se multien_Afrique, notamment par implosion de pays tels que le Zaire, la France réexamine son dispositif militaire sur ce continent. L'allègement de la présence française a été au menu du conseil de défense convoqué mardi 4 mars à l'Elysée par Jacques Chirac.

Depuis les années 60, Paris est lié par huit accords de défense et vingt-trols protocoles d'assistance militaire avec des Etats africains. C'est ce dispositif qui doit évoluer.

De 8 300 hommes répartis sur sept pays, les effectifs français en Afrique doivent passer à 5 000 d'ici à l'an 2002, pour tenir compte de la réorganisation d'ensemble des armée.

. Lire page 2

PHILIPPE **SOLLERS**



Les trois pannes de Lionel Jospin

DIX-SEPT MOIS après son re-tour à la tête du Parti socialiste, Lionel Jospin connaît sa première épreuve. «Je ressens combien ma thche est difficile », a-t-il confié, le 27 évrier à Lapaind, dans le Vau-chise (Le Monde du 1º mars). Jusqu'à la défaite de Vitrolles et la pétition anti-Debré, le premier secrétaire avait effectué un parcours quasiment sans faute. Sept ans après un congrès de Rennes calamiteux pour le PS, M. Jospin avait mené à bien, à son sythme - lent, mais maîtrisé - son œuvre de pacification interne. Mieux encore, il a pu imposer à un parti en manque de repères son « réalisme de gauche », en ne promettant à ses électeurs, souvent décus par le bilan du mitterrandisme, que ce qu'il serait capable de réaliser une fois au pouvoir.

Héritier rebelle de François Mitterrand, vis-à-vis duquel il revendiqua haut et fort, même après sa mort, « le droit d'inventoire » étendu à l'ensemble de l'action des socialistes au pouvoir, l'ancien candidat à l'élection présidentielle est ainsi parvenu, à travers trois conventions nationales et avec une tactique à géométrie variable face à son opposition incamée par la Ganche socialiste, à rénover le projet du PS tant sur l'Europe que sur la démocratie

et sur la politique économique et sociale. Fort de son autorité, M. Jospin a pu aussi imposer un quota de près de 30 % de femmes dans les candidatures aux élections législatives, favoriser la présentation, pour plus de la moitié, de candidats nou-

vezux et, dans la foulée, conclure un

accord electoral « historique » avec Tout allait donc pour le mieux Jusqu'à l'accident de Vitrolles. Celuici révèle les lacunes on les défauts de la démarche du premier secrétaire du PS: sur la rénovation, sur son message et sur sa stratégie contre le Pront national, avec, en toile de fond, la nécessité pour le PS de reconquérir son électorat populaire, selon une préoccupation partagée avec Laurent Fabius. Trois pannes qui handicapent actuellement la stratégie du premier secré-

La rénovation du parti était une priorité de M. Jospin. Or, s'il a sorti de sa léthargie l'appareil national, il n'est pas parvenu à faire en sorte que le mouvement soit suivi dans les fédérations. Le renouvellement

Michel Noblecourt

Lire la suite page 14

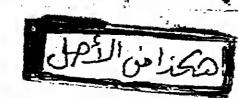
L'enfance de Marion



LE CINÉASTE Manuel Poirier vit à la campagne, et c'est là que cette figure de la nouvelle génération du cinéma français situe l'action de Marion, confrontation de deux couples qui se disputent l'affection d'une petite fille, sur fond d'inégalités sociales. Dans un autre registre, le Chinois Wong Karwai confirme avec Les Anges déchus tout le bien qu'on pense de lui depuis Chungking Express.

Lire pages 24 à 27

	international 2	Jent 2
	France6	Météorologie 2
	Société 9	Culture 2
	Régions	Carnet 2
	Herizons 12	Communication 2
	Extreprises 15	Abornements 3
'	Fleathesmannés 18	Radio-Telévision 3
	Anjourd Inc	Kospe



veau dans la forêt équatoriale, inquiète de plus en plus les organisations humanitaires. Une responsable de l'Unicef, de retour du camp, insiste notamment sur le calvaire des en-

fants. • A BRUXELLES, une commis-. sion d'enquête sénatoriale met en cause la passivité des Occidentaux avant le génocide perpetré en 1994 au Rwanda contre les Tutsis et les Hutus modéres. A PARIS, un Conseil de défense, réuni mardi 4 mars sous la présidence de Jacques Chirac, a examiné un allegement du dispositif

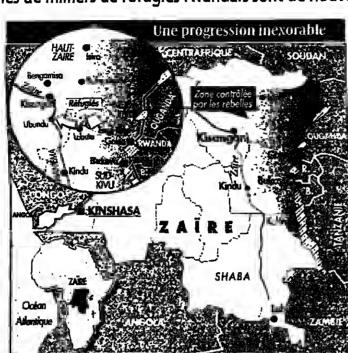
Les rebelles zaïrois s'apprêtent à faire le siège de Kisangani

Les étrangers fuient la troisième ville du pays, menacée par l'avancée des troupes de Laurent-Désiré Kabila. Des dizaines de milliers de réfugiés rwandais sont de nouveau livrés à eux-mêmes après la chute du camp de Tingi-Tingi

LES REBELLES se trouvent désormais à moins de 40 kilomètres au anrd de Kisangani, près de Bengamisa, a-t-on appris de sources zairoises informées, mardi 4 mars. Une centaine de rebelles sont arrivés aux abords de Bengamisa, par l'est, après avois traversé la forêt et descendu la rivière Lindi en pirogues. Cette percée confirme la stratégie d'encerclement de Kisangani, chef-lieu de la province du Haut-Zaire et principale base de l'armée régulière à l'est du pays, car, au sud, les troupes de Laurent-Désiré Kabila sont à moins de 200 kilomètres, dans la région de Lubutu.

M. Kabila parait bien décidé à assièger Kisangani – sinon à s'en emparer –, en dépit des appels à la « retenue » lancès par Washing-ton, qui, lundi, avait fait valoir que la prise de la troisième ville du Zaire risquait de mettre un terme aux négociations organisées en Afrique du Sud, sous l'égide des Etats-Unis, Mardi, le chef des rebelles a déclaré : « On commence à foncer vers Kisangoni. La ville a l'oir d'être bien défendue, mois elle sera prise. Nous lançons nos torces. Personne ne peut nous résister ».

Des journalistes etrangers ont pu se rendre, mardi, à Kindu, dont les rebelles se sont rendu maîtres à la fin de la semaine dernière.



mées zaīrolses ont, comme elles en ont l'habitude, abandonné cette localité sans combattre après l'avoir pillée. L'aéroport n'a pas été endommagé. Bien que située à 400 kilomètres de Kisanga-

ni, Kindu représeotait une position-clé pour l'armée du maréchal Mobutu Sese Seko. Depuis l'aéroport de cette ville, l'aviation gouvernemeotale pouvait mener des missions sur les arrières des rebelles. Voici deux semaines, des der Bukavu, où avait éclaté la nébellion en octobre. Seule opération à mettre à l'actif des troupes anuvernementales depuis l'annonce, en janvier, de leur « contreoffensive foudrovante ». En outre, l'abandon de Kindu permet à la rébellion d'utiliser le fleuve Zaîre en direction de Kisangani et le chemin de fer menant à la riche réginn du Shaba, au sud.

IVRES ET DANGEREUX »

La nouvelle de la chute de Kindu a considérablement accentué la tension à Kîsangani. L'avancée des rebelles a eocore accru un sentiment d'insécurité dont les hommes de M. Kabila ne sont pas les seuls responsables. En effet, l'envoyé spécial de l'AFP note que « comme tous les jours, des soldats armés de fusils d'assaut et de grenades ont sillonné la ville, de bor en bar » et qu'« à l'approche de l'heure du couvre-feu, beoucoup étaient ivres et dangereux ». Dans ces conditions les derniers étrangers encore présents dans cette ville ont bouclé leurs valises.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a affirmé que le déploiement d'une force de paix internationale pour venir au secours des réfugiés dans l'est du Zaīre

avions avaient ainsi pu bombar- à venir, cor sinon il pourroit être trop tard ». il a ajouté qu'il espérait convaincre de participer à cette force « des Etats avant la copacité de fournir d'importonts mayens logistiques, qui paurrant être déployés très rapidement », une allusion transparente aux

Le département d'Etat américain a appelé M. Kabila à autoriser l'ouverture de « corridors humonitaires » pour permettre aux réfugiés de « quitter lo zone des combats » et de revenir au Rwanda. Il a cepeodant indiqué que les Etats-Unis « n'étaient pas encore prets u s'engager » dans un projet de force internationale, mandatée par l'ONU, pour mettre en place

ces corridors. Le gouvernement zaīrois a ordonoé, mardi, l'expulsioo de 40 employés des agences bumanitaires de l'ONU. Il justifie cette décision par le massacre de Hutus rwandais et de Zaīrois, imputable seloo lui à l' « abandon » du camp de Tingi-Tiogi par les geos de l'ONU. Il affirme que 25 000 civils ont été massacrés depuis que les rebelles se sont emparés du camp, mais Cette affirmation n'a pu être coofirmée de source Indépen-

F. C.

Paris juge « crédible » un rapport d'Amnesty sur le Zaïre

Le gonvernement français a qualifié, mardi 4 mars, de « mal-heureusement crédibles » les indications d'un rapport d'Amnesty International faisant état de violations des droits de l'homme de la part des forces gaïrnises dans l'est du Zaire. « Nous condamnons vieoureusement les exactions et les violations des droits de l'homme quels qu'en soient les auteurs », a déclaré le porte-parole du ministère français des affaires étrangères, Jacques Rummelhardt. Il a souhaité une « enquête internationale et impartiole » sur ces in-

formations. Dans ce rapport daté du 19 fé vrier, Amnesty indique que, entre novembre 1996 et février 1997 « la population des villes et des villages, dans plusieurs régions du Zaīre, vivait dans la peur constante des ac-tions de soldats zaïrois qui avaient impunément pillé, viole et tue ». Dans un autre rapport, Amnesty fait état d'une augmentation des violations des droits de l'homme au Rwanda depuis le retour des réfugies. - (AFP.)

Les 160 000 réfugiés rwandais de Tingi-Tingi ont repris leur tragique errance dans la forêt équatoriale

* LES RÉFUGIÉS rwandois sont dons une situotion épouvantoble; certains d'entre eux ont erré dans les forets pendant des mois, et vollo qu'il don'ent de nouveau quitter les camps et retourner dans lo jungle »: Marle de la Soudière, une des respoosables du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) pour la région des Grands Lacs, de passage à Paris, rapporte les images insoutenables du camp de Tingi-Tingi, que les otgaoisations humanitaires ont été obligées de quitter, samedi la mars, en même temps que la n des terugies. « venareal, en inn a opresmidi, la direction du camp o onnoncé que le comp alloit être attaque et qu'il folloit s'en aller. Ils ont commence à démonter les installations et les malades sont partis les premiers. Dimonche, on o survolé le comp : il étoit vide. >

Marie de la Soudière, qui estime à 160 000 le nombre des réfugiés qui vivaient dans les deux camps de Tingi-Tingi, estime « urgent » de négocier l'ouverture de « couloirs humonitaires ». d'abord pour donner de nouveau aux secours un accès aux réfugiés et, ensuite, pour permettre à ces derniers de rentrer chez eux. « On en parle depuis novembre, dit-elle, mais pour mettre ce retour en pratique, il fout négocier ovec les deux par-ties : les forces de Kobilo et les outorités zaïroises. »

« Les enfants ont les jambes gonflées par la malnutrition et les infections. Et, maintenant, ils doivent repartir »

▲ La situation est encore plus insupportable pour les enfants, ajonte-t-elle: beoucoup d'entre eux devraient être évacués en avion. Il faut les voir, ces enjonts qui titubent, qui ne peuvent plus avancer. Ils ont les jombes gonflées, tant à couse de lo mainutrition que par les infections dues aux blessures

qu'ils se sont faites dons lo foret, avant d'arriver au. comp. Et, maintenant, ils doivent repartir. » Avant de quitter le camp, les réfuglés ont reçu pour environ cinq jours de « nourriture », essentiellement des biscuits protéinés.

Selon la responsable de l'Unicef, la plupart des réfugiés veulent rentrer chez eux, même s'ils savent que cela sera difficle. « Je n'oi pas du tout constaté que les comps étaient remplis d'extrémistes et de "génocideurs" » précise t-elle. « En fait, ils ont peur de tout le monde et, surtout, ils manquent totalement d'informations. Ils sont tota lement angoissés et nous demandent tout le temps si nous, nous sovons quelque chose. »

« Beoucoup de personnes sont mortes quond elles étaient dans lo farêt, ajoute-t-elle, de malodie, mois oussi du fait des ottaques dont elles étaient l'objet. C'est lors de ces combats que les familles se sont disloquées et que tant d'enfants ont été perdus. Je pense à cette petite fille de sept ans qui errait dans lo forêt et que l'on o retrouvée la semaine dernière. Depuis quand était-elle perdue? »

Un rapport belge dénonce la passivité des Occidentaux face au génocide de 1994

BRUXELLES

de notre correspondant Le 7 avril 1994, dix parachutistes belges de la Minuar (Force des Nations unies au Rwanda) étaient tués par des extrémistes hutus à Kigali. Ce massacre entramait le départ des troupes onusiennes, qui laissaient ainsi le champ libre aux massacres dont furent victimes les Tutsis. En Belgique, les familles des paracbutistes tués, soutenues par l'opinioo publique (250 000 signatures ont été recueillies ao cours de l'été 1996) demandaient que les responsabilités militaires et politiques du drame solent établies. Après le procès et l'acquittement du colonel Luc Marchal, commandant des paras belges à Kigali, le gouvernement et la majorité acceptaient, d'assez mauvaise grace, la constitutioo

d'une commission sénatoriale d'en-

Ses travaux, préparés par un rapport d'étude de 140 pages, ont déjà mis en lumière des éléments qui pourraient se révéler génants pour les respoosables politiques de l'époque. Il a ainsi été établi qu'un informateur rwandais, personnage haut placé auprès du présideot Habyarimana, qui apparait dans les documents sous le seui prénom de « Jean-Pierre », avait, dès janvier 1994, informé le commandement des forces beiges de la Minuar des agressions qui se préparaieot contre elles, et des plans organisant le massacre des Tutsis. Les ambassadeurs de Belgique, des Etats-Unis et le chargé d'affaires français à Kigali avaient été mis au courant de ces informations, qu'ils ont transmises à leurs gouvernements. Sur les consignes de leurs capitales, les diplomates sont venus poser des questions à ce sujet au président rwandais et ont pris pour argent comptant les dénégations indignées de Juvénal Habyarimana.

Seloo le sénateur libéral Alain Destexhe, ancien responsable de Médecins sans frontières et membre de la commission, le président rwandais « disposait d'importants oppuis au sein du CVP (le Parti chrétien-social flamand) ce qui explique peut-être qu'on ait préféré le croire, lui, plutôt que de tenir compte des rapports des militaires ».

Le lieutenant-général José Charlier, commandant de l'état-major de l'armée belge, a stigmatisé, devant la Commission, le refus du gouvernement et du Pariement d'accorder aux forces belges sur le terrain les effectifs et le matériel nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Jean-Luc Debaene, Léo Delcroix et Willy Claes, respectivement premier ministre, ministre de la défense et ministre des affaires étrangères à l'époque des faits, devaient être entendus mercredi S mars.

Luc Rosenzweig

RWANDA: deux attaques commises par des bommes armés ont fait au moins une vingtaine de morts, a-t-on appris mercredi S mars. Selon le service régional d'information de l'ONU. 10 personnes ont été tuées et 21 blessées durant le week-end dans la commune de Rushashi, Jacques Isnard près de Kigali. - (AFP.)

La France va alléger son déploiement militaire en Afrique

UN PLAN de rétraction du dispositif militaire fraoçais en Afrique est à l'ordre du jour. Il a fait l'objet d'un examen, mardi 4 mars, en conseil de défense convoqué à l'Elysée par Jacques Chirac et réunissant, outre les chefs militaires, une demi-douzaine de ministres autour d'Alain

Le 20 février dernier, le chef de l'Etat s'était rendu, en secret, au centre opérationnel interarmées (COIA) qui est installé en souterrain au ministère de la défense et qui sert de « centre nerveux » pour trute opération extérieure menée par les états majors français. De la sorte, M. Chirac a manifesté son interrogation sur le rôle et la nature des moyens militaires d'une politique africaine de la France qui reste à déterminer.

La réflexion gouvernementale tient en deux considérations. La première est que la multiplication des crises, par risques d' a implosion » des Etats, en Afrique - les plus actuelles, comme celle du Zaire ou celle de Centrafrique. mais aussi les tensions à venir qui menacent d'autres pays et qui impliqueraient la France - oblige à réexaminer les conditions dans lesquelles Paris a signé, durant les années 60 et après, huit accords de défense et jusqu'à vingt-trois prntncnles de cnnpératinn ou d'assistance militaire technique.

réduction programmée des effectifs militaires en France, liée à la professionnalisation des armées, contraint à être plus économe des troupes vouées à être déployées le jour où il faut les engager pour venir au secours d'un Etat agressé.

En d'autres termes, la voie à

suivre se révèle étroite. Si, en effet, la gestion des crises à venir dépasse les seuls moyens nationaux, comment les maîtriser en coopération avec d'autres pays, notamment européens, ou avec d'autres Etats africains alliés de la France, dans le cadre de plans d'intervention multinationaux du type de celui qui a été mis en place en Ceotrafrique? Comment s'adapter au projet avancé par Washington d'une force Interafricaine de paix, dont les contours ne sont pas fixés, quand, par ailleurs, Paris ne dissimule pas ses propres

ambitions sur le sujet? Le dossier présenté au conseil de défense est, semble-t-il, le fruit d'une approche conjointe de l'état-major des armées et de la délégation aux affaires stratégiques au ministère de la défense. Il s'est agi, comme le souligne TTU, la lettre hebdomadaire d'informations stratégiques, de concilier » deux points de vue : celui de l'armée de terre, qui entend privilégier le besnin de ses unités professionnelles de pouvoir

La seconde réflexion est que la s'évader hors de l'Hexagooe dans des bases prépositionnées outremer, et celui de l'armée de l'air voire de la marine, avec ses portel'idée de mainteoir quelques plates-formes susceptibles d'ac-

cueillir des forces dites de « projection » venues de la métropole. Aujourd'hul, le dispositif militaire français en Afrique mobilise 8 300 bommes répartis sur le terri-

vrait dépendre finalement des pressions que les chefs d'Etat des pays en question ne vont pas manquer d'exercer sur Paris afin avions -, qui s'en remet plutôt à de limiter le plus possible le « désengagement » français. En revanche, il apparaît que la grande base de Djibouti - qui avait paru, un temps, être menacée lors des premières réflexions - conserve l'essentiel de sa vocation stratégique, par les facilités aéropor-

D'ici à 2002, les effectifs du dispositif français en Afrique – 8 300 hommes répartis sur le territoire de sept pays devraient être réduits d'environ 30 %

700 enviroo. La base principale est à Djibnuti. Les états-majors ont préparé un programme de rétraction de ce dispusitif qui devrait amener à une réduction globale, d'ici à 2002, de 30 % des effectifs (Le Monde du 25 octobre 1996 et

du 11 janvier 1997). L'intérêt de maintenir certaines installations, en Côte d'Ivoire, au Sénégal ou au Gabon, a été l'objet d'âpres discussions entre responsables militaires, et leur sort de-

toire de sept pays, non compris les coopérants militaires ou les assis-tants techniques, au nombre de tants techniques, au nombre de direction du Golfe et du Moyen-Orient, et que les points d'appui centrafricain ou tchadlen ont des partisans convaincus.

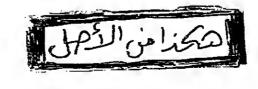
Dans ces conditions, l'intention des états-majors est de compenser l'abandon de certaines infrastructures locales par le regroupement des détachements, la mise en commun de leurs moyens ou de leurs soutiens et par la généralisation du système des compagnies

(dépenses de fonctionnement, volume des effectifs et stockage des matériels) qui seroot mises en œuvre. D'où, à côté du maintien sur place de cadres permanents capables de protéger les infrastructures qui accueilleraient des renforts en cas de menace sur des ressortissants étrangers, le principe retenu par les états-majors: celui d'une mobilité accrue, c'està-dire d'une rotation des compagnies entre la France et les points d'appui ouverts en Afrique. Les cadres français y accompliraient des séjours de quelques mois au sein de l'unité déployée – un régiment, ou plutôt, un bataillon par base et deux à Diibouti - pour se « conditionner » et se familiariser

possible les effets négatifs, sur le

plan opérationnel, des économies

avec les aléas d'une intervention. Quoi qu'il en soit des orieotations à l'étude, rétraction du dispositif on, comme le disent les spécialistes, « ollégement », la France devra se « concerter » sur ses nouveaux engagements avec les Etats africains. Le ministre de la défense, Charles Millon, l'a assuré. De même, la France ne peut faire l'économie d'une consultation du Parlemeot, pour répondre au vœu exprimé par le précédent ministre de la défense, François



ge de Kisangani

 $\omega \to \omega_{AS}$

the street

e a sergenje

, T. -

Swall Co

7.37

Access 1

E. .

5000

\$ 4 - 3 - -

A STATE OF

nak ne vi dire.

المناه والمرازية والمرازعة

(gg -g2 + 0) = 1

ij⊊ in were

man lot and

pot

4-25 - 100 - 100

Service Control

المناق مين

But we said the second

്യക്ഷം സക്ഷേത്ര

Marie Service

MAN W.

in a

تنابث بداجتي

-

And the owner of

1 3 3 3 3 4 C C

ne partir a significant

 $\sup_{i\in A_{i}} \varphi_{i}(x) = - \Psi_{i}(x)$

A STATE

A Commence of the Commence of

\$ 16 m

Sand State of the State of the

1997 to 1897 to

Physical Communication

Service ...

Le mécontentement social grandit en Iran

L'amélioration de la situation économique du pays n'a pas profité aux catégories les plus modestes

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale «Le sport fovori des Iraniens est de se plaindre. » Hamid dit vrai. La complainte est, en privé, une seconde nature chez nombre d'Iraniens. Mais ceux qui semblent en avoir vraiment assez sont tous ceux qui n'arrivent pas à « joindre les deux bouts », qui triment comme des damnés en se demandant de quoi sera fait le lendemain.

A l'approche de Nowrouz, jour de l'An iranien, célébré le 21 mars avec le début du printemps, des milliers d'Iraniens hantent chaque jour, et plus encore le vendredi - jour saint pour les musulmans les boutiques chics du nord de Téhéran, comme les avenues commerciales et le bazar du centre ville, ou les magasins et marchés populaires du sud pauvre de la capitale. Pour Nowrouz, la table doit être bien garnie, les enfants, et si possible les parents, habillés de neuf, les amuse-gueules abondants pour les échanges de visites entre parents et amis. Pour l'Iranien « moyen », c'est la ruine.

Même le très officiel Tehron Times, dans un sondage express sur l'élection présidentielle prévue en Juin, a dû l'imprimer noir sur blanc. Un fonctionnaire du ministère de l'éducation, Mohamad Tahouni, s'est plaint de la cherté de la vie : « Mon saloire mensuel est de 250 000 rials (moins de 600 francs), a-t-il dit. Je paie un loyer mensuel de 200 000 rials et il ne me reste plus que 50 000 rials pour subvenir aux besons de ma famille. »

De l'enseignant au militaire,. tout le monde fait deux à trois " " " " " " « petits boulots » pour améliorer l'ordinaire

A 1000 rials le kilo de ciementines dans les quartiers pauvres -trois fois plus dans les quartiers nord - et 2 500 rials le riz de qualité médiocre (le riz accompagne pratiquement tous les plats en Iran), il est difficile de s'offrir des « folies ». l'inflation variant autour de 25 % le pouvoir d'achat des salariés a considérablement baissé. De l'enseignant, dont le salaire varie entre 400 000 et 500 000 rials, au militaire, tout le monde, fait deux à trois « petits boulots » - celui de chauffeur de taxi étant le plus rentable - pour améliorer l'ordinaire. Cette situation oblige les autorités à continuer de subventionner les denrées de base, une politique de vérité des prix risquant d'entraîner une véritable révolutiou sociale. «L'économie parallèle sauve aussi une gronde partie des gens », Observe un diplomate occidental.

Des ouvriers de la raffinerie de pétrole du sud de Téhéran ont organisé, le 16 février, une manifestation devant le ministère du pétrole pour réclamer notamment des augmentations de salaires, une convention collective et des prêts au logement. En deux temps trois mouvements, la police était sur les lieux et emmenait tout le monde. Il y a quelques mois, une manifestation du même genre, accompagnée de violences, avait eu lieu a Islamchah, un quartier sud de la capitale. La réaction de la police avait été

tout aussi rapide. Faute de pouvoir s'exprimer dans la rue, les traniens se plaignent, d'autant que le fossé grandit entre les plus ou moins nantis, patrons d'entreprises en tout genre ou employés du secteur privé et la masse des défavorisés. Sans discrimination, nombre d'entre eux imputent leurs difficultés au fait que le régime est islamiste. Leurs railleries les plus acerbes visent les niollahs qu'ils accusent, à tort ou à raison, de s'être tous enrichis.

Au passage d'un jeune religieux tout émacié dans une avenue de

Téhéran, Yadollah, petit fonctionnaire commente : « Celui-ci vient de sortir tout juste de l'usine" de Qom [ville sainte à 150 kilomètres au sud de Téhéran]. Zéro kilomètre ou compteur. Attendez de voir à quoi il ressemblera dons quelque temps », rondeurs et confiance en soi étant des signes extérieurs de richesse.

La réalité est évidemment plus complexe. La situation économique du pays n'est pas aussi mauvaise qu'on l'imagine, explique un expert. Ce que les économistes appellent « les fondamentaux » se sont nettement améliorés et la crédibilité des données économiques officielles aussi, de l'aveu même du Fonds monétaire international,

Les autorités, qui s'étaient endettées jusqu'au cou par des importations débridées en 1992-1993, ont restructuré leur dette extérieure et tiennent leurs engagements rubis sur l'ongle. Le prix soutenu du pétrole les a beaucoup aidées. Mais il a fallu aussi procéder à une réduction drastique des importations qui, maigré les stocks importants constitués, a pesé sur l'appareil productif et sur les prix. La banque centrale a recu les pouvoirs nécessaires pour mettre de l'ordre.

Non sans quelques entorses parfois, comme pour satisfaire les marchands de tapis, membres de la caste des bazaris, historiquement piliers économiques et principaux alliés des religieux. Ainsi ont-ils été récemment autorisés, sur « avis » exécutoire du Parlement et contre l'avis de la banque centrale et du gouvernement, à conservet la totalité de leurs recettes en devises à l'étranger, à condition de les utiliser pour importer les matières premières nécessaires à l'industrie du tapis, il faut dire que celle-ci fait vivre près de 9 millions de personnes, de la plus petite ouvrière au commerçant. Le gouvernement, craignant une fuite de capitaux à l'étranger, obligeait les marchands de tapis à rapatrier la totalité de leurs devises.

Mais la crise des années passées a aussi eu un effet bénéfique puisqu'elle a encouragé le gouvernement à développer le secteur industriel, ce qui est contraire aux habitudes ancestrales de ce pays, foncièrement « bazaries ». « Celo flatte oussi leur sentiment nationol, leur nationalisme à fleur de peau », commente un diplomate. Ils sont désormais autosuffisants en acier et viennent d'obtenir d'un consortium de banques d'Europe et du Japon un prêt de 561 millions de dollars (environ 3,2 milliards de francs), garanti par le gouvernement italien, pour financer des projets sidérurgiques. Ils développent aussi leurs industries pétrochimique et d'aluminium et tentent d'en faire autant pour les industries mécaniques et électromécaniques afin d'arrêter les importations.

Ce qui manque, c'est l'industrie manufacturière dans laquelle les investissements nationaux ne sont pas à la hauteur, à cause de ce qu'il est convenu d'appeler la « mentalite bazarie » et aussi de l'absence des législations nécessaires. Mais le vrai problème, c'est que l'avenir n'est absolument pas lisible, que nul ne peut prévoir qui gouvernera l'Iran demain, ni quelle politique économique et financière il suivra, en raison de la diversité des factions qui composent le régime.

L'Iran a lancé, mardi 4 mars, un

Mnuna Naim

appel pressant à la communauté internationale pour l'aider à faire face aux conséquences du séisme qui a ravagé vendredi la région d'Ardebil, et dont le bilan devrait encore s'alourdir. De fortes chutes de neige, accompagnées de brouillard et de températures descendant jusqu'à - 20 °C, ont considérablement ralenti les opérations de secours dans de nombreux villages difficiles d'accès dans cette région de montagne. Le séisme a fait au moins 965 morts, 2600 blessés et 60 000 sinistrés, mais ce bilan provisoire « devrait encore s'alourdir » compte tenu de la poursuite des recherches, selon les Nations unles à Téhéran. - (AFP.)

Pour M. de Charette, le projet de colonie juive à Jérusalem-Est est un « obstacle » à la paix

Le ministre français des affaires étrangères effectue une « visite de travail » en Israël

Le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, s'est rendu en Israël, du lundi 3 hou. M. de Charette a critique le projet de siège officieux de l'OLP dans la partie orientale

au mercredi 5 mars, afin de renouer les liens construction d'une nouvelle colonie juive à Jéru- de la Ville sainte, la Maison d'Orient.

de notre correspondont La France de Jacques Chirac a une ambition au Proche-Orient, et elle tient à jouer son rôle dans le processus de négociations entre Israël et les Arabes. La nouvelle

tournée régionale commencée lundi soir 3 mars en Israel par le ministre des affaires étrangères. Hervé de Charette, vise d'abord à s'assurer que les différentes parties en cause, à commencer par PEtat juif, acceptent cette ambition. Le chef de la diplomane française, qui était porteur d'un « message d'omitié » du chef de l'Etat au premier ministre israélien, a été reçu mardi par Benyamin Nétanyahou après avoir vu son bomologue, David Lévy. Il devait être recu mercredi soir à Damas par le président syrien Hafez El Assad avant de faire un crochet par la ca-

pitale libanaise, Beyrouth. De ce point de vue, il ne semble plus y avoir de problème. A Damas, comme à Jérusalem-Quest, on accepte - mieux, on « opprécie » - les efforts de Paris pour essayer de renouer, entre les deux

protagonistes, les fils d'une négociation interrompue par Israel il y a un an. Hervé de Charette l'a dit et répété : il est « convaincu » que les deux pays « veulent sincerement la paix ». Reste à savoir à quel prix. Quoi qu'on en pense aux Etats-Unis, maitres traditionnels du jeu dans la région, Paris poursifit son petit bonhomme de chemin et travaille à essayer de rapprocher les points de vue. David Lévy l'a dit à son hôte: il aimerait bien que la France, « cette amie très chère aui a produit Chompollion, déchiffreur de hieroglyphes », aide Istael « o decrypter le sphinx de Damas ».

Reste le volet palestinien des relations bilatérales. En la manère, le ministre français s'est effotcé d'adopter un profil bas. Hervé de Charette a certes rappelé « lo position traditionnelle de lo France »: à savoir que Paris « déplore » la décision israélienne de construire une nouvelle colonie juive dans la partie orientale arabe de Jérusalem parce qu'elle o est contraire aux lois internationales » et constitue « un obstacle ou processus de paix ».

Pour autant, alors que, de l'aveu

même du gouvernement israélien, la construction de cette nouvelle colonie s'inscrit dans le cadre « de lo lutte pour le contrôle de Jérusalem » quelques semaines avant que ne s'engagent avec les Palestiniens les discussions sur le statut final de tous les terriroires occupés, Jérusalem-Est compris, le ministre français a cru devoir céder à la pression d'Israël et n'a pas inscrit à son parcours le traditionnel détour par la Maison d'Orienr, siège officieux de l'OLP dans la partie orientale de la ville annexée en 1967.

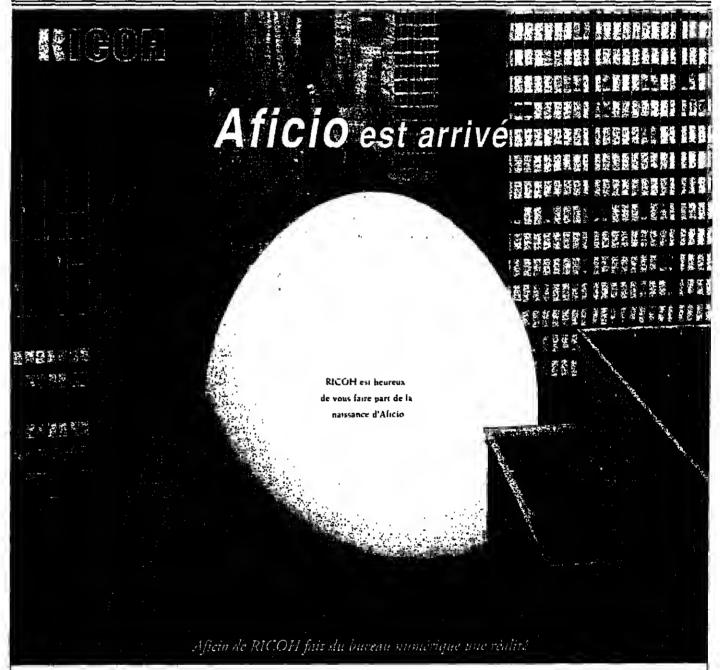
CONCESSION

Il n'est cependant pas le seul. Depuis l'arrivée au pouvoir des nationalistes israéliens, il y a huit mois, pas un seul des chefs des diplomanes européennes qui mettaient naguère un point d'honneur à visiter la demière institution politique palestinienne existante à Jérusalem-Est ne s'y est rendu. La victoire de Benyamin Nétanyahou sur ce point est totale. D'ailleurs, quelques heutes à peine après avoir recu son visiteur français, le

premier ministre ordonnait la fermeture immédiate à Jérusalem-Est de quatre nouveaux bureaux pal'Autorité autonome. La pression israelienne ne semble devoir s'arreter qu'avec la disparition définitive de tout ce qui peut rappeler, de pres ou de loin, une histoire, un enracinement, une présence politique palestinienne dans la Ville

Cette concession française, qui ne peut qu'encourager ceux qui pensent en Israel qu'il suffit de froncet les sourcils pour que l'Europe cède sur une question aussi symbolique que capitale, est liée à son ambition régionale avouée. Comme l'expbquait un membre de l'entourage de M. de Charette, la situation est simple : si nous maintenons le principe d'une visite à la Maison d'Orient, les Israéliens nous boycottent; et s'ils nous boycottent, si nous n'avons plus de contact avec l'un des acteurs majeurs du conflit. Comment alors espérer jouer un rôle quelconque?

Patrice Claude



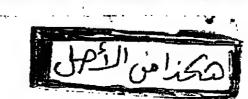
Aficio est las C'est le nouveau concept de RICOH en matière d'équipement de bureau qui vous permet dès à présent, d'aborder avec succès, l'ère numérique, Aficio, une gamme complète de produits qui vous offre au prix de l'analogique, une grande richesse fonctionnelle et de multiples possibilités grâce à sa conception modulaire. Choisissez les fonctionnalités que vous souhaitez - copies numériques couleurs ou noir & blanc, télécopies, numérisation ou impression de documents - et sélectionnez simplement la configuration qui cottespond le mieux à vos besoins. La conception novatrice de la gamme Aficio apporte à l'univers du bureau, un plus incontestable en flexibilité et productivité. Aficio, c'est l'environnement numérique du bureau qui répond désormais aux besoins de chacun.





Gestetner S.A. Tel. 01 49 80 71 95, Fax. 01 49 80 71 94 Neshuated France S.A. Tél: 01 48 98 21 69, Fax | 01 45 77 02 89 Rea Rotary S.A. Tel #1 39 90 54 72 Fat. 01 59 90 14 40

BAGGON / nashua<u>tec</u> / **≥ Rex-Rotary / Gestetner**



2

Le sud de l'Albanie s'enfonce dans le chaos et l'insurrection

De nouvelles émeutes ont fait deux morts dans la ville de Vlora où les rebelles semblent prêts à affronter l'armée. Les forces spéciales et les militaires, chargés de rétablir l'ordre, tentent d'éviter que les insurgés puissent s'infiltrer dans la capitale

matie danoise. Niels Helveg Petersen, a nomme, mardi 4 mars, l'ex-chancelier autrichien, Franz Vranitsky, comme son repré-sentant personnel en Albanie, a indiqué un

communique du ministère des affaires etrangères à Copenhague. M. Vranitsky se rendra le plus tot possible en Albanie, afin d'avoir un aperçu de la situation et d'assu-rer les autorités albanaises que l'OSCE, en

coopération avec d'autres organisations internationales, « continuera à soutenir et à

cupante. Il y a un besoin urgent de stopper l'usage de la force, de rétablir la stabililité et d'engager toutes les forces politiques dans un dialogue sur la manière de développer ce pays », a-t-il ajouté. Dans la capi-

Berisha et des responsables du Parti socialiste (opposition, ex-communistes) n'a pas permis de trouver un terrain d'entente entre les deux parties.

dans leur ville. Toutefois, selon un

TIRANA

de notre envoyé spécial Les rebelles armés qui contrôlent le sud de l'Albanie ont provoqué de nouvelles émeutes à Vlora et Saranda, mardi 4 mars, tandis que le gouvernement albanais semblait préparer une intervenzion militaire. Des convois de soldats et de chars d'assaut ont emprunté la route qui longe la cote adriatique, placée sous le contrôle des services speciaux (SHIK) du président Sali Berisha. Le SHIK, qui a résisté seul aux émeutiers à Vlora après la reddition des soldats, a pris le commandement des opérations de reconquête du sud du pays, en collaboration avec l'armée.

A Vlora, la population paraissait craindre, mardi soir, une attaque imminente des forces armées albanaises. Un habitant, joint au téléphone, a raconté que des tireurs avaient pris posizion sur les toits des maisons et que des habitants étaient partis dans les collines environnantes. Le correspondant d'un journal albanais a affirmé que les émeutiers avaient disposé de l'artillerie près de Vlora et mine un pont, afin de résister à un éventuel assaut des soldats envoyės par Tirana. Deux personnes ont encore été tuées, mardi à Vlora, portant à au moins dix-huit morts le bilan de deux semaines de chaos dans cette ville por-

Les insurgés ont également renforce leurs positions dans la région de Saranda, une station bal-

assister l'Albanie pour sortir de la crise actuelle », a souligne M. Petersen. « La situation en Albanie demeure très préoc-

ture en cas de pénurie. A l'entrée et à la sortie de chaque ville de solides barrages ont été installés. Près de Tirana, ils sont teous par d'un ionmal d'opposition. des policiers en uniforme. Entre L'Albanie s'enfooce de jour en

nalistes a été attaqué. « Le Sud, main afin de se préparer à une résistance armée, tandis que les cic'est l'anarchie, et Tirana, c'est lo vils de Saranda seraient effrayés dictoture », estime l'éditorialiste par le règne de bandits armés

iour dans la crise et o'entrevoit correspondant de l'AFP à Saranaucune autre porte de sortie que da, la population a bien accueilli la

Tirana rèclame à Rome la restitution d'un MIG-15

L'Albanie a réclamé à l'Italie, mardi 4 mars, la restitution de l'avion militaire biplace qui a atterri à la mi-journée sur l'aéroport militaire de Galatina, une ville située dans le sud des Pouilles (région qui fait face à l'Albanie), a indiqué le ministère Italien de la défense. A leur arrivée, les deux occupants du MIG-15 ont été immédiatement accompagnés à la préfecture de police de Lecce pour y déposer leur demande d'asile politique. L'avion est de fabrication chinoise, du même type que ceux utilisés par les Soviétiques dans les années 50. Cet appareil est généralement doté de canons de 23 millimètres de calibre. L'état-major de l'Aéronautique a créé, comme il est d'usage, une commission d'enquête qui se prononcera au plus vite, a indiqué le ministère italien, nu l'ambassadeur d'Albanie, Pandeli Pasko, a été reçu par un conseiller diplomatique, Riccardo Sessa. - (AFP.)

Daos un village, un bomme fonce sur un vélomoteur. Assis sur le porte-bagages, un jeune garçoo tire des rafales de kalachnikov eo l'air. Uo vieil homme sourit, des femmes ont peur et l'insultent. Le climat dans le centre et le cord de l'Albanie n'est pas du tout insur-

Durres et Lushnia apparaissent

des hommes en teoue civile, le

ventre ceint de chargeurs pour

leurs armes automatiques. Ils

fouillent sans ménagement les

voitures et leurs passagers, sur-

tout ceux qui remontent vers le

Nord. L'objectif principal est

d'éviter que des émeutiers su-

distes puissent s'infiltrer dans la

rectioonel; certalos profitent juste un peu de la confusion pour jouer les héros.

A un barrage, un milicien extirpe un homme d'une voiture et le malmène, sous l'œil gogueoard de policiers en train de se désaltérer. Plus loin, des paysans armés de vieux fusils ont rejoint les rangs des forces pro-gouvernemeotales et foot régner leur loi de chaque côté d'un poot. Près de Fier, un convoi de tanks fonçait, mardi après-midi, vers la région de Viora. Un second convol de sept chars d'assaut était également visible entre Tirana et Durrès, immobilisé par la crevaison de la roue d'un camion. Des soldats fumalent des cigarettes dans l'berbe, visiblemeot peu pressés d'aller se

Il est difficile d'obtenir des témoignages crédibles, tant l'animosité est forte à l'encontre de la presse internationale. Les récents discours du président Berisba, qui a accusé des services secrets étrangers de participer à la rébellion, et la proclamation de la loi martiale et de la censure n'ont pas cootribué à améliorer le climat de confiance entre les Albanais et les journalistes. Les reporters albanais sont eux-mêmes régulièrement pris à partie, seul un quotidien pro-gouvernemental a pu paraître mardi et le café qui sert de lieu de rendez-vous aux jour-

confronter aux insurgés.

la répression. Ni les émeuders sudistes ni le pouvoir oe paraissent prets a offrir la moindre coocession. Et il est impossible de mesurer la détermination de la population du Sud à résister à l'arrivée des troupes de Tirana. Les bribes de témoignages qui parviennent de la province soot contradictoires. A Viora, les émeuniers et les civils travailleraient main dans la

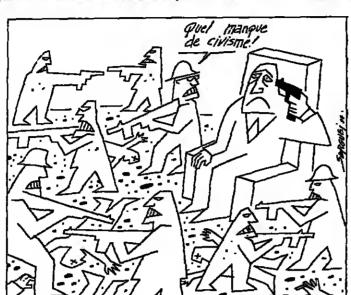
Le pays des Aigles

destitution du maire fidèle au Parni démocranque de Sali Berisha et la nomination d'un « conseil municipal autocome », AU PROFIT DES GANGS

La révolte albanaise paraît être un mélange de facteurs très divers. Tout d'abord, la population est furieuse d'avoir été ruinée par la faillite des sociétés financières frauduleuses, qui étalent liées avec le pouvoir. D'autre part, des voix s'élèvent incontestablement pour réclamer des réformes démocratiques et des élections anticipées. Enfin, de véritables gangs semblent profiter de l'anarchie qui s'est répandue dans le sud du pays, notamment à Vlora, le port des cootrebandiers.

Nul oe pouvait donc mesurer, mardi soir, la tâche qui attend l'armée et la police secrète albanaises. A Tirana et dans les villes de la côte, chacun redoutait qu'un bain de sang ne soit nécessaire pour que l'ordre soit rétabll. Et cbacun affirmait qu'un bain de sang, quels que soient les crimes commis par les émeutiers, serait difficilement pardonné à Sali Berisha, le président tout juste réélu mais profondément fragilisé.

Rémy Ourdan



néaire face à l'île de Corfou, ou ils auraient aisément conquis la base navale. Les commissariats de police et les édifices publics ont été incendiés, et trois cents prisonniers se sont évades de la prison. ils seraient désormais les maîtres de la rue, grace aux centaines d'armes et d'explosifs dérobés aux soldats. Un homme de la police secrète, arrivé de Tirana à bord d'une voiture banalisée, aurait été

repéré et brûlé vif. Une chaîne de télévision grecque a affirmé que ces rebelles s'appreteraient à affronter l'armée au cas où cette dernière tenterait

Les Etats-Unis n'out pas l'intention de supprimer leur aide économique à l'Albanie malgré la crise actuelle, car cette aide profite précisément aux défenseurs de la démocratie dans ce pays, a indiqué, mardi 4 mars, le département d'Etat. L'aide prévue pour 1997, de l'ordre de 27 millions de dollars (154 millions de francs), est destinée à des organisations non gouvernementales qui encouragent la dé-

mocratisation et l'économie de marché.

La supptimer « ne serait pas dans l'intérêt des Etats-Unis », a expliqué le porte-parole du département d'Etat, Nichnias Burns. Il a de nonveau déploré que le gouvernement albanais « profite de l'état d'urgence pour intimider l'opposition politique et museler la presse ». Il a, en particulier, appelé Tirana à laisser La Voix de l'Amérique conti-nuer d'émettre vers l'Albanie. Et le porte-parole a également répété que la réélection « précipitée », lundi par le Parlement, du président Sali Berisha « n'avait pos laissé à l'opposition une chance équitoble de participer » à ce scrutin. - (AFP)

Washington maintient son aide

et les forces du ministère de l'intérieur cootrôlent parfaitement la situation. La tension est à peine perceptible dans les villes de Durrës et de Lushpja. Les habitants vaquent à leurs occupations quotidieooes, ou se contenteot de constituer des réserves de courri-

L'Italie redoute un nouvel afflux de réfugiés

de notre correspondant Toutes les forces de sécurité ont été mobilisées sur les côtes sudest de l'Italie, dans les Pouilles, afin de prévenir un évectuel exode massif de réfugiés albanais. Près de mille bommes supplémeotaires ont été chargés de la surveillance de l'Adriazique entre Bari et le canal d'Otrante.

En plus du dispositif aéro-naval, la Guardia di Finanza a mis sur pied quarante patrouilles pour contrôler les voies d'accès aux rivages. C'est l'« alarme rouge ». pour éviter une répétition des événements de 1991, lorsque des cargos débordant de réfugiés avaient accosté à Brindisi et à Bari, causant une véritable panique parmi les autorités. Les candidats à l'exil se jetaient à la mer et grimpaient sur les quais pour échapper au régime communiste moribond.

Pour l'iostant, on n'a signalé que quelques tentatives de prises d'assaut de bateaux dans le sud de l'Albanie, et la demande d'asile politique de deux pllotes, le



capitaine Agrae Dasci, arrivés eo MIG-15, mardi 4 mars, sur la base militaire Galatina, à Lecce.

INVESTISSEURS INQUIETS

Le gouvernement italien suit avec beaucoup de préoccupation l'évolution de la situation chez son voisin. Lundi après-midi, une opérazion héliportée a été menée afin de recueillir à Vlora vingt et un ressortissants italiens et quinze autres étrangers (quatre Allemands, un Néerlandais et dix journalistes de différentes nationalités). Le régime de Tirana avait en effet demandé aux étrangers de quitter Vlora en raisoo des dangers. L'opération, qui n'a duré qu'une beure, avait été approuvée par le gouvernement de Sali Berisha. Deux « Cbinook » partis d'uo bateau de guerre ont embarqué en buit minutes les étrangers désireux de quitter le port de VIo-

Les nombreux hommes d'affaires italiens ayant investi dans ce pays depuis la chute du régime communiste sont également inquiets. On estime à six cents le nombre des chefs d'entreprisé qui ont cherché à profiter des incitations fiscales et des bas salaires pour s'implanter dans un pays considéré comme une porte d'entrée vers les marchés de Serbie, de Macédoine et d'autres régions des

Dans une intervenzion au Sénat. mardi après-midi, le ministre des affaires étrangères, Lamberto Dini, a fait part de la préoccupation du gouvernement. « Alars qu'il y o deux jours il semblait que le président Berisha soit nettement en faveur de lo constitution d'un gouver-

commandant Adriano Elezi et le nement de réconciliotion nationale et qu'il ait onnoncé - à tout le moins par lo voie diplomatique son intention de convoquer des elections dans les quaronte-cinq jours, ces deux propositions n'ont pas été coofirmées », a-t-il déclaré. Le ministre a également annonce une visite, vendredi, de M. Van Mierlo, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas - pays qui exerce actuellement la présidence de l'Union européenne. Dès dimanche, Lamberto Dini avait réclamé « une intervention de l'Europe et du Fonds monétoire international pour une oction

convergente d'assistance ».

de reprendre le contrôle de Saran-

da. Par ailleurs, la chaine grecque

a diffusé le témoignage d'un

homme qui affirme que des héli-

coptères de la police ont survolé le

village de Delvino et oot ouvert le

feu sur la foule. Plus au sud, des

villages seraient également aux

ROUTE STRATÉGIQUE CONTRÔLÉE

Dans la capitale, Tiraoa, le

caime règne toujours, en dépit de

la teosion ressectie depuis l'ins-

tauration de l'état d'urgence. Une

cinquantaine de personnes inter-

pellées ont été rapidement rela-

chées. Le gouvernement aurait, en

revancbe, emprisonné l'aocien

chef d'état-major de l'armée, ac-

cusé d'avoir abandonné les ca-

sernes sans résister. Le couvre-feu-

est scrupuleusement respecté, les

habitants de la capitale étant ter-

rorisés par le droit des policiers

De Tirana à Fler, sur la route

stratégique qui s'étend du nord au

sud de l'Albanie, la police secrète

d'ouvrir le feu sans sommation.

mains de bandes de pillards.

Le sort de la minorité grecque préoccupe Athènes

ATHÈNES

de notre correspondant Le chaos qui règne depuis quelques jours en Albanie préoccupe particulierement les Grecs. Leur inquiétude porte principalement sur le sort de la forte minorité grecque (300 000 personnes selon Athènes, 55 000 selon Tirana) qui vit dans la partie sud de l'Albanie aux mains des émeutiers. Athènes redoute également un nouvel afflux massif de clandestins en Grèce, comme ce fut le cas en 1991 après la ebute dn régime communiste.

Ces craintes ont été fortifiées par les reportages alarmistes des médias grecs sur place. « Dans les villes de Giirokaster, de Saranda et de Vio-

NDLR), des groupes armées incontrôlés tuent et pillent », a lancé, mardi soir, le présentateur vedette de Mega Channel, la principale chaîne TV privée grecque. Dans la nuit de lundi à mardi, plusieurs villages comme Vryssera, Georgoutsaki ou Dropoli out été pillés, out rapporté les radios et télévisions nationales. Uo villageois de Georgoutsaki a même lancé à la radio un appel au gouvernement d'Athènes pour « venir les protéger car le gou-

vernement Berisha veut les chasser ». Le gouvernement a réagi à ces événements avec sang-froid. Les responsables du ministère des affaires étrangères ont affirmé que la minorité grecque n'était « pas pour

ments ». Dès le début de la crise, Athènes a demandé à ses partenaires européens d'accorder une aide économique et humanitaire à Tirana et la réunion dans la capitale grecque des ministres des affaires étrangères du « groupe de Royaumont » (les Quinze, les pays balkaniques, les Etats-Unis et la Russie). Athènes a aussi réclamé la convocation du groupe de travail sur les Balkans qui doit se réunir mercredi à Bruxelles, suivi le lendemain d'une réunion des directeurs polinques des ministères des affaires

CALME À LA FRONTIÈRE

Le chef de la diplomatie grecque, Georges Papandréou, devait s'entretenir, mercredi à Paris, avec soo homologue français Michel Barnier. On dait aboutir, a-t-il souligné, a un dialogue en Albanie entre les partis politiques pour trouver dans uo climat de compréhension une solution à l'impasse politique et gouvernementale, une solution permettant la levée de l'état d'urgence et le rétablissement de lo démocratie. » A la frontière gréco-albanaise, « lo situation est calme », ont assuré tous les responsables de l'armée et de la police. «La situotion est sous contrôle, et nous sommes prêts d répondre à toute éventuolité », a affirmé le secrétaire d'Etat à la défense, Dimitris Apostolakis. Les patrouilles oot été renforcées pour enrayer toute arrivée massive de réfugiés albanais. Trois cent mille Albanais, en grande majorité clandestins, vivent actuellement en Grèce. Ils envoient, chaque année, quelque

Didier Kunz

Michel Bôle-Richard ra (les grandes villes de la minorité, le moment impliquée dans les événe-Le commandement Sud de l'OTAN à nouveau en question

discussioo à ce sujet, voilà quelques semaines encore, les Etats-Unis ont montré, mardi 4 mars, leur disponibilité à parler du commandement Sud de l'OTAN avec leurs alliés européens. En visite à Bonn, le nou-veau secrétaire à la défense, William Cohen, s'est déclaré prêt à « revoir la situation dans quelques années » (six à sept ans). « Celu signifie que nous sommes totolement ouverts. qu'il existe plusieurs solutions possibles », a-t-il ajouté après un cotrenien avec son collègue allemand Volker Rühe. Le commandement Sud, basé à Naples, qui devrait être un des deux commandements régionaux de l'OTAN après la réforme de l'organisation, est traditionnellement assuré par un amiral américain qui dirige en même temps les forces des Etats-Unis dans la région,

ALORS qu'ils refusalent toute notamment la VI flotte. La France revendique, depuis l'été, ce commandement pour un officier européen. Selon William Cohen, « la solution numéro un est [que le commandement Sud] reste aux moins des Etats-Unis, la solution numéro deux est qu'il tourne entre les Européens et les Américains, la solution numéro trois est qu'il pourrait tourner entre les Européens ».

Cette ouverture américaine estelle de nature à satisfaire les demandes françaises? Après avoir donné l'impression de faire dépeodre la réintégration de la France dans l'OTAN de l'abandon par les Américains du commandement de Naples, les responsables français ont quelque peu adouci leur position. Ils ont proposé le partage des responsabilités «entre deux

mise en œuvre pourrait prendre du temps. Leurs alliés européens se sont employés à trouver des formules de compromis. Pour que la solution suggérée par William Coben prenne quelque consistance, encore faudrait-il que le délai ne soit pas aussi long, qu'un calendrier précis de transfert des responsabilités soit établi et, qu'entre-temps, des sous-commandements en Méditerranée reviennent à des Euro-

Le secrétaire américain à la défense a d'autre part indiqué que le contingent des Etats-Unis quitterait la Bosnie à la mi-1998, en toute bypothèse, et que les Européens devront, le cas échéant, prendre la tête de la force internationale.

set l'insurrection

Amnesty International dévoile les nouvelles techniques de torture

LONDRES. De plus en plus, les tortionnaires ont, de par le monde, recours aux armes dites incapacitantes « qui envoient des décharges électriques » et laissent peu de traces sur le corps des victimes, rapporte Amnesty international dans une étude publiée marché 4 mars lu s'agit d'une industrie « flarissante » dont « les Etats-Unis sont les plus gros producteurs », et d'un commerce à la promotion duquel un pays comme la France « a activement participé ». Chiffres, études, témolgnages et rapports médicaux à l'appui, Amnesty expose les séquelles laissées par ces nouvelles méthodes de torture. L'organisation cite notamment le cas d'une jeune infirmière turque de vingt-cinq ans, Mediha Curabaz, violée avec une matraque électrique par la police de la ville d'Adana. (« Electro-Shock Torture ans the spread of stun technalagy », Amnesty international, 1 Easton street, Loodoo, WCIX8DJ, United Kingdom.)

Les Etats-Unis veulent réduire leur contribution financière à l'ONU

NEW YORK. Les Etats-Unis ont présenté, hundi 3 mars, pour la première fois des propositions détaillées sur la réforme financière qu'ils souhaitent voir adoptée par l'ONU. Axées sur une réduction de leur contribution au financement de l'institution, ces propositions ont soulevé des objections instantanées de l'Union européenne (UE) qui reproche à Washingtoo de vouloir poser des conditions pour le paiement de ses arriérés (1,5 milliard de dollars). Le projet américain, dévoilé par leur représentant permanent adjoint, Victor Marrero, instaure notamment un plafonnement de la contribution des Etats unis à 20 % pour le budget général et à 25 % pour les opérations de main-tien de la paix, au lieu de 25 % et 31 % actuellement. De son côté, le principal responsable financier de l'ONU, le secrétaire général adjoint Joseph Connor, a déclaré que seulement vingt-huit Etats étaient à jour de leur contribution pour 1997, exigible au 31 janvier.

A STOREST OF STREET

1

- An er this taken

- - N

■ VATICAN : le pape a demandé pardon quatre-vingt quatorze fois dans ses discours et voyages, pour les erreurs commises par l'Eglise, selon les calculs de Luigi Accattoli, anteur du livre Quand le pape demande pardon qui vient de paraître en Italie. Son mea culpa vise les croisades, la participation de chrétiens à des dictatures, la division entre les Eglises, les injustices à l'égard des femmes, le procès à Galilée, l'Inquisition, etc.

TCHAD: le mouvement patriotique du saint (MPS), au pouvoir, a accusé, mardi 4 mars, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de fraude après la publication de résultats montrant qu'il ne fait que frôler la majorité absolue aux élections législatives des 5 janvier et 23 février. - (Reuter.)

ZIMBABWE: le président Robert Mugabe se rendra, le 6 mars, en France pour une visite officielle de 48 heures au cours de laquelle il sera reçu par son homologue français, Jacques Chirac. — (AFP.)

ALGÉRIE: le président Liamine Zéronal a fixé au jeudi 5 juin la tenue des élections législatives. Ce scrutin va permettre au pays de

retrouver une Assemblée nationale élue, cinq ans après l'interrup-tion du processus électoral. La date a été fixée en accord avec les chefs de neuf des partis d'opposition reçus mardi par le président de la République. - (AFP.) .

A l'occasion de la journée internationale de la femme, le samedi 8 mars, un collectif d'associations de soutien aux femmes algériennes, appuyé par des partis politiques de gauche, appelle à un rassemblement, le même jour, à 15 h 30, place de la République, à Paris, pour réclamer entre autres des dirigeants algériens « l'abragation du code de la famille, la promulgation de lois égalitaires ». Une pétitioo dans le même sens circule actuellement en Algérie.

AMÉRIQUE

COLOMBIE : un Allemand et un Autrichien otages de la guérilla colombienne ont été tués mardi 4 mars, tandis qu'une opération militaire permettait la libération de deux de leurs compagnons européens de détention dans le département de Choco (nord-ouest), a-ton appris de source militaire. Les deux victimes sont l'Autrichien Johann Kehrer et l'Allemand Alexander Scheurer.

■ CHINE : Pékin et Moscou ont repris leurs relations en matière de coopération militaire navale, seloo l'hebdomadaire Cols bleus de la marine française. En témoigne l'acquisition récente, par la marine chinoise, de deux frégates lance-missiles de la série des Sovremeny russes, armées de missiles anti-aériens et anti-navires. Avec un déplacement de 7 500 tonnes, ce seront les plus gros bâtiments de guerre de le marine chinoise.

Les attentats à la bombe commis en février par des séparatistes musulmans au Xinjiang (nord-ouest) ont fait 9 morts et 74 blessés, a annoncé, mercredi 5 mars, le gouvernement régional, dans sa première déclaration publique concernant cette affaire. - (AFP.)

المراجع والمتعارض والمتعار

ETATS-UNIS: le président Bill Clinton s'est félicité du rejet, mardi 4 mars, par le Sénat américain, d'un amendement constitutionnel républicain qui aurait interdit le déficit budgétaire. « Je suis satisfait que le Sénat ait écouté les avertissements d'éconamistes émi-nents et d'experts constitutionnels représentant tout l'éventail politique », a déclaré M. Clinton. Les sénateurs ont voté en faveur de l'amendement par 66 voix contre 34, soit une voix de moins que la majorité qualifiée des deux-tiers requise pour soo adoption par le

L'indice composite a augmenté de 0,3 % en janvier, a amoncé le Conference Board mardi 4 mars. Le dynamisme de cet indice, censé préfigurer la conjoncture à court terme, a été accompagné de l'annonce d'une progression de 8,6 % des ventes de logements neufs

en janvier, la plus forte hausse mensuelle depuis dix ans. - (AFR) ASIE: le «G6» asiatique a décidé de renforcer la coopération monétaire dans la région, au cours d'une réunion associant, mardi 4 mars, de hauts responsables monétaires des Etats-Unis, du Japon, de Chine, de Hongkong, de Singapour et d'Australie. Le groupe, qui s'inspire du « G 7 » (réunissant depuis la fin des années 70 les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, et

le Canada) a convenu do principe de réunioos annuelles. – (AFR)

**ALLEMAGNE: Pexcédent commercial allemand pour 1996 se monte à 97,6 milliards de deutschemarks (326 milliards de francs) contre 85,3 milliards de marks en 1995, selon les chiffres provisoires publiés, mardi 4 mars, par l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden (la France a dégagé en 1996 un excédent commercial record de 122 milliards de francs). Sur l'ensemble de l'année 1996, la balance des paiements courants allemande a en revanche creusé un déficit de 26,6 milliards de marks. - (AFP.)

■ ITALIE : Pinflation a connu un nouveau coup de frein au mois de février s'établissant en rytime annuel à 2,4 %, selon des données diffusées, mardi 4 mars, par l'office oational de statistiques (Istat). Ce chiffre respecte le critère de qualification à la zone euro fixé par le traité de Maastricht pour la hausse des prix. - (AFP)

Berne affecte 7 milliards de francs suisses à une fondation pour les victimes de l'Holocauste

Le président Arnold Koller s'adresse aux parlementaires

La Suisse veut créer une Fondation de 7 milliards de francs suisses pour soulager les victimes de la annoncé, mercredi 5 mars, le président de la la fonds dont la création a été décidée par les l'Holocauste, ainsi que de la pauvreté, des catas-

LA SUISSE veut créer une « Fondation de la solidarité » de 7 milliards de francs suisses (27 milliards de francs français) pour les victimes de l'Holocauste, ainsi que de la pauvreté, des catastropbes et des violations des droits de l'homme, a annoncé mercredi 5 mars le préannoncé mercredi 5 mars le pré-sideot suisse, Arnold Koller. et c'est dans ce sens qu'en accord avec la BNS, le gouvernement

M. Koller, qui s'exprimait devant les deux chambres réunies du Parlement fédéral, a indiqué qu'en accord avec la Banque nationale suisse (BNS) la fondation doit être financée par le reodement d'une partie des avoirs en or de l'établissement bancaire. Les autorités suisses espèrent

que cela permettra d'atteindre la somme voulue de 7 milliards de francs suisses. Si ces avoirs soot bien gérés, le rendement annuel devrait être de plusieurs centaines et « à une pluie de reproches et de de millions de francs suisses. La moitié devrait être utilisée en Suisse et l'antre à l'étranger.

Cette fondatioo ne se substituera pas au fonds d'aide à toutes les vicquel la Banque nationale suisse couste », a-t-Il regretté.

(BNS) va verser 100 millions, en plus des 100 millions déjà apportés par trois grandes banques, a précisé M. Koller. L'objet de la Fondation de solidarité « serait de soulager des cas graves de détresse humaine en Suisse et à l'étranger », lance l'idée de cette fondation, selon M. Koller.

« TRADITION HUMANITAIRE »

Le discours solennei du président de la Confédération helvétique, diffusé dans tout le pays par la télévision, était destiné à faire le point pour l'opinioo publique suisse et étrangère sur la volonté du gouvernement de Berne d'assumer son passé entre 1930 et 1945 « foce mix violentes critiques internationales » soupçons ». « Les critiques que nous avons reçues dannent l'impressian que la Suisse a été un profiteur de guerre et que pendant cinquantz ans ses banques ont essayé de canserver times du nazisme déjà créé, et au- les biens des victimes de l'Haja-

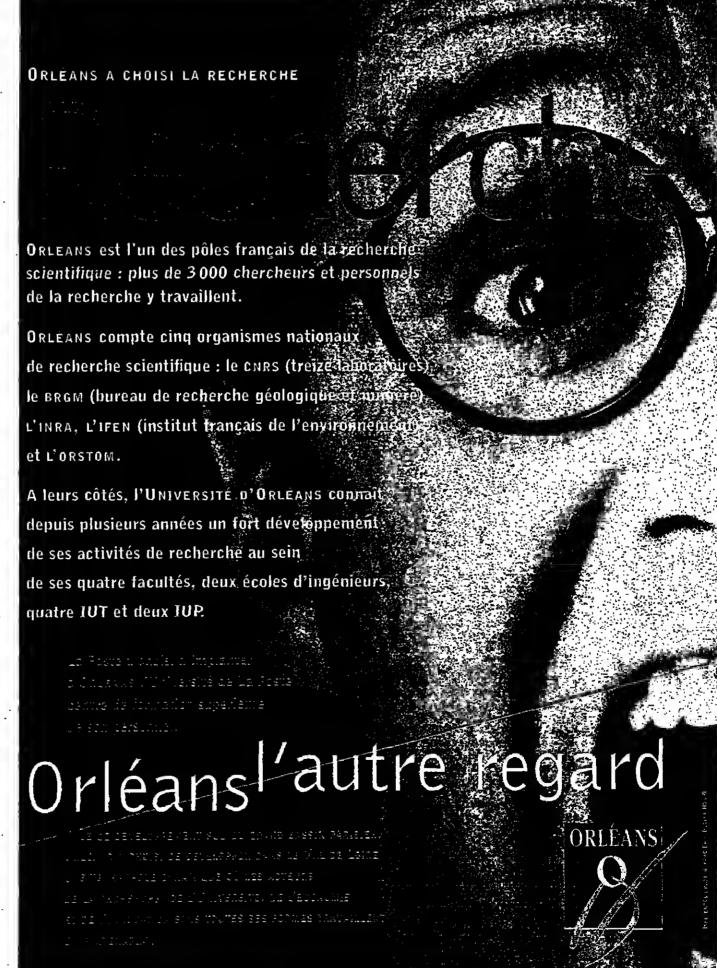
La création d'un fondation pour tous ceux qui souffrent de l'injustice dans le monde s'inscrit dans la tradition humanitaire de la Suisse, selon M. Koller. Mais elle permet aussi au gouvernement de faire face aux accusations d'organisations internationales juives qui souhaitent un fonds pour les victimes juives de la Shoah et prétendent que les avoirs juifs encore eo deshérence dans les banques helvétiques se montent à physieurs milliards de francs suisses. Ce projet « renforce la tradition humanitaire de la Suisse et prouve notre reconnaissance d'avoir été épargnés lars de deux guerres mondiales », a déclaré le président, ajoutant que la Suisse veut « faire quelque chose pour ceux qui ont subi d'indicibles sauffrances il y a cinquante ans et aider ceux qui souffrent aujourd'hui et souffriront demain ».

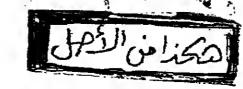
Le gouvernement a clairement fait savoir, tout a long de la polémique, qu'il n'entendait pas faire de mea culpa et injecter des fonds publics dans un fonds ou une fondation avant de pouvoir prendre

d'une commission d'experts indépendants. Cette commission, dit Bergier, se mettra en place cette semaine pour faire la vérité sur le rôle exact du pays, de ses banques et de ses eotreprises dans le contexte du dernier conflit mondial. Elle devrait rendre un premier rapport avant l'été.

«L'institutian d'une telle fandatian demandera du temps, a ootamvant le Parlement le président de la Confédération helvétique. Pour aider rapidement les victimes de l'Holocauste ou Shoah, an aura recours aux moyens prévus par le fonds spécial créé la semaine dernière. C'est pourquai le Conseil fédéral appuie l'intentian de la Banque nationale de verser à ce fonds un mantant de 100 millians de francs ».

La Fondation suisse de solidarité. a ajouté M. Koller, devrait devenir à terme « une institution unique et permanente qui déploieralt encore ses effets bénéfiques dans dix, vingt au cinquante ans en Suisse et à l'étranger ». - (AFP)





FRANCE

SOCIAL L'annonce de la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde, qui compte plus de trois mille salanes dans la banlieue de Bruxelles, provoque, outre une mobilisation

syndicale en Belgique et un début d'action sociale en France, une tension diplomatique avec la Belgique et un débat politique qui met en cause l'attitude du gouvernement,

s'entretenis, mercredi 5 mars, avec les deux principaux dirigeants du

été informé à la mi-janvier par le tions de Renault. Alain Juppé devait PDG de Renault, Louis Schweitzer, de son Intention de fermer l'usine de Vilvorde. • LES SALARIÉS de l'engroupe. • LE GOUVERNEMENT avait treprise belge se sont rendus mer-

credi à Douai, dans le Nord, pour rencontrer les ouvriers de l'usine Renault de cette ville. Ils prévoient une série d'actions tout au long de cette semaine et de la suivante (page 7).

Alain Juppé s'entretient avec les dirigeants de Renault

Devant la crise sociale et diplomatique provoquée par l'annonce de la fermeture de l'usine de Vilvorde, en Belgique, le premier ministre, pressé par sa majorité et critiqué par l'opposition, a décidé de se saisir d'un dossier qui relance le débat sur l'Europe sociale

L'ÉTAT-MAJOR de Renault s'attendait-il à susciter pareil désapl'usine belge de Vilvorde, la confirmation de suppressions d'emplois enncomittante en France ont provoqué un tollé dans le monde politique. A gauche comme à droite, tout au long de la iournée, mardi 5 mars, les responsables ont condamné avec virulence le caractère brutal de ces mesures.

A l'Assemblée nationale, lors de la séance des questions d'actualité, mercredi, les députés devaient de nouveau demander au gouvernement, qui ne souhaite pas en-

en directian des partenaires socioux *.

dosser la responsabilité première de cette affaire, de faire pression sur la firme automobile. Lionel Jospin a formulé cette demande mardi. Après une longue réflexion, le premier ministre. Alain Juppé, a décide de recevoir le PDG de Re-nault, Louis Schweitzer, et Michel de Virville, secrétaire général du groupe, mercredi à 17 heures 30.

Indignation sincère, inquiétudes quant à une éventuelle agitation sociale à un an des législatives, la majorité a condamné sans appel la « forme ». Côté RPR, on veillait toutefois à ne pas impliquer le gouvernement. « Je ne sois pas si in décision peut être revue ou pos,

Dans un communiqué publié mardi 4 mars, Lionel Jospin, s'ap-

puyant sur le fait que l'Etat « reste l'actiannaire de référence de Re-

nault », demande au gouvernement d'interventr pour que la fer-

meture de l'usine belge de Vilvorde, comme le plan social en

France, « soient recansidéres ». Le premier secrétaire du Parti so-

cialiste parle de « décisian brutale (...) prise sans nucune explication

M. Jospin juge cette décision « financièrement, industriellement et

socialement aberrante, alars que le groupe Renault a récemment in-

vesti 1.4 milliard de francs dans la modernisation » de cette nsine.

« Elle affecte l'image de la France en Europe, estime M. Jospin. Elle

taurne le dos à la nécessité d'une Europe sociale, hier affirmée par

Jacques Chirac, aujaurd'hui auvertement bafouée par le gouverne-

ment d'Alain Juppe, qui a laisse prendre cette grave décision. Cher-

cher à dresser les salaries d'un pays contre ceux d'un autre n'est pas

indiquait-il. Lionel Jospin demande au gouvernement d'intervenir BAISSE DE LA TVA 7

A l'UDF, jean-Pierre Pont, dépaté du Pas-de Calais, allait plus loin encore, réclamant dans un communiqué la démission du PDG de Renault, l'accusant de provocation ». Ne pas faire porter la responsabilité du dossier au gouvernement, actionnaire important d'un constructeur automobile devenu privé : Gilles de Robien, présideat du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a'a pas souhaité entrer dans ces subtilités. Il o'a pas été coavaincu par les explications du ministre de l'industrie, Frank Borotra. « Jai cru entendre le chargé de communication

parlait, lui, de « squvagerie ». Yvoq

kozy estimait que « la restructura-

tian de Renault est inéluctable »,

tout en reconnaissant que l'an-

nonce des suppressions d'emploi

aurait dû être faite après plus de

dialogue. « On n'annance pas de

but en blanc une telle décision »,

mais, en tout cas, la méthode ne me de Renault », s'indignait-il dans les semble pas la banne », estimait le couloirs. « Sur la forme, cette déciprésident du groupe RPR de l'Assion est inacceptable, on n'annonce semblée nationale, Micbel Péripas un plan de licenciement de plucard. Philippe Auberger (Yonne), rapporteur général du budget, sieurs milliers de personnes comme le lancement d'une Clio. Sur le fond, que Renault commence délà Jacob (Ille-et Vilaine), soulignait la par nous prauver que c'est indis-« brutalité » des annonces. Interpensable ! (...) Il y a aujaurd'hui des rogé mardi soir sur LCI, l'ancien mayens d'éviter des solutions paministre du budget, Nicolas Sarreilles », assurait M. de Robien.

Pour M. de Robien comme pour Ladislas Poniatowski (Eure), citant l'exemple de Volkswagea (lire page 16), le gouvernement pourrait inciter Renault à entreprendre une réflexion sur l'aménagement du temps de travail. Plus généralement, pour une partie de l'UDF, à l'instar de Pierre Méhalgaerie, président de la commission des fiaances, sans doute faut-il se poser également la « question du pouvoir d'nchat ». Et M. Mébaignerie de souligner que, parmi les pistes de réflexion engagées en prévision de la prochaine loi de finances par le bureau politique de l'UDF, figure une baisse de la TVA sur l'auto-

Car, au sein de la majorité comme dans l'opposition, des voix se faat entendre pour faire du cas Renault un dossier emblémadque pour la construction européenne et en matière de politique écopomique. Pour le RPR, Philippe Séguin a ouvert le tir, dans une tri-

bune publiée mercredi par La Libre Belgique, estimant que cette affaire doit être l'occasion « d'une réflecian salutaire ». « Cambien de Vilvorde avons nous déjà tolérés (...) dans l'indifférence générale? écrit le président de l'Assemblée nationale, auteur en 1993 d'un célèbre discours sur le « Munich social ». M. Séguin stigmatise « les moladresses des dirigeants de Renault » et minimise l'influence du gouvernement dans cette affaire. « Si nous faisons l'Europe, n'est ce pas pour qu'elle sait positive pour tous au lleu d'être ravageuse pour le plus grand nombre? » s'inter-

Partisan du traité de Maastricht, Jean-Pierre Thomas (UDF-PR. Vosges) a fait le même constat, mais en a tiré les conclusions inverses. « C'est le signe qu'il nous faut un gouvernement écanomique européen et une intégration sur le plan de l'économie », déclare-t-il. Pour les uns, l'affaire de Vilvorde est à mettre aux compte des méfaits de l'Europe ; pour les autres, de ses insuffisances.

EUROPE SOCIALE

Révélateur des lacunes de l'Europe sociale, le dossier Renault l'est égalemeat, pour le PS comme pour le PCF, de choix critiquables en matière de politique écoaomique. Le groupe socialiste de l'Assemblée aationale n'a pas choisi de concentrer ses critiques sur Renault, dont le président, M. Schweitzer, fut directeur du cabinet de Laurent Pabius au ministère de l'industrie, puis à Matignon. « Le président de Renault n'o pas de marge de manœuvre très grande, de toute façon », confiaiton dans l'entourage de M. Fabius.

« On ne peut pos continuer comme cela, en réduisont la consommotion, en ayant une Europe qui se construit sans tenir compte des salariés », déclarait cependant le fabiusien Claude Bartolone (Seine-Saint-Denis). Quant au porte-parole du PS, François Hollande, il indiquait que les difficultés de Renault étaleat « In conséquence d'une politique gouvernementale qui, à trovers les balladurettes" et les "juppettes", a épuisé le marché automobile ». Aussi M. Jospin a-t-il demandé mardi, par voie de communiqué, que le gouvernement se décide à intervenir dans ce dossier.

Le 1ª mars, à Lille, le secrétaire national du PCF, Robert Hue, avait évoqué « une société blessée ». « Je veux assuret de notre totale salidarité les salariés de Renault. Comment ne pas être révolté en voyant que l'annance de licenciements en Belgique camme leur menace en France provoquent un embrasement du titre en Bourse ? Il faut mettre un terme aux scandaleux projets de Renault », ajoutaitil. Le président du groupe communiste de l'Assemblée, Alain Bocquet (PC, Nord) a dénoncé à son tour, mardi, « un véritable scan-dale ». « C'est la preuve que l'Europe qu'an naus présente est une Europe anti-saciale » a ajouté M. Bocquet.

M. Bocquet, qui a demandé au premier ministre de recevoir une

M. Borotra: « Renault est une entreprise privée »

Intervenant à plusients reprises à l'Assemblée nationale. mardi 4 mars, lors de la séance des questions au gouvernement, le ministre de l'industrie, Franck Borotra, a affirmé qu'il n'avait « nullement couvert in décision de Renault », et qo'il n'en était « nullement complice .. « Renault est une entreprise privée et c'est so directian générale qui décide », a-t-il

Tont en qualifiant d' « objectif éconamiquement incontournable » la nécessité, pour Renault, de « réduire ses couts pour créer les conditions de la compétitivité », M. Borotra a toutefois indiqué qu'il demandalt que la direction de cette entreprise « renoue in discussion avec les pouvoirs publics » et qu'elle « discute avec les salariés pour assurer le financement de la reconversion industrielle et des solutions propres à limiter les conséquences sociales de celleci ». « Le problème humain doit être pleinement pris en compte », a-t-il ajonté, après avoir évoqué la nécessité de prendre en considération « les intérets soclaux et l'intérêt des territaires où sont installées les usines ».

délégation de parlementaires communistes sur ce sujet, a par ailleurs réclamé la création d'une commission d'enquête parlementaire assortie d'un débat « en urgence » au Parlement sur l'avenir de l'industrie de l'automobile.

Caroline Monnot

Pour la Fédération européenne de la métallurgie, la décision est « illégitime »

LE GOUVERNEMENT belge et la Fédération concerne la seconde, en Grande-Bretagne, qui curopéenne de la métallurgie (FEM) examinalent mercredi 5 mars leurs possibilités d'action contre Renault pour obliger le groupe à respecter les deux directives communautaires concernant les licenciements collectifs et l'information au sein des

digne d'un grand graupe français et européen. »

entreprises de dimension européenne. La première de ces directives, qui date du 24 juin 1992, prévoit toute une procédure d'information et de coosultations des organisations syndicales avant que puisse être prise une décision de ferme-

La seconde, signée le 22 septembre 1994, prévoit l'institution dans chaque entreprise de dimension communautaire d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure d'information et de consultatioa des travailleurs « dans le but d'informer et de consulter lesdits travailleurs » sur les activités transnationales des groupes, notamment les

termetures et les délocalisations. Par entreprise de dimension communautaire, on entend une entreprise employant au moins 1 000 travailleurs dans les Etats membres, et. dans au moins deux Etats membres différents, au moins 150 salariés dans chacun d'eux. Ces deux directives ont été transposées dans les législations nationales des pays de l'Union européenne, sauf, en ce qui s'est exclue de la législation sociale européenne. Avant même que la directive soit applicable en

France, il était possible aux entreprises intéressées de conclure sur une base volontaire des accords avec les organisations affiliées à la Confédération européenne des syndicats (CES) pour la constitution de tels comités d'entreprises. 300 accords de ce type ont été conclus. Renault a été l'une des premières finnes à le faire. Elle avait entainé des négociations dès 1993 pour signer en mai 1995 un ord avec la Fédération européenne de métallurgie, contresigné par toutes les organisations représentées dans l'entreprise, dont la CGT.

L'annonce de la fermeture de l'usine de VIIvorde, en Belgique, figurait en tête de l'ordre du jour de la réunion du Comité exécutif de la CES, prévu pour les 6 et 7 mars à Bruxelles. «La décision de Renault est illégitime », souligne le secré-taire général de la FEM, le Danois Hans Fluger, qui estimait mardi que le groupe devait revenir sur sa décision en attendant de convoquer, conformément aux accords passés, son comité d'entreprise européen. « Nous insistons pour que Renault revienne sur sa décision », a-t-il dit.

M. Fluger rappelle qu'il y a six mois, la FEM avait eu un problème identique avec Ford Europe,

qui avait annoncé la fermeture d'une usine employant 2 500 personnes à Hanewood, en Grande-Bretaene. La firme avait finalement accepté d'ouvrir des négociations et une solution à été frouvée. pour maintenir 900 personnes sur le site. « Nous sommes conscients que la compétition accroit les be-soins de restructuration des entreprises, mais cela ne doit pas se passer sons discussion », a-t-il dit.

Le gouvement belge attendait, de son côté, mercredi 5 mars, la fin de l'enquête menée par l'inspection beige des affaires sociales pour décider dans les jours qui viennent d'une éventuelle plainte devant le tribunal de Bruxelles pour violation des conventions collectives belges et des directives européennes.

Le commissaire européen à la concurrence, Karel Van Miert, a estimé que Renault n'avait clairemeat pas respecté les deux directives européennes. Il a rappelé que la Commission elle-même n'avait pas le pouvoir d'intervenir, que c'était aux syndicats ou aux gouvernements concernés de s'adresser aux tribunaux nationaux, en l'occurrence en France et en Belgique, pour dénoncer d'éventuels manquements.

> Alain Beuve-Méry et Henri de Bresson

Louis Schweitzer avait prévenu l'Hôtel Matignon des restructurations à la mi-janvier

JEUDI NOIR I Le 27 février a plongé la Belgique dans la stupeur : Renault a annoncé la fermeture de son usine flamande de Vilvorde, près de Bruxelles. Ce jour-là, les

RÉCIT_

Une annonce qui est condamnée de tous bords pour sa brutalité.

trois mille cent salariés du site belge apprennent, atterrés, qu'ils cesseront toute activité en juillet 1997. Cette annonce est condamnée de tous bords pour sa brutalité. Les reproches fusent de Belgique comme de France. L'Etat belge déclare même qu'il va porter plainte contre Renault, pour non-respect du droit belge car le constructeur a annoncé, de manière inattendue, sa déci-

A Paris, les pouvoirs publics restent cois. Le silence est de mise jusqu'au mercredi 5 mars. Interrogés depuis lundi, les services d'Alain Juppé a'expliquent pas la position de l'Etat. Celui-ci détient 46 % du capital de Renault, ce qui en fait l'actionnaire principal. Dans la matinée de mercredi, on confie à l'hôtel Matignon que le premier mimidi. Louis Schweitzer, le président du groupe, et Micbel de Virville, soa secrétaire général, qui avait été chargé de l'annonce de la fermeture de Vilvorde. Ils seront probablement questionnés sur la méthode utilisée et sur leurs conceptions de la concertation.

On ne cache pas, dans l'entou-

rage de M. Juppé, que M. Schweitzer avait prévenu Matienon vers la mi-ianvier de l'ampleur des pertes pour 1996 et de la nécessaire restructuration du groupe passant par des regroupements d'usines. La fermeture de Vilvorde aurait été évoquée par M. Schweitzer au cours de sa rencontre avec Jean de Courcel, alors conseiller économique du premier ministre. Reste que le gouvernement n'avait pas la maîtrise de la méthode utilisée par Renault, qui a suscité l'étonnement de lacques Chirac. Celui-ci s'est ému en observant une fols de plus qu'en France, le dialogue social n'est pas entré dans la culture des entre-

invité sur Europe 1 mercredi, Franck Borntra a indiqué qu'il conservait sa confiance à M. Schweitzer. Le ministre de l'industrie a assuré que les pouvoirs publics français, ainsi que le premier ministre beige, avaient été in-

nistre doit recevoir, dans l'après- formés de cette fermeture dans les jours précédeats son anaonce. « Voici mon plan de restructuration pour 1997 et pour préparer l'ouverture totale des frontières », aurait indiqué M. Schweitzer à M. Borotra, qui lui aurait répondu : « Vous assumez vas responsabilités et mai, comme actionnoire, je jugerai sur les résultats de la politique que vous avez menée. »

MALADRESSE

Que s'est-il donc passé pour que l'ex-Régie, qui avait pourtant bien géré la fermeture, autrement plus symbolique, dn site de Billancourt, fasse preuve de tant de maladresse? En fait, la marque au losange s'est trouvée contrainte d'accélérer son annoace. Cela falsait plusieurs mois qu'elle réfléchissait à la fermeture d'une usine compte tenu de la dégradation de ses comptes: après avoir été bénéficiaire pendant dix ans, elle a perda plus de cinq milliards de francs en 1996. Pour des raisons de logique industrielle (Le Monde du le mars), elle en était venue à condamner l'usine de Vilvorde. L'annonce officielle devait être faite le 20 mars, jour de présentation de ses résultats 1996. Des rendez-vous avaient été pris avec toutes les personnes à

Ua article des Echas du 25 février est venu chambouler le calendrier de la direction : une source interne au groupe avait révélé au quotidien économique qu'une usine allait être fermée, sans localiser la cible. Les runeurs sont dès lors allées boa train. Le site de Vilvorde était, sans aucun doute, sur la liste des victimes poteotielles. «La fermeture de l'usine belge avait été évoquée il y a deux ans dejà », raconte Daniel Richter, délégué syndical adjoint CFDT du groupe Renault.

Les choses se précipitent alors. M. Schweitzer choisit d'annoncer officiellement sa décisioa deux jours seulement après la parution de l'article des Echos, le 27 février. Selon Renault, le retrait de Vilvorde est indispensable au redressement du groupe, mais, immédiatement, une autre interprétation circule. Elle laisse croire à certains que cette fermeture est liée au refus du gouvernement de financer le départ en pré retraite de quarante mille salariés de plus de cinquante-et-un ans de PSA et de Renault, en échange de l'embauche de quatorze mille jeunes par les deux groupes (Le Monde du 27 février). « La fermeture de Vilvorde est complètement déconnectée de la décision gouvernementale annoncée le 27 février », assure Michel de Virville, secrétaire

général de Renault. Ce n'est pas l'avis de Marc Blondel. Le secrétaire général de Force ouvrière peose que l'annonce de ce bradage est « un moyen de faire pression sur le gauvernement français ». N'est-ce pas aussi la logique du plan social français de Renault pour 1997, qui porte sur 2764 suppressions de

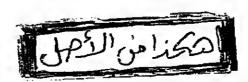
Quoi qu'il en soit, l'affaire de Vilvorde fait toutefois désordre. L'ex-Régie a-t-elle eu le temps, en quarante-buit heures, de faire le nécessaire pour respecter la procédure belge? «J'ai la conviction qu'an a respecté le droit positif belge et le droit communautoire, ninsi que la convention collective de 1972 », affirme encore M. de Virville. « Nous avons fait ce que nous devions faire ». Quoiqu'il en soit, oa peut se demander pourquoi Renault a agi si vite. Le groupe ne pouvait-il pas patleater eacore quaraatehuit heures avant d'annoncer la fermeture de Vilvorde et prendre plus de temps pour expliquer sa déci-

L'expérience de Setubal, le site portugais qu'elle a quitté en 1996, lul a peut-être forcé la main. Reaault avait d'abord annoncé qu'il était nécessaire de rationaliser sa productioa portugaise. Lisbonne, qui redoutait son retrait, s'était

adressé directement à l'Etat français. Les pressions s'étaient multipliées. Après de nombreuses discussions et beaucoup de temps, Renault était parvenu à ses fins. En annonçant de but en blanc la fermeture de Vilvorde, M. Schweitzer voulait peut-être éviter qu'un tel scénario ne se reproduise.

Jusqu'au mercredi S mars, au moins, la stratégie de communication du premier ministre a été le silence et le soin laissé à Franck Borotra, le ministre de l'industrie, de faire l'explication de texte. Celle-ci est délicate pour un ministre qui n'est pas sur la même longueur d'ondes que son « patron », sur ce dossier comme sur beaucoup d'autres. Les efforts de Gilles de Robien pour faire sortir M. Juppé de son mutisme sont restés vain-Au cours de sa rencontre hebdomadaire avec le chef du gouvernement, mardi matin, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale l'a encouragé à s'exprimer sur le sujet : il savait que phisieurs questions d'actualité devaient porter, l'après-midi dans l'hémicycle, sur l'affaire Vilvorde. Le dossier n'est plus seulement industriel et social, il est de plain-pied politique.

> Olivier Biffaud et Virginie Malingre



comportez ici comme dans vos an-

rapporte plus, vous partez, mais

n'oubliez pas que lorsque les Belges

ouvrent leurs robinets d'eau, lors-

qu'ils allument la lumière et qu'ils

branchent le gaz, ils donnent de

l'argent à Tractebel, et donc à

Toni Jansen, responsable de la

métallurgie à la CSC, n'en dira pas

plus. Il est déjà en retard pour sa

its de Renault

EN ECRASANT LES HOMMES COMPETENTS N'ABINEZ PAJ·LES ROBOTS ULTRA MODERNES.

Huit cents ouvriers de Vilvorde vont à Douai pour mobiliser les Nordistes de Renault

de notre envoyé spécial Annoncée dans le réfectoire de i'nsine de Vilvorde, mercredi 5 mars, vers 9 heures, la décision a fait l'unanimité parmi le millier de salariés belges présents de Re-

REPORTAGE_ « Vous vous comportez

comme dans vos

anciennes colonies »

TO THE REAL PROPERTY.

ar construct Appendiques

Problem Bir Berthalt.

er in the section of the section of

The second of the second of the

the second of the second second

AND STREET

e trans a situation.

TALL THE S

Committee of the second second

ייין ייין אין אין

the transfer of the Party

1.75 M

Service of Arthur & Edit

on a regal scale

· in stilling the

· 大学、大学等

collecte to

or V familia.t.

The state of the s

nank industrie. Arborant les conleurs du syndicat « rouge » (socialiste), du « vert » (chrétien) ou, plus rarement, du « bieu » (libéral), les salariés belges ont décidé de se rendre dans la matinée à l'usine Renault de Douai pour demander aux salariés français de se montrer solidaires et pour les avertir qu'ils risquent de connaître un jour le même sort. Huit cents salariés de Renault Belgique, sur maine, les syndicats ont mis en les trois mille cent grévistes, de-valent faire le déplacement. L'intersyndicale a décidé, en outre, de demander à la Commission européenne de jouer les médiateurs larié s'inscrit pour monter la garde entre Louis Schweitzer et les syn-

La veille, dans la matinée, la stratégie des syndicats contre le plan Schweitzer aver acc dabonto au cours de deux réunions distinctes. Lors de la première, organisée par la Fédération européenne de la métalkurgie (FEM), les syndicats belges et français (CFDT, CFTC, FO) out décidé de mettre l'accent sur « l'insulte faite à l'Europe sociale ». La FEM devrait s'emparer du dossier Renault lors d'une rencontre prévue le .-14 mars. C'est à cette date que l'on mesurera si les Allemands, qui occupent une place prépondérante au sein de cette organisation, décident ou non de faire de Vilvorde un symbole.

La seconde réunion, qui a rassemblé une centaine de délégués venus de toutes les usines d'auto-. mobiles de Belgique, donnera des résultats plus concrets. Qu'ils soient de Volvo, d'Opel, de Volkswagen, de Ford ou, bien entendu, de Renault, tous appellent les 36 000 salariés qui travaillent dans ce secteur en Belgique à organiser

une heure de débrayage le 7 mars. Passés maîtres dans l'art de faire monter la pression jusqu'à la réunion du conseil d'administration de Renault le 20 mars, les syndicats belges ont publié un programme d'action très précis. Mercredi: manifestation devant l'usine Renault de Douai et, dans l'après-midi, rencontre avec le Parlement européen. jeudi : envoi d'une délégation de trois cents personnes à Paris à l'occasion de la réunion du du comité central d'entreprise.

Vendredi: outre le débrayage d'une heure, 500 salarlés de Re- secrétaire général de Renault l'a nault meneront une action-surprise, pour laquelle dix bus sont réservés. Samedi 8: repos. Dimanche 9 : rassemblement devant ia mairie de Vilvorde, qui a mis son drapeau en beme. Lundi: assemblée générale du personnel pour étudier les modalités de l'action. Simple occupation? Grève? Reprise de la production en « autogestion » ? Rien n'est exclu. Jendi 13 ou vendredi 14: manifestation à Paris des 3 500 salariés cible sur le front. Pour tout combelges de Renault-Vilvorde. Dimanche 16 mars, une marche nationale devrait rassembler 100 000 personnes pour la défense niez, à Paris, que les travailleurs flade l'emploi en Belgique, tous secteurs confondus.

Reconnus pour la qualité de leur tenant c'est Renault. Vous vous travail, les salariés de Vilvorde entendent être à la hauteur de ce . ciennes colonies. Quand ça ne vous qu'ils ressentent comme une injustice. Les cinq syndicats prennent bien soin d'éviter tout débordement. Depuis le 3 mars, l'alcool fort est interdit dans l'usine, et celle-ci est impeccable. En l'absence de la direction, invisible depuis l'annonce de la fermeture du site, seul le service du personnel travaille... afin que les salariés de Vilvorde perçoivent les indemnités liées aux deux jours de chômage technique provoqués, en février, par la grève des routiers

espagnols. Cette semaine, les salariés de Vilvorde ne sont d'ailleurs pas en grève. Officiellement, ils récupèrent des heures supplémentaires effectuées ces derniers mois. Ce n'est que le 10 mars qu'ils décideront ou non de faire grève. Dans cette usine, qui tourne habituellement en deux équipes la seplace trois équipes pour garder le trésor de guerre que représentent les Mégane et les Clio non livrées. Sur de grands tableaux, chaque sadurant les prochains jours.

passent de temps en temps « aux nouvelles », parfois en famille. Comme Yves, un mécanicien de trente-quatre ans, qui n'a tonjours pas compais. « Mon cauchemar a commence jeudi 28. C'est mon frère qui a entendu la nouvelle à la radio 820 vehicules par jour. Et puis on

et m'a téléphoné. C'est insensé. Deux jours avant on chronométrait notre travail pour passer de 800 à apprend que la bolte ferme le 31 juillet. C'est incompréhensible. On vengit d'y investir 8 milliards [1,5 milliard de francs français]. Je gagne environ 56 000 francs par mois [9 000 francs français]. Je suis prêt à perdre 8 000 francs [1 200 francs français] s'il le fout pour garder mon emploi. » Malgré la mobilisation, chacun

pressent que Renault ne reculera pas. Certains auraient déjà contacté Volkswagen. «Les Français sont durs. Quand le grand patron va ve-nir ici répéter que c'est "niet", les syndicats feront des dégâts », prédit cette femme de ménage dont le mari, à cinquante deux ans. ne sait même pas s'il aura droit ou non à une préretraite. « D'ailleurs, M. Ghosn, le miméro deux de Renault, qui pourrait succéder à Louis Schweitzer, a déjà fermé une usine en Belgique quand il était chez Michelin », remarque Willems, un militant de la FGTB qui, malgré ses trente-neuf ans, a déjà plus de vingt ans d'ancienneté, comme 50 % des ouvriers de Vilvorde.

Dans une économie très dépendante des groupes étrangers, le plan social de Renault, le plus important depuis celui des Charbon-. nages, paraît lourd de menaces. Le reconnu. Il n'a rien à reprocher à .. Vilvorde, L'usine est une des plus jeunes (trente-sept ans de moyenne d'age) et des plus compétitives du groupe, Simplement, Renault recentre sa production sur ses principales usines.

Pour les intéressés le raisonnement est inacceptable. Signe de la haine envers M. Schweitzer: une affiche le représente avec une petite moustache à la Hitler et une mentaire, ces mots en français: « Besse est le premier. Qui est le suivant? > « Il faut que vous compremands en ont ras le bol de l'attitude française. Il y a eu Michelin, main-

Les syndicats craignent que l'emploi ne soit davantage réduit en 1997

Renault a confirmé qu'à la ferme-ture de l'usine belge de Vilvorde, prévue pour le mois de juillet, s'ajouterait un plan social concernant les salariés français d'une ampleur supérieure à ceux des années précédentes : selon les syndicats, 2764 postes seront supprimés dans la branche automobile en 1997 (contre 1 641 en 1996), et 1 032 personnes feront l'obiet de reclassements internes, 1500 salariés devraient être mis en pré-retraite progressive à 55 ans, 883 se voyant proposer un départ à 56 ans financé par le Fond national de l'emploi (FNE), et 1399 salariés un FNE à 57 ans. Ces mesures seront présentées aux représentants du personnel le 13 mars.

Ponr justifier cette nouvelle vague de suppressions d'emplois, Louis Schweitzer, présent mardi au Salon de l'automobile de Genève. a mis en avant les sombres perspectives du marché européen. Selon le ministre de l'industrie. Franck Borotra, qui répondait le même jour aux questions des députés à l'Assemblée nationale, le marché automobile français reculera « de 10 à 12 % » en 1997 par rapport à 1996.

Renault, a rappelé M. Schweitzer à Genève, procède « à des réductions régulières d'effectifs. C'est le cas tous les ans, et il y a des mo-Prédéric Lemaître ments plus forts, comme cela a été le

de l'usine de Billancourt ». En sept ans, les effectifs de Renault ont baissé de plus de 30 000 personnes dans ie monde et d'environ 15 000 dans la branche automobile en France, qui emploie 56 000 per-

DÉBRAYAGES

Ce pian sévère, qui pourrait conduire Renault à provisionner plus de 4 milliards de francs pour restructurations et à afficher plus de 6 milliards de pertes pour l'exercice 1996, a provoqué la colère des syndicats qui prévoient des débrayages dans les usines du groupe le 7 mars, non seulement en France, mais aussi en Espagne et en Belgique, pour protester contre la fermeture de l'usine de Vilvorde.

Selon la CGT de Renault, la direction « joue avec les chiffres » et minimise le nombre réel des suppressions d'emplois, qui s'élève-raient, selon le syndicat, non pas à 2 764, mais à 3 800, compte tenu des mesures de reclassement interne. « La mobilité en interne, on sait ce que ça donne. Ces reclassements se traduiront, à plus ou moins long terme, par des licenciements, et le chiffre exact du plan de restructuration, c'est 3 800 suppressions d'emplois », a estimé la CGT lors d'une conférence de presse à Paris.

De plus, les syndicats redoutent que la direction n'ait pas encore

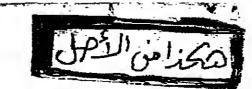
MARDI 4 MARS, la direction de cos en 1991 et 1992 avec la fermeture abattu toutes ses cartes. Mardi, revenant de Bruxelles, le délégué central CFTC de Renault, Serge Depry, affirmait que l'usine Alpine liale de Renault Automobiles, allait arrêter la totalité de sa production des cabriolets et des coupés – dès jeudi. M. Depry affirmait tenir cette information de la direction de Renault. Toutefois, cette dernière démentait l'information le

lendemain, mercredi 5 mars. Or, selon toutes apparences, l cas de Dieppe ne figure pas dans le projet de plan social fourni mardi par la direction de Renault aux syndicats, selon lequel le site de Filns sera le plus touché, avec plus de 1000 départs programmés. L'emploi dans la branche poids lourds, qui n'est pas concernée par ce plan, est aussi une source d'inquiétude. « Les mauvaises nouvelles ne s'arrêteront pas là », assure la CFE-CGC de Renault, pour qui « la direction générale de Renault sortira de ses cartons tout ce qu'elle a mis en réserve depuis de nombreuses an-

Certains estiment que le plan de Renault n'est que le début d'une vaste restructuration du secteur automobile. C'est, symboliquement, à Vilvorde que les syndicats européens évoqueront ce pro-

Anne-Marie Rocco





MM. Szafran et Domenach confirment l'authenticité des propos de M. Le Pen

LE PRÉSIDENT DU FRONT NATIONAL, Jean-Marie Le Pen, qualifie de « manipulation politico-médiatique » les propos antisémites que lui prétent les journalistes Nicolas Domenach et Maurice Szafran dans leur livre Le Roman d'un président (Le Mande daté 2-3 mars). M. Le Pen déclare, dans un communique publié mardi 4 mars, qu'il n'a parle + qu'en termes très modérès » du Bnai Brith. qu'il n'a « jamais dit de Jacques Friedman, l'ami de locques Chirac, ou'il étoit "un juit très juir", ni de Michèle Barrach qu'elle étoit "san amie juire" ». M. Le Pen, qui affirme détenir un enregistrement de cet extretien, menace les journalistes de poursuites judiciaires.

MM. Szafran et Domenach confirment « intégralement » les propos transcrits dans leur livre. M. Szafran précise que M. Le Pen a tenu au sujet de M™ Barzach « des propos orduriers » que les auteurs se sont «interdits de rapporter ». Selon les journalistes, M. Le Pen ne conteste pas l'accusation lancée contre M. Chirac « d'avoir touché des sommes énarmes de la part d'arganisations juives », ni son com-mentaire sur les partis de la Résistance se partageant « le gateou » de la France.

DÉPÊCHES

■ FN: Lionel Jospin, premler secrétaire du Parti socialiste, estime, dans un entretien au Figaro du mercredi 5 mars, qu'il faut « poursuirre » Catherine Mégret, à la suite des déclaradons du oouveau maire (FN) de Vitrolles au journal allemand Berliner Zeitung (Le Monde du 26 février). « Il n'est pas besoin de texte supplémentaire

pour candamner des propos racistes », ajoute-t-il. ■ LÉGISLATIVES: le mouvement Idées-Action, présidé par Alain Madelin, ne presentera pas de candidats aux élections législatives, a indique Hervé Novelli, député (UDF-PR) d'Indre-et-Loire, après la réunion d'un comité directeur de cette organisation.

■ NUCLÉAIRE: la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a rejeté, mardi 4 mars, une proposition du groupe communiste de créer une commission d'enquête sur les conséqueoces sur la santé du stockage des déchets nucléaires de la Hague, dans le Cotentin.

■ ENVIRONNEMENT: le projet de loi sur le code de l'eovironnement, qui avait fait l'objet de vives critiques lors de son examen par la commission de la production de l'Assemblée nationale, ne sera pas discuté en séance publique avant la fin mars, selon l'ordre du jour établi, mardi 4 mars, par la conférence des présidents.

■ SYNDICATS: Jacques Barrot, ministre du travail, a ouvert, mardi 4 mars, la campagne officielle des élections prud'homales qui se tieodront le 10 décembre. Il a récusé la demande des cinq confédérations (CGT, CFDT. FO, CFTC, CFE-CGC) qui souhaitaient introduire un monopole de candidatures au béoéfice des seules organisations syndicales représentatives sur le plan oational. M. Barrot a cependant mis en garde le Front national contre la tentation de présenter des candidats à la fois dans les collèges employeurs et salariès. « Cette situation poserait des problèmes et je n'en resterai pas

■ LA RÉUNION: le ministre délégné à la coopération, Jacques Godfrain, a transmis au chef de la diplomatie de l'île Maurice, Paul Bérenger, une demande officielle pour adhèrer à l'Indian Ocean RIM (IOR) au titre du département de la Réunion. L'IOR est le prélude d'un vaste marché commun allant de l'Asie du Sud-Est à l'Afrique australe. La demande a été formulée alors que s'ouvraient, mercredi 5 mars, à Port-Louis, les travaux d'une conférence réunissant quatorze pays riveraios de l'océan Indien. - (Corresp.1

FRACTION: quelques communistes orthodoxes emmenés par Jean-Jacques Karman, adjoint (PCF) au maire d'Aubervilliers et conseiller général de Seine-Saint-Denis, ont décide de se coostituer en «fraction» au sein du PCF, sous la décomination de Gauche communiste. Dans son manifeste, présenté le 4 mars, cette dernière souhaite « rejeter les dérives et perversions [du] stalinisme », se démarquant ainsi de Coordinatioo communiste, auteur d'un texte oppositionnel au 29 Congrès, sans « tomber dons l'impulssance du ré-

Le premier ministre veut limiter le cumul des mandats exécutifs

DANS LE CADRE de la modernisation de la vie politique, Alain Juppé pourrait bieotôt proposer la suppression du cumul des mandats exécutifs. Même si le premier ministre est personnellement défavorable à cette mesure - M. Juppé cumule sa fonction de chef de gouvernement avec celle de maire de Bordeaux -, Matignoo serait déci-

dé à lancer cette réforme, qui a l'avai de l'opinion publique. Par ailleurs, le groupe UDF de l'Assemblée nationale a confirmé à l'unanimité, mardi 4 mars, sa volooté de voir découplées les élections législatives et régionales. Un amendement en ce sens sera déposé sur le projet de loi concernant le calendrier électoral, qui devait être adopté, mercredi 5 mars par le conseil des ministres. Seloo Gilles de Robieo, présideot du groupe, le premier ministre est disposé à laisser le Parlement « travailler » sur le texte initial.

diplomatique

FRANCE: Nénophobies, par Ignacio Ramonet. - Offensive sociale du Front national, par Jacques Breitenstein.

:. ITALIE: Quand la gauche perd son âme, par Paolo Raffone. - La longue marche de M. Bossi vers le fédéralisme, par Tomas Miglierina.

CHINE: Modernisation paradoxale, par Jean-Louis Rocca. - Pekin • rééduque • le Tibet, par Tica Broch.

BALKANS: Singulière sortie du communisme, par Jean-Yves Potel. - . Mauvaise paix . en Bosnie-Herzėgovine, par Nikola Kovac.

COMMUNICATION: Les marchands à l'assaut d'Internet, par Dan Schiller.

FEMMES: Comment en finir avec l'exclusion, par Christine Delphy. - Pour la parité, par Eliane Viennot. - Travail : choisir ou subir?, par Sophie Sensier. - Prostitution: le corps humain mis sur le marché, par Marie-Victoire

SANTÉ: Du Pont de Nemaurs, pesticide et profit, par Mohamed Larbi Bouguerra.

IDES: Le déclin de la parole, par Philippe Breton.

Alain Juppé rendra prochainement son arbitrage sur Superphénix

L'Institut de protection et de sûreté nucléaire pourrait être scindé en deux

La polémique déclenchée mardi 4 mars dans nos colonnes par le ministre de l'environnement de viennent de l'organisation ou non d'une nouvrait trouver prochainement son épilogue : le premier ministre doit décider dans les jours qui Superphénix. Par ailleurs, malgré les réserves de Corinne Lepage, l'Institut de protection et de sûvelle enquête publique sur le redémarrage de reté nucléaire (IPSN) pourrait être redécoupé.

LA DÉCISION du premier ministre concernant la procédure à suivre pour le redémarrage de Superphénix après la décisloo du Conseil d'Etat d'annuler le décret du 11 juillet 1994 est attendue dans les prochains jours. Mardi 4 mars. dans nos colonnes, le ministre de l'environnement. Coninne Lepage. avait vivement plaidé pour qu'une couvelle enquête publique soit organisée afin d'appliquer au nucléaire les règles de la «transparence ». Elle avait déclaré en faire

une question de principe. Cette position n'est pas partagée par le ministre de l'industrie, Frank Borotra, qui souhaite, lui, modifier simplement la formulation du décret sans avoir recours à une oouvelle enquête publique. Alain Juppé a reuni Corinne Lepage et Frank Borotra mardi 4 mars à Matignoo pour leur faire connaître qu'il rendrait son arbitrage très prochainement. Pour l'instant, les services du premier ministre se sont bornés à rappeler que « le gouvernement a décide de poursuivre l'octivité de Superphénix » et que « les dispositions nécessaires seront prises dans les jours qui viennent ».

Par ailleurs, une délégation représentant la ceotaine de cadres

supérieurs de l'Institut de protecdon et de sureté oucléaire (IPSN) qui s'inquiètent du devenir de leur établissement doit être reçue prochainement par les services du premier ministre. Sans directeur depuis novembre 1996, l'(PSN est au centre d'un conflit opposant ses deux autorités de tutelle, les ministères de l'industrie et de l'environnement.

D'un côté, le cabinet de M. Borotra estime que le statut actuel a été profondement modifié et garantit l'indépendance de cet organisme qui dépend du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Toutefois, il ne serait pas insensible à un projet de redécoupage de l'IPSN qui serait scindé en deux, les experts allant rejoindre la DSIN (direction de la sûreté des installadons nucléaires) et les chercheurs revenant vers le CEA. Un EPA (établissement public administratif) serait créé pour regrouper les 335 salariés du département d'évaluation de sûreté de l'IPSN. Ces experts chargés de l'instruction des dossiers continueraient leur tâche et constitueraient la oouvelle IPSN, mais dépendraient de la DSIN que dirige André-Claude Lacoste. Les

900 autres salariés retourneralent

Brice Lalonde compare Phénix à Tchernobyl

Brice Lalonde est formel : Phénix, le prédécesseur de Superphénix, est dangereux. Ce réacteur surgénérateur, installé à Marcoule (Gard), fonctionne depuis un peu plus de vingt-trois ans. Dans France-Soir du 5 mars, Brice Lalonde reproche à Phénix de ne pas remplir toutes les normes de sûreté, ce qui en fait, dit-il , une installation nucléaire apparentée « aux centrales russes de type Tchernobyl ». Le CEA conteste formellement cette appréciation. Quoi qu'il en soit, Phénix a connu de multiples problèmes : baisse de réactivité inattendue dans le cœur, buile d'argoo baladeuse, fatigue du métal du circuit secondaire de sodium, etc. Sans un important ravalement actuellement en cours (350 millions de francs sur 600 ont déjà été dépensés) et une expertise approfondie dont la direction de la sûreté des installations uncléaires (DSIN) doit donner les résultats cet été, Phénix, à l'arrêt depuis avril 1995, ne peut redémarrer.

au CEA, qui souhaiterait tout particulièrement mettre la main sur le département de recherche en sécurité employant 233 personnes qui dispose à Cadarache (Bouchesdu-Rhône) de trois réacteurs Cabri, Phébus et Scarabée.

Le ministère de l'environnement s'oppose à un tel découpage et demande une totale indépendance de cet organisme. Il a propose de le détacher de l'influence du CEA en le transformant en établissement public à caractère iodustriel et commercial, placé sous tutelle des ministères de l'industrie et de l'environnemeot.

Depuis plusieurs semaines, le déhat s'est focalisé sur le choix du futur dirigeant de l'IPSN, qui doh obtenir l'aval des deux ministères. Le ministère de l'industrie, en accord avec Matignon, a finalement retenu Philippe Maillard, actuellement à la direction du service et des études de la SNCF. Cette nomination n'est pas encore ratifiée par le ministère de l'environnement, qui n'y est pas favorable, de même que les cadres de l'IPSN. Ceux-ci proposent Daniel Queniart, directeur délégué à la sûreté depuis 1990.

Dominique Gallois

La direction du PS met sa fédération des Bouches-du-Rhône sous surveillance

AVEC L'AVAL de Llonel Jospin, qui s'en était entretenu au préalable avec Laurent Fabius, et de Daniel Vaillant, Jean-Pierre Bel, chargé des fédérations au secrétariat national du Parti socialiste, a proposé au bureau natlooal, mercredi 5 mars, des mesures qui visent non à une mise sous tutelle mais à une mise sous surveillance de la fédératioo des Bouches-du-Rhône. La fédération, marquée par l'affrontement entre son premier secrétaire, François Bernardini, et le président du conseil géoéral, Lucien Weygand, devra appliquer les principes « de pluralité et de collégialité ». Le bureau fédéral devra être « représentatif géographiquement et politiquement » et respecter une plus grande présence des femmes. La di-M. Weygand en fasse partie et que le * même esprit » préside à la composition du secrétariat fédéral.

Une commission de contrôle financier et un bureau fédéral des adhésions voot être mis eo place. Leur première tâche sera de vérifier

les adhésions individuelles interveoues depuis la fin de 1995. Suivant un système qui servira d'exemple aux autres fédérations, le poids d'une fédération ne devra plus être établi en fooction du nombre de cartes vierges achetées mais en fonction du nombre d'adhérents individuels pointés effectivement au fichier. La fédération a été priée de * reprendre l'initiative du débat politique », en tenant une convectico fédérale extraordinaire sur sa stratégie, notamment face au Front na-

La vérification des adhésions doit aboutir aussi à l'établissement d'un collège électoral incontestable et d'une commission électorale pluraliste, ratifiés par toutes les parties, afin d'élire les candidats aux élecrection nationale souhaite que tions régionales, sécatoriales et cantonales de 1998. La section de Vitrolles sera réorganisée. Les groupes socialistes au conseil général et à la ville de Marseille devrout «trouver un mode de fonctionnement collègial et délibératif ».

Ces « décisions » ont été présen-

tées mardi soir à la fédération « On o joué le jeu de l'écoute et du dialogue, explique M. Vaillant, mais on n'o pas négocié. Ce n'est pas un règlement de comptes, mois ce n'est pas non plus un compromis » – après une journée non-stop de 8 heures du matin à 20 heures, qui a commencé par l'audition des parties par le secrétariat national avant que celui-ci délibère et rende compte de ses décisions. Outre MML Bernardini et Weygand, Michel Vauzelle, maire d'Arles, Henri d'Attilio, député de la 12 circonscription de Vitrolles, qui souhaite aller au Sénat mais à qui la direction a demandé de se représenter, Marius Masse, autre deputé, Patrick Mennucci (Gauche socialiste), oot été entendus.

difficulté par la défaite de Vitrolles et la protestation anti-Debré, tente de reprendre l'initiative. Dans un eotretien au Figoro du mercredi 5 mars, le premier secrétaire s'en prend à Jacques Chirac, qui « arrive, comme toujours, oprès la bataille ».

« Il est resté silencieux, aioute-t-il. ces trois dernières semoines» comme en novembre-décembre 1995. Jugeant qu'une victoire aux législatives est « possible » mais que « ce ne sera pas facile », M. Jospin se prononce pour « une cohobito. tion de contrat ». « Si nous gagnons en 1998, explique-t-il, nous oppliquerons le contrat que nous aurons passé dans la campagne legislative avec le peuple. »

M. Jospin répond aussi au discours de Robert Hue à Lille (Le Monde du 4 mars) en l'invitant, « au moment où il s'aventure sur le terroin risque de la polémique, y compris personnelle », à « se souvenir que lo querelle avec le PS n'a pas réussi à son prédécesseur, pas davantage qu'ou Parti communiste ». Se Parallèlement, M. Jospin, mis en disant décidé à gouverner en 1998 « dons lo diversité et l'unité », Il presse le PCF de « prendre ses responsobilités » et à regarder ce qu'est deveou le Parti communiste ita-

Michel Noblecourt

Scepticisme et ironie au Sénat sur le « rendez-vous citoyen »

LA RÉFORME du service oatiooal sera-t-elle un outil de « reconquête citoyenne » telle que la décrit, oon sans lyrisme, Charles Milloo, ou bieo n'est-elle que le « solmigondis juridique » évoqué par Jean Clouet (Rép. et Ind., Valde-Marne)? Entre l'eothousiasme du ministre de la défense et l'ironie acide du sénateur de la majorité. qui oe votera pas le texte, le débat qui a commencé mardi 4 mars au Sénat a peu de chances de parvenir à synthétiser ces positions extrèmes, ni même de dissiper le scepticisme des sécateurs, au moins égal à celui manifesté par les députés à la fin du mois de janvier.

Le rapporteur de la commissioo des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Serge Vinçoo (RPR), a exprimé «lo canviction que la réforme du service notianol ne sero pas focile » et qu'elle telève du « pari ». Ce pari, M. Millon est prêt à le tenir. «Le nouveou service notional est une manifestation résolument moderne de l'exception française », a-t-il lancé. Cette réforme a pour ambition de répondre « à lo crise de l'intégration, au relochement des solidarités.

ou développement de l'exclusion ». Le futur service oational - recensement et reodez-vous citoyeo obligatoires, plus le volontariat – a pour ambition de « remettre en marche le creuset républicain ». M. Millon a expliqué que, la meoace soviétique étaot dissipée, « c'est désormais de l'intérieur que viennent les principales menoces contre notre pays ». Outre l'« intégrisme » et le «communoutorisme », M. Millon a stigmatisé, dans une allusion claire au Froot oational, « les idéologies pernicieuses offirmont l'inégolité des races », « les maires (...) prônont le racisme, lo discrimination », et tous ceux qui « préchent l'identité par l'exclusion, le repli sur soi et lo peur des autres ».

Le ministre de la défense a voulu convaincre les sénateurs que le rendez-vous citoven (RVC), d'une durée de cinq jours, sera le cadre où l'on pourra redonner aux jeunes Français « une perspective citoyenne dans une pédagogie des droits et des devoirs », autrement dit « réaffirmer avec force les valeurs de la République ». Le RVC est « universel », selon M. Milion, puisqu'il concerne les jeunes gens et les jeunes filles à partir du le janvier 2003. Il suscitera l'« intérêt » des jeunes par sa « densité » et soo « intensité ». Il se présentera, enfin, comme un « parcours civique » et un « parcours d'insertion ».

AMENDEMENTS

«Le rendez-vous citoyen de cinq jours réunit toutes les conditions d'un vaste monôme juvénile! », a répliqué Jean-Luc Mélenchoo (PS, Essonne), peu sensible à la descriptioo flatteuse que venait d'en faire M. Millon. « Vous nous proposez l'Armée du salut, vous avez une vision boy-scoutiste de lo défense », a lancé Bertrand Delanoë (PS, Paris). Moins polémique. Xavier de Villepin (Un. centr., Français établis

hors de France) o'a pas dit des

choses très différentes. « Il ne faut pas céder à la focilité de vouloir tout jaire en quelques jours, a-t-il expliqué. L'objet du rendez-vous citoyen n'est pas de suppléer oux déficiences des systèmes scolaire et sociol. » Quant à Philippe de Gaulle (RPR. Paris), il a accusé le RVC d'être « trop ombitieux, trop lourd d mettre en œuvre et d'un rapport coût-efficacité trop élevé pour remplir ses buts d'endoctrinement civique et de bilon personnel ou professionnel ». Emporté par son élan, l'amiral de Gaulle a critiqué le projet de soumettre les femmes au RVC. « De grâce, s'est-il écrié, dans ce monde écrasé de formalités, de techniques et d'obligations de toutes sortes, loissons donc oux femmes un petit espace de liberté qui ne soit pas encore restreint par des contraintes de "rendez-vous citoyen"! >>

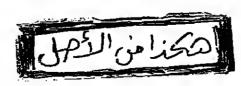
Plusieurs orateurs oot exprimé le doute que soit assuré par le RVC le lieo eotre l'armée et la oatloo. « Comptez-vous insuffler un esprit de défense à lo jeunesse en quorantehuit heures? », s'est interrogé M. Delanoë, tandis que Jean-Luc Bécart (Com. et rép.) a regretté la disparition du « service militoire. vieux pilier républicain qui ovait besoin d'une cure de jouvence ». « Au lieu de chercher la bonne réponse, at-il regretté, le président de la République o préféré foire disparaitre le molade. »

La discussioo des articles du proiet devait commencer mercredi. Le gouvernement comptait déposer uoe quinzaine d'ameodements. proposant notamment que soit

prise en compte la durée totale des périodes de volontariat pour le calcul de la retraite et que soit défiscalisée l'indemoité meosuelle de 2 000 francs versée aux volontaires. Il devait accepter que les charges sociales des volontaires soient remboursées par l'Etat aux associations agréées et s'opposer à un amendement de la commissioo permettant à un chef d'entreprise de refuser à un salarié d'accomplir une période de volontariat. M. Milloo se promettait, enfin, de dissuader le Sénat de limiter à « cinq jours ou plus » la durée du rendez-vous ci-

Fabien Roland-Lévy





e service de

Action of the second

100

CE - -

18 - 4-1 + ... 4 - ...

Be the second

Burgaran San

199. : 50

in 186

4.

1.1.2

A STATE OF S

(great) the street from the

10 Take

production 120

granding that the second of the

 $|\mathcal{M}_{ij}| = 1 + \frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} \sqrt{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} + \frac{1}{2} \frac{1}{2} \right)$

in the second of

Section 1. A great real

And W. V.

接受 医皮肤 吸引 化

 $\chi = (\pi_\infty)_{n=1}^\infty \times \cdots \times \dots \times$

graphy but I was to a

 $\lim_{n\to\infty} \frac{\partial f_n}{\partial x_n} = \int_{\mathbb{R}^n} \frac{1}{n} \int_{\mathbb$

Service Contract of the Contra

Service of the

 $\left(\frac{1}{2} \frac$

Service Services

graphic females of

Brigary on a

(A-1/18)

்குற்க்கு அள்ளம்

Parties of the second

in the state of th

Maria Company

aproparate ...

A Strain Commence

A CONTRACTOR OF THE STATE OF TH Car May 1 Mark Market

· ·

A CONTRACTOR OF THE STATE OF

2 - **3**

grand Allegan B.

and the second

good to get in the co

المعارض المعارض

المعرضية بكههمة

 $\operatorname{grad}(\omega_{n} \circ \omega) = \overline{\omega} \circ (-1)$

رو درود بهستانت که څ

 $\ell \leq \log(4d\log \log p) - 1) = 3.5$

...

Barrier Commence

发展 新港市中央

Allegans in the same

gouvernement n'a pas suivi certains nuel a donné lieu à un long bras de de ses avis concernant les nominasévèrement dans son rapport an-nuel la tutelle exercée par le pouvoir demande de nouveaux pouvoirs. L'Elysée à souhaité que certaines demande de nouveaux pouvoirs.

fer entre l'exécutif et le Conseil

prenne pas son avis de décembre 1996 demandant une véritable autonomie du parquet. PAR AILLEURS, les membres du Conseil épinglent le ces derniers sont soumis.

fonctionnement de la justice dans les DOM-TOM. Ils notent les risques d'« immobilisme » des magistrats et les « pressions diverses » auxquelles

Le Conseil de la magistrature critique le mode de nomination des procureurs

Dans son rapport annuel, le CSM déplore que le gouvernement n'ait pas suivi certains de ses avis sur des désignations de magistrats du parquet. Il réitère ses propositions en faveur de l'autonomie du ministère public

magistrature (CSM), qui fête jeudi 6 mars ses cinquante ans, exerce une influence grandissante sur la vie judiciaire française. Les chiffres publiés dans son rapport annuel montrent que près de la moitié des présidents de tribunaux et plus de 60 % des premiers présidents de cour d'appel qui sont actuellement en fonctions ont été nommés sur proposition du Conseil. « Ces chiffres sont à la fois significatifs de l'ampleur de la tâche occomplie, de l'importance du renouvellement aux postes les plus élevés de la hiérarchie judiciaire ainsi que de la réelle mobilité géographique et fonctionnelle d'une partie importante du corps des magistrats, et notamment des chefs de juridiction », note le CSM.

Chargé, aux termes de la Constitution, d'« assister » le président de la République dans sa tâche de a rendu plus de 1 000 avis sur les « garant de l'indépendonce de l'autorité judiciaire », le CSM participe. très activement aux nominations depuis la réforme constitutionnelle de 1993. Pour les 350 postes de présidents et de premiers présidents, il recense les candidatures, étudie les dossiers et arrête des propositions qui sont ensuite soumises au chef de l'Etat. Pour les autres magistrats du siège, il rend un avis qui le le garde des sceaux. Pour les procureurs, il rend un avis simple que le ministre n'est pas tenu de soivre.

LE CONSEIL SUPÉRIEUR de la La nomination des procureurs généraux est la seule à lui échapper totalement : ces magistrats placés « sous l'autarité » du garde des sceaux sont directement nommés en conseil des ministres, comme les

> Du 1º juillet 1995 au 31 décembre 1996, le CSM a profondément contribué au renouvellement de la hame hiérarchie judiciaire. Il a proposé, après de longues discussions avec l'Elysée et la chancellerie, la nomination du premier président de la Cour de cassation, Pierre Truche, mais aussi ceile de deux présidents de chambre et de vingt et un conseillers de la haute puridiction, ainsi que de seize premiers présidents et de cinquante présidents. Pendant la même période, il propositions de la chancellerie concernant des magistrats du siège : alors que dans la période antérieure, 2,8 % des candidats avaient reçu un un avis négatif, ce chiffre est tombé à 1,3 %. Pour le CSM, cette baisse est le signe que le ministère, lorsqu'il élabore ses propositions, tient de plus en plus compte des préoccupations du

Infiniment plus délicates sont les nominations aux postes du parquet. Du 1ª juillet 1995 au 31 décembre 1996, le CSM a rendu près d'en tirer. Mais il lui apparaît d'ores de 500 avis, dont 15, soit 3%, étaient défavorables. Le ministère de la justice n'a pas toujours tenu compte des réticeoces du CSM: dans la moitié des cas, il a tout de même procédé à la nomination. Cette attitude « traduit une rupture avec la pratique antérieure », selon le Conseil. De 1994 à 1995, le CSM avait rendu environ 500 avis, dont 16 défavorables. A l'époque, tous avaient été suivis par le gouvernement, ce que le CSM estimait alors « remarquable ». « Le Canseil s'interroge actuellement sur les raisons possibles d'une telle évolution et sur les conséquences qu'il hi appartient

et déjà que l'indépendance des magistrats du parquet, s'agissant de leur namination, est encore imparfaitement assurée. »

Le problème du statut des magistrats du parquet est donc très largement abordé dans le chapitre consacré aux propositions. Il y a un an et demi, dans son premier rapport, le CSM estimait - déjà - que la nomination des procureurs généraux des cours d'appel devait lui être soumise. Il faut, notait-il, « réviser la liste des emplois pourvus en conseil des ministres de façon à en exclure les procureurs généroux. Il est en effet paradoxal que la nomination

Des pouvoirs accrus depuis 1993

Jusqu'à la réforme constitutionnelle de 1993, les neuf membres du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) étaient tous désignés par le chef de l'Etat. Le Parlement a mis fin à cette mainmise de l'exécutif. Présidé par le chef de l'Etat, vice-présidé par le garde des sceaux, le CSM comprend désormais dix membres : trois personnalités désignées par les présidents de la République, du Sénat et de l'Assemblée nationale, un conseiller d'Etat élu par l'assemblée générale du Conseil d'Etat et six magistrats élus par leurs pairs au terme d'un scrutin complexe dans les juridictions.

Le CSM a vu aussì ses pouvoirs accrus. Il fait désormais des propositions non seulement pour les premiers présidents de cour d'appel mais aussi pour les présidents des tribunaux de grande instance. Il rend un avis conforme - et non plus simple - pour tons les autres magistrats du siège. Enfin, il rend un avis simple au sujet de la nomination de tous les magistrats du parquet, tâche qui revenait auparavant à la commission consultative du parquet.

aux plus hauts pastes du parquet échappe à tout contrôle ». Cette année, le Conseil estime à nouveau qu'il faudrait « élargir la campétence du Conseil supérieur aux propositians de namination des pra-

cureurs généraux ».

FAIRE DISPARAÎTRE LE SOUPÇON Mais, cette fois, le CSM va plus loin. Pour les magistrats du parquet, il propose de rendre, non plus un avis simple, mais un avis conforme liant le gouvernement, « Le Canseil supérieur a relevé qu'au cours de l'année 1996, plusieurs de ses avis négatifs n'ont pas été suivis par l'autorité de nomination. Cette attitude nauvelle, rendue possible par l'institutian d'une formatian compétente pour les magistrats du parquet, rompt ovec une tradition établie en matière d'avis simple pour les magistrats du siège depuis 1946. Elle interrompt de même la pratique suivie également pour les magistrats du parquet dans l'année qui a suivi la révision constitutionnelle de

S'appuyant sur les propos de Jacques Chirac, qui déclarait, le 12 décembre 1996, qu'il fallait « emminer sérieusement lo possibilité de rendre le parquet indépendant du garde des sceoux », le Cooseil prêche, dans son rapport, en faveur tous les stades de la procédure. » d'une véritable autonomie du parquet. Reprenant les propositions

contenues dans un avis transmis à la fin de l'année au chef de l'Etat, il demande que les procureurs et les procureurs généraux soient nommés sur proposition du CSML « Les particularités (actuelles de nomination des magistrats du parquet naurrissent, à l'intérieur même du corps de la magistrature, mais aussi dans l'opinion publique, le soupçon sur l'indépendance des magistrats cancernés vis-à-vis du pouvoir politique et sur leur liberté d'action. L'institutian judiciaire gagnerait danc à voir disparaître un tel soupçan, même s'il est largement injusti-

Le CSM revient ensuite sur les liens entre le garde des sceaux et les parquets. Comme dans soo avis de décembre, il propose que le ministre, « chargé de mettre en œuvre, en matière crimmelle, la politique définie par le gouvernement dont il est membre », continue à harmoniser la politique pénale, mais il souhaite qu'il se voie « expressément » retirer tout pouvoir dans les affaires particulières. « Dans un tel dispositif, les magistrats du ministère public apprécient seuls lo suite à donner oux plaintes et aux dénonciations dont ils sont saisis, oote-t-il. Ils déterminent seuls le sens de leurs réquisitions orales mois oussi ecrites, et cela à

Un rapport que l'Elysée voulait voir modifier

TENSIONS, discussions, menaces de démission : la gurer dans le rapport. Le CSM ne comprend pas ces exigences. « Ni l'Elvsée ni la choncellerie n'ont de droit la République aura été précédé de bien des soubresauts. Lorsque les membres du Conseil supérieur de la magistrature transmettent le document à l'Elysée, le pouvoir exécutif se raidit. Il contacte immédiatement le CSM pour «faire valoir» les positions du chef de l'Etat et du garde des sceaux. En fait, il demande aux membres du CSM de supprimer purement et simplemeot certains passages de leur texte.

Les chapitres litigieux sont au nombre de trois. L'Elysée n'apprécie guère l'un des tableaux statistiques publiés dans le rapport : il montre que, sur les 15 avis défavorables rendus du 1ª juillet 1995 au 31 décembre 1996 au sujet des nominations de magistrats du parquet, 7 n'ont pas été suivis par le garde des sceaux. « Doit ici être relevé le fait que l'autorité de nominatian est passée outre aux avis défavorables dans 46 % des cas, ce qui traduit une rupture avec la pratique ontérieure », ajoute le CSM.

La partie consacrée aux propositions oe sied guère plus à l'Elysée. Le CSM passe en revue les suggestions de l'année passée en signalant si elles ont été suivies ou non. Il reprend les propositions sur l'autonomie du parquet formulées dans un avis de décembre : supprimer les instructions individuelles, et augmenter les garanties de nomination des magistrats du parquet. En ces temps d'« affaires », et malgré les propos de Jacques Chirac sur le parquet, ces voeux sont jugés déplacés. L'Elysée fait savoir qu'il ne veut pas les voir fide regard sur ce texte, souligne un membre du Conseil. C'est un rapport que naus rédigeons tous les ans. Nous y mettons les statistiques - toutes les statistiques - et nos propositions. S'îls ne veulent pas les suivre, rien ne les force à le faire, mais ils ne peuvent pas nous empêcher de les formuler. »

Le temps passe et les retards s'accumulent. Certains craigneut qu'en raison des délais d'impression le texte ne soit pas prêt pour les cérémonies du cinquantenaire, le 6 mars. Il faudra de longues discussions pour que le pouvoir finisse par céder. Un membre du CSM écrit une lettre de démission, puis la retire lorsqu'il apprend que le rapport sortira finalement dans sa ver-

« Co s'est finolement arrangé, mois les cristrations sont encore très fortes », raconte un membre du CSM. Il y a six mois, lors du grand mouvement de nominations qui avait touché la haute hiérarchie judiciaire, le CSM avait déjà été soumis à de grandes tensions. Le représentant de l'Elysée, Olivier Echappé, et le directeur des services judiciaires, Marc Moinard, aujourd'hul directeur des affaires criminelles et des grâces, avaient négocié le grand jeu de dominos qui avait permis de placer des proches du pouvoir aux postes de procureurs généraux de la Cour de cassation et de la cour d'appel de Paris.

Dans les DOM-TOM, une indépendance difficile à assurer

Les pressions multiples et l'immobilisme des magistrats pointés du doigt

Consell supérieur de la magistrature (CSM) se montre sévère avec les magistrats qui exercent dans les départements et territoires d'outre-mer. Le CSM leur reproche à mots couverts leur immobilisme: sur les 210 magistrats qui exercent actuellement dans les DOM-TOM, plus de 20 % o'oot pas travaillé en métropole depuis plus de dix ans. «L'immabilisme autre-mer n'atteint pas un niveau tel que des mesures d'ordre statutaire s'impaseraient pour y faire obstacle, mais il existe », souligne

le rapport. Pour le CSM, cette stabilité présente blen des inconvénients. « L'éloignement prolangé de la métropole et, parfois même, du siège de la caur d'appel; l'impossibilité de fait qui en découle actuellement, pour la plupart des magistrats servant outre-mer, de bénéficier de la formation permonente dispensée

por l'ENM [Ecole nationale de la

DANS SON RAPPORT, le magistrature] ; le sentiment d'isole- à expliquer que, dans les cinq derment lié à l'insulorité; l'occoutumonce à un rythme de vie particulier et les hobitudes de focilité qui peuvent noître d'une vie matérielle parfois plus aisée viennent en effet occroître encore les inconvénients troditionnellement attribués à l'immobilisme », analyse le rapport.

Ces dysfonctionnements ne fa-

vorisent apparemment pas la sérénité de la justice. « La pression médiotique, parfois forte et allont jusqu'à des mises en couses personnelles, canstitue la pratique habituelle, note le CSM. Les difficultés d'exercice professionnel sont sauvent occentuées sur le plan personnel par le climat et le mode de vie. Du fait de pressians diffuses. l'indépendance y est parfais plus difficile à assurer qu'en metra-

pole. > Le CSM note en outre que le hasard » ne suffit sans doute pas

nières années, un combre important de ces magistrats - sept aient été traduits devant les instances disciplinaires.

Au cours des deux demières anoées, le CSM a tenté de mettre fin à ces pesanteurs. Sur les 53 magistrats nommés de juin 1994 à décembre 1996, 50 venaient de la métropole. « Le CSM a foit preuve de la plus grande prudence à l'égord des carrières trop ostensiblement tournées vers l'autremer », note le rapport.

Le Conseil souhaite désormais éviter toute promodon d'un poste d'outre-mer à un autre et écarter tout déroulement de carrière, fûtil sans avancement, dans les seules juridictions d'outre-mer. «Il s'aeit bien évidemment là de simples orientotians, et aucune limitatian précise ne peut être fixée », conclut-il.

A. C.

L'homme d'affaires André Guelfi placé en détention dans le dossier Elf

L'AFFAIRE Elf-Le Floch-Prigent

M. Guelfi serait soupconné d'avoir

l'impasse les négociations engacompte, depuis la fin de la seperçu plus de 50 millions de francs
gées par Elf, jusqu'alors avec l'apmaine demière, une quatorzième mise en examen. Au terme de sa garde à vue, l'homme d'affaires André Guelfi, soixante-dix-huit ans, s'est vu notifier, le 28 février par le juge d'instruction parisien Eva Joly, une mise en examen pour «recei d'obus de biens sa-

Placé en détention provisoire, M. Guelfi a été écroue à la maison d'arrêt de la Santé, à Paris. Ce nouvel épisode paraît marquer une relance de l'enquête de M= Joly sur le versemeot de faramineuses commissions par la compagnie pétrolière française lors d'opérations internationales contestées, sous la présidence de Loik Le Floch-Prigent - sous le coup de six mises en examen.

HONORAIRES EXORBITANTS

Milliardaire corse né an Maroc et aujourd'hui installé à Lausanne (Suisse), propriétaire de plusieurs jets privés, connu dans les milieux d'affaires sous le sumom cocasse de « Dédé la Sardine » depuis qu'il avait fait fortune dans la congélation de poisson en haute mer,

perçu plus de 50 millions de francs d'honoraires lors de projets d'investissements d'Elf en Ouzbekis-

En 1992, M. Le Floch-Prigent s'était lancé dans une opération visant à l'implantation d'Elf dans cette ancienne République soviétique. André Guelfi y possédait de solides relations, forgées à la fin des années 70, alors qu'il s'était associé avec Horst Dassler, le fondateur d'Adidas, pour gérer l'exclusivité des droits publicitaires des Jeux olympiques de Moscou,

en 1980. Auparavant, M. Guelfi avait, en 1975, racheté au groupe Adidas la marque Le Coq sportif. il s'était également constitué un petit empire hôtelier en faisant l'acquisition de trois palaces parisiens, Le Prince de Galles, Le Meurisse et Le Grand Hôtel - dont les actifs inclusient 47 % des actions de La Rente foncière, propriétaire de

128 immeubles dans la capitale. Fort de ce curriculum vitae aui lui avait permis de gagner la confiance du président de l'Ouzbékistan, Islam Karimov, André Guelfi était parvenu à sortir de

pui de l'homme d'affaires Hubert Perrodo, proche d'un ancien PDG du groupe, Albin Chalandon. « On avait décidé de signer un protocole d'occord pour l'exploration, prévoyant un partage de production entre Elf et l'Ouzbékistan, racontait M. Guelfi, en 1995, au mensuel économique Capital. Je devais tou-

OPPOSITION AU SEIN DU GROUPE Au même titre que le rachat, en 1991, de la compagnie espagnole Ertoll et des forages en mer du Nord de la société Oxipetroleum, l'opération ouzbèque avait, semble-t-il, suscité de fortes oppositions an sein d'Elf-Aquitaine. Les enquêteurs soupçonnent, des lors, M. Le Floch-Prigent d'avoir cherché à contourner les circuits officiels du groupe pour mettre sur pied ses projets, ainsi qu'il l'avait fait pour débloquer de forts investissements au profit du groupe textile de son ami Maurice

cher 3 % sur choque baril pra-

Interrompues en 1993, après la nomination de Philippe Jaffré à la

Bidermann.

tête du groupe pétrolier français, les négociations avec l'Ouzbékistan n'ont finalement pas abouti au moindre investissement d'Elf

dans ce pays. Interrogé sur le montant de la commission qui lui avait été consentie, André Guelfi a contesté, devant les policiers, qu'il s'agisse d'une commission « hors normes ». Mais le juge Eva Joly souhalte savoir si la somme versée hi était intégralement destinée.

Après la mise en examen de l'ancien avocat Nathan Meyohas, dont l'intervention dans le dossier Oxipetroleum est également contestée (Le Monde du 10 soût 1996), M. Guelfi est le deuxième intermédiaire mis en cause dans l'instruction de l'affaire Elf. Evoquant, le 5 juillet 1996, dans son ordonnance de placement en détention de M. Le Floch-Prigent remis en liberté le 23 décembre suivant - les «résegux » utilisés par l'ancien PDG, M= Joly estimait qu'ils avaient pu constituer « des outils de détournements orga-

> Jacques Follorou et Hervé Gattegno

SICAV INDICIA

 Orientation : actions françaises ; indicielle ; eligible au PEA • Durée de placement : plus de 5 ans Valeur liquidative au 14/02/1997 : 1 584,01 F

Assemblée Générale

Les actionnaires de la Sicav Indicia soot convoqués à l'Assemblée Génerale Ordinaire qui se cendra le vendredi 28 mars 1997 à 16 heures, 91/93, Bd Pasteur - 75015 Paris.

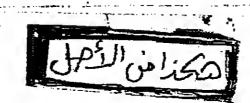
Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1996.

La distribution du dividende de la Sicav Indicia est prévue le samedi 29 mars 1997.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Credit Agricole.

Chaque jour le cours d'INDICIA sur # SICAVÉCOUTE Tél : 08.36.68.56.55 # Code : 23 (3 pattés par ma)





La Cour de cassation autorise la poursuite de l'instruction de l'affaire des écoutes de l'Elysée

Les pourvois de MM. Ménage, Schweitzer, Prouteau et Gilleron ont été rejetés

Le procès de l'affaire des écoutes téléphoniques dans un arrêt rendu mardi 4 mars, que les infractions de l'Elysée aura bien lieu. La chambre criminelle de la Cour de cassation a, en effet, considéré, conservation de données nominatives constatées en tous leurs éléments ».

des écoutes téléphoniques de la tion à leurs victimes n'ont pu être cellule dite antiterroriste de l'Elysée par le juge Jean-Paul Valat va pouvoir suivre son cours, sur la base de l'arret rendu, mardi 4 mars, par la chambre criminelle de la Cour de cassation. Présidée par Christian Le Gunehec, la haute juridiction a, en effet, rejeté les pourvois formés contre l'arret rendu le 30 septembre par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris par quatre personnes mises en examen dans ce dossier : Gilles Ménage, directeur adioint puis directeur de cabinet de François Mitterrand de 1981 à 1988: Louis Schweitzer, directeur de cabinet de Laurent Fabius à Matignon; Christian Prouteau, ancien chef de la cellule, et Pierre-Yves Gilleron, l'un des ses membres. Pour l'essentiel, les arguments des mis en examen invoquaient la prescription des infractions, commises entre 1983 et 1986, mais révélées en novembre

la fin des poursuites dans cette affaire d'Etat. Mettant en exergue la « clondestinité » inhérente à ce type de delits. la Cour de cassation a jugé que, « souf à retirer son effectivité à la loi ., les infractions d'atteinte à l'intimité de la vie privée et de conservation de données nominatives « ne peuvent être prescrites avant qu'elles olent pu être constatées en tous leurs éléments et que soit révélée. Oux victimes, l'otteinte qui o pu être portée à leurs droits ». En l'espèce, l'arrêt du 4 mars précise que la découverte

1992 dans la presse, pour obtenir

L'INSTRUCTION de l'affaire de ces infractions et leur révélaeffectives qu'« au mois de novembre 1992 », c'est-à-dire après la publication dans la presse d'articles faisant état du placement d'écoutes sur les lignes de plus de cent cinquante personnalités - avocats, écrivains, journalistes, hommes politiques - par la cel-

> « ATTEINTE À LA CONSTITUTION » La conservation d'un enregistrement de paroles prononcées à titre privé ou confidentiel, ainsi que celle de données informatisees nominatives faisant notamment apparaître les opinions politiques, philosophiques ou religieuses des personnes esplonnées, constitue ot en outre, selon

la haute juridiction, « des délits continus, à l'égord desquels lo prescription de l'oction publique ne commence à courir que lorsqu'ils ont cessé ». Or cette cessation ne peut être intervenue, au mieux, qu'« à compter du 12 jonvier 1995, dote de la remise ou magistrot instructeur des cinq disquettes informatiques » contenant une partie de la mémoire informatisée de la fameuse cellule et déposées à l'adresse du Juge Valat par une femme à ce jour non

identifiée. Aussi la Cour de cassation a-telle considéré, sans se prononcer sur la qualification criminelle d'attentat à la Constitution visée par la décision du 30 septembre de la chambre d'accusation, qu'il convient de poursuivre l'informa-

Gilles Ménage, Jean-Michel Beau et le secret-défense

Anjourd'bui chargé de mission auprès du ministre de l'industrie, Franck Borotra, Gilles Ménage a indiqué, mardi 4 mars, qu'il allait demander au premier ministre de le relever du secret-défense afin de se défendre comme il l'entend dans l'affaire des écoutes de l'Ely-

Dénonçant « l'obstination de la plupart des médias » à le faire « apparaître comme le décideur et le commanditaire des écoutes », M. Ménage met en cause « la responsabilité directe de Christian Prouteau » et estime que le dossier du juge d'instruction « ne contient aucune pièce authentique ».

Le lieutenant-colonel de réserve de gendarmerie Jean-Michel Beau, qui avait contribné à la révélation de la subornation de témoins dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, a, dans une lettre adressée le 4 mars à Alain Juppé, demandé au premier ministre de se prononcer sur « la levee du secret-défense » concernant les documents salsis le 19 février dans un garage utilisé par Christian Prouteau. Il invite M. Juppé « à transmettre à la justice tout élément nouveau qui permettrait de réouvrir le dossier de subornation de témoins » concernant l'affaire des Irlandais de Vincennes.

tion judiciaire. Dans son arrêt, la chambre d'accusation avait estimé que les infractions constatées étaient « de nature à constituer non seulement une atteinte à la vie privée des porticuliers (...), mois égolement une otteinte à la Constitution, en raison de l'institutionnalisation du système et de l'ampleur des écoutes, de surcroît réolisées par une cellule canstituée por les plus houtes autorités de l'Etat » (Le Monde du 2 octobre 1996).

Conduite depuis bientôt quatre

ans par le juge Valat, l'information judiciaire va donc pouvois continuer de mettre au jour les activités de police politique menées, sous le prétexte de la lutte antiterroriste, par la cellule de l'Elvsée. « L'orrêt de lo chombre. ctiminelle constitue un moment décisif dans cette affoire, en ouvrant lo voie vers un grand procès public, a commenté, à l'issue de l'audience, Me Michel Laval, avocat de la compagne d'Edwy Plenel, partie civile dans ce dossier. Il offirme qu'un délinquont, même ogissont pour le compte de l'Étot, ne peut se réfugier dons lo clondestinité de ses actes pour échapper à la justice. Les droits des citoyens en sortent renforcés contre la toutepuissance de l'Étot. Depuis le début de l'information judicioire, les mis en examen ont tout fait pour gener le bon déroulement de lo justice en invoquant oussi le secretdéfense. Il foudro, là encore, que lo justice prenne position. Ce sera un enieu juridique et politique d'une très grande importonce. »

Erich Inciyan

La réforme des universités bute sur l'organisation des études de droit

L'UNEF-ID et l'UNEF se retirent des discussions

LE CONSENSUS affiché sur les principes de la réforme de l'université de François Bayrou, ministre de l'éducation nationale (Le Monde du 5 février) risque fort de voler en éclats à l'épreuve de sa mise en œuvre dès la prochaine rentrée. Premier accroc depuis l'annonce de ses principales dispositions. l'UNEF-ID s'est retirée de la conférence disciplinaire de droitsciences économiques et administration économique et sociale (AES) chargée de préparer la nouvelle organisation des études en premier cycle. Pour sa part, l'UNEF purement et simplement décide de ne plus participer à aucune des conférences. Enfin, le SGEN-CFDT, « tout en comprenant lo position de l'UNEF-ID » réserve sa réponse sur une participation « condition-

« Les négociations trainent. Le ministre, qui a évacué lo question des moyens, cherche o gagner du temps et, en plus, sur certains points, nous enregistrons un recul», a expliqué Pouria Amirsbahi, président de l'UNEF-ID, à l'issue de la demière réunion, lundi 3 mars, de la conférence disciplinaire de droit. Au cours de cette rencontre, un différend a opposé ses représentants au président de la conférence des doyens de droit, Louis Favoreu, qui continue de demander à bénéficier d'un « régime dérogatoire » dans l'organisation du contrôle des connaissances, Alors que la réforme a inscrit dans ses principes la capitalisation des acquis en cours d'année et le principe d'une session de rattrapage, les juristes « s'orc-boutent sur une position passsiste », selon le président de l'UNEF-ID. Invoquant l'insuffisance des moyens dans une filière où les taux d'encadrement sont les plus bas, ces derniers souhaitent préserver la « spécificité » de leur filière. « Nous sommes prets, nous a indiqué M. Favoreu, o discuter des modolités d'une réforme qui nous poroit essentielle dons ses prin-

Jusqu'à présent, les réunions informelles organisées par M. Bayrou pour tenter de rapprocher les points de vue ont échoué. Le mimistre de l'éducation, qui s'est bien gardé de trancher, tente de minimiser l'incident. Ce « bras de fer relève d'un jeu de rôle classique. Il nous reste trois semoines de discussions et le ministre tranchera avec lo publication des textes fin

mars », indique son entourage. Il était previsible que la conférence disciplinaire de droit soft la plus controversée. Les réticences exprimées par les juristes pourraient toutefois rejaillir sur le contenu des autres conférences. « Les scientifiques ne sont guere enclins à s'engager si les juristes ne font pas le premier pas », note un représentant de cette conférence, tandis que les premières discussions sur la nouvelle organisation de la filière d'activités physique et sportives, proposant d'instaurer un système de selection des la fin du premier semestre, pourraient, elles aussi, susciter une opposition résolue des

Michel Delberghe

Pierre Suard nie toute culpabilité d'abus de biens sociaux

« JE NE SUIS COUPABLE d'oucun des j'aits qui me sont reprochés », a calmement répondu, mardi 4 mars, Pierre Suard au président Hervé Le Bras. A soixante-deux ans, le PDG du groupe Alcatel Alsthom de 1986 à 1995 comparaît de-



vant le tribunal correctionnel d'Evry (Essonne) pour « obus de biens sociaux » et « obus de confiance » au préjudice de diverses so ciétés du groupe, dont Alcatel-CIT, et d'un groupemeot d'intérêt écono-

mique, Alcatel Gerem. Dans la salle d'assises du tribunal réquisitionnée pour cause de pléthore de prévenus, la justice a commence l'examen des cas de quarantetrois entrepreneurs, cadres et dirigeants du groupe, dont Pierre Guichet, soixante-quatre ans, ancien PDG d'Alcatel-ClT, prévenu d' « obus de biens socioux » et de « foux ». Tous sont impliqués dans le premier volet du volumineux dossier confié en 1993 au juge d'instruction Jean-Marie d'Huy : une série de travaux et de prestations effectués aux domiciles de cadres d'Alcatel et pris en charge par les sociétés du groupe, ainsi que la constitution, au sein d'Alcatel-CIT, d'une caisse noire de 3,5 millions de francs utilisée « pour lo rémunération de tiers pour des prestations non déclarées ». L'instruction a recensé environ deux cents marchés litigieux. Le procès devrait durer un mols.

Le second voiet pottant sur des « surfacturations » de plusieurs centaines de milions de francs qui auraient été établies au détriment de France Télécom est toujours en cours d'instruction. Ce voiet, dans lequei M. 5uard a été mis en examen en mars 1995 pour « recel d'escroqueries », fait l'objet, pour partie, de recours en

Mis en cause pour une vingtaine de travaux

effectués à ses domiciles successifs de Boulogne-Billancourt et Neuilly-sur-Seine entre 1990 et 1993, Pierre Suard avait été impliqué très tôt, après l'ouverture de l'information judiciaire, par le directeur de l'engagement des travaux d'Alcatel-CIT, Antonio Léal, cinquantesept ans. Liceocié pour faute grave en 1993, il est jugé aujourd'hui pour des corruptions, escroqueries et abus de blens sociaux estimés à

M. Suard se voit reprocher, d'une part, d'avoir effectué à ses domiciles des travaux de sécurité (installation de centrale d'alarme, réseau vidéo, portes de parking télécommandées...), qui ont été pris en charge, indûment seion l'accusation, par les sociétés du groupe Alcatel ; d'autre part, d'avoir bénéficié d'importants rabais (de 40 % à 60 %) consentis par les entrepreneurs travaillant habitueilement pour le groupe sur des travaux d'aménagement personnels. Ces entrepreneurs se sont chargés, toujours selon l'accusation, de répercuter le manque à gagner en surfacturant certains marchés passés avec les sociétés d'Alcatel. Le montant total des sommes en cause est évalué à 4 millions de francs.

♥ PAR SOUCI D'EFFICACITÉ »

Pour sa défense, l'ancien patron du deuxième groupe industriel français a fait valoir lors de l'instruction qu'il était « constant » que les dépenses afférentes à la sécurité du PDG de la firme soient prises en charge par celle-ci. Le responsable sécurité du groupe, Claude Monchau, a justifié le mécanisme de la ventilation des dépenses dans plusieurs sociétés d'Alcatel par « la nécessité de dissimuler, par souci d'efficacité, le coût du système de sécurité en ploce ». Enfin, tous les entrepreneurs, sauf un, ont réfuté l'idée que, après avoir consenti des rabais à M. 5uard, ils s'étaient « rattrapés » sur les mar-

chés d'Alcatel. S'agissant des travaux de sécurité, l'accusation a pointé « l'absence totale d'information préalable des organes institutionnels de lo société », et le « coroctère délibérément occulte » du système utilisé teodant à faire payer les prestations fournies par la société « à partir de libellés volontairement faux ». Coocernant les rabais consentis à M. Suard, elle s'est appuyée sur une correspondance, frappée du sceau *connaenuel* », et auressee au m des travaux chez M. Suard, qui en définirait le mécanisme, ainsi que sur un rapport d'expertise et sur la déposition d'un entrepreneur. Ce derniet. Claude Autrand, a confirmé qu'il ne « s'agissait ni de remises ni de robois, mois bien de répartitions » et que «le montant de lo différence avait été imputé vroisembloblement sur une facture Alcatel dons le couront de l'année

A l'issue de l'instruction, l'accusation a estimé que « l'information [avait] mis en évidence une pratique généralisée, pénalement répréhensible, tendont à une recherche effrénée d'avantages de toutes sortes, dont les intéressés s'estiment oujourd'hui légitimement bénéficioires ». Elle a stigmatisé « des méthodes de camoufloge, preuve de lo conscience que [les prévenus] ovoient d'enfreindre lo loi » et le trouble à l'ordre public à ses yeux constitué : « A travers une concurrence dévoyée, des dépôts de bilon multiples, c'est l'équilibre nécessaire du système

économique qui est mis à mol. » En début d'audience, à l'instar de l'ancien PDG d'Akatel Alsthom, tous les entrepreneurs concernés par les travaux de M. Suard ont contesté d'emblée les faits, notamment de complicité d'abus de biens sociaux on d'escroquerie au préjudice d'Alcatel, qui leur sont re-

Jean-Michel Dumay

Les habitants de Saint-Denis sceptiques sur le projet Debré

LA LOI DEBRÉ sur l'immigration n'a pas convaincu les habitants de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Selon un sondage commandé par la mairie (PCF) et effectué le 27 février par l'IFOP auprès de 604 personnes, 53 % des Dyonisiens estiment que le texte du ministre de l'intérieur « est orienté contre les étrangers et peut favoriser le rocisme » (41 % pensent le contraire). De même, seuls 35 % des sondés ent que cette loi « permettra de lutter efficacement contre l'imm gration clandestine » (60 % contre) et 25 % considèrent qu'elle « permettra de résoudre les problèmes de [leur] quartier ». Un sondage réalisé par l'Ipsos pour Le Figoro, les 21 et 22 février, concluait que 59 % des Français étaient favorables an projet.

Invités à répertorier les « principaux problèmes de lo France », 63 % des personnes interrogées citent le chômage, 43 % le situant à la première place. Viennent ensuite la pauvreté, les inégalités sociales. l'insécurité, et enfin l'immigration (mentionnée par 17 %, placée en tête par 9 %). Commune populaire à forte proportion d'babitants issus de l'immigration, Saint-Denis avait été mentionnée par le ministre de la ville, Eric Raoult, lorsque celui-ci avait demandé aux cinquante-neuf réalisateurs signataires de l'appel à désobéir de venir « opprécier l'ampleur des difficultés [...] dons les quortiers ».

Le rapport confidentiel sur les ESC provoque de nouveaux remous

LA DIFFUSION d'extraits du rapport confidentiel sur les Ecoles supérieures de commerce dans L'Express (Le Monde du 4 mars) pourrait connaître des suites judiciaires. A l'origine de cette étude réalisée par le cabinet Ernst and Young, Franck Borotra, ministre de l'industrie, a demandé au garde des Sceaux, Jacques Toubon, de diligenter une enquête dans ses propres services pour déterminer l'origine de la fuite. De son côté, le réseau des ESC regroupées dans l'Association pour le développement des grande écoles de commerce et de management serre les rangs. Contestant la méthode et les résultats de cet audit, il a décidé d'engager une campagne de promotion dans les lycées et les classes préparatoires en insistant sur les taux d'insertion professionnelle de ses jeunes diplô-

DÉPÊCHES

JUSTICE : le propriétaire d'un âne qui avait bronté de l'herbe sur un terrain appartenant à l'Office national des forêts (ONF) a été condamné, mardi 4 février, à 5 000 francs d'amende dont 3 000 avec sursis par la cour d'appel de Nimes. Habitué à promener des touristes dans le parc national des Cévennes, Gaspard s'était rendu coupable, un jour d'août 1995, d'« obroutissement et de piétinement ponctuels de port et d'autre du sentier », selon les termes du procès-verbal dressé par un garde forestier. En réalité, le propriétaire de l'animal, Jean-Pierre Olivier, maire (PS) de Genholac (Gard), et l'Office sont en conflit depuis deux ans à propos du palement d'un droit de passage sur les chemins de l'ONF.

■ RAPATRIÉS : une douzaine d'enfants de harkis observent une grève de la faim, depuis le 17 février, dans un centre médico-social de Sainte-Livrade-sur-Lot (Lot-et-Garonne), au nom d'une commnnanté qu'ils disent « méprisée », « trohie » et « abandonnée ». D'autres manifestations ont eu lieu récemment à Bergerac (Dordogne), Villeneuve-sur-Lot et Agen (Lot-et-Garonne). Guy Forzy, delégué aux rapatriés, a demandé aux grévistes, mardi 4 mars, de cesser leur mouvement en rappelant qu'une loi de 1995 prévoyait de consacrer 2,5 milliards de francs sur cinq ans à cette commun

Le gouvernement présente son programme en faveur des handicapés

TROIS MINISTRES devaient freine les efforts de tous et loisse perprésenter, mercredi 5 mars en conseil des ministres, un « pragramme d'action en faveur des personnes handicopées ». Après la loi du 10 juillet 1987, qui avait créé le quota de 6 % de handicapés dans les entreprises de plus de vingt salariés, le bilan est encore mitigé : le taux d'emploi est de 4 % dans le secteur privé, de 3 % dans la fonction publique d'Etat, de 5 % dans les collectivités territoriales et de 5,5 % dans le service public hospitalier.

« Nous sommes parvenus à un paher », devait expliquer Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, précisant que « la confusion des responsabilités entre l'Etat et les collectivités territorioles ventlon retenus: diversifier les

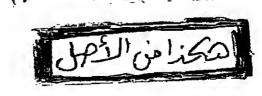
durer des disparités injustifiobles entre départements ».

La loi de finances pour 1997 permettra, selon M. Barrot, de financer 2 000 places supplémentaires, en centres d'aide par le travail (CAT), et 500 places en ateliers protégés. Le budget total consacré aux handi-capés s'élève à 27 milliards de francs, l'enveloppe de l'assurance-maladie destinée aux établissements pour adultes étant « en housse de 100 millions de francs. dont 50 millions consacrés oux au-

Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi, devait annoncer les trois grands axes d'intermodes d'accueil en entreprise (stagiaires, insertion en alternance); augmenter le taux d'emploi en milieu « ordinaire » - actuellement, seules 0,8 % des personnes en CAT sautent le pas - avec la mise en place, en cas d'échec, d'un « droit au retour » en milieu protégé ; simplifier les procédures, améliorer la coordination entre l'Etat et l'Agefipb (Association nationale de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées) et le fonctionnement des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel, notamment chargées d'évaluer le degré d'invalidité des personnes vivant avec un han-

Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale, devalt eufin rendre compte de quatre priorités, arrêtées le 24 février avec le milieu associatif et François Bayrou, ministre de l'éducation nationale: développer l'intégration scolaire en renforçant les dispositifs d'accompagnement des élèves et étudiants ; régler les situations nées du maintien de jeunes adultes dans des structures pour mineurs; favoriser l'aide à domicile « grûce oux oides techniques et au dévelappement des services d'ouxiliaires de vie »; rénover la loi du 30 juin 1975 sur les institutions médicales et mé-

Laurence Folléa





Section 1 in 7 · · z = == , · .

300 000

Stores to a

2

4 14

ه د سوا

7.

ا : السي ۴

S.

Type TA

.

Marie September 1997

.....

Mark

المنافر وستنهج Charles 1 mg

Market Control of the Control

Salah Salah

ALC: NO

AND A MALL TO THE STATE OF

THE WORLD OF THE PARTY OF

The same of the sa

The second second

Service Commence

Jane Branch

5. '---

AMÉNAGEMENT Les stations de sports d'hiver de Savoie, comme les stations bainéaires du littoral, sont confrontées au vielllissement et à la dégradation de leur immobi
lier touristique. © LE PROBLÈME jugée insuffisante. En trente ans, d'injecter 12 millions de leur immobilier touristique de décider d'injecter 12 millions de francs sur trois ans pour soutenir le bâtiment et à la fois supérieure à la demande et désormais inadaptée. © LE

Les stations de sports d'hiver doivent rénover leur parc immobilier

En Savoie comme sur le littoral méditerranéen, les logements construits pour le tourisme vieillissent, au moment où la demande est plus rare et la clientèle plus exigeante. Les collectivités locales tentent de relancer le marché avec des opérations de réhabilitation

CHAMBERY

de notre correspondant En montagne comme sur le littoral, l'image de marque d'un site touristique dépend désormais de la qualité de son urbanisme et de ses hébergements. A Tignes (Savoie), la baisse régulière de fréquentation constatée depuis 1994 et l'érosion du chiffre d'affaires de la Société des téléphériques de la Grande Motte (STGM) - puissante entreprise de remontées mécaniques dont le chiffre d'affaires annuel dépasse encore les 200 millions de francs - ont provoqué un électrochoc.

Lancée en 1962 à plus de 2 000 mètres d'altitude par le promoteur-aménageur Pierre Schnebelnen, la station de Haute-Tarentaise, dont le domaine skiable est relié à celui de Val-d'Isère, a vieilli. Et plutôt mal. La détérioration de l'immobilier - la dernière réalisation date de 1986 - et l'espace urbain chaotique d'une station qui compte 28 000 lits touristiques bloquent désormais toute croissance. Le quart des logements, soit environ 1 600 studios et appartements, seraient ainsi susceptibles d'être touchés par une opération de rehabilitation.

. 1.

Tignes n'est pas la seule à s'interroger sur son avenir. Créées voilà vinet ou trente ans en sites vierges, dans la foulée du plan « neige », les « usines à skl », dont le développement repose essentiellement sur Pinmobilier, cherchent un nouveau souffie. La vente des logements neufs, après avoir atteint un pic en 1987, ne cesse de baisser, surtour à cause de l'effondrement des mar-

chés des studettes, ces studios-ca- a donc décidé, le 10 février, d'injecter montagne, qui dépend du ministère bines de 15 mètres carrés en vogue à la fin des années 60. En outre, faute d'entretien, bon nombre d'appartements dégradés ne peuvent être ni vendus ni même loués, sauf au noir. D'autres ne correspondent plus aux exigences de qualité, qui priment désormais dans un marché considéré comme mature.

« VOLETS CLOS »

Ce phénomène de « volets clos », en augmentation dans bon nombre de grandes stations de sid, inquiête les maires et le conseil général de la Savoie, présidé par le ministre délégué aux affaires européennes, Michel Barnier (RPR). Le tourisme représente, en effet, la mnitié de l'activité économique de la Savoie : ses 400 000 lits génèrent un chiffre d'affaires proche des 20 milliards de francs. L'assemblée départementale

MEAU: L'Agence de l'ean d'épuration de Bourg-en-Bresse Rhône-Méditerranée-Corse a dé-(Ain), L'Isie-d'Abeau (Isère) et Mé-

12 millions de francs sur trois ans

pour soutenir les opérations de ré-habilitation déjà engagées à Tignes

ou encore à La Plagne, site où plus

d'une centaine d'appartements ont

été rénovés depuis 1993. L'idée est

d'inciter d'autres stations à faire de

même. Les enjeux : relancer le mar-

ché de l'occasion, soutenir le secteur

du BTP, mais surtout notenir un

meilleur taux d'occupation du parc

« Quantitativement, l'offre est supé-

nieure à la demande, alors que quali-

tativement, elle n'est pas adaptée. Il en

résulte un taux de remplissage moyen

très faible (27 %), des retombées

économiques sur la station trop faibles

et une rentabilité insuffisante pour les

propriétaires, qui n'ant que peu d'in-

térêt à louer », résume un récent rap-

port du Service d'études et d'amé-

nagement touristique de la

bioqué 570 millions de francs pour gève (Haute-Savoie), etc. lutter contre la pollution de l'eau. ■ PARIS: Jean Tiberi devait réu-Près de 500 opérations de protecnir, mercredi 5 mars, les maires tion et de gestion de l'eau et des des vingt arrondissements, sur les milieux aquatiques doivent être a investissements localisés » pour 1997 (crèches, gymnases, voierie, fancées sur l'ensemble des etc.). Une telle réunion est prévue communes du bassin: réhabilitation du Vieux Rhône à Pierre Bépar la loi de décentralisation Parisnite (Rhône), mise eo place d'une Marseille-Lyon (PML), qui stipule station de traitement de l'eau à Taque ces investissements sont votés par le Conseil de Paris, après vaux (Jura), création d'un bassin d'orage et amélioration du réseau consultation d'une « conférence de de collecte de Shell Chimie sur programmation » réunissant l'Hôtel l'étang de Berre (Bouches-dude Ville et les maires d'arrondisse-Rhône), extension des stations ments. Les édiles socialistes ont an-

ciétés de remontées mécaniques, directement intéressées à l'augmentatinn des séjnurs. A Tignes, la municipalité a décidé d'investir 250 millions sur cinq ans dans une démarche de « requalification urbaine » destinée à rendre la station plus agréable à vivre, en détoumant la circulation automobile de la proximité des pistes et en réalisant parkings couverts et espaces piétonniers. Dans le même temps, une société d'économie mixte, Tignes Développement, dont le capital est détenu par la commune, la Caisse des dépôts et la STGM, a imaginé un dispositif financier incitatif pour sénoncé qu'ils s'y rendent dans un

du tourisme. Toutefois, compte tenu

de la multiciplicité des copropriétés,

ces rehabilitations ne sont guère ai-

ment des communes elles-mêmes.

souvent en partenariat avec les so-

sées à entreprendre. D'où l'engage-

« esprit combatif » pour réclamer une « vraie gestion de proximité ». ■ Le trafic du port autonome de Paris a accusé en 1996, avec 18,5 millions de tonnes, une chute sensible: -9% par rappport à 1995. Cependant tous les postes sont en hausse, sauf les matériaux de construction (-14 %) qui représentent 80 % de l'ensemble des toonages manutentionnés. Le trafic de conteneurs à partir de Gennevilliers connaît une envolée

M PROVENCE - ALPES - COTE D'AZUR: Le territoire du Verdon

duire les propriétaires de résidences secondaires. Avec l'abjectif de rénover 800 logements en trois ans, elle propose d'avancer la somme nécessaire à la rénnvation (de 18 000 francs pour un studin de 24 mètres carrés à 190 000 francs pour un F 4) en assumant les annuités d'emprunts. Le capital sera remboursé sur les locations. Le propriétaire conserve la jonissance de son bien quelques semaines par saison, mais doit en confier la gestion durant neuf ans à une société qui en assurera la maintenance. « Il s'agit d'inciter les propriétaires à revaloriser leur patrimoine en devenant de véritables partenaires de la station », Tésume Pascal Jalattin, directeur de Tignes Développement. Cette démarche a déjà permis de rénover une trentaine d'appartements en 1996, et les demandes ne cessent

a été classé parc naturel régional par le ministère de l'environnement. Le parc s'étend sur un territnire de quelque 200 000 bectares dans le Var et les Alpes-de-Haute-Provence, peuplés de 21 000 habitants. Les gorges du Verdon, un canyon très renommé chez les grimpeurs et des amateurs d'eaux vives, attirent un million de visiteurs par an. Le budget de fonctionnement du parc est évalué à 3 millions de francs, dont plus d'un tiers devrait être apporté par la réginn PACA, qui compte déjà trois parcs naturels : la Camargue, le Lubéron et le Queyras.

Les expériences tentées en altitude - en trente ans, 1,6 million de lits touristiques out été créés en montagne - sont en train de faire école sur le bord de la mer. Le littoral d'Aquitaine et du Languedoc, en particulier, est, lui aussi confronté à une baisse de fréquentation. «A l'avenir, c'est la qualité de l'hébergement qui tera la différence, surtout par rapport à la concurrence étrangère », soutient Jean-Pierre Chenu, maire d'Aime (Savnie), communesupport de La Plagne, et directeur d'une société d'économie mixte à vocation touristique au Cap-d'Agde (Hérault), collectivité qui compte 160 000 lits. En l'absence d'un partenaire puissant tel qu'une société de remontées mécaniques, les collectivités se retrouvent seules en première ligne. « Nous avons besoin de dispositions fiscales pour pouvoir mener à bien de véritables OPAH [opéranons programmées pour l'amélioration de l'habitat] touristiques. Si l'Etat ne bouge pas, il y aura des friches dans vingt ans », commente Michel Bouvard, député (RPR) de Savoie, par ailleurs président d'un groupe de travail natinnal sur le devenir de l'immobilier touristique. Le ministère du logement ayant fort opportunément rappelé que son rôle n'était pas de financer des résidences secondaires, c'est celui du tourisme qui est responsable du dossier. Au-delà des appartements dégradés, il s'agit en effet de corriger les erreurs d'urbanisme du passé, qui ont défiguré de multiples sites remarquables.

Philippe Révil

Le plus dur pour lui, ça a été de se lever à 5 heures. Après, on a bien travaillé. 33 Bruno Amuat, adjoint d'exploitation au groupe Sita, tuteur de Abdelhatim Liman.



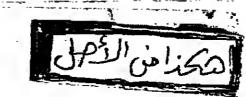
3000 tuteurs pour qu'aujourd'hui les jeunes aient un métier.

Quand un jeune sans qualification entre dans l'entreprise, il vient apprendre un métier. Il découvre oussi des réales de travail exigeantes : le respect des haraires, la vie en équipe, la satisfaction du client... Pour intégrer avec efficacité les jeunes dans l'entreprise, le graupe Lyannaise des Eaux forme des 'tuteurs'': des soloriés qui les accompagnent tout ou long de leur parcours. Comme l'a fait Bruno Amuat, adjoint d'explaitation au groupe Sito, paur Abdelhallm Limon, en le formant au nettoiement urbain. I'un des métiers porteurs de l'environnement. Les jeunes, l'entreprise : chocun s'investit, chacun y gagne. Lyannaise des Eaux a dejá accueilli 4200 jeunes en 1994 et 1995 et s'engage, en deux ons, à en occueillir 6000. "Imaginars l'ampior", direction des ressources hu



Créons des métiers. Ouvrons des portes:

http://www.lyoringlse-des-equic.fr.



seille, le Café Latin s'ébroue des rires de ceux aui en ont fait leur QG. membres d'IAM terminent leur déjeuner. On chambre à tout-va, on embrasse les copines. On salue d'une claque sonore les potes de passage avant de reprendre consciencieusement les entretiens avec les médias venus interroger les stars du rap local à propos d'un trnisième album très attendu, L'Ecoie du micro d'orgent. Plus tard, certains s'isoleront à d'autres tables pour remplir de nouvelles

rimes un cahier d'écolier. On est à deux pas du Vieux-Port. La ou, il y a dix ans, devant la station de métrn éponyme, les memes « tenoient les murs » du matin au soir, coincés dans leur désœuvrement entre l'office du tourisme et un fast-tood mitoven. Comme beaucoup d'autres jeunes des quartiers, Philippe Fragione, Geoffroy Mussard, Eric Mazel, Pascal Perez. Malek Brahimi et François Mendy ont longtemps subi la routine d'une cité phocéenne en décrépitude. Seul remède à l'ennui et aux poches vides, leur passion commune du hip-hop façonnera une amitie autour de ronds de vinyle, d'emissions de radio libres, de fantasmes américanophiles, de soirées pleines de défis lances à la danse et aux mots.

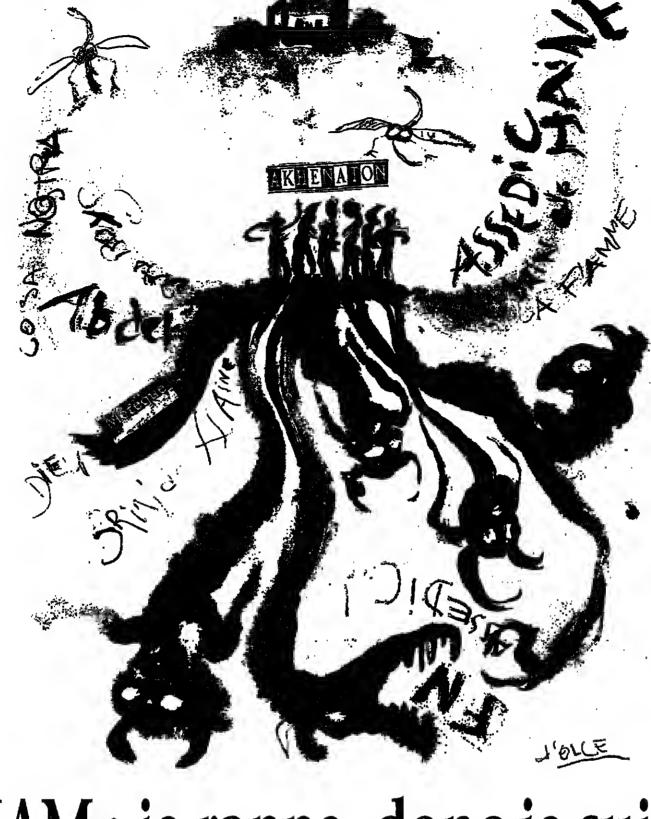
Leur imagination fertile essaiera de mettre en scène le quotidien. Films et lectures leur ouvrent les portes d'autres univers. Plutôt que de singer, comme trop de Parisiens, les héros vankees, chaque membre de la bande s'invente des personnages au gré de sa fascination pour l'egyptologie, l'Afrique ou l'Extreme-Orient. Philippe, connu aussi sous le nom de Chill, se rebaptise Akhenaton (d'après le nom du premier pharaon à avoir imposé une religion monotheiste); Eric sera Kheops; Geoffroy - ou Jo -, passionné de kungru et de taoïsme, devient Shurik'N; Pascal se mue en Imhotep. Malek en Sultan et Fraoçols en Kephren.

Chill rigole aujourd'hui de ces années de galère. «A la statian Vieux-Port, an faisait partie du décor. Même en hiver. Un jour, à Noël. une responsable de l'office de taurisme a eu tellement pitie de naus qu'elle est sartie nous affrir une boite de chocolats. Je me suis dit au on commençait a me prenare pour un clochard. » Le salut viendra de la prise de parole. Ils rodent leurs joutes verbales sous le nom de Lively Crew ou B Boys Stance, avant de créer IAM en 1989 et de se lancer dans la grande aventure.

Les Imperial Asiatic Man, Invasion Arrivant de Mars, Indépendantistes Autonomes Marseillais ou simplement, en anglais, « le suis », « l'existe », enregistreront une cassette, Concept, qui impressionnera suffisamment pour que le groupe, composé de deux rappeurs (Chill et Jo), un DJ (Kheops), un «orchitecte musicol » (Imhotep) et deux danseurs (Sultan et Kephren), ouvre en première partie des concerts de Madonna et

Public Enemy. Sorti en mars 1991, leur premier album, De lo planete Mors..., s'imposera comme une des grandes réussites d'une scène rap française encore balbutiante. Le 17 juillet de la même année. l'hebdomadaire d'extrême droite Minute stigmatise ces « purs produits des ghettos maghrebins, les rappeurs d'IAM. qui se prennent pour des réincarnatians de divinités égyptiennes, jurent ne pas faire de politique ; une affirmation démentie, à longueur de textes, par des paroles hoineuses. opproximatives et si peu artistiques de leur album », que le journal rebaptise « De la planete meurtre ».

Le disque révèle en fait l'originalité d'une alchimie engendrée par le particularisme régional. IAM met Marsellie au centre de ses préoccupations. Dessein avoué: réhabiliter la ville, casser les caricatures clownesques à la * Ralmu-Fernandel * et l'image d'une métropole souillée par la violence, le racisme et un Front oational qui, aux élections précédentes, a atteint 25 %. Une de leurs chansoos dit, à l'époque: « Mars... seille. elle-même a subi des tentatives d'invasian française / des hardes ténébreuses lors des élections / Qui ne voulaient que di-viser la population / Un bland hai-



IAM: je rappe, donc je suis

Groupe symbole d'un Marseille multiculturel, les rappeurs phocéens mêlent humour, amertume, critique sociale et fierté retrouvée pour réhabiliter leur cité et combattre le racisme

royaume des aveugles, le borgne est

Avec une volubilité toute méridionale, les minots rappellent que le Sud a enfanté les civilisations fondatrices. Ils évoquent le passé glorieux de la cité antique, sa tradition de métissage, vécue au sein même d'un groupe qui rassemble en son sein des gens d'origines italienne (Philippe), malgache (Jo), pied-noir (Pascal), algérienne (Malek), sénégalaise (François) et espagnole (Eric). Festifs, insolents, gouailleurs, parfois graves, ces textes scandés avec l'acceot témoigoeot d'une iogéoiosité presque surréaliste. Le vocabulaire des cités, l'argot fendard sans cesse réinventé, s'enluminent de références mythologiques choisies avec grandiloqueoce et délectation. Entre l'invention lexicale de MC Solaar et l'énergie revendicative de NTM, IAM trouve sa

En 1993, soo deuxième album, Ombre est lumière, offre une orgie de quarante morceaux qui confirment la verve du rap de la Canebière. Humour, amertume, critique sociale et fierté retrouvée (l'OM de Beroard Tapie est en plein boom européen) se croisent sous le soleil de Méditerranée. Uo single, Je danse le Mia, évocation

neux et stupide à lo fois / Au drôle et nostalgique de leurs années funk, provoquera un engouement national. Numéro un au Top S0. le tube s'arracbera à six cent mille exemplaires. L'album (double) dépassera les trois cent mille ventes. Le 13 février 1995. IAM est élu « groupe de l'appée » aux Victoires de la musique. Chill déclare « que cette victoire est une partie infime de la victaire éternelle de la musique sur les défaites de l'humanité ». Lessivé par une tournée de quatre-vingts dates, le groupe décidera eosuite de prendre du recul.

> KHENATON en profitera pour se livrer en solo dans un album, Métèque et mat. Tour à tour mystique, introspectif et observateur exigeant, il met à jour ses racines napolitaines, médite sur le destin familial. coovoque souvenirs d'enfance et fantasmes adolescents. Marié à une Marocaine, ce jeune bomme converti à l'islam met en parallèle les racismes d'hier et d'aujourd'bul.

« J'oi passé presque toute man adalescence avec des Arabes. Culturellement, physiquement, ils sont très proches des Itoliens du Sud. Je me suis identifié ou racisme qu'ils subissaient porce que ma fomille m'a raconté ce que les Italiens

ont connu de leur côté. Les surnoms humilionts, les pierres jetées et ce aui ressembloit à des ratannades. Ça m'ottriste de voir que beoucoup ont aublié tout celo, que les enfants de ceux qui ont fui le foscisme votent oujaurd'hui Frant natia-

Si l'électorat du parti de Jean-Marie Le Pen a reculé à Marseille de 25 à 22 %, l'eovironnement pobtique régional oe s'est pas moins assombri. Toulon, Orange, Marignane, Vitrolles... Les cauchemars d'IAM deviennent réalité. Dans la · bouche du préfet du Var oo dans celle de Catherine Mégret, le rap devient le symbole de l'aoti-France. En mai 1995, la baine extrémiste a touché le groupe de facon plus personnelle. Eo rentrant d'une répétition, Ibrahim Ali, un adolescent d'origine comorienne, est abattu par des colleurs d'affiche du FN. Il était membre de B. Vice, groupe de hip-bop proche de Chill et sa bande.

Au moment où sort leur troisième album, nn verra sans doute un lieo de cause à effet entre ce dégoût, cette colère accumulés et la noirceur, le dépouillement inédit de L'Ecole du micro d'argent. Produit d'abord à New York peodant quatre mois, le projet oe

Prince Charles, un producteur de Harlem, les rappeurs phocéens réenregistrent l'album à Paris en vingt-quatre jours. Si leur nouveau choix satisfait des critères esthétiques correspondant à leur goût pour les rimes tranchantes des Américains de la Côte est, comme DJ Premier ou le Wo-Tang Clan, le minimalisme et la mélancolie d'une bande-son ténébreuse

ont été déterminés par le contenu

des chansons.

« Nous avians composé à l'arigine une trentaine de morceaux, explique Chill. Mais, cette fois, les chansons drôles, mystiques au pittoresques ne tenaient pas la route. Nos textes sont toujaurs des clichés de lo période où l'an écrit. On ne peut pas dire que l'épaque waus porte à l'optimisme. A nos débuts, nous partions de l'idée de "hold-up mental" qui consistait à évoluer socialement en gardant so mentalité. Avec cet album, naus voulions payer un tribut aux amis qui n'ont pas eu natre chonce. » IAM o'oublie pas d'où il vient : « J'aime cette phrase d'Aznavour qui dit "je monte sur scène le ventre vide pour me rappeler les moments difficiles". Je

sais ce que c'est d'avoir faim. » Plus qu'un groupe de rap, oo a parfois l'impression de suivre une satisfait pas le groupe. Trop char-gé, trop pop. Avec l'aide de l'épaule. Leur volooté réaliste est

servie par leur art de la descriponn. Depuis trujours, iAM excelle dans la façon de planter le décor et de donner vie aux personnages. En leur compagnie, on partage les tentations d'un gamin des quartiers (Petit frere, Nes sous la meme etoile), on pleure un fils avec son père (Un cri court dans la nuit), on voit défiler en un accéléré haletant l'engrenage des pièges de la vie des cités avec Demoin, c'est loin, morceau de bravoure et conclusinn de l'album. Paradoxalement, jamais IAM ne tranche ses tabieaux d'un parti pris ou d'un siogan. L'ennemi n'est jamais nommé. « Sur ce disque, explique Jo. on est passe d'un plon large à un pion ropproché. Plutôt qu'o des géneralités, on s'interesse à l'individu.

Nos parti pris sont implicites. > Un choix qui s'explique aussi par leur méfiance des partis politiques. « A Morseille, vie culturelle, rie sociole et vie politique sont très liées. A Paris, les groupes sont rorement courtisés. Nous, si. » Jusqu'à parfois s'en brûler les doigts. Après un repas, le RPR Renaud Muselier se prévaudra du soutien du chanteur d'IAM, dont il n'avait pourtant recu aucun engagement. Prétextant une photo pour son album personnel, Robert Vigouroux, maire socialiste de Marseille, pose avec le groupe, qui se retrouve le lendemain dans Morseille Mogozine. A plusieurs reprises, ces fans de foot confieront qu'ils ne voient pas que d'un mauvais œil les initiatives de Bernard Tapie. « Mois, plaide Chill, il nous a invités à tous ses meetings, et nous n'y sommes jomais allé. »

UAND beaucoup de groupes de rap se révoltent en balançant des titres comme autant de cocktails Molotov, IAM se méfie des invectives. A mots à demi vollés, il s'oppose à la tendance hardcore représentée par NTM. Pour Pascal, le plus âgé de la petite bande, «[IAM] ne prone pas une rebellion ouverte. La violence n'a jomols rien arronge. A quoi sert qu'un grand rappeur insulte un flic, que des jeunes brûlent un supermarché, si cette violence est récunéree par le pouvoir pour imposer plus de repression? [IAM] ne veut pas allumer de grands incendies, juste faire jaillir quelques étincelles dans certains esprits. C'est tout ce qu'on peut faire avec une chanson ».

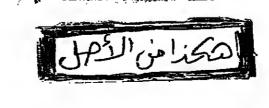
Le sang-froid des textes n'empêche pas l'implication citoyenne. Pace au péril grandissant du Front national, « un parti de fochas et de collabos », IAM a décidé de s'enproximité. Parmi leurs objectifs: l'inscription des jeunes sur les listes électorales. « On va passer des consignes dans tous les quartiers prévient Chill. Ici, paur que les jeunes votent, il faut les prendre por le col et les mener jusqu'aux urnes. Pour les municipales, c'est frit. Mais oux législotives, Mors cantre-ottaque!»

En ce moment, l'actualité offre souvent au groupe l'occasion de s'indigner. Le racisme est encore une réalité que certains d'entre eux vivent de près. Jo rigolerait presque des ennuis que lui cause sa peau trop sombre. « Il y a dix ons, je m'étais juré que si je réussissais, je m'achèterais un 4 x 4. Mois depuis que je l'ai, je me fais arrêter ou moins deux fois par semaine par les flics qui trouvent bizorre qu'un Noir puisse posséder une belle voi-

Pour ce groupe symbole d'un Marseille multiculturel, difficile de ne pas réagir violemment à la loi Debré. Dans un texte conçu à l'occasioo, IAM écrivait : « Non seulement, an a laissé exister un porti ouvertement raciste et totalitaire, on lui a danné la parole, an l'a laissé se dévelapper pour des raisons de tactique bassement électoroliste. Mais maintenant, on voudrait naus foire croire que le meilleur moyen de combattre le fascisme, c'est de devenir fasciste à natre tour. »

Pour mieux enfoncer le clou de sa révolte, le groupe a participé à l'enregistremeot d'un single rassemblant plusieurs personnalités du rap français, doot Assassin, Ménélik, Fabe, Yazid ou Ministère AMER. Initié par le cinéaste Jean-François Richet, réalisateur de Etat des lleux et du prochain Ma cité va craquer, ce morceao réalisé ao profit de l'association MIB (Mouvement de l'immigration et des banlieues) s'intitule 11 mn 30 cantre les lois racistes.

> Stéphane Davet Dessin : d'Olce





Refonder quoi? par Yves Michaud

TIENNE BALIBAR (Le Mande du 19 février) s'est employé à justifier le mouvement de désobéissance civique qui s'est développé pour combattre les dispositioos de la loi Debré. Deux presuppositioos justifieot, aux yeux d'Etienne Balibar, la désobéissance civique :

1º 11 est des droits fondamentaux qui transcendent toute loi positive. Tels les lois non écrites invoquées par Antigone, ces droits foodent le pouvoir constituant du peuple. Ils sont, au demeurant, exprimés dans la Déclaratioo des droits de l'homme qui figure en préambule de notre Constitutioo:

26 Le rappel de ces droits fondamentaux permet de périodiquement refonder la communauté politique. Ces refondations peuvent prendre la forme de transgressions foodatrices, comme l'oot été les prises de position des intellectuels dreyfusards lors de l'affaire Dreyfus ou le « Manifeste des 121 » lors de la guerre d'Algérie.

Les conditioos d'acceptabilité empiriques sont, selon Etienne Balibar, au nombre de quatre :

1º Uoe désobéissaoce civique doit répoodre à des cooditions d'urgence lorsqu'un seuil est franchi dans la dégradation de l'Etat de

2º Elle doit ouvrir un mouvemeot collectif de refondation politique; 3º Elle doit avoir un caractère préventif, d'avertissement : 4º Ses partisans doivent accepter

les risques de ses conséquences. Ces argumeots recueillent aujourd'bui l'assentiment de combreux citoyens, mais, dans le même temps, la grande majorité des Français cootinoent à être favorables au projet de loi Debré et à condamner le principe de la désobéissance civique. Ce partage des esprits, qui recouvre en partie ma partage eotre catégories éclairées et citoyens plus ordinaires, justifie

Concernant les justifications logiques de l'appel à la désobéissance, le premier argument invoqué par Etienne Balibar a le soutien de tous les démocrates : les déclarations des droits de l'homme, écrites ou non écrites, constituent effectivement des métarègles eocadrant la législation positive. Dans les aonées réceotes, le Cooseil coostitutionnel oe s'est d'ailleurs pas fait faote de rappeler à plusieurs reprises au législateur que ses lois devaieot être cooformes à la Coostitution. préambule compris. Tous les Etats démocratiques acceptent de voir aujourd'hui leur souveraineté limitée par des chartes et déclarations des droits de l'homme auxquelles ils ont souscrit soit dans les termes mêmes de leur Constitutioo, soit en adhérant à des organismes internationaux.

Les problèmes qui peuvent se poser concerneot, très cormalement, le sens que l'on doit donner à des principes géoéraux susceptibles de diverses interprétations selon les conditions historiques : le droit d'hospitalité constitue-t-il un des droits de l'homme à l'ère du tourisme commercial? Le droit au logemeot est-il indissociable du respect de la dignité humaine ? Autant de questions qui doivent sans cesse être débattues et redébattues, sans pouvoir être tranchées une fois pour toutes par une affirmation générale.

Le deuxième argument touche à la oécessité de refoodations périodiques de la communauté politique, qui peuvent, éventuellement, consister en transgressions fondatrices. Ici eocore, Etienne Balibar avance un poiot essentiel mais qui demande à être élaboré très précisément. Il y a là, en effet, deux aspects différents. Si une refondatioo périodique est indispensable, ce qui o'est pas du tout absurde, il faut définir ce qui peut constituer une telle refoodation. Un rendez-vous citoyeo (auguel Balibar fait lui-même allusioo)? Uo service militaire ou civique? Une prestation de sermeot? Le choix de la nationalité à la majonté? Un baptême républicain? Toutes ces modalités oot été envi-

On peut imaginer des refondations périodiques, quotidiennes (le salut au drapeau dans les écoles mexicaines le matin), solennelles, moins solemelles. Ici encore, c'est affaire de discussioo entre cicourt en fait le risque de se faire des illusions sur la réalité des accords positifs fondant la commu-

Pour être précis, on aimerait savoir sur quoi sont d'accord en matière d'immigration ceux qui s'onposent aujourd'hui à la loi Debré: sont-Ils favorables à la libre circulation complète des personnes, a l'immigration contrôlée par quotas, à la régularisation des sans-papiers actuels mais pas futurs, actuels et futurs, à des doubles appartenances, etc. ?

Il vaut surtout la peine de s'arréter un peu sur les exemples qu'in-

A la différence d'Etienne Balibar. je suis de ceux qui pensent que l'appel à la désobéissance civique fait actuellement plus la fortune électorale du Front national qu'il ne contribue à refonder la vie politique

toyens. Une grande manifestation peot avoir ce caractère: par exemple, la fête au soir do 10 mai 1981. Il en va différemment si l'oo a le tempérament lockieo (sermeots sur la Bible), rousseattiste (fetes républicaines), stalinien (autocritiques publiques), etc.

Le second aspect est beaucoup plus problématique: Balibar affirme la valeur refondatrice d'une transgression. C'est le mythe du grand refus, voire du meurtre du roi, qui refait ici surface. Il n'est pourtant oullement évident qu'une transgression soit autre chose qu'une rupture avec l'ancien. Les théoriciens du droit de résistance y ont toujours vu une dissolutioo du lien social dégradé, ooo sa refondation : oo recommence à zéro et tout est à refaire. A coofoodre transgressioo et fondatioo, oo

voque Etienne Balibar: l'affaire Dreyfus, le « Manifeste des 121 » on pourrait ajouter un autre cas de refoodation établie sur un refus, l'appel du 18 juin 1940 à la résis-

A y réfléchir un peu, il faut malbeureusement constater que ces moments de traosgressioo oot moins fondé une oouvelle communauté qu'ils o'oot cootriboé, chacun, à occulter des situations dramatiquement ambigués : problème de l'antisémitisme français de la fin du XIX siècle, trou de mémoire français sur la guerre d'Algérie, participatioo active de l'Etat français et d'une partie du peuple français au régime de Vîchy.

Il est triste, mais pas surprenant de constater que ces épisodes de refoodatioo, eo faisant passer au

gnée de citoyens éclairés, ont dispensé de poser collectivement les problèmes soulevés par des défaillances collectives graves. Que le général de Gaulle ait défeodu la légende d'une France unanimement résistante avait la même valeur logique que l'affirmation du socialiste Glavany que tous les Français étaient pétainistes : le faux. Mals c'est au nom de ce faux que François Mitterrand dînait avec Reoé

Bousquet. La troisième des quatre condioons d'acceptabilité d'un mouvement de résistance civique qu'ideotifie Etienne Balibar appelle moins de commentaires (l'urgence relève de l'appréciation individuelle, parfois bien subjective; l'ouverture d'un mouvement collectif est sans signification : le FN pourrait la revendiquer) : le caractere d'avertissement est parfaitement acceptable ; dans des démocraties comme les oôtres, qui ne sont plus seulement formellement représentatives, il est normal que chacun donne son avis par tous les movens légaux, doot foot partie pétitions, manifestations, interentions dans les médias.

La quatrième condition, celle de l'acceptation des conséquences. est plus délicate. Il va de sol qu'un citoyeo dolt accepter les conséquences de ses engagements, surtout quand il oe s'eogage pas à grand-chose (le critique d'art Harold Rosenberg a, un jour, parlé de l'action de l'avant-garde eo zooe démilitarisée). Les conséquences de l'engagement en termes de conséqueoces politiques sont, en revanche, considérablement plus graves. A la différence d'Etienne Balibar, je suis de ceux qui pensent que l'appel à la désobéissance clvique fait actuellement plus la fortune électorale du Front oational qu'il ne cootribue à refooder la vie

effet, moins soucieux de refondation de la communauté que de se voir garantir le respect d'un minimum de règles assurant à leur vie quotidienne stabilité et sécurité. Victimes quotidiennes d'une désobéissance non civique, ils demandent maladroitemeot de la

Le mythe d'une résistance répu blicaine refondatrice contribue à l'occultation de deux faits autrement plus graves : la crise de la société due au chômage, et la montée ininterrompue du FN dont les sympathisants ne soot pas plus fascistes que M. Debré mais dont les dirigeants sont, eux, d'autheotiques vichyssois.

Je ne fais pas à Etienne Balibar l'iojure de supposer qu'il oe s'eo soucie pas. Je crains seulement que l'euphorie d'un sursaut citoyen qui touche une frange limitée de la population serve une fois de plus de voile à la perspective d'un Front national à 16 %, 18 % et - pourquoi pas? - au-delà.

Les problèmes ordinaires des gens ordioaires mériteot aujourd'hui d'autres traitements, à la fois plus modestes et plus radicaux que la refondatioo de la communauté politique. Pour le moment, oo n'entend malheureusemeot guère que les « y'a-qu'à » du FN. Quand, par malheur, oo aborde des questioos vitales pour l'emplol: poids des charges sociales sur les salaires, con-flexibilité en matière d'emploi, oécessaire adaptation de l'enseignemeot, diminutioo du poids du secteur public (et sa réforme urgente), oo o'entend guère à gauche et dans les syndicats que : « Refondons, refondons, » Quand M. Le Pen sera en positioo d'arbitrer le débat politique, à quoi servira d'avoir refondé la République ?

Yves Michaud est professeur Beaucoup de Français soot, eo de philosophie à l'université Paris-1.

Apprentissage et chômage Réprimer la désobéissance

par Claude Lelièvre

ABOURAGE et pâturage étaieot les deux mamelles de la France, selon le bon ministre Sully. Apprentissage et chômage des jeunes sont en passe de devenir celles de la vulgate économique et pédagogique actuelle.

On peut se demander par quel miracle l'apprentissage pourrait faire reculer le chômage, créer des postes de travail (à l'exception des postes d'appreotis, occasions de sous-rémunération qui plus est).

e suis

MEDITIC'S

ecismo:

Service of the service of

A STATE OF THE STA

Sec. Service (4) To the control of the control of

Place process

AND DESCRIPTION OF THE PARTY OF

张泽(李/******

Marie Sales

FOR THE

Il est vrai qu'un déficit de scolarisation, de formation, de qualification pourrait freiner le développement et la modernisation technico-économique. Mais ce n'est pas ce qui nous menace, loin s'en faut, selon la quasitotalité des experts.

On invoque à tout propos et hors de propos le modèle allemand de l'apprentissage quì expliquerait le taux de chômage des jeunes moins élevé • en Allemagne gu'en France

Reste cependant la question d'une inadéquation entre formation et emploi qui peut effectivement être un facteur de chômage, des jeunes en particulier. Or le sentiment des employeurs interrogés est que cette inadéquation entre formation et emplol o'est pas plus forte en France que dans les pays voisins, Allemagne comprise. Uoe enquête de la Commission des Communautés européennes l'a encore confirmé récemment : à la question « la pénurie de candidats aux qualifications appropriées est-elle une raison importante pour expliquer que les effectifs ne soient pas plus nombreux qu'actuellement? », 53 % des entreprises fran-

çaises interrogées ont répondu positivement, mais 62% au

Royaume-Uni et 66 % en Allemagne. Maigré tout, oo invoque à tout propos et hors de propos le modèle allemand de l'apprentissage qui expliquerait le taux de chômage des jeunes moins élevé en Allemagne qu'en Prance. Mais ce raisonnement écarte sans examen d'autres différeoces eotre les deux pays qui peuvent expliquer partiellement oo totalement l'écart : les politiques économiques et sociales qui ne sont pas identiques ; et surtout la démographie, très différente. Le taux de natalité est de l'ordre de 1,8 enfant par femme en France contre 1,2 en Allemagne. Le déclin démographique de notre voisin est très marqué: 600 000 naissances par an enreeistrées dans les années 70, contre 1 000 000 dans les années 60.

Enfin, et surtout, le problème de l'inadégoation entre formation et emploi o'est en rien résolu par l'apprentissage, contrairement à ce que I'on pense trop souvent. Trois ans après avoir quitté le système d'apprentissage, 58 % des jeunes Allemands ayant obtenn un poste de travail se retrouvent dans un métier différent de celui qu'ils avaient appris; et 13 % soot au chômage (d'après une enquête récente réali-sée par le Bundesinstitut für Berufsbildung - Institut fédéral pour la formation professionnelle). La pression du chômage s'exerce

en tous sens (et même à contresens) : comment ne pas vouloir apporter sa pierre, faire sa « bonne action », en vue de réduire ce malheur et cette honte ? Encore faut-il résister à la paralysie de la pensée et aux solutions magiques. Il convient de mesurer les risques que l'on prend en prétendant mettre an centre des préoccupations de l'école l'insertion professionnelle et l'apprentissage. On risque d'alté-rer gravement les missions propres de l'école française ; on risque de ne pas prendre en compte ce qui peut agir réellement sur le chôniage des jeunes ; on risque de répandre l'illusioo et - in fine - le désespoir, la révolte, la violence.

Claude Lelièvre est professeur d'histoire de l'éducation à l'université

par Mario Pedretti

ANS le débat qui oppose actuellement partisans et adversaires des « appels à désobéir », oo s'est beaucoup intéressé aux critères qui, d'une manière générale, pouvaient fonder la légitimité de la désobéissance. Je voudrais replacer ce débat dans l'environnement politique concret où il s'inscrit, en examinant la manière dont les autorités politiques réagissent à ces voloutés de dissi-

Les désobéissants - ceux qui appellent à refuser les dispositions prévues par le projet de loi Debré ~ s'inscrivent dans un environnement politique et social dont l'objectif est de réprimer le principe même de la désobéissance, dans la mesure où l'obéissance est un facteur essentiel de l'ordre politique. Si la répressioo pénale apparaît en l'espèce impossible, son absence ne doit pas masquer le fond de la répressioo, qui est éminemment politique.

Celle-ci s'exerce à travers ooe disqualification politique qui obéit à une double logique : étiqueter les mouvements qui prônent la désobéissance en leur attribuant des valeurs et des normes spécifiques d'une part, et imposer ces qualificadons à l'opinioo publique d'autre part. L'objectif fondamental de ce travail est de souligner l'inadaptation des désobéissants à l'ordre démocratique et donc de les mainte-

nir à distance du champ politique. Les exemples de ces effets d'étiquetage oe manquent pas. Par exemple, les désobéissants soot qualifiés d'« irresponsables » (ce qui suppose des hommes politiques « responsables »), de « désintégrateurs » de la société (mais qui sont les «intégrateurs » ?), voire d'« antirépublicains », alliés objectifs du Froot national. Le thème foodamental qui synthétise ces qualifications est celui de la dangerosité supposée du désobéissant vis-à-vis de l'ordre démocratique : il aurait rompu le contrat politique qui he le citoyen à la République et se serait dissocié de la communauté nationale à laquelle il appartient.

Cette strategie o'est pas une nouveauté. Mes recherches sur d'autres acteurs désobéissants (groupes d'objecteurs de conscience et nonviolents) pratiquant, par exemple, le refus de paiement d'une partie de l'impôt sur le revenu, montrent la volonté de l'Etat de mettre à distance du champ politique ces désobéissants en les stigmatisant, à des degrés divers, comme dangereux

pour la démocratie.

Ce travail de disqualification oc résulte pas uniquement d'une volonté manipulatrice des dirigeants. Il repose plus foodameotalement sur la culture politique propre à la France, c'est-à-dire sur un eosemble de croyances et d'attitudes vis-à-vis du politique, partagées, au-delà de leurs différences d'opinions, par l'ensemble des membres de la communauté. Comment ne pas percevoir aujourd'hui, dans le débat sur la loi Debré, le poids de ces croyances collectives, à travers les concepts de communauté natiooale, d'Etat de droft ou même de République?

Cependant, face à ce processus les désobéissants ne restent pas passifs. Erving Goffman a montré dans son célèbre ouvrage Stigmates comment, dans une relatioo sociale, les personnes stigmatisées réagissaient aux processus conduisant à leur stigmatisation. Les groupes non violents essaient, depuis plus de vingt ans, en réaction à ces mêmes processus, de légitimer dans l'opinion publique le concept de désobéissance civile. Pour ce faire, ils foot appel à différentes ressources: à travers les théorisations de philosophes essentiellement anglo-saxons, redécouverts à l'occasioo du mouvement contestataire américain des années 60 (Henry-David Thoreau, par exemple); ou par un travail politique afin d'objectiver au maximum les critères légitimant la désobéissance, autour de catégories juridiques (Déclaration des droits de l'homme, Etat de droit).

Les désobéissants au projet Debré mènent aujourd'hui un travail comparable. Ils qualifient leur désobéissance de « civique » afin de souligner leur respect fondamental de la loi et leur volonté de réaffirmer, par l'appel à des « principes supérieurs » au droit positif, leur obéissance aux idéaux fondateurs de la démocratie. Ils tentent parfols - ce qui provoque de nombreuses réactions oégatives - de ligner que leurs décisions s'inss'inscrire dans une mémoire historique précise, celle des résistants aux infamies autoritaires du régime de Vicby. Enfin, ils foot appel, comme les non-violeots, à des critères plus ou moins précis. Ils usent parfois de catégories au contenu flou, comme le « sens de la justice ». Cenendant, ils essaient, autant que faire se peut, d'objectiver au maximum leur désobéissance en se réfé-

rant à des catégories juridiques. Le travail politique de disqualification conduit à une double dissimulation : de lui-même et de l'existeoce de oouvelles demandes politiques. Dans un premier temps, les antontés tentent de masquer leur stratégie, par exemple en naturalisant différentes constructions historiques (comme l'Etat de droit). De même, ils font appel au sens commun de l'opinion publique visà-vis de l'immigration, afin de sou-

crivent dans ces représentations. Dans un second temps, de oouvelles demandes politiques témoignent d'une attitude critique vis-à-vis des médiations libérales traditionnelles, afin de micux les faire fonctionner et non pour les remettre en cause. C'est tout le sens de l'action désobéissante actuelle. Elle émane d'un public, apparu autour des années 70, et porteur d'actioos politiques con conventiconelles. Uo public de citoyeos « optimistes » - pour reprendre un terme de Pascal Perrineau - sur la démocratie, et qui en conteste le fonctionnement afin de le reodre plus proche des idéaux fondateurs

Mario Pedretti prépare une these cansacree aux mauvements désobéissants en France.

SIÇAV **UNIVERS ACTIONS**

- Orientación : actions internacionales diversifiées Durée de placement : plus de 5 ans
- Valent liquidative ao 14/02/1997: 216,93 F

Assemblée Générale

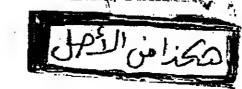
Les actionnaires de la Sicav Univers Actions sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le vendredi 28 mars 1997 a 10 h 30, 91/93, Bd Pasteur - 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1996.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Chaque jour le cours d'UNIVERS ACTIONS sur # SICAVECOUTE Tel.: 08.36.68.56.55 # Code: 37 () writes par mo?





ÉDITORIAL

M. Chirac et la justice

gouvernants redeviendront-lls bommes de parole, abandonnant cette détestable pratique du double langage qui mine la vie démocratique? Les cyniques ingeront sans doute la question naîve et. résignés, invoqueront cette éterulte politicienne où la main drolte s'est depuis des lustres habitue à ignorer ce que fait la main gauche. Ce faisant, ils sont de mauvais conseil, incitant dangerensement les responsables politiques à ne pas prendre garde aux multiples signaux que leur adresse la société. Le dernier en date vient de la justice et, cette fois, non pas de « petits juges » révoltés mais du Consell supérieur de la magistrature (CSM).

S'agissant de la justice, Jacques Chirac avait eu récemment de fortes paroles, saluées dans ces colonnes où l'on s'était refusé à tout procès d'intention et déclaré prêt à juger sur pièces des intentions reformatrices du chef de l'Etat. Qui, avait déclaré le président de la République en annonçant la création de la commission presidee par Pierre Truche, « des saupçans demeurent sur l'indépendance des magistrats à l'égard du pouvoir politique ». « Il n'y a pas d'Etat de droit, il n'y a pas de vertu republicaine sans

une bonne justice », ajoutait-il. Or, le rapport du CSM met en évidence que les actes de M. Chirac démentent ses paroles. Sous sa présidence et contrairement à une pratique respectée par son predécesseur depuis la réforme, en 1993, du CSM, le pou- à défendre leur indépendance.

voir a nommé des magistrats dn parquet malgré l'avis négatif de cette instance, pourtant chargée, selon la Constitution, d'« assister » le président de la Répoblique dans sa tâche de « garant de l'independance de l'autorité judiciaire ». Le nombre de postes concernés est, certes, falhle - sept nominations sur quinze avis défavorables -, mais il IIlustre le retonr de vieilles et mauvaises habitudes au point que le CSM n'bésite pas à affir-mer que « d'ares et deja, l'indépendance des magistrats du parquet. s'agissont de leur nomination, est encore imparfaitement assurée ».

Cette dérive alarme tant le CSM qu'il n'hésite pas à plaider pour une véritable autonomie du parquet et demande qu'enfin les nominations de procureurs et, surtout, de procureurs généraux soient faites sur ses propositions, afin d'en finir avec une situation où la désignation de magistrats « aux plus hauts postes du Parquet echappe à tout contrôle ». Et, en retour, cette prise de conscience par le CSM de sa mission a tant alarmé le pouvoir qu'il a tenté. en vain, de censurer ce rapport dont il ne sort pas grandi.

SI, face aux affaires qui menacent sa majorité, M. Chirac croit pouvoir enrayer la marche de la justice, il se trompe. Tout comme l'arrêt de la Cour de cassation qui, dans l'affaire des écoutes de l'Elysée, ouvre pour la première fois la voie à un procès dans une « affaire d'Etat », le rapport du CSM montre que de plus en plus nombreux sont les juges déterminés à conquérir et

ScHlonde en édité par la SA LE MONDE President du descoure, directeur de la publication : Jean-Marie Colombom Directoire : Jean-Marie Colombant ; Dominique Addry, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directour de la réduction : Edwy Plenel Directeurs adjoints de la redaction ; navy Piepes

Directeurs adjoints de la redaction ; lean-Yves Homeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : lean-Paul Besset, Bruno de Comas, Pierre Georges,
Laurent Gredsamer, Brik Laraelewicz Michel Kaman, Bertrand Le Gendre
Doccteur arasistique : Dominique Popietre
Rédacteur en chef lechnique : Eric Azan Secrétaire général de la redaction : Alain Fourmer

Médiateur: Thomas Ferencei

Directeur executif : Enc Plalfoux; directeur délègué : Anne Chaussebourg Consciller de la direction : Alom Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Ver

Conseil de surveillance : Alain Minc, président : Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Aléry (1944-1969), Jacques Fauvez (1969-1962), Andre Laurens (1982-1988), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesoume (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde Duree de la société : cent an à a comprer du 10 décembre 1994.
Capital social : 993 000 F. Actionnaires : Societé civile « Les rédacteurs du Monde ».
Association Hebert Beuve Méry, Société anonyme des locteurs du Monde.
Le Monde Emreprises, le Monde Investisceurs,
Le Monde Presse, léna Presse, Le Monde Prévoyance.

IL Y A 50 ANS, DANS Se Monde

Regrets éternels

grève dans les imprimeries parisiennes, Le Monde n'a pas paru du vendredi 14 fevrier au lundi 17 mars 1947. L'article ci-dessous o été publié dans le numero daté 30 ianvier

EST-IL trop tard pour les regretter? On les appelalt des sous-secrétaires d'Etat. La botanique a de ces noms savants. Mais ils n'étaient que la guirlande du temple. Il en était de chenus, de murs et d'imherbes. Et tous avaient la grâce inimitable des premiers pas.

La nult même où se déroulaieot les pompes de l'investiture, un frémissement parcourait les avenues du pouvoir. A peine quelque odeur de fraiche amhition trahissait ces apprèts de printemps. Les candidats se penchaient, tournés vers le soleil levaot : des blancs, des rouges; mais on en vit, dans les fu-

En raison d'un mouvement de mées diaprées de l'aurore, virer avec aisance sur toute la gamme de

> l'arc-en-ciel. Mais il fallait choisir. D'officieux jardiniers présentaient les potiches. Le chef ici piquait un rouge, ici un hlanc. Parfois, collés par la rosée, les plus contrastés lui venaient ensemble aux doigts. Oo nommait cela l'équilibre politique. D'autres restaient enchevêtrés par les racines.

> Par bonheur les potiches étaient larges. Si d'aucuns n'y pouvaient trouver place, ils se souvenaient que « mainte fleur est née pour s'épanouir lain des regards, et pour exhaler sa douceur sous un ciel désert ». Mais jardinier n'est pas maître du temps : ils étaient treize sous-secrétaires d'Etat, que le gel a surpris en plein sol.

> > Pierre Kaufmann (30 janvier 1947.)

Ce Mande SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC cru 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renselgnements par téléphone. 01-44-08-78-30 Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE Adresse Internet : bttp://www.lemonde.b

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

L'argent de M. Clinton pèse sur les relations avec Pékin

IL Y A QUELQUE IRONIE à voir, depuis Pékin, le flot d'informations en provenance des Etats-Unis à propos des soupçons de financement chinois illicite dont aurait bénéficié, lors de la dernière élection présidentielle, le candidat Clinton. Survenant à la fin du règne de Deng et dans le climat d'incertitude qui prévaut à Pékin, ces soupçons ne peuvent manquer d'affecter cet élément-clé de la sécurité internationale que sont les relations entre la Chine et les Etats-Unis.

L'ironie, au reste, est à plusieurs facettes. Au cours du premier mandat présidentiel de Bill Clinton, les relations sino-américaines avaient traversé une période difficile, la plus mauvaise sans doute depuis la visite historique de Richard Nixon en Chine, en 1972. Les deux gouvernements s'en étaient finalement inquiétés et avaient cherché à stopper une dégradation

Le manager efficace

par Philippe Bertrand

dangereuse pour les deux parties. Le climat, plutot positif, qui a prévalu lors du récent sé-jour à Pékin de Madeleine Albright, chef de la diplomatie de l'administration « Clinton-2 » en

ECONOMIZE FACON « FAR WEST »

Il n'est donc pas banal de voir les enquêteurs américains s'intéresser aux liens qu'auraient pu tisser, dans l'entourage présidentiel, des personnages qui ont largemeot contribué à aigrir le discours public de « Clinton-1 » face à la Chine: un vendeur d'armes notoire comme Wang Jun ou des hommes d'affaires llés à cette économie chinolse façoo « Far West » qui fleurit dans le sud du pays.

L'affaire se corse quand on connaît les préférences habituelles des Chinois à l'égard des politiciens occidentaux. Pékin les préfère nettement à droite. Un Henry Kissinger, un George Bush, sans parier d'un Nixon, ont tonjours bénéficie d'une oreille plus attentive à Pékin que des libéraux ou des socio-démocrates, jugés peu fiables. M. Clinton semble donc, là, faire exception. Sans doute ces amitiés particulières. voulues ou non par le chef de l'exécutif américain, découlent-elles du réflexe des Chinois, naturellement enclin à s'arranger d'abord avec les dirigeants en place. Peut-être aussi faut-il y voir une évolution due à l'ouverture économique décidée par Deng Xiaoping. Le pouvoir politique de Pékin demeure conservateur à l'étranger. Le pouvoir économique, réaliste, se préci-pite, lui, dans les brèches onvertes, sans s'occuper de considérations philosophiques.

Prise entre deux feux, la politique extérieure du

pays se trouve, de fait, atteinte d'une certaine

schyzophrénie. Une troisième bypothèse peut néanmoins être envisagée: que d'habiles Machiavels chinois aient, en toute connaissance de cause. laissé se forger ce curieux imbroglio dans l'espoir de nuire aux rapports entre les deux pays. L'état actuel des relations conduit à lui accorder quelque crédit. La Maison Blanche est affaihlie face à Pékin quand elle formule à l'encontre de la Chine des critiques pour ses exportations douteuses de matériel militaire ou dans d'autres contentieux en plaçant ces questions sur les terrains de la morale, de la propreté des affaires ou de la législation internarionale. Le gouvernement de Pékin l'est aussi lorsque, convaincu que l'assistance de l'Amérique dans la modernisation du pays est cruciale, il s'efforce d'amener le pays à un plus grand respect d'un certain nombre de normes, A ces partisans de l'ouverture, les jusque-hou-

tistes chinois peuvent dire : voyez la crédibilité

ADVERSAIRES DU RAPPROCHEMENT

du chef de l'exécutif américain...

Car certains, à Pékin, s'achament depuis des années à introduire des éléments de discorde dans les rapports entre les deux pays. La politique de rapprochement avec Washington menée sous Deng Xiaoping a toujours, au sein du Parti communiste, quelques ennemis. Ceux-ci reprochent au Petit Timonier un abandon de souveraineté sur quantité de dossiers, au profit de l'Occident en géoéral, des Etats-Unis en particulier: douane, pratiques commerciales, ouverture culturelle, retombées sociales des investissements étrangers, etc. Ces reproches oot régulièrement alimenté des périodes de crispation entre les deux pays au cours du premier mandat de Bill Clinton, la phase la plus tendue ayant été marquée par les gesticulations militaires du continent à l'égard de Taïwan, en février et mars 1996.

Il est, certes, trop tôt pour prédire l'impact éventuel qu'auront ces remous post-électoraux sur les relations sino-américaines au cours du dernier mandat de M. Clinton. Le mal a déjà été fait. Il contribue à affaiblir, aux yeux des milieux conservateurs chinois, la crédibilité de Bill Clinton. Cela n'arrange pas, à coup sûr, ceux des dirigeants de Pékin qui souhaiteraient un rapport de confiance avec les gouvernements occidentaux afin d'aider à l'insertion de la Chine dans le système international, dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) oo-

Francis Deron



Les trois pannes de Lionel Jospin

Suite de la première page

Dans un parti de notables, qui compte plus d'un tiers d'élus, les jeunes sont aux abonnés absents, et les militants soot loin d'avoir regagné un terrain trop longtemps Vitrolles résume cette situation:

la direction du PS, informée des risques, mais prise de court par un candidat prompt a s'autoproclamer dès l'annulation do scrutin de juin 199S, n'a pu imposer un autre choix. Cette panne a fixé l'attention sur la fédération des Bouches-du-Rhône qui illustre jusqu'à la mauvaise caricature les scories » de certains bastions socialistes auxquels M. Jospin est décidé à mener la vie dure. Malheureusement, rien n'a été fait avant, et la remise en ordre décidée à Paris apparaîtra comme une sanction de la défaite de Vitrolles au lieu d'attester une volooté de rénova-

La panne du message concerne la politique d'immigration et la quête d'un nouveau discours visant à incarner ce que Jean-Christophe Cambadélis appelle «la gauche papulaire ». Lors de la convention sur la démocratie, en juin 1996. M. Jospin a jeté les hases d'une nouvelle politique, ferme contre l'immigration ciandestine, ouverte sur l'intégration, mais l'opinion n'a (injustement) retenu que son souci de ne pas agiter pour 1998 « le chiffon rauge » du droit de vote des étrangers aux élections locales et de ne pas prononcer le mot d'« abrogation » à propos des lois Pasqua, auxquelles

il veut substituer une législation de remplacement.

Ce décalage s'est retrouvé lors de l'affaire des sans-papiers de Saint-Bernard, auxquels la directioo du PS a mesuré chichement son soutien. S'inquiétant déjà, le I'septembre 1996, à La Rochelle, de la difficulté de mener un combat « noble », mais « minoritaire », M. Jospin s'est bien gardé de participer aux manifestations. Se plaçant déjà dans la posture d'un futur premier ministre, voulant joindre culture de gouvernement et culture d'opposition, il s'est démarqué des collectifs en

s'abstenant de demander la régularisation de tous les sans-papiers. Dans la mobilisation anti-Debré, M. Jospin a affiché la même distance que lors du mouvement social de la fin 1995 et a fait preuve de la même hésitatioo à mener un combat, là encore, à ses yeux, « nable », mais « minaritaire ». Certes, après le faux pas de décembre 1996 - qui ne lui est pas imputable - où les députés socialistes ont brillé par leur absence, il a or-ganisé la session de rattrapage en annonçant dès le 16 janvier qu'il annulerait la loi Debré, en poussant les sénateurs socialistes à monter au créneau, eo signant avant les intellectuels, dès le 4 février, la pétition de SOS-Racisme. Mais il naviguait déjà contre des

vents contraires. Alors que le pouvoir voyait sa cote se redresser dans les sondages et confortait son électorat tout en lâcbant sur ce qui avait déclenché la mobilisation, le PS se voyait renvoyer par un jeu de miroir les politiques de l'immigration menées sous François Mitterrand, « laxiste » avec les cent trente mille régularisations de 1982, « répressive » avec les lois Joze et Marchand du second septennat. L'ab-

sence de projet alternatif sur l'immigration, l'échec de Vitrolles, le sileoce de quatre jours de M. Jospin - politiquement court, mais médiatiquement long - après l'appel des cinéastes, qu'il ne voulait pas « récupérer » et derrière lequel il ne voulait pas « cavaler », ont nourri, au sein même de soo électorat pourtant divisé, le procès d'un PS hors ieu ou hors de la

AGIR SUR LES CAUSES DU MAL

Sur la stratégie contre le Front national. M. Jospin a toujours été embarrassé, refusant de mettre ce « parti néafasciste », comme II le qualifie depuis le 27 février, au centre du débat politique, avec la même énergie qu'il répugne à considérer l'immigration comme un « problème », le seul véritable étant, à ses yeux, celui dn chômage. Moins pugnace sur ce front que M. Fabius, partisan d'un vrai combat politique, il veut néanmoins trouver une réponse permettant de détourner l'électorat populaire de la tentation extré-

Pour M. Jospin, l'essentiel est d'agir sur les causes du mal et de lutter contre le chômage, l'exclusion, l'insécurité, ce qui renvoie à la politique économique arrêtée en décembre 1996. La difficulté tient aussi au calendrier jospinien. Mars annonce un télescopage redoutable : le hureau national va se pencher successivement sur la sécurité (le 5), le FN (le 12) et... l'immigration (le 26), avec l'idée d'une lol-cadre qui polarisera de nouveau l'opinion sur cette question.

Alors que l'épisode Debré per-met au Parti communiste de faire de oouveau le procès de son partenaire, accusé d'incarner une « gauche fadasse », M. Jospin a du mal à reprendre la main sur des questions où plusieurs écoles coexistent au sein du PS et où il semble parfois, selon une thématique chère à Michel Rocard, ne vouloir s'engager que sur ce que la société est prête à accepter. Face au Front national, certains, comme Gérard Le Gall, jugent qu'il faut 1 « reconquérir l'électeur », quitte à prendre en compte des préoccupations - sécurité, immigration, place de la nation - à l'origine de la dérive extrémiste. Pour d'autres, comme M. Cambadélis, la « gauche papuloire », accrochée à ses va-leurs, doit reodre « compatibles » la « modernisation » et la lutte contre

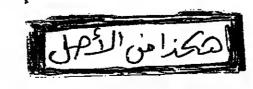
l'« injustice des inégalités ». S'il a perdu à court terme M. Jospin pense qu'il peut gagner à moyen terme – à l'horizon 1998 – convaincu que la majorité a davantage consolidé le Front national qu'elle-même, habité par l'Idée de réhabiliter le clivage républicain gauche-droite et de ne mener la campagne electorale ni sur l'immigration, ni sur l'extrême droite. Pour parer à ce qu'il coosidère comme une diversion qui sert le pouvoir – ou dont celui-ci se sert –, il va devoir renouer avec ce qui lui a si bien réussi en 1996, l'art de la synthèse, à charge pour lui de rendre soo message plus audible.

Michel Noblecourt

RECTIFICATIF

ALBERT GAZIER

Dans l'article consacré à la disparition d'Albert Gazier (Le Monde du 5 mars), nous avons écrit, par erreur, que l'ancieo ministre socialiste avait, peodant la seconde guerre mondiale, gagné Alger dans le même avion que Guy Mollet. Il s'agissait, en fait, du même avion que Vincent Auriol.



téléphoniques, le gouvernement fran-

cais a quasiment acheve la mise en

la Poste, aux télécommunications et à l'espace, estime qu'un équilibre a été trouvé, permettant à la fois à de nouveaux acteurs de s'installer et à France Télécom de poursuivre son dévelop-

pement. • LE COÛT des prestations de service universel que continuera à fournir France Télécom, et auxquelles devront souscrire les nouveaux acteurs, a été abaissé à près de 6 mil-

110

liards de francs, contre 9 milliards évoques en 1996. • LA RECHERCHE sera réorganisée. Les opérateurs devront y consacrer 5 % de leurs investissements et France Télécom 4 %.

Le gouvernement veut installer la concurrence sans affaiblir France Télécom

« Nous avons trouvé un équilibre », explique au « Monde » François Fillon. Le ministre délégué à la Poste, aux télécommunications et à l'espace annonce, par ailleurs, que les nouveaux opérateurs devront consacrer 5 % de leurs investissements à la recherche

«La loi sur la libéralisation du téléphone en France a été adoptée en Juin 1996. A dix mois de l'échéance, où eu est-on de sa mise en œuvre?

 J'avais annoncé la publication de la quasi-tatalité des décrets d'application avant fin 1996. Celui relatif à l'interconnexian des réseaux devait faire l'objet d'un avis de l'Autorité de régulation des télécommunications (ART), créée le le janvier 1997. J'avais promis sa publication fin février. Il a été publié au Journal officiel le 4 mars. L'autre décret important, sur le financement du service universel par l'ensemble des opérateurs, sera publié d'ici un mois. Naus aurons alors pratiquement achevé la publication de la trentaine de décrets organisant la nouvelle réglementation. Les investisseurs intéressés par la mise en Bourse de France Télécom ont désormais une visibilité claire sur le paysage français et, surtout, les opérateurs qui s'apprêtent à investir connaissent les règles du jeu.

41.

· EFF

1.5

10 1 m 2 2

100

. .

No. of Contract of

1 Sept. 2 1 1999

 $\lim_{n\to\infty} \tilde{\mathcal{D}}_{n}(\hat{\mu}_{n},\hat{\mu}_{n}) = \mathcal{L}(\hat{\mu}_{n}) + \mathcal{L}(\hat{\mu}_{n}) = \mathcal{L}(\hat{\mu}_{n})$

Sparker Same of the second

****** + 4 ** **

Mary State of the state of the

A STATE OF THE STA

A CHARLES OF THE STATE OF

Significant State Control of the Con

A SAN THAN SOUTH

17 -

-La fourniture par France Télécom du service universel (accès à un service de qualité à un prix abordable par tous et partout) a un coût. Quel sera-t-il en

- Le chiffre me sera proposé par l'ART pour le 1e septembre. Ce sera nettement inférieur aux 9 milliards évoqués en 1996, sans doute voisin de 6 milliards de francs.



FRANÇOIS FILLON cences ponrront-elles êtres

concédées? - Nous sommes prêts dès anjourd'hui à recevoir les demandes. Nous pourriogs délivrer des licences avant l'été.

- En anoi le décret sur l'interconnexion constitue-t-11 une étape importante? - C'est l'élément le plus structu-

rant da nouveau paysage. Il va permettre la publication des tarifs que France Télécom sera en droit de demander à ses concurrents, lorsqu'ils utiliseront son réseau pour acheminer les communications de leurs abonnés. Nons avons trouvé un équilibre. Nous aurons des tarifs comparables, toutes choses égales par ailleurs (exemple : la répartition de la population sur le territoire), à ce qui se fait dans d'autres pays, permettant à la concurrence de s'instalTélécom et lui permettent de poursuivre son dévelappement.

- Certains jugent ces tarifs - Par rapport au projet de décret, soumis à cansultation publique fin 1996, il y a eu des évolutians. Naus avans retiré du catalogue l'accès systématique aux centraux téléphoniques internationaux de France Télécam. Cela n'existait dans aucun autre pays. Par ailleurs, aous avons mis en place le principe d'une compensation transitoire pour les 30 % à 37 % de centraux téléphoniques qui, début 1998, ne pourrrout pas être directement accessibles par les nouveaux opérateurs. Cette offre sera eacadrée : il faudra démontrer qu'il y a un problème significatif de

que le ministre prendra par arrêté, après proposition de l'ART. - Quand les tarifs de France Télécom seront-ils connus?

concurrence, et elle sera mise en

place suivant des critères précis

- Il seront approuvés par l'ART d'ici à la fin mars. Les opérateurs pourront alors élaborer leurs stratégies d'investissements et de ta-

- France Télécom devra-t-ll mettre en place une comptabilité séparée pour ses réseaux, vaire isoler ces derniers dans ses activités?

- Le décret a durci les obliga-- Quand les premières li- les lis tiennent compte aussi de tions de comptabilité séparée afin

l'utilisation du réseau de France de permettre à l'ART de s'assurer des coûts réels de l'inter-connexion. Mais il n'y a aucune abligation de filialisation. Nous avons modifié par ailleurs la rédaction, qui pouvait laisser peaser que l'ART aurait un rôle dans le chaix des javestissements des apérateurs. Ce a'est pas sa vocatiaa. Le décret préserve le partage des rôles décidé par le législateur : l'ART a une mission d'arbitrage et d'application des lois et règlements; le gouvernement conserve

> tière de réglementation. - Le gouvernement a récemmeat recu le rapport Lombard-Kahn sur la recherche dans les télécommnnications. Quelles lecons en tire-t-fi?

> Nous sommes dans un secteur où les évolutions sont rapides, l'innovatioa plus essentielle que jamais. Les opérateurs et industriels français nat une position forte sur le marché international. S'ils veuleat la caaforter, ils doivent consacrer une part importante de leurs ressources à la recherche. Uae des questions posées est: comment concilier l'évolution de France Télécom, et doac du CNET, son centre de recherche, et les impératifs de diffusion de la recberche vers l'ensemble du secteur, y compris les

PME? - Quelles mesures allez-vous - Une série de mesures sera pro-

saa eatière compétence ea ma-100 90 80 1995 96 97 98 2000 2005

France Télécom cédera

progressivement du terrain

PROJECTIONS DE CROESLAND DE CRIPTER D'APTARES

Prance Telecom devrait. abandonner en moyenne 2,5% par en de parts de marché ; dans l'activité des services télécoms au cours des dix prochaines années.

posée en conseil des ministres début avril. Le CNET devra évoluer en fonction des intérêts directs de France Télécom. Ce qui comprend le maintien d'un certain nombre de volets de recherche amont, dont les composants électroniques. L'Idée que France Télécom

n'aurait plus besoin de recherche amont est une idée iafondée. France Télécam devra aussi accertuer la valarisatioa des travaux du CNET, qu'il ne souhaite pas explaiter lui-même, dans le cadre de partenariats, en particulier avec

des PME » Par ailleurs, les labarataires publics (CNRS, INRIA, universités) devront jauer un rôle accru ea matière de recherche de base, dans le cadre de leurs activités prapres, mais aussi de parteaariats avec des laboratoires privés. Naus allons proposer des incitatians financières pour favoriser ce dernier poiat. Enfin, le camité interministériel sur la recherche du 3 actabre 1996 avait fait des technologies de l'information l'une des quatre priorités sectorielles du gauvernement. Cette priorité fera l'abjet d'une proposition, début avril, d'un redéploiement des moyens au seln du budget civil de recherche-dévelappement. Naus ae vouloas pas naus reposer seulement sur les efforts des opérateurs, notamment de France Télécom. Nos industriels daivent bénéficier d'un environnement scientifique et financier propice : c'est un eajeu capital en matière d'emplol.

- Y aura-t-il création d'un résean de recherche?

- Oui. Nous allons inciter les partenaires du secteur à se concerter périodiquement pour rechercher la meilleure affectation des moyens publics. Je vais réunir, avec François d'Aubert, le 18 mars, laboratoires publics, opérateurs et industriels pour un premier camité d'arientation.

- Allez-vous obliger les nouveaux opérateurs à consacrer une certaine part de leur activité à la recherche?

- Oui. Pour France Télécom, ce sera 4 % du chiffre d'affaires, soit 5 milliards de francs par an. Pour les nouveaux apérareurs, ce sera 5 % du moatant des investissements. Cela sera précisé dans les licences. C'est la mise aécessaire pour assurer aux Français des télécammunications à un prix durablement campétitif. »

> Propos recueillis par Philippe Le Cœur

Numéro deux déclaré du téléphone, la Générale des eaux doit encore faire ses preuves

La Générale des caux, numéro deux français du téléphone? En s'adjugeant le 13 février, pour 1,5 milliard de francs, les de son marché grand public », 28 000 kilomètres de câbles télé-

ANALYSE__

Même s'il y a place pour deux généralistes, les objectifs affichés sont jugés ambitieux

phoniques de la SNCF, le groupe dirigé par Jean-Marie Messier affirmait se placer sur cette trajectoire. A dix mois de l'onverture totale à la concurrence du marché français, c'est peut-être aller un peu vite que d'adouber d'ores et déjà la Générale des eaux -ou plus exactement Cegetel, son pôle télécommunications - dauphin de

certes bien placé. Avec le radiotéléphane de SFR (5,1 milliards de francs de chiffre d'affaires, 1 million d'abonnés) et la radiomessagerie de TDR (moins de 100 millions de chiffre d'affaires), il est déjà le numéro deux des communications sans fil. L'alliance, financière et industrielle, canclue en septembre 1996 avec les opérateurs britannique BT et américain Southwestern Bell (SBC) et l'industriel allemand Mannesmann, est aussi un atant non aégli-

geable. « Avec le réseau de la SNCF, ils ont gagné une nouvelle bataille, ils n'ont pas gagné lo guerre », relève un familier du groupe. Devenir le principal rival de France Télécom supposera une alchimie réussie entre vision stratégique, mise en œuvre des moyens financiers et humains, et déploiement d'un savoir-faire marketing et commer-

Cegetel veut être un acteur giobal. Son objectif est de détenir, en 2003, 20 % du marché français du téléphone longue distance (interurbain, international), 10 % du téléphone local, de conforter les ront concurrentiels.» 40 % qu'il revendique déjà dans les mobiles et, au total, de réaliser un chiffre d'affaires de 40 milbards de francs. Si les spécialistes pensent qu'il y a place pour un second généraliste face à France Té-

«L'expérience montre qu'un opérateur dominant cède 1 % par an note un analyste financier.

La priorité de Cegetel va à son déplolement dans le téléphone longue distance, qu'il veut « offrir à tout le monde début 1998 », expique Philippe Germond, son directeur général. «A court terme, c'est là que sont les marges », concède l'un des meilleurs experts français des télécommunications, pour qui prétendre au rôle de généraliste impose cependant « une forte présence dans le téléphone local ». Une offre conjointe longue distance/local permet d'accraître la base de clientèle et de réduire le taux de désabonnement.

UN SECTEUR VORACE

« Nous offrirons du téléphone lo-Potentiellement, Cegetel est cal, tempère M. Germond, mais sur quelques sites où sont installées des entreprises, camme à la Défense, où nous disposons d'un réseau en fibres optiques. » Et le grand public? « Nous expérimentons la cannexion des obonnés par vole radio à Nice. Mois ce n'est pas notre priorité. »

Reste à savair si le fait d'être

propriétaire d'infrastructures comme celles de la SNCF est plus intéressant que d'emprunter les lignes de France Télécom, dant les tarifs de location devraient baisser sous la pression du régulateur. «Le réseau SNCF ne garantit rien en matière de rentabilité, d'autant qu'il va falloir investir pour l'adapter », souligne un consultant. La somme évoquée est 1,2 à 1,5 milbard de francs. * Disposer d'une infrastructure doit avoir un sens économique, concède M. Germond, mois être trop dépendant de Prance Telécom, c'est ne plus être moître de notre équation économique. » « Le réseau SNCF confère . une autonomie, confirme l'expert en télécommunications, mois ce sera moins capital quond les tarifs de location de France Télécom se-

La Générale des eaux s'engage dans un secteur d'autant plus vorace en capitaux que ses ambitions sont larges : Cegetel prévoit d'investir 4 milliards par an entre 1997 et 2000 dans un secteur ob le la concurrence », sera bénéfique. lécom, les ambitians chiffrées retour sur investissements est «Les alliés de Cegetel peuvent

sont nn pen plus contestées. long SFR, créée en mai 1985, ne l'obliger à étudier ce sujet en proprévoit ses premiers bénéfices qu'en 1998. Or, si elle dispose d'un poids considérable (164 milliards de chiffre d'affaires), la Générale des eaux, déficitaire pour la première fois de son histoire en 1995, est « sous-capitalisée et endettée », souligne l'expert en télécommunications. «De plus, sa vache d lait, l'activité eau, est moins productrice qu'avant », ajoute l'analyste financier.

La Générale des eaux peut néanmoins compter sur sa politique de cessions d'actifs (6 milliards en 1995, 13,3 milliards en 1996) qui ont déjà ramené sa dette à 47.7 milliards fin 1996, cantre 52 milliards fin 1995. Le graupe peut surtout compter sur ses partenaires, qui « lui donnent les movens de ses ambitions », note l'expert en télécommunications. Le britannique BT doit acquérir 25 % de Cegetel et apporter ses actifs français. L'allemand Mannesmann preadra 10% de Cegetel. L'américain SBC aogmentera de 22 % à 30 % sa part dans une holding intermédiaire détenant 50 % de Cegetel. L'accord sera bouclé « d'ici à queiques jours, assure M. Germond, et nos investissements d trois ans totalement fi-

INNOVATION MARKETING Demain, ce qui fera la différence sera la capacité à analyser les besoins des utilisateurs, à segmenter les clientèles et à construire puis vendre des services. L'innovation marketing sera un élément-clé. A la Générale des eaux, cette culture du client n'est pas très répandue : dans l'eau, le consommateur final n'est pas au cœur des préoccupations, même si cela change. «La Générale o un peu un tempérament de rentier, note l'expert. Celo a été le cas pour le rodiotéléphone, où le groupe o été un peu suiviste et où il a été pas très loin de couler, faute d'avoir investi à temps foce à · France Télécom. »

«Leur culture marketing et concurrentielle n'est pas inférieure à celle de France Télécom », tempère toutefois ce même expert, pour lequel l'apport des partenaires anglo-saxons, « rompus à fondeur. Mois BT est resté en monopole déguisé en Grande-Bretagne et n'a pas vraiment eu d'initiotives faisant lo différence, considère pour sa part le consultant. De plus, les recettes onglosaxonnes sont difficilement transposables telles quelles. »

La réussite de Cegetel repasera finalement sur les hommes. « Nous recruterons plus de 1500 personnes en 1997 », iadique M. Germoad. Cegetel campte 2000 salariés, dont 1700 chez SFR Plusieurs observateurs soulignent cependant le peu de re-

crutements au niveau du management. Est-ce là la raison du fiou de l'organisatioa, de l'existence de différeates équipes élaborant des stratégles saas se parler? Nammé directeur général début janvier, M. Germand s'est donné deux mois pour régler ce prohième d'organisation. « Nous affinons le modèle pour coller au mieux au morché, confirme l'intéressé. Cela devrait aboutir dans les semaines qui viennent. Après nous choisirons les profils clès dont nous avons besoin. *

Ph. L. C.

UNION DES ASSURANCES FÉDÉRALES

VIVE PROGRESSION DU RÉSULTAT

Le Conseil d'Administration de l'Union des Assurances Fédérales, réuni le 4 mars 1997 sous la présidence de M. Daniel Gonzalez, a examiné l'activité et les résultats du Groupe pour l'exercice 1996. Les principales évolutions sont

en milions de francs	1995	1996	Progression
Chilling of affaires	17 288	18 892	9,3 %
donc activité vie	16 451	17 942	9,1 %
Actifs gérés	79 625	97 421	22,3 %
Résultat net consolidé	593	760	28,1 %
dont résultat courant	593	702	18,5 %

Le résultat des Assurances Fédérales-Vie s'établit à 622 millions de francs à comparer à 499 en 1995. Sa progression de 24,4 % est à rapprocher de celle des encours représentés par les provisions mathématiques (22,4 %) en rappelant que le résultat de 1995 était affecté par une charge exceptionnelle d'impôt différé passif.

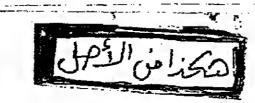
Le résultat de l'activité dommages s'élève à 78 millions de francs (+ 8,0 %) dont 40 millions pour la Médicale de France et 38 millions de francs pour Afcalia. Il confirme les choix opérès en 1995 en matière de recentrage et reflète

Le résultat consolidé enregistre un résultat exceptionnel de 57 millions de francs qui fait suite à la cession début 1996 de 95 % des Assurances Fédérales lard.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale de verser un dividende de 19 francs par action (+ 18,7 %), assorti d'un avoir fiscal de 9,50 francs : ce dividende représente 31,9 % du bénéfice net courant consolidé par action. Après cette distribution et une dotation de 152 millions de francs à la réserve de capitalisation. les fonds propres du Groupe s'élèvent à 4,1 milliards de francs.

L'année 1997 pourrait connaître une nouvelle augmentation du chilfre d'affaires, même si le rythme pourrait être ralenti par rapport au niveau observé au cours des 5 dernières années. Compte tenu du faible niveau attendu pour les sorties, la croissance des encours devrait être soutenue, ce qui permet d'envisager pour le groupe une nouvelle progression de son résultat courant.

... UNION DES ASSURANCES FÉDÉRALES - COTATION AU RIY - CODE REUTERS : WAFFA ...



Le président du groupe explique au « Monde » ses ambitions et ses méthodes

Dans les cinq prochaines années, le groupe Volks-wagen compte investir 121 milliards de francs, es-ché européen en 2002, contre 17,2 % en 1996. Sa sentiellement dans le développement de nouveaux principale difficulté reste le coût de la main-

fait celo, rappelle Ferdinand Piech.

La semaine de quatre jours sera re-

Le numéro un européen travaille

sur d'autres formules innovantes

pour abaisser sa masse salariale. Il

étudie actuellement deux modèles.

Le premier consisterait à faire

moins travailler le personnel de

plus de cinquante ans, et à donner

une place croissante aux jeunes.

« La législation a chongé : mettre

quelqu'un en préretraite en Alle-

magne coûte actuellement 100 à

150 000 deutsche morks de plus que

l'on dernier. On ne peut plus recourir

à ce type de formule », explique

M. Piech. « Les personnes de plus de

cinquonte ans pourraient travailler

jusqu'à dix heures de moins qu'au-

jourd'hui [vingt-huit heures], selon

leur situotion finoncière, indivi-

duelle, et voir leur saloire diminuer

d'outont, tondis que des jeunes

pourraient commencer par travailler

vingt heures por semaine. Les syndi-

cats étudient ce modèle avec beau-

coup d'intérêt. » Voilà qui pourrait

inspirer les constructeurs français

qui cherchent à rajeunir leurs effec-

conduite en 1997. »

d'œuvre allemande. Le numéro un européen innove en proposant une « valeur temps de travail » et en offrant des demi-postes à des jeunes.

La direction de Volkswagen dis-

naires sociaux d'un autre type d'in-

supplémentaires ou encore les suc-

cessions efficaces des soloriés se-

raient porteurs d'intérêts. A son dé-

à tout moment les convertir en ac-

rables à ce modèle ainsi que nos ac-

tionnaires. Il doit bien sûr être ap-

générale. Mois, techniquement, les

faisable. » La direction de Volkswa-

Virginie Malingre

gen n'est pas à court d'idées.

M. Piech.

GENÈVE

de notre envoyée spéciale Nous comptons vendre 5 millions de voitures en l'on 2000 », a déclaré au Mande Ferdinand Piech. président du directoire du groupe Volkswagen. En 1996, le groupe automobile allemand a frôlé les 4 millions de ventes, contre 2,5 millions dix ans auparavant. Avec ses quatre marques - Volkswagen, Audi, Seat, Skoda -, le constructeur allemand a l'intention d'inonder le marché de nouveaux modèles. Ainsi, Volkswagen va sortir, cette année, un modèle plus petit que la Polo, avant d'en lancer un autre très économique pour la fin de la décennie. Volkswagen souhaite aussi se mettre sur le haut de gamme avec la sortie, en 1999, d'un modèle de prestige qui concurrencera l'Audi A6. Audi, de son côté, vise le marché des petites voltures... Dans les cinq prochaines années, le groupe compte investir 121 milliards de francs, qui seront essentiellement consacrés au développement de nouveaux modèles. Les gammes des quatre marques seront, élargies de manière à couvrir l'ensemble des possibilités, de la petite voiture à la berline.

Toutes les voitures du groupe seront construites sur seulement quatre « plates-formes » (châssis), ce qui lui permettra de démultiplier le nombre de modèles avec un même investissement. Certains en 1997 analystes craignent que cette stratégie ne brouille les images de marque des quatre marques et qu'il y ait « cannibalisation » entre elles. « Même si c'est le cas, l'expérience montre jusqu'à mointenont que cela vaut lorgement le coup », considère Ferdinand Piech. « Un client de Seat n'ochètera iamais une Volkswagen et inversement. C'est pour celo que lo Seat Cordobo et lo Polo classique. aui se ressemblent beaucoup, ne se connibolisent pas. Les réseoux de distribution sont séparés. » Et la Polo classique coûte 10 % de plus que son homologue de chez Seat. Lorsque nous orons sorti lo nouvelle Passat, en octobre 1996, je craignois qu'elle ne prenne des clients à l'Audit A4 », reconnaît M. Piech. «Finolement, en trois mois, les ventes cumulées de ces deux modèles dépassent de 50 000 unités celles de lo Passat. C'est donc rentable, même si nous avons effectivement perdu 3 000 à-5-000 ventes d'Audi. »

Volkswagen compte répartir sa croissance de façon équivalente entre l'Europe et le reste du monde. Actuellement, le groupe de Wolfsburg réalise 42 % des ventes

très difficile aujourd'hui d'occroître nos copacités industrielles hors d'Europe: nous avons beaucoup de mai à trouver du personnel compétent, notamment des ingénieurs, dons des régions comme l'Amérique du Sud. Hormis le top-management, le personnel ollemond est peu enclin à

s'expatrier. » L'Europe reste donc une priorité pour le groupe. « Nos ventes y ougmenteront de 10 % en 1997, dans un morché qui, au mieux, affichera une progression de 5 %. Notre objectif est de détenir 25 % du morché européen en 2002, contre 17,2 % en 1996. Nous voulons creuser l'écort ovec la concurrence et avoir un taux de pénétration qui soit le double de celui du numéro deux européen, General Motors [12,5 % du marché européen en 1996] », développe M. Piech.

En 1993, pour éviter le licenciement de 30 000 personnes, Volkswagen avait mis en place la semaine

de quatre jours. Elle sera reconduite

Pour le groupe allemand, la croissance des volumes s'accompagnera d'une progression de sa marge en 1996. Il a doublé ses bénéfices à 678 millions de marks pour un chiffre d'affaires de 100 milliards de marks. « En l'on 2000, notre marge avant impôts sera de 6,5 % », affirme le patron du numéro un européen.

Pour cela, le groupe allemand cherche par tous les moyens à réduire ses coûts : raccourcissement des délais de conception ou de production, réduction du nombre de plates-formes, application de la « méthode Lopez » (l'ancien directeur des achats) aux fournisseurs.

doute le coût de la main-d'œuvre allemand, même si le groupe ne produit que 44 % de ses voitures en Allemagne. En 1993, Volkswagen avait mis en place la semaine de quatre jours pour éviter le licenciement de 30 000 personnes. Il faut dire que le Land de Basse-Saxe possède près de 20 % du capital du groupe. « Nous ourions perdu

de sa division emballage

Le groupe américain Owens Illinois serait candidat pour reprendre cette filiale valant 8 milliards de francs

Danone étudie la vente

FRANCK RIBOUD, patron de Danone, est en train de rompre cute également avec ses parteavec le passé bâti par son pere Antoine, à qui il a succédé au prinnovation sociale, « le titre de valeur du temps de travail » : « Les heures temps 1996. Danone devrait prochainement quitter définitivement son métier historique, le verre. confirmant les rumeurs qui courent raient rémunérées non par de sur les marchés financiers depuis l'argent mois par des titres. Ceux-ci longtemps. Le groupe étudie en efverraient leur valeur garantie et sefet une cession des activités d'emballage en verre de l'entreprise. part du groupe, que ce soit à la re-troite ou chez un concurrent, le

La vente n'est pas faite mais détenteur de ces titres pourrait les pourrait intervenir dans les mois qui viennent. « Maintenant qu'Anconvertir en argent. Il pourrait aussi toine n'est plus là, le verre n'est plus tions Volkswagen », explique un tabou », explique un observateur. Un professionnel du marché « Bien entendu, ces titres seraient verrier estime que c'est le groupe américain Owens Illinois qui est acassurés et, en cas de défaillance du groupe, des banques prendraient le tuellement le mieux placé pour racheter cette division historique du relais. Les syndicats sont très favogronpe. L'activité emballage de Danone, qui a réalisé en 1996 un prouvé por notre ossemblée chiffre d'affaires de l'ordre de 6,3 milliards et un résultat opérationnel de l'ordre de 700 millions banques nous ont assuré que c'était de francs, pourrait, selon les analystes financiers valoir 8 milliards

La cession de BSN Emballage se-

rait logique. Franck Riboud a déterminé trois axes stratégiques dans son développement : les produits laitiers frais, les biscuits et l'eau minérale. La bière dégage un cash-flow intéressant et n'est pas la première branche appelée à être cédée. Le groupe ne devrait pas non plus céder dans l'immédiat les plats cuisines : il vient de les racheter - fort cher - à Saint Louis. En revanche, les pâtes, avec la marque Panzani, et les sauces n'apparaissent pas comme des activités stratégiques. Reste à trouver des acquisitions pour renforcer Danone dans ses trois métiers stratégiques. Le groupe Danone n'a pas voulu commenter ces informa-

Franck Riboud est d'autant plus pressé de bouger que son deuxième actionnaire est la famille Agnelli. En évinçant fin février Serge Trigano de la présidence du Club Méditerranée, dont ils sont premier actionnaire, les Italiens ont montré qu'ils voulaient désormais

Arnaud Leparmentier

hors du Vieux Continent. « Il est 30 000 dients si nous n'avions pas Les fabricants de cigarettes préparent une guerre des prix

LE GOUVERNEMENT va-t-il vérifier à ses dépens la validité du fameux théorème selon lequel « trop d'impôt tue l'impôt »? Il va devoir, en tout cas, résoudre un difficile problème, faute de quoi la hausse attendue des recettes fiscales qui pèsent sur le tabac risquent de partir en fu-

Le casse-tète trouve sa source dans la loi de finances pour 1997. Lors de sa confection, le gouvernement, afin d'augmenter le rendement des impôts sur le tabac, avait hésité entre deux solutions : soit majorer directement les prélèvements existants (droits de consommation et TVA), soit parvenir à un accord avec les industriels, de telle sorte qu'ils majorent leurs prix publics et que, du même coup, les recettes fiscales qui en dépendent augmentent. C'est ce dernier choix qui a été fait. Le 20 décembre 1996, le prix des cigarettes a augmenté de 9% en moyenne. Bercy pouvait donc espérer une hausse mécanique de 4,8 milliards de francs en 1997 de ses recettes fiscales.

Pour que la somme espérée tombe effectivement dans l'escarcelle de l'Etat, encore fallait-il que tous les fabricants jouent le jeu. Or le groupe Rothmans a décidé de ne pas majorer le prix de l'un de ses nouveaux paquets de cigarette, ce qui lui a permis, sur-le-champ, de gagner des

parts de marché au détriment de ses concurrents.

Il s'est passé ce qui était prévisible. Philip Morris a réagi, et a soumis à Bercy, en vue d'homologation, une nouvelle grille de tarifs pour ses cigarettes, en baisse de près de 10 %. Et, comprenant que la guerre des prix était Imminente, la pinpart des autres fabricants ont fait de même.

MANOUE À GAGNER

En droit, le gouvernement a onze semaines pour donner son homologation. Il peut utiliser ce délai pour convaincre les industriels de refaire la paix. Mais, s'il n'y parvient pas, il risque gros, car les 4,8 milliards de francs attendus pourraient lui filer sous le nez. Pour ne pas accuser ce manque à gagner, il serait dans l'obligation de majorer immédiatement la fiscalité sur le tabac, qui représente déjà 76,6 % des prix publics.

Pour les fumeurs, l'affaire est pour l'instant sans conséquence, puisque les prix, toutes taxes comprises, ne devraient pas changer. Mais quand une guerre commence, sait-on qui va la gagner ? Entre l'Etat, qui traverse une période budgétaire difficile, et les industriels, qui ne sont pas tous bien armés pour un déclenchement des hostilités, il y aura forcément des brûlés.



1 A. Sall .

Carlotter and the second

Ber War war and the state of th

A STATE OF THE STA

The state of

La Société générale est condamnée pour concurrence déloyale

Elle avait « dénigré » le Crédit lyonnais

DANS LA BATAILLE judiciaire défense, la Société générale expliet médiatique, à coup de déclarations vengeresses de leurs présidents, que se livrent depuis plu-sieurs années la Société générale et le Crédit lyonnais, la banque publique vient de remporter une manche. Le tribunal de commerce de Paris, dans un jugement en date du 28 février, a condamné la Société générale à 1 franc de dommages et intérêts pour « concurrence délayole por dénigrement ». Mais, contrairement à ce que demandait le cabinet d'avocats Vogel et Vogel, qui défendait le Lyonnais, la Société générale n'est pas condamnée à faire publier le jugement dans la presse pour une affaire qui remonte à deux ans.

« AFFAIRE MINEURE »

La banque publique avait saisi la justice en mai 1995, à la suite de l'eovoi à ses clients, à la fin du mois de mars de la même année, par la Société générale, de lettres insistant sur les « difficultés » et la fragilité de certaines banques et les incitant à regarder de près ses propositions commerciales. Pour sa

quait que la lettre avait été envoyée à des clients d'autres banques que le Lyonnais. Mais le tribunal n'a pas retenu cet argument, soulignant + la cancamitance de l'annonce des résultats du Lyonnais [pertes de 1994] et du démarchage de ses clients par des agences de la Société générale ».

« Afin de ne pas encombrer la justice avec une affaire mineure », la Générale ne fera pas appel. Le contentieux entre les deux établissements est lourd. Marc Viénot, le président de la Société générale, s'insurgeait, pas plus tard que lundi 3 mars, dans un entretien à la Tribune, contre le fait que le Crédit lyonnais * pioche sans fin dans les poches du contribuable... sans pui-

ser dans ses propres ressources ». Une sortie précédée quelques jours auparavant de l'annonce par . la Générale de son intention de déposer un deuxième recours devant la Cour de justice des Communautés européennes contre le nouveau plan de sauvetage du Lyonnais.

Le dollar reprend son ascension grâce au dynamisme de l'économie américaine

Le billet vert s'est approché, mercredi matin, des 5,80 francs

La monnaie américaine, qui s'était stabilisée depuis puis tremte-quatre mois face au mark et au franc. Le magne et du Japon. Les incertitudes entourant la le sommet du 67 à Berlin, début février, est repartie doiler profite du dynamisme de l'économie américaine de l'économie américaine de l'économie américaine, qui s'était stabilisée depuis puis tremte-quatre mois face au mark et au franc. Le magne et du Japon. Les incertitudes entourant la création de l'euro incitent les gestionnaires interna-à la hausse pour atteindre ses plus hauts niveaux de caine, qui contraste avec les difficultés de l'Alle-

de plusieurs semalnes, le dollar a renris son ascension, soutenu par le dynamisme de l'économie américaine. Il est monté, mercredi matin 5 mars, jusqu'à 1,7156 mark et 5,77 francs, ses cours les plus élevés depuis trente-quatre mois.

L'envoiée dn billet vert (+ 16 % face an mark et ao franc en six mois) avait brutalement été interrompue, début février, par le sommet du G7 de Berlin, à l'issue duquel les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept pays les plus industrialisés avaient appelé à une stabilisation des cours du dollar. Les opérateurs, craignant une intervention concertée des instituts d'émission, avaient momentanément cessé d'acheter des dollars.

Depuis, la Bundesbank est montée en première ligne à chaque fois que le billet vert tentait une nouvelle percée. Elle a, dans un rapport, affirmé que la surévaluation dn deutschemark est « plus qu'entièrement corrigée », prenant soin de rappeler « les handicaps structu-E. L. reis qui pesent sur le dollar, comme

APRÈS avoir marqué une pause le déficit de la balance des paiements américaine qui n'est toujours pos résorbé et les déséquilibres d'épargne qu'il exprime ». En 1996, le déficit commercial américain s'est élevé à 114,2 milliards de dollars, son phis haut niveau depuis

> Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a pour sa part prévenu que « le processus de correction du dollar » ne devait pas « dépasser les limites du tolérable ». La banque centrale allemande situe le * seuil de tolérance » du billet vert à 1,65 mark (5,56 francs)

LA BUNDESBANK ISOLÉE

Mais les menaces verbales de Francfort ont aujourd'hui perdu de leur efficacité. Aussi écourée et respectée soit-elle par les milieux financiers internationaux, la Bundesbank apparaît aujourd'hui quelque peu isolée dans sa volonté d'enrayer la progression du dollar. Paris, notamment, conscient des effets bénéfiques que l'appréciation de la monnaie américaine procure à l'économie française (une hausse de 10 % du billet vert procure 0,5 %

de croissance supplémentaire). reste silencieux. Les pouvoirs publics français seraient même d'ailleurs, selon plusieurs indiscrétions, passablement irrités par l'attitude de la banque centrale allemande. D'une part, la politique de change est de la responsabilité des gouvernemeots et oon des iostituts d'émissioo; d'autre part, ils craignent que les partisans eo France d'un euro faible ne salsisseot le prétexte des commentaires faits par la Bundesbank pour dénoncer les prérogatives de la future banque centrale européenne (BCE) en matière de gestion de la monnaie unique.

Parallèlemeot, l'administration américaine vient de réaffirmer, par la voix du secrétaire d'Etat au Trésor, Robert Rubin, et du président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, qu'elle reste favorable à un dollar fort. La hausse du billet vert, qui handicape les exportations des entreprises américaines, est bienvenue, car elle joue un rôle de frein sur la croissance. Le dynamisme de l'activité, générateur de tensions inflationnistes, est aujourd'hui la principale source d'inquiétude des responsables économiques et monétaires américains. Il a été confirmé, depuis le début de la semaine, par une longue série de statistiques: hausse de 0,7 % des dépenses et de 0,3 % des revenus des ménages, progression de 0,4 % des dépenses de construction, augmentation de 0,3 % de l'indicateur avancé et de 8,6 % des ventes de maisons neuves.

La Bundesbank ne peut rien Pierre-Antoine Delhommais

contre la vigueur économique amé ricaine, qui contraste avec les difficultés allemande et japonaise (le chômage a enregistré une nouvelle progression outre-Rhin ao mois de février) et qui propulse le dollar vers le haut. D'autant que ce décalage conjoncturel a une traduction monétaire. Les rendements à trois mois sont nettement plus élevés à New York (5,25 %) qu'à Prancfort (3.10 %) et Tokyo (0.50 %), ce qui a pour cooséqueoce d'attirer eo masse les capitaux outre-Atlantique, où ils sont mieux rémunérés. Cet écart pourrait d'ailleurs encore s'élargir, M. Greenspan ayant évoqué la possibilité d'une frappe « préventive » de la FED pour apaiser les tensions inflationnistes.

Monnaie refuge sur le plan écocomique et monétaire, le dollar l'est aussi en matière institutionnelle et politique. Les investisseurs internationaux oe savent pas au juste de quoi sera constituée la future monnaie européenne. Les pays d'Europe du Sud feront-ils partie du premier traio de l'euro? L'Unioo monétaire démarrera-telle comme prévu le 1º janvier

Les investisseurs ignorent tout également de la façon dont seront équilibrés, entre la BCE et le conseil de stabilité, les pouvoirs économiques et mooétaires au sein de la future zone euro. Toutes ces incertitudes incitent les gestionnaires à placer leurs capitaux outre-Atlantique plutôt que sur le Vieux

Réorganisation à la tête de Rhône-Poulenc Chimie

COUP DE THÉÂTRE dans le secteur chimie de Rhône-Poulenc. Après le limogeage en mai 1996 de François Guinot, patron opérationnel de cette branche, c'est au tour de M. Dominique Damon d'abandonner ses fonctions de directeur de la zone Europe qu'elle occupait depuis un an. Elle sera remplacée, jeudi 6 mars, par Martin Pinot, jusqu'alors directeur général du secteur fibres et polymères. Il devient numéro deux de la branche chimie, dirigée par Philippe Desmarescaux, et entrera au comité exécutif du groupe en juin.

Arrivée dans le groupe en février 1996, M= Damon, cinquante ans, avait travaillé chez Danone et Carnaud avant d'entrer chez Alusuisse en 1989, où elle avait restructuré avec énergie la branche emballage. Chez Rhône-Poulenc, elle avait la même mission de restructuration de la chimie européenne. Mais la greffe o'a pas pris.

Poursuite du conflit dans les transports en commun à Clermont-Ferrand

CLERMONT-FERRAND, mercredi 5 mars, était toujours privée de bus, pour le vingt-huitième jour consécutif. Les salariés grévistes de la société exploitante T2C avaient pourtant accueilli favorablement, mardi soir, la dernière ouverture du Syndicat des transports de l'agglomération ciermontoise, qui proposait de porter le temps de travail hebdomadaire à 35 heures et 47 minutes, cootre 38 heures 25 minutes actuellement. Mais le protocole d'accord a été contesté par l'intersyndicale CFDT-CGT-FD du fait « de la remise en cause de certains acquis ». Face à cette nouvelle situation de blocage, le personnel était convié, mercredi, à une assemblée générale. Mercredi en fin de matinée, sept salariés grévistes assignés par la direction pour entrave à la liberté du travail devaient comparaître devant le juge des référés. - (Carresp.)

■ ELF-GABON: le conseil d'administration du holding financier CPIH (Compagnie de participation et d'investissement holding), déteou à 65 % par la société franco-gabonaise Elf-Gabon, a décidé le 4 mars la liquidation de la société. C'est par la CPIH qu'a transitée une partie des fonds mis à la disposition du groupe textile Bidermann par Elf-Aqui-

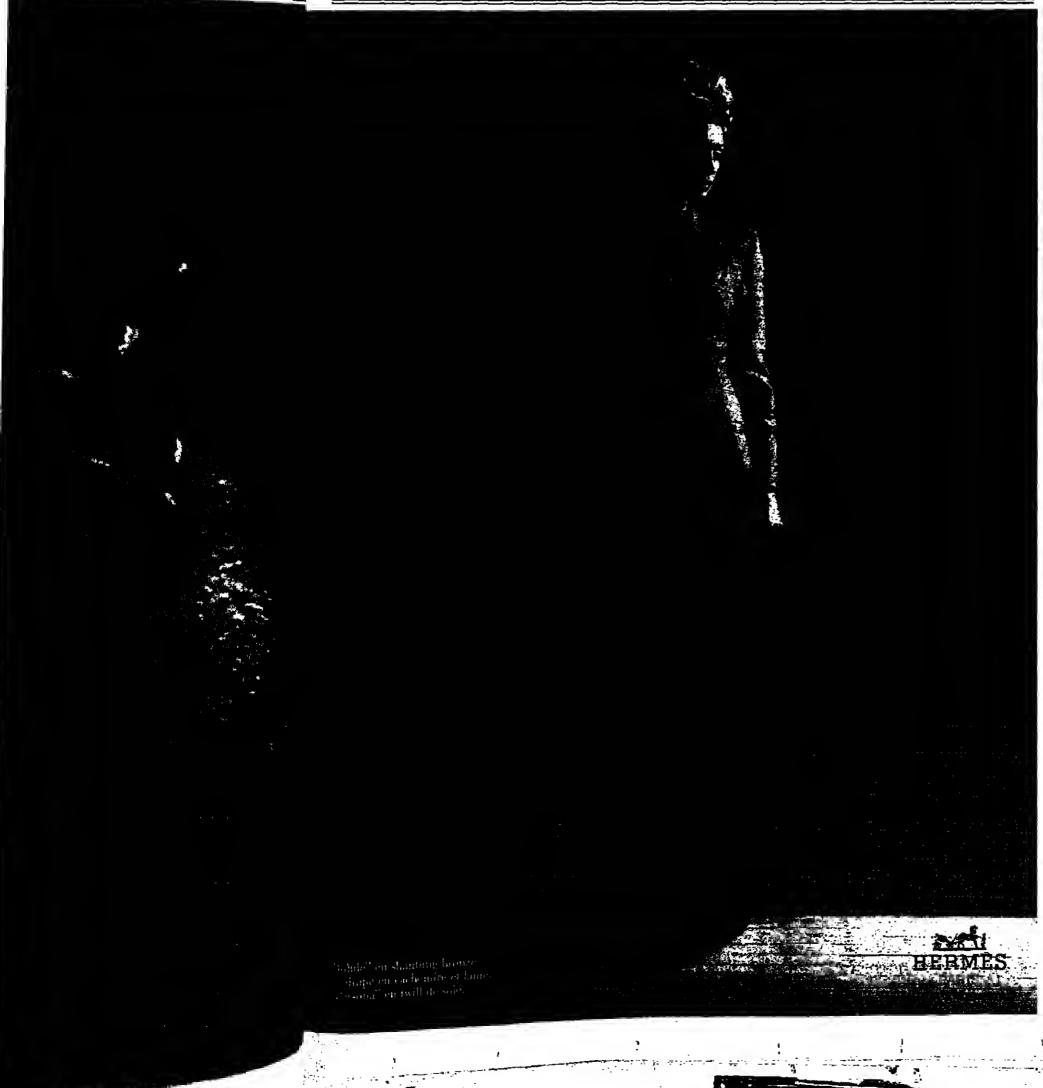
taine sous la présidence de Loik Le Floch-Prigent. ■ ALCATEL SEL: la filiale allemande du fabricant français de matériels de télécommunications a annoncé mardi 4 mars qu'elle va fermer deux de ses usines et réduire de 16 000 à 13 700 ses effectifs cette année,

après avoir accusé de nouvelles pertes en 1996. ■ MATRA COMMUNICATION: AEG Mobile Communication, la filiale allemande du groupe français, a annoncé mardi 4 mars qu'elle va cesser de fabriquer des téléphones mobiles et supprimer 600 emplois, principalement dans son usine de Berlin, sur un total de 1 350.

MHÔTELLERIE: les groupes espagnols NH Hoteles et français Ibis, filiale d'Accor, ont annoncé mardi 4 mars la création d'une société conjointe visant l'implantation en Espagne d'hôtels sous la marque fbis. D'un capital initial de 2 milliards de pesetas (80 millions de francs), la nouvelle entreprise, prévoit l'implantation de 60 à 70 hôtels sur six à

■ DE BEERS: le congiomérat sud-africaio (diamants) a annoncé, mardi 4 mars, un résultat de 828 millions de dollars (4,7 milliards de francs) pour 1996, eo hausse de 32 %. De Beers a réalisé avec la vente de diamants un chiffre d'affaires de 4,7 milliards de francs, en hausse de 7 % par rapport à 1995.

■ THOMSON CSF: le groupe d'électronique de défense a annoncé mercredi 5 mars un bénéfice net consolidé part du groupe de 745 millions de francs pour 1996, contre une perte de 791 millions eo 1995, sur un chiffre d'affaires consolidé de 36,27 milliards, en bausse de 2,2 %.



34

■ WALL STREET a terminé en baisse, mardi, en raison de ventes dans la dernière heure de transactions. L'indice Dow Jones a perdu 66,20 points (-0,96 %) à 6 852,72.

■ LE DOLLAR était ferme, mercredi S mars dans la matinée, à 1,7156 deutschemark, 5,7780 francs et 121,65 yens contre respectivement 1,7131 mark, 5,7745 francs et 121,60 yens.

7

CAC 40

7

■ LA BOURSE DE TOKYO a perdu 1,57 %, mercredi 5 mars. L'indice Nik-kei, du fait de craintes sur la croissance économique au Japon, a perdu en clôture 291,27 points à 18 273,51.

MIDCAC

7

■ LE FRANC était stable, mercredi matin, face à la monnaie allemande, à 3,3730 francs pour un mark. Il profitait de la faiblesse du deutschemark liée à la hausse du dollar.

ILA BOURSE de Hongkong a termi-né, mercredi, en baisse de 0,3 % dans un marché plutôt terne. L'indice Hang Seng a perdu 39,32 points pour terminer à 13 410,76 points.

LONDRES

¥

FT 100

NEW YORK

¥

DOW JONES

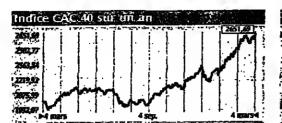
LES PLACES BOURSIÈRES

Prises de bénéfice à Paris

APRÈS AVOIR FRÔLÉ mardi ses niveaux records, la Bourse de Paris subissait des prises de bénétice, mercredi matin 5 mars, dans le sillage de Wall Street. En baisse de 0.43 % à l'onverture, l'indice CAC 40 accusait vers 12 heures une perte de 0,64%, à 2 634,60 points.

Le montant des échanges sur le marché à règlement mensuel s'élevait à 2,3 milliards de francs. Sur le Matif, le contrat sur les bons du Trésor était en recul de 40 centièmes, à 131,72 points. Le dollar restait très vigoureux, cotant 1,7130 mark et 5,78 fraocs. La veille, la Bourse americaine avait cédé près de 1%, affectée par la baisse du marché obligataire.

Les opérateurs craignent un relevement des taux directeurs américains après la publication de statistiques économiques confirmant la vigueur de l'activité outre-Atlantique. Le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, a insisté, mardi, sur le fait qu'il est « cruciol » pour la Fed



« de maîtriser l'inflotion à court

Les investisseurs attendent les décisions de la Bundesbank sur ses taux directeurs. Son conseil se réunit ieudi. La faiblesse de la croissance en Allemagne pourrait inciter l'institut d'émission à réduire le niveau de ses prises en pension, fixé à 3 % depuis la fin du mois d'août 1996.

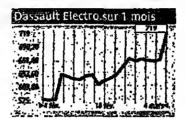
CAC 40

7

Dassault Electronique, valeur du jour

LA FILIALE de Dassault a affiché, mardi 4 mars, la plus forte hausse de la séance, gagnant 8,6 % à 719 francs. Le titre continue ainsi à profiter de la privatisation de Thomson: dans le projet commun Alcatel-Aerospatiale, Dassault Industries prévoit d'apporter Dassault Electrooique à Thomson CSF. Les propos de Serge Dassault, mardi, ont contribué à soutenir la valeur. Le patron de Dassault Industries a affirmé qu'en cas d'échec de « notre ollié Alcatel face

o Matra nous garderons Dassoult Electronique. La société va bien, ovec un chiffre d'affaires non militoire qui se développe ».



04/03

NEW YORK

Allied Signa

Boeing Co Caterpillar Inc

Coca-Cola Co

Disney Corp. Du Pont Ner

Ехжоп Согр.

Gert Electric Co

J.P. Morgan Co Mc Donalds Corp

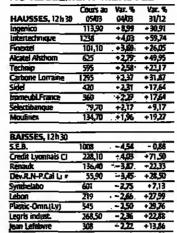
Merck & Co.Inc

Philip Moris

Union Cart

astman Kodak C

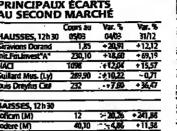
PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL



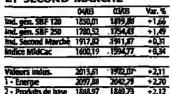
Nordon (Ny)	440 -	222	+19,89
VALEURS LE	S PLUS	ACT	IVES
CÉANCE IDEO	05/03 Tieres	Cat	italisation

	05/03 Tieres	Capitalisation
SÉANCE, 12h30	échangés	en F
Alcatel Alsthorn	462002	286758104
Danone	272937	351667968
Axa	362175	144065142,10
Carrefour	36133	125304208
LVMH Moet Hen.	91288	124035011
Elf Aquitame	223702	123754401
Eaux (Gle des)	137897	109986480
AGF-Ass-Gen-France	422540	88195673,20
Rhone Poulenc A	432784	86432059,10
	20007	No. 200 Bio 4-4

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ











MILAN

 \rightarrow

MIB 30

FRANCFORT

7

DAX 30





Wall Street rechute

LA BOURSE DE TOKYO a terminé en baisse sensible de 1,57 % mercredi, subissant des ventes importantes dans le sillage de Wall Street. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a perdu 291,27 points à 18 273,51. « Les incertitudes sur lo conjoncture écanomique du nouvel exercice comptable (à partir du l' avril) as-sombrissent le climat », expliquait Tadahiro Kamogawa, de Yamaichi Securities.

La veille, Wall Street avait terminé en nette balsse à l'issue d'uoe séance plutôt terne, et en raisoo du déclenchement de programmes informatisés de ventes dans la derolère heure de transactioos. Le mouvement a démarré sur le marché à terme de Chicago et s'est communiqué à Wall Street. « Vous ollez prendre un caté, vous revenez et vous étes confrontés à un renverse-

ment total de lo situation, sans cause apparente », remarque Ned Collins, courtier chez Daiwa Securities America. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 66,20 points (-0,96 %) à 6 852,72. Les coupe-circuits, qui freinent les opérations informatisées lorsque la variation du principal indicateur atteint les 50 points, ont été déclenchés un quart d'heure avant la clôture.

INDICES MONDIAUX

	Cours au	Cours au	Vai
	04/03	03/03	en '
Paris CAC 40	2651,69	2600,26	+1,
New-York/DJ indus.	6918,53	6918,92	~ 0,
Tokyo/Nikkei	18564,80	18429,10	+0,
Londres/FTT00	4351,60	4307.10	+1,
Francfort/Dax 30	3520,66	3263,86	+1,
Frankfort/Commer.	1145,42	1128,40	+17
Bruxelles/Bel 20	2584,17	2565,44	+0,
Bruxelles/General	2158,07	2142,43	+0,
Milan/MIB 30	1069	1069	***
Amsterdam/Ge, Cbs	505,40	494,50	+2,
Madrid/tbex 35	468,12	462,A3	+1,
Steckholm/Affarsal	2092,22	2092,22	-
Londres FT30	2866,70	2834	+1,
Hong Kong/Hang S.	13450,10	13507.30	- 0,
Singapour/Strait, t	2189,44	2196,34	-0.

New-York/DJ indus.	6918,53	6918,92	~ (
Tokyo/Nikkei	18564,80	18429,10	+0
Londres/F1100	4351,60	4307,10	+1
Francfort/Dax 30	3520,66	3263,86	+1
Frankfort/Commer.	1145,42	1128,40	+1
Bruxelles/Bel 20	2584,17	2565,44	+0
Bruxelles/General	2158,07	2142,43	+0
Milan/MIB 30	1069	1069	***
Amsterdam/Ge, Cbs	505,40	494,50	+2
Madrid/tbex 35	468,12	462,43	+1
Stockholm/Affarsal	2092,22	2092,22	
Londres FT30	2866,70	2834	+1
Hong Kong/Hang S.	13450,10	13507,30	-0
Singapour/Strait.t	2189,44	2196,34	-0

7 7



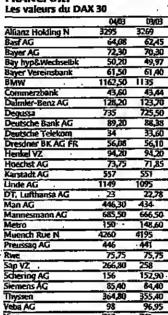




LONDRES Les valeurs du Dow-Jones Sélection de valeurs du FT 100

U5/03		0403	DHADS
72,25	Affled Lyons	4,36	4,32
71,87	Barclays Bank	11,09	10,94
65,25	B.A.T. industries	5,49	5,45
36,87	British Aerospace	13,20	12,94
8,25	British Airways	6,52	6,41
102,12	British Petroleum	6,86	6,77
78,75	British Telecom	4,32 .	4,27
65,75	B.T.R.	2,55	2,A2
60,37	Cadbury Schweppes	5,10	5,06
73,37	Eurotunnel	0,76	0,78
111,37	Forte		
89,50	Glaxo Wellcome	10,55	10,44
99,12	Granada Group Pic	9,35	9,26
59,25	Grand Metropolitan	4,59	4,53
103,37	Guioness	4,61	4,57
53	Hanson Pic	0,87	0,87
145,12	Great k	6,61	6,60
42,75	H.S.B.C.	15,18	15,05 -
108,12	Imperial Chemical	7,46	7,38
43,50	Legal & Gen. Grp	3,97 ·-	. 3,92
94	Marks and Spencer	4,88	4,97
92,50	National Westminst	7,38	7,31
136,50	Peninsular Orienta	6,65	6,58
120,37	Reuters	6,59	6,53
54,25	Saatchi and Saatchi	0,98	0,98
98,75	Shell Transport	10,56	10,38
47,50	Tate and Lyle	4,36	4,36
74,50	Univeler Ltd	15,64	15,49
	Zamada	10 72	10.26

FRANCFORT





*

Ž

i de

9,3185

LES TAUX

Recul du Matif LE CONTRAT notionnel du Matif, qui mesure la perfor-mance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse mercredi 5 mars. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars cédait 28 centièmes, à 131,84 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans

s'inscrivait à 5,49 %, soit 0,08 % en-dessous du rendement du titre allemand de même échéance. La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en baisse, les

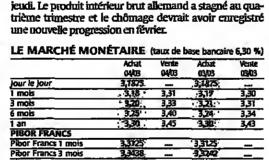
LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 04/03	jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	des prix
France	3,18	5 <i>A</i> 3	6,28	1,70
Allemagne	3,50	5.56	6,36	1,40
Grande-Bretagne	6	7,22	7,85	2,50
Italie	7	7.39	8,18	2,70
Japon	0,50	2,49		0,20
Etats-Unis	-	-656	6,80	2,90
		12		

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

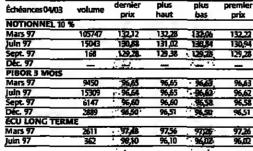
	Taux	Taux	maice
TAUX DE RENDEMENT	au 04/03	au 03/03	(base 100 fln 96)
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,02	4,04	99,97
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	4,73	4.77	101,57
Fonds d'État 7 à 10 ans	5,13	\$18	102,97
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,45	5,54	104,67
Fonds d'État 20 à 30 ans	6,05	6,18	106,81
Obligations françaises	5,46	5,52	103,04
Fonds d'État à TME	- 2,09	-211	99,98
Fonds d'Etat à TRE	- 1,95	- 1:95	99,18
Obligat franc a TME	- 2,09	-2.01	99,53
Obligat franc à TRE	+0.06	+0.06	100.10

investisseurs s'inquiétant des nouveaux signes de dynamisme de l'économie aux Etats-Unis. Le rendement de l'emprunt à 30 ans s'était inscrit en dôture à 6,87 % (6,83 % lundi). Certains analystes n'excluent pas une baisse des taux directeurs de la Bundesbank dont le conseil se réunit jeudi. Le produit intérieur brut allemand a stagné au qua-



Pibor Francs 12 me PIBOR ECU Pibor Ecu 3 mois Pibor Ecu 6 mois Pibor Ecu 12 mois MATIF

Pibor Francs 9 moi



CONTRATS	À TERN	IE SUR	INDICE	CAC 4	0
chèances 04/03	volume	demier prix	plus haut	plus bas	premier
Mars 97	20142	2661	2664	2639	2636
Avril 97	1	2637	2637	2637	2637
Mai 97	310	2641,50	2640,50	2635,50	2635,50
	1333	74.74 FB	3439 EO	2402	2404 50

Progression du dollar

LES MONNAIES

LE BILLET VERT s'inscrivait en hausse, mercredi main 5 mars, lors des premières transactions eutre banques. Il s'échangeait à 1,7170 mark et 5,79 francs, ses cours les plus élevés depuis trente-quatre mois face à ces deux devises. Il cotait par ailleurs 121,70 yens.

Le dollar est soutenu par le dynamisme de l'écono-mie américaine, qui a été confirmé, mardi, par plu-sieurs indicateurs. Les ventes de logements neufs ont

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS Beigique (100

progressé de 8,6 % en janvier, au plus baut niveau depuis mars 1986. L'indice composite des principaux indi-cateurs économiques, censé préfigurer l'évolution de la conjoncture sur les six à neuf prochains mois, a pour

7

sa part augmenté de 0,3 %, Le franc était stable, mercredi matin, face à la mon-naie allemande, à 3,3730 francs pour un mark. La lire à 997 lires pour un mark.

5,7640

7 1,7128

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

L'OR

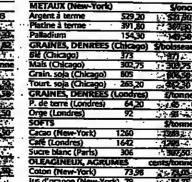
Pays-Bas (100 f ftalie (1000 lir.)

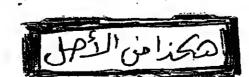
	cours 04/03	cours 03/0.
Or fin (k. barre)	66000	66400
Or fin (en lingat)	66000	66600
Once d'Or Londres	362,15	359,40
Piece française(20f)	384	384
Pièce suisse (201)	·384	382
Pièce Union Int(20f)	384	336
Pièce 20 dollars us	2460	2465
Pièce 10 dollars us	1360	1380
Pièce 50 pesos mex.	2470	2490

LE PETROLE

	PES MIV		ES P
:	INDICES		
•		05/03	04/03
•	Dow-Jones comptant	151,90	1.5
-	Dow-Jones à terme	160,53	110
-	CRB	243,57	3532
-			77.77
-	METAUX (Londres)	de	Mars/tonne
-	Culvre comptant	2453	12460
• .	Cuivre à 3 mois	2407,50	2302.50
_	Aluminium comptant	1645,25	£7656,58
	Aluminium à 3 mois	1689,50	41687
	Plomb comptant	719 .	~ 22 t50
-	Plomb à 3 mois	703	1678
	Etain comptant	5747,50	\$247,50
	Etain à 3 mois	5885	3823
	Zinc comptant	1206,50	1247
	Zinc à 3 mois	1238,50	20.3
	Nickel comptant	8115	· 密克加

LES MATIÈRES PREMIÈRES





FINANCES ET MARCHÉS LE MONDE / JEUDI 6 MARS 1997 / 19 140 95 95 96 194 96 96 195 96 196,50 535 690 91,10 380,57 337 217 380 1541 1825 RÈGLEMENT 1% 546 683 %2,70 387,50 216,30 383,60 1540 1870 CAC 40 - 0,53 - 1,58 + 1,42 - 0,68 + 1,96 - 1,72 - 1,80 - 0,14 + 0,32 - 0,93 + 0,06 + 0,50 CS Signatus (CSEE). MERCREDIS MARS Merck and Co * ... Mitsubishi Corput + 1,10 + 0,55 + 1,38 + 0,19 + 0,21 - 3,45 - 1,96 Uquidation: 20 mars Taux de report : 3,13 Cours relevés à 12 h 30 + 1,26 - 0,85 - 0,20 - 0,39 - 1 - 0,15 - 0,12 Nipp MeatPacker f..... Palement dernier coup. (1) VALEURS FRANÇAISES Norsk Hydro - 0.55 19966
- 0.05 19966
- 2.00 19966
- 1.07 20 19966
- 1.10 20 19966
- 1.10 20 19966
- 1.10 20 19966
- 1.10 20 19966
- 1.10 20 19966
- 1.10 20 19966
- 0.11 20 19966
- 0.12 20 19966
- 0.13 20 19966
- 0.14 20 19966
- 0.15 20 19966
- 0.16 20 19966
- 0.17 20 19966
- 0.18 20 19966
- 0.19 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.11 20 19966
- 0.12 20 19966
- 0.13 20 19966
- 0.14 20 19966
- 0.15 20 19966
- 0.17 20 19966
- 0.18 20 19966
- 0.19 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.11 20 19966
- 0.12 20 19966
- 0.13 20 19966
- 0.14 20 19966
- 0.15 20 19966
- 0.17 20 19966
- 0.18 20 19966
- 0.19 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 20 19966
- 0.10 是一种,我们就是一种,我们也是一种,我们也是一种,我们也是一种,我们也是一种,我们也是一种的,我们也是一种的。 第一种,我们也是一种,我们也是一种,我们也是一种,我们也是一种,我们也是一种,我们也是一种,我们也是一种,我们也是一种,我们也是一种,我们也是一种,我们也是一 B.N.P. (T.P). - 2,50 05/0796 - 0,65 12/06/96 - 1,05 07/06/96 - 1,05 07/06/96 - 1,07 12/0796 - 0,33 07/11/96 - 0,45 07/07/96 - 0,45 07/07/96 Cr_Lyonnais(T_P.)

Renzult (T_P.)

Rhone Poulenc(T_P)

Saint Gobain(T_P.)

Thomson S.A (T_P) Procter Gamble r _____ Royal Dutch ACCOR_____ VALEURS ETRANGERES 418 1860 572 375,90 558 432 157,10 208 157,10 216 201,60 9,05 305,10 202,10 - 0,47 25/09/96 420 1860 579 378,90 361,10 450 15,90 209,10 387 158 716,40 245,80 9 314 300 454 208 305 190 642,90 642,50 Scal Transport # _____ Shell Transport # _____ Signers # _____ Sony Corp. # _____ Surptomp Bank # _____ - 1,20 - 0,79 - 0,85 - 4 - 1,25 - 0,26 - 0,36 - 1,30 + 0,55 - 2,60 - 2,60 - 1,92 - 1,92 - 0,95 Bazar Hot Ville Gaz et Eaux. Geophysique G.F.C 79,70 136,10 138,10 426. 453. 547 66,20 + 0,50 199,10 - 1,92 190,20 + 0,15 190,20 + 0,15 190,20 - 2,64 525 - 2,64 527 - 2,64 527 - 3,26 527 - 1,26 528 - 1,26 529 - 1,26 529 - 1,26 520 - 0,24 01,00 %
- 0,33 04,00 %
- 2,31 02,00 %
- 15,07 %
- 15,07 %
- 15,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
- 12,07 %
-SIL CA. Castorama Dub (Li)____ 140997 010497 150694 310296 ABRÉVIATIONS 200596 B = Bordeau; LJ : 21/0596 Ny = Nancy; Ns = N 010397 57MBOLE5 CCMX(ex.COMC) Ly___ 1920 802 803 17,00 17,00 17,00 805 19,00 10,00 10,00 10,00 10 10,00 10,00 10,00 10,00 10,00 10,00 10,00 10,00 10,00 10,00 10,00 10,00 10,0 EastMan Kodak # East Rand # East Rand # East Rand # Ecto Bay Mines # Electrohiz # Erisson # Eris 3,15 43,95 361,30 184,70 188,30 50,20 24,55 587 333 467,50 42,40 25,30 50,05 50,40 Jean Lefebyre 171,76 221 530 449 279 618 580 193 465 149,86 543 32,10 SYMBOLE5 DISPRIT
SYMBOLES
12/896
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3;
22/897
22/897
DERNIÈRE COLONNE (1):
12/8976
Lundi date mardi : % variation 31/12
22/8976
Mardi date marde : montant du coupon
25/13/84
Mercoad dath instructi : montant du coupon
25/13/84
Mercoad dath instructi : montant du coupon General Motors # ____ Gle Belgique ! ____ Grid Metropolitan ___ Guinness Plc # ____ CLF-Dexts France..... Legrand ADP . Legris Indust . Locindus 05/1996 Mexcredi daté jeudi : paiement dernier de field daté vendredi : compensation (1/0995 vendredi daté samedi : nominal (1/0995 vendredi daté) (1/0995 vendredi daté samedi : nominal (1/0995 vendredi daté) (1/0995 vendredi dat Harmony Gold #_____ 271,26 1006 1216 1905 267 490 1750 315 324 1600 ACTIONS FRANÇAISES 1990 287 498 1750 1915 5215 5215 525 542 525 525 18 49,70 228 ACTIONS ÉTRANGERES Cours précéd. Financia 6492-024 Cours précéd. France LAR.D Demiers 277 1006 1218 2050 1150 227 102,30 874 551 60,05 210 89,05 310 250 280 Demiers Flora 8,75% 90-794 OAT 8,5% 87-97CA4...... 112,80 101,45 101,40 COMPTANT COURS COURT France S.A. -3050 1150 230 102 675 200 150 18,15 200 · 150 18,20 406,90 104,30 · Une sélection Cours relevés à 12 h 30 OAT 18-98 THE CAL-OAT 945-96 TRA MERCREDI 5 MARS OAT 9,501-88-98 CAL-77 450 560 160 610 110 7,60 423 26,50 360 2099 9,70 380 413 851 Baccard (Ny)
Bains C.Monaco
Bose Transations
B.N.P.Intercord - 630 - 565 168 107,45 G.T.J (Transport). Fiat Ord.... OAT 1MB 17/99 CAI ____ OAT 8,725% 89-994 ____ OAT 8,50%90k0 CAI 99,90 109,27 112,79 104,73 117,53 104,00 118,75 128,15 108,10 51 60,65 17,60 69,65 310 20 1065 **OBLIGATIONS** 26 10,05 44,06 489,90 178,60 502 158,50 Grd Bazar Lyon(Ly)... 1800 236 540 584 320 9100 18 49,50 Montedison act.ep. Olympus Optical...... BTP (b ce) CEPME 8.5% 88-77CA ... CEPME 9% 89-99 CAI... CEPME 9% 92-06 TSR ... Hotels Desaville 124,60 CFD 9,7% 90-03 CB ____ CFD 8,6% 92-05 CB ____ CFF 109,88-98 CA4 ____ Sema Group Pic **Lloyd Continent** Man I von Gerlit v) CFF 9% 88-97 CAL ... Parference. CFF 10,25%90-01 CB4 120.13 7729 51270 425 339 **ABRÉVIATIONS** CLF 8,9% 88-00 CA1..... CLF 9488-93/8 CA1..... CNA 9% 472-07...... CRH 8,6% 9294-08..... Ent.Mag. Paris. Promodes (CI)... Moncey Financiere...... M.R.M. (Ly) 2750 207 920 135 B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes. Mavigation Minte + Part-Dieu(Fin)(Ly) + 116,80 SYMBOLES Pechiney CIP... Pechiney Ind ... Poliet 262 112 500 760 816 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication Finalers ... 270 115 498 750 112,21 FDF 8.62.88-89 CAL Catégorie 3; Il toupon détaché; Il droit détaché; o « offert ; d = demandé ; 1 offre réduite ; 1 demande réduite ; « contrat d'animation. Salins du Midfi 207,60 39 4350 Emp. Etar 6%93-97 4...... Finansder 9%91-068...... 100,92 124,49 NOUVEAU MARCHE
Une sélection. Cours relevés à 12 h30
MERCREDI 5 MARS **SECOND** HORS-COTE Une sélection. Cours relevés à 12h30 MARCHE **MERCREDI 5 MARS** CNIM CAL Une sélection Cours relevés à 12 h 30 Robertet #... **MERCREDI 5 MARS** Cours précéd. Demiers VALEURS COUTS COURS Cours précéd. Demiers Cours **VALEURS** CA Paris IDF.... 64,90 7,50 90 830 8,25 90 300 181 212 730 240 270 29,50 153 165 62,50 107 89,85 1434 265,50 37 42,55 475 229,70 Sogepag #_____Sogepart (Fin)...... Sopra_____Steph.Kelian #____ CAMorbitan (Ns)..... 853 472 140 549 216 521 299 117,40 CA dise CO int. Computer f 245,10 274 30,10 150 172 84 107 89,90 PBM PBM Market PBM Mar 125 2090 1970 421,50 660 290 155 761 68 694 351,10 338,80 792 Devernois (Ly)

Ducros Serv.Rapide 200 475 1009 115 116,00 101,00 101,00 101,00 114,00 114,00 114,00 ABRÉVIATIONS Montaignes P.Gest....... Assystem I Assystem # _____ Boue Picardie (Li)___ B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes. SYMBOLES Adecto Trav. Testula-Maxi-Livres/Frofr... Mectics (Ly)...... MGI Counter...... Trouvery Cauvin # ____ Bque Tarnezud(B)#____ Bque Verns ____ Benetiau #____ B I M P ____ TIMBOLES

1 ou 2 - catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; □ offer éduite; ↓ demande : foffer réduite; ↓ demande réduite: ⊄ contrat d'animation. 1528,56
78047,84
1128,94
1139,35
1300,84
126,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127,04
127 301,24 301,24 Crédit Mutuel 222,97 271,53 Avenir Alass Créd Mut Mid Act Fr..... 317,89 Univers D Univers Actions Univers Actions Univers Chilipations 1798,98 317,89 2026,10 200,14 12451,82 17118,06 Revenus Trimestr. D 2379,50 978,28 690,46 2318,35 159,69 913,52 130,91 22799,67 261,91 1499,46 1863,39 1133,64 SICAV et FCP Cred Mut En Cour.T____ Une sélection 2071.83 - 1993.81 CIC Cred.Mut.Ep.Ind.C Cred.Mut.Ep.J 884,47 Cred.Mut.Ep.Jong.T 151,72 Cred.Mut.Ep.Monde OC BANQUES Cours de clôture le 4 mars ASSET MANAGEMENT 705 135,67 Rachat net Émission Frais inci. 11899,38 1189538 Franck Pierre 1189989 Franck Région **VALEURS** 1937,70 - 2481,26 Cred.Mut.Ep.Oblig. Cred.Mut.Ep.Quitre____ Francic Régions LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE ASIR 2000 1251.29 1077.71 LCF E DE ROTHSCHA
Asie 2000

1117,17 - Saine-Honoré Capital ...
14026 - Sc-Honoré March, Emer.
160267 - St-Honoré Pacifique ...
160267 - St-Honoré Pacifique ...
160267 - LEGAL & GEMES ...
120667 - LEGAL & GEMES ... 1078,28 407,28 378,41 1867 50 406,87 373,03 Cadence 3 D.... CDC GESTION Agipi Ambition (Ara)..... 135,10 CIC PARIS Le Livret Portefeuille D 637.72 CNCA 19091,85 815,60 907936 793921 574,73 1971,97 Ampla
Ampla Association | As BANQUES POPULAIRES 1526,85 392,77 1031,35 716,93 Interselection France D_ S.G. France opport. C_ ♦ 2413,71 1681.65 Legal & GENERAL BANK 10205,78 3763,05 1920,15 1763,89 1612,28 310,80 2157,63 1862,50 1729,30 1580,57 307,72 About Futur D...
About Futur D...
Coexis Dieze.
Eleas.
Epargné-Unie.
Epargné-Unie.
About Futur D...
Epargné-Unie.
About Futur D...
Epargné-Unie.
About Futur D...
Epargné-Unie. 1205,67
165,98
Securitary
Strategie Actions
Strategie Renderbent 1224,77 165,47 1819,91 1010,61 1892,62 40546,68 198,90 1954,13 3115,32 19865 | 286,14 | 288 | CREDIT LYONNAIS | 198437 | Euro Solidarità | 198752 | Lion 20000 C | 1 Fonds communs de placements BNP 2521,77 1624,23 11854,37 11477,52 Favor D_____ 1483,20 145172 \$75673 14065 381925 Socielance D 1734,80 Antigone Trisorerie

Natio Court Terme

Natio Court Terme 1375.77 Metural, depôts Sicav C...

CALSSE D'EP.

GALLSE D'EP.

Sical Edur, Capitalisation C...

LESPA Edur, Debrimonistaire D.

125001: Bour, Eduracion C...

125001: Bour, Céponésius C...

125004: Bour, Céponésius C...

125005: Bour, Investis D...

125005: Bour, Monistaire D...

125007: Edur Monistaire D...

125007: Edur Monistaire D... 947,13 922,66 141,64 167,58 135,54 647,08 Sogenfrance Tempo D ... 17084,24 16340,39 924,08 900,16 138,19 542,98 542,98 1978,25 1230,92 117,89 17917,09 Obstatur C. Obstatur D. - 532.86. Lion 20000 D. 2254,67 16926,87 Natio Epargre
Natio Ep. Capital C/D
Natio Ep. Croissance
Natio Ep. Obligations 1097482 Amplitude Europe C/D...
2016/73: Pancia D...
2016/73: Pancia D...
2016/73: Ceptilys C...
2016/75: Ceptilys C...
2016/75: Ceptilys C... 337,86 Lion Association CAISSE D'EPARGNE 1990 Llon Court Terme C 1997 Llon Court Terme D 163,88 SYMBOLES 26163.73 2795,82 235,40 23723,63 Revenu-Vert Sevenu-Vert
Sevenu 235,40 159,55 11185,11 657,94 1402,54 1379,28 2077,62 5434,38 193,78 252,44 245,20 1552,35 637.47 Natio Epargne Retraite -Natio Epargne Tresor --Natio Epargne Valeur ---Natio France Index ----617,55 117,14 112,16 147,32 138,59 11696 TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 1092,69 81836,62 980,32 213,07 11215,28 12915,44 12819,37 119,84 1446,04 614,82 1879,02 1437,15 1822,76 307,67 2057,69 701,46 1180 554,61 2037;32. Intensys C 657.71 Intensys D., 1156.86 Latitude C., 548.99 Latitude D.

na and in the first

7.5

. 4

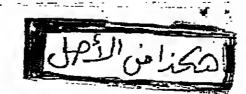
FEFTER TOO

The state of the state of

The second

\$10 July 200 M

Commence of Parison



252,27 695,22

247,32 Oblitys D...... 261,59 Planitude D...

147,32 138,59

628,33 195,90

3615 LEMONDE 619,04 391,12 Publicité financière Le Monde : 01 44 43 76 45

candidates pour recevoir les Jeux pique (CIO). Le vainqueur sera connu le 5 septembre. • LILLE esquatre ou cinq, vendredi 6 mars, à père décrocher une place dans cette Lausanne, après un premier juge- « short list », bien qu'elle ne fasse

lieu jeudi 6, ultime chance de séduire la commission d'évaluation du CIO, qui juge le projet trop éclaté. Saint-Pétersbourg, Rome, Istanbul,

cette commission rendu en février. San Juan de Porto-Rico, Stockholm,

pas partie des favoris. • UNE DER-NIÈRE presentation des projets aura avait été ébranlé par le rapport de traitement réserve à leur projet. Rio de Janeiro, dont la candidature est critiquée par le CIO, ne croit plus en ses chances.

Lille fait le forcing pour rester qualifiée dans la course aux Jeux de 2004

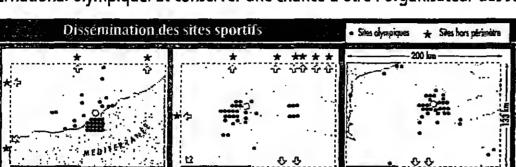
Jeudi 6 mars, à Lausanne, la capitale du nord de la France doit mobiliser tous ses atouts pour convaincre la commission d'évaluation du Comité international olympique. Et conserver une chance d'être l'organisateur des Jeux de 2004, qui sera élu le 5 septembre

LILLE de notre envoyé spécial

Lille connaîtra son sort à Lausanne, vendredi 6 mars en début d'après-midi. Peu après 13 heures, la capitale du Nord saura si elle reste dans la course olympique pour les Jeux de 2004. La décision des instances du Comité international olympique (CIO) annoncera en effet la «short list», soit les quatre ou cinq villes candidates restantes pour l'organisation des leux olympiques de 2004 sur les onze au départ.

Il ne reste donc que quelques heures pour séduire encore les quatorze membres du a collège de sélection des villes candidates finalistes à l'organisation des Jeux de la XXVIII olympiade en 2004 », leudi, une ume contenant le million de bulletins de soutien à Lille artivera d'Evian à Lausanne... sur un bateau qui traversera le lac Léman entre la France et la Suisse.

Le geste paraîtra peut-être un peu trop symbolique, mais il accompagnera ce qui est bien la prestation de la dernière chance de



La comparaison avec les dispositifs mis en place à Barcelone, en 1992, et à Atlanta, en 1996, ne semble pas défavorable à Lille, comme le montrent ces cartes des sites sportifs dessuées à la même échelle.

la délégation française devant le CIO. Il sera 17 h 25 le 6 mars, dans l'auditorium du Musée olympique. En vingt minutes de présentation, appuyée par une vidéo de cinq minutes, et dans les quelques réponses aux questions du CIO, les porte-parole de la délégation de Lille vont tenter d'arracber leur place parmi quatre ou cinq autres villes qui vont rester en lice lusqu'au 5 septembre, date du cboix

toire des leux olympiques modemes, la désignation de la ville organisatrice s'accompagne d'une procédure publique en deux étapes. Et Lille o'a pas pris un très bon départ dans cette longue course, face à dix autres candidatures souvent prestigieuses comme Rome, Athènes, Stockholm, Istanbul, Saint-Pétersbourg, Le Cap, Buenos-Aires, Rio de Janeiro, sans compter Séville et San Juan de Porto Rico. Déjà handicapée par sa Pour la première fois dans l'hisfaible notoriété internationale, la

massue la remise aux membres du ClO du rapport de la commission d'évaluation qui avait été diligentée dans les onze villes candidates.

Car cette commission, à la tête de laquelle se trouve l'Allemand Thomas Bach, n'a pas ménage le projet lillois. Elle épingle sévèrement l'éparpillement des sites sportifs, l'environnement du village olympique, le plan d'hébergement, et même le climat de la région pendant l'été. Francis Ampe,

aménagement et en environne-

délégué général de Lille 2004, a répondu point par point, dans une note de cinq pages, à ces critiques sévères et souvent injustes. On re-Celle d'une « condidoture citoyenne » qui veut témoigner de la capacité d'une métropole régioconnaît împlicitement à Lille que nale à organiser un grand événe-ment. Pour « promouvoir et redévedes erreurs ont pu être commises pendant la visite de la commission. lopper la région », comme le Le découpage du territoire fransouligne un peu lourdement le çais en 36 000 communes, et par là rapport de la commission d'évaméme de la métropole illoise en

25 villes différentes, a également Mais la délégation de Lille tentepu perturber une délégation habituée à plus de simplicité adminisra également d'élargir cette candidature à une démarche bien plus ambitieuse. Ce véntable « défi », Mais il ne sera plus temps, jeudi, selon les mots de Charles Gachepour la délégation lilloise de revelin, sera présenté comme celui de nir sur un dossier qu'il n'était pas la volonté des « métropoles èmerpossible, ni souhaitable, de modigentes » à afficher leur participafier. Le soutien populaire national indéniable de cette candidature setion au développement mondial. ra d'abord mis en avant. Ensuite, L'idée aurait pu faire sourire il y a

Un village sur le modèle barcelonais

La Commission d'évaluation du CIO n'a pas aimé le projet de village nlympique présenté par Lille. Elle parle même de « défi ». L'implantation des bâtiments destinés à accueillir les athlètes dans le quartier Saint-Sanveur, sur ce qui est actuellement un dépôt de la

NCF, paraissait pourtant une bonne Idée. Le village serait situé à quelques centaines de mêtres de l'hôtel de ville de Lille. Il a été dessiné par les architectes qui sont à l'origine de la réussite du village nlympique de Barcelone, devenu depuis l'un des quartiers les plus vivants de la capitale catalane.

« Un tel équipement ne doit pas être rélégué en banlieue, explique Oriol Bohigas, architecte des projets de Barcelone et de Lille. Et la commission semble ne pas avoir remarqué que la ligne de metro passerait dans un pont couvert, pas plus qu'elle n'a noté que le périphérique serait déplace pour laisser la place à un boulevard piétonnier. »

L'amertume des candidates « sous-évaluées »

SEPT des onze villes candidates à l'organisation des JO de 2004 ont protesté, de manière plus ou moins vive, contre le traitement réservé à leurs projets par la commission d'évaluation du

Comité international olympique (CIO). San Juan de Porto Rico, Lille, Stockholm, Saintl'étersbourg, Rome, Istanbul et Le Cap ont écrit au CIO pour faire part de leurs commentaires sur ces rapports. Bien notées pour leur part - comme Rome et Le Cap - Athènes et Buenos Aires n'ont pas réagi. Séville n'a pas voulu non plus rentrer dans la polemique, et se contente sans doute de prendre date.

Rio de Janeiro ne semble pas croire non plus à ses chances, nous Indique notre correspondant. Elle parait virtuellement écartée, en raison, notamment, des lenteurs du programme de dépollution de la baie de Guanabara et de la violence urbaine. Dans un deuxième et immense carnaval après la date, près d'un million de personnes se sont cependant jointes, dimanche 2 mars, à l'hymne « Aux cieux » lancé par le Comité Rio

2004, a l'approche du verdict. Le président brésilien, Fernando Henrique Cardoso, a également réitéré ses engagements antérieurs concernant le financement de la construction d'installations non sportives pour un

3 milliards de francs). Et Rio s'apprète à dépêcher vers la Suisse deux ambassadeurs : Pelé, star numero un de l'histoire du football, devenu ministre des sports, et Joao Havelange, président de la Fédération internationale de football et lui-même membre du CIO depuis trente-quatreans. Il précise sans ambages la mission qu'il s'est assignée : « Il est temps de ruppeler à certains de mes collegues du ClO tout ce que j'ai pu faire pour eux »...

« PAS UNE ONCE DE SYMPATHIE »

« Le rapport (de la commission d'évaluation du CIO] ne mantre pas une once de sympathie pour Istanbul, a déclaré de son côté Yalcin Aksoy, pré-sident du comité de candidature d'Istanbul. Il ne contient aucune référence au sens culturel, historique et régional de la candidature d'Istanbul. On y trouve aussi des erreurs sur les faits, des inexactitudes et des omissians concernant nos points forts. Cela semble presque délibèré. » La candidature de la ville n'est pas menacée par un coup de force militaire ou une agitation en Turquie, ont également affirmé des responsables, en réponse aux inquiétudes supposées du CIO.

La ville de Saint-Pétersbourg * peut et doit * accueillir les Jeux olympiques de 2004, a déclaré Viktor Tchemomyrdine, le premier ministre montant de 544 millions de dollars (environ russe, en téléphonant spécialement, lundi 3 mars,

à Juan Antonio Samaranch, président du CIO. M. Tchernomyrdine a estimé que le rapport d'évaluation du Comité international olympique sur Saint-Pétersbourg contenait - beaucoup d'erreurs et d'imprécisions », sans affirmer lesquelles, et a espéré que le dossier de candidature serait examiné plus attentivement, a indiqué l'agence

Le travail de la Commission d'évaluation du CIO a également créé une vive tension entre Rome et Le Cap. Le comité de candidature de la capitale sud-africaine avait reproché à Rome d'avoir organisé une campagne de dénigrement. Mais la polémique a pris fin le 26 fevrier, avec les excuses du Cap. « Nous avons été mal compris et je demande pardon pour cet épisode », déclarait alors Chris Ball, président du comité de candidature de la ville sud-africaine.

Depuis, Rome s'est trouvé un ambassadeur de choix. Mardi 4 mars, l'athlète Michael Johnson, double champion olympique du 200 m et du 400 m à Atlanta, a exprimé son espoir qu'elle soit choisie pour l'organisation des Jeux de 2004. L'Américain a déclaré: « Rome est l'une des plus belles villes du monde, riche d'histoire et de traditions. C'est un siège idéal pour les Jeux, l'espère sermement qu'elle sera choisie. J'aime oussi beoucoup la population romaine. v

Pierre Mauroy, le maire de Lille, Henri Sérandour, le président du Comité national olympique et sportif trançais, Marie-Christine Blandin, la présidente (Verts) du conseil régional du Nord - Pas-de-Calais, Guy Drut, ministre délégué à la jeunesse et aux sports, par ailleurs membre du CIO, et Marie-José Pérec, la marraine de Lille 2004, chercheront à trouver les mots pour convaincre.

LES LEÇONS D'ATLANTA

La candidature de Lille telle qu'ils vont la présenter va rester celle qu'elle est depuis deux ans. Depuis que des hommes d'affaires, des urbanistes, des responsables culturels et politiques, ainsi que des économistes, réunis au sein du Comité Grand Lille, ont repris à leur compte l'idée de Charles Gachelin, professeur d'université en

quelques mois. Elle est beaucoup moins irréaliste depuis que le CIO a dû tirer les leçons des dysfonctionnements des JO d'Atlanta.

Les responsables de la candida-ture de Lille, qui avalent abordé l'été sans grande conviction, sont revenus des Etats-Unis avec la certitude qu'ils avaient une chance et une carte à jouer. Celle d'une évolution, sinon d'un virage du mouvement olympique.

Ils pensent que le CIO a au-Jourd'bui le choix entre deux orientations : celle de poursuivre dans la voie du gigantisme, ou bien de revenir à des Jeux « à dimension humaine ». C'est celle que le projet de Lille prétend incarner. Toute la difficulté de la démarche lilloise sera de convaincre le CIO sans lui

Christophe de Chenay

Monaco réussit l'exploit de vaincre à Newcastle

En Angleterre, l'équipe de Jean Tigana a pris une option sur la qualification pour les demi-finales de la Coupe de l'UEFA

man a été suspendu, mardi 4 mars, pour un match trois semaines seulement après avoir purgé une suspension de onze matches. Lundi 3 mars, lors d'une rencontre contre Milwaukee, le joueur des Chicago Bulls avait frappé un joueur adverse au basventre. C'est la troisième fois en trois mois que Rodman est sanctionné pour coups ou insultes. -

■ BASKET-BALL: Dennis Rod-

DÉPÉCHES

ATHLÉTISME: un Marocain. sixième du champlonnat de France de cross-country, dimanche, a été reconduit à la frontière, lundi 3 mars, a révélé le quotidien La République du Centre dans son édition du mardi 4 mars. Placé en garde à vue le 26 février, Boudraa, qui était arrivé en France en 1992 avec un visa touristique de quinze jours, aurait bénéficié de la part d'un juge d'une « exception de séjour pour lui permettre de participer aux championnats de France ».

■ FOOTBALL: le procès Grobhelar devrait être rejugé, le jury du tribunal de Winchester n'étant pas parvenu, mardi 4 mars, à rendre un jugement après onze heures de délibéranon. Celui-ci a donc été dessaisi et le ministère public a déclaré qu'il entendait demander un nouveau procès pour Bruce Grobbelaar, Hans Segers et John Fashanu, accusés d'avoir truqué des matches du championnat d'Angleterre pour un réseau de

II. Y A des gestes qui ne trompent pas, des gestes rares, ignorés du commun des joueurs de football. Thierry Henry appartient à la catégorie de ceux qui en savent un peu plus, et font de leurs chimères d'attaquant beaucoup

mieux qu'un reve. C'était à la 59 minute d'un combat

FOOTBALL ces éternelles batailles d'Angleterre où chaque pouce de terrain est un monde à conquénr. Les Monégasques s'étaient épuisés à courir, à tacler, à tarir les ressources de la moindre occasion.

Les joueurs de Newcastle laissaient causer leur rage naturelle. Kenny Dalglish, leur entraineur écossais, veut en faire des combattants du football, des horames de peine, de sueur et de larmes ? Soit. Ils ne demandaient qu'à se battre. lis appuyalent, de toutes leurs forces, encourageaient les folles chevaucbées de David Ginola, le · Frenchie v. vers les buts adverses, à peine ralenties par la nécessité de queignes dribbles. Quand vint la

59 minute_ L'action alla si vite qu'il faut encore la décrire, revisiter l'impeccable scénario d'un but peu ordinaire. Le ballon était anglais. Ali

l'AS Monaco, parvient à s'en emparer. Jusque-là, rien d'autre que l'une de ces multiples interceptions qui ont émaillé la rencontre, dès le coup d'envoi. Ballons pris et repris, futiles détails de l'ordinaire du football. Sauf que cette fois, Ali Benarbia a apercu Thierry Henry, porté par l'élan de ses vingt ans sur la dernière ligne anglaise.

La passe est idéale, suffisamment dosée pour donner libre cours à la magie. Car Henry est un peu magicien. Sur son aile, il s'amuse de ces tours qui donnent le vertige aux plus solides des défenseurs. Pour

Benarbia, le petit meneur de jeu de quitter les limites du terrain, il ap-dispersion, le souci de briller sous le proche la tigne blanche. Newcastle respire déjà. Le jeune attaquant se jette alors de tout son corps, de toutes ses jambes. Tel un équilibriste en déséquilibre, il parvient à centrer parfaitement en retrait. Sonny Anderson, son coéquipler brésilien, sans cesse à l'affût des bons coups, n'a plus qu'à marquet. Monaco mène à Newcastle.

Ces derniers temps, on ne le voyait pourtant plus guère sur les pelouses, Thierry Henry. De par la volonté de Jean Tigana, son entraineur, il était cantonné sur le bord, spectateur contraînt et forcé des faire bonne mesure, il en attire deux matches de son équipe. Lui était reà ses basques. Le ballon s'appréte à proché pèle-mèle, une tendance à la

L'Inter Milan malmené ; Tenerife surpris

Comme Monaco, l'Inter de Milan a pris une optinn pour les demifinales de la Coupe de l'UEFA, mardi 4 mars, non sans avoir été malmené par les Belges d'Anderlecht à Bruxelles (I-1). Les Italiens, solides et plus expérimentes, ont subi les offensives des jeunes joueurs belges (but de Brunn Versavel à la 27º minute) avant d'égali-ser grâce à leur joueur brésilien, Marco Brunca (63º).

A Gelsenkirchen, en Allemagne, Thomas Linke et Marc Wilmots (44° et 82°) permettent à Schalke 04 de s'offrir une nette victoire sur les Espagnols de Valence (2-0).

Sur le terrain de Tenerife, aux Canaries, Brandby a créé la surprise en s'imposant 1-0. Les Espagnols qui souhaitaient continner sur la lancée de leur large victoire cootre Barcelone (4-0), samedi en championnat, ont été pris de vitesse par les Danois (but de Möller à la 29 minute). Jouant de malchance, ils ont aussi raté un penalty (60°) et fini à dix, après l'expulsion de Rubaina pour jeu vinjent.

maillot de l'équipe de France espoirs plus que sous celui de Mona-

Mais en cette occasioo de déplacement européen, Tigana n'a pas hésité. Il sait bien que le turbulent jeune homme peut être un joueur décisif, un atout dont il serait trop bête de se priver. S'il a quitté le terrain à un quart d'heure de la fin, c'est à cause d'une blessure à l'épaule. Il n'est plus en disgrace. Le voila, porte-étendard de l'avenir d'une équipe, qui mêle habilement stars et footballeurs de l'ombre, Sonny Anderson et Lilian Martin, qui impose sa cohérence à l'Europe, après en avoir assorimé le championnat de France.

A Newcastle, Thierry Henry n'a pas été le seul à s'illustrer. Fabien Barthez, le gardien de but, s'est fendu d'un arrêt décisif (76°), qui a empèché l'égalisation anglaise. Les autres, tous les autres, n'ont jamais renoncé, toujours prets à saisir une occasion de défendre, une chance d'attaquer.

L'occasion était trop belle. De réussir quelque chose dans une Angleterre si rude au football hexagonal. De contredire le vilain chiffre qui montre qu'en 19 confrontations franco-anglaises dans les Coupes d'Europe, l'Angleterre a vaincu à 17 reprises. Le dernier club éliminé était justement Newcastle, sorti par

Bastia de la Coupe de l'UEFA en 1978. Le club du Nord, tout proche de l'Ecosse, avait déjà pris sa revanche de l'insolence tricolore, cette saison, en éliminant Metz. Il se présentait dans une formation diminuée devant le public du stade de

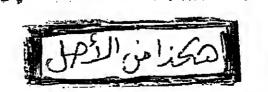
Saint James Park. L'équipe était privée de trois de ses meilleurs attaquants: Alan Shearer, l'avant-centre, et Les Ferdinand, tous deux membres à part entière de l'équipe nationale, sont blessés; Faustino Asprilla, le Colombien, était suspendu. Et David Ginola n'est plus qu'un intérimaire, souvent boudé par Kenny Dalglish, insensible à ses dons offensifs.

Mardi 4 mars, à Newcastle, a sonné l'heure d'une autre génération, avide d'occuper le haut de l'affiche européenne, et peu respectueuse du passé. Il ne lui reste qu'à confirmer dans deux semaines au stade Louis- Il à Monaco, lors du match retour. La preuve sera alors faite que rien n'est impossible à Thierry Henry et à ses copains.

Pascal Ceaux

NEWCASTLE-MONACO 0-1

Pour Monaco: but de Sonny Anderson (59°). Avertissements: Watson (51°), Lee (56°), Peacock (90°) pour Newcastle; Patrick Blondeau (68°) рош Монасо.



Les créateurs de Dolly annoncent la naissance prochaine de moutons « humanisés »

Cette nouvelle première mondiale est attendue dans les mois à venir

En matière de donage, la recherche est plus avan-cée qu'on ne le pensait. Moins de deux semaines après la révélation de la naissance de Dolly, pro-cété PPL Therapeutics ont dévoilé au « Monde » nétique, d'autres moutons dont le patrimoire gé-cété PPL Therapeutics ont dévoilé au « Monde » nétique avait été au préalable « Inumanisé ».

EN MATTÈRE de clonage, tout va beaucoup plus vite qu'oo ne le pensait. Après la révélation dans les colonnes de l'hebdomadaire britannique Nature de la création et de la naissance de la brebis Dolly, premier mammifère obteou par clonage d'une cellule prélevée sur un animal adulte, et après l'annonce de la création de singes par clonage de cellules embryonnaires (Le Monde du 4 mars), les chercheurs écossais du Roslin Institute d'Edimbourg et de la société privée PPL Therapeutics divulguent qu'ils soot, déjà, en passe de franchir l'étape suivante.

Dans un entretieo accorde au Monde, le docteur Alan Colman, responsable de la recherche et du développement à PPL Therapeutics annonce une prochaine première mondiale. Interrogé sur les actes de recherche actuellement développés par l'équipe écossaise, le docteur Colman nous a déclaré: « Nous sommes octuellement en troin d'étendre lo technique du clonage aux espèces bovine et porcine. Nous espérons obtenir le premier mouton transgénique fabrique à partir de lo technique de transfert de nayatos, lo naissance étant attendue dans quel-

En d'autres termes, les chercheurs écossals ont réussi à appliquer les procédés qui ont permis la création de Dolly à des mammifères d'un genre très particulier : des moutons ao stade embryonnaire. Le patrimoine héréditaire de ces

des gènes humains codant pour certaines protéines ayant été greffés au sein de ce patrimoine. L'équipe écossaise reste dans sa logique technique et économique: obtenir la duplication d'animaux transgéniques de manière à améliorer le faible rendemeot et la lourdeur des techniques qui caractérisent la création embryonnaire de tels animaux.

GRANDE MAÎTRISE

Disposer de la technique du clonage d'animaux adultes à partir de simples transferts de noyaux de celhiles somatiques placées dans des ovocytes au préalable énucléés permettrait de multiplier à l'infini le nombre des animanx dont les productions oaturelles (le lait, en l'occurrence) sont extrêmement précieuses dans la mesure où elles recèlent des molécules bumaines pouvant être utilisées, après purification, en tant que médicament. Le fait que l'équipe écossaise en soit à ce stade de développement de sa technique en dit long sur la maîtrise qu'elle a, dès aujourd'hui, de cette

PPL Therapeutics dispose, depuls quelques années déjà, de plusieurs centaines de brebis transgéniques et dans le lait desquelles on trouve, selon les animaux, des protéines dont on peut envisager l'utilisation contre l'infarctus du myocarde ou contre la mucoviscidose. La technique de la transgenèse appliquée à la production de substances pharanimaux avait été «humanisé», maceutiques est uo secteur en

pleine expansion et dans lequel de substantiels progrès sont actuellement réalisé.

La firme Genzyme de Cambridge

(Massachosetts), concurrente directe de PPL Therapeutics, vient ainsi d'annoncer, lors d'une conférence sur les thérapeutiques transgéniques organisée à West Palm Beach (Floride), la production d'un médicament (un anticorps monoclonal pour une thérapeutique anticancéreuse) à partir de lait de chèvre. « Le niveau de production de cet anticorps monocional dons le lait o été de 14 grommes par litre, soit plus de dix fois les niveaux de production atteints à partir des cultures celluloires pour des onticorps comparobles », précise-t-oo auprès de Genzyme, où l'oo souligne que ce travail est conduit eo collaboration avec la multinationale pharmaceutique Bristol-Myers Squibb. Genzyme a également obtenu la production, via soo troupeau de chèvres transgéniques, d'antithrombine III, molécule aux propriétés anticoagulantes dont les essais cliniques de phase Il chez l'homme viennent de s'achever aux

ment être élargis à l'Europe. A Edimbourg, 00 entend rester serein devant l'émotion internationale qui a suivi l'annonce de la création de Dolly et celle que suscitera la perspective de la création îmminente de troupeaux de chèvres, de porcs ou de bovins dont les patri-

Etats-Unis et devraient prochaine-

tialement modifiés et humanisés avant d'être clopés. Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, le docteur Coleman souligne que l'activité de la firme PPL Therapeutics ne porte pas sur les aspects fondamentaux de l'embryologie, de la génétique ou de la différenciation cellulaire mais « concerne en priorité les application biomédicales »

« Nous ovons été surpris devant l'ampleur de la réaction politique et internationale qui, aux Etats-Unis et en Europe, o suivi l'annonce de la publication de notre résultat concernant Dolly, ajoure le docteur Colman. Mais nous espérons aujourd'hui que tout le débat permettra une meilleure compréhension du public et nous aidera en définitive à continuer à faire ce que nous jaisons. »

Le docteur Colman estime toutefois que la question de savoir comment on pourra rassurer l'opinion publique internationale quant au risque de clonage dans l'espèce bumaine est une question « difficile ». « Les institutions publiques peuvent contribuer à atteindre un tel objectif et soutenir ce que nous sommes actuellement en train de réaliser », souligne-t-il. « Il est intéressant de noter que l'on peut théoriquement modifier depuis environ dix-sept ans le patrimoine génétique d'être humains en injectant tel ou tel gène dons un œuf fertilisé, conclut-il. Il est rassurant de voir qu'oucun chercheur « fou » n'o choisi une telle option. »

« Une barrière morale »

Dans un article à paraître le 13 mars dans la revue scientifique internationale Nature, le professeur Axel Kahn, spécialiste de génétique, écrit notamment à propos des perspectives de clonage humain: « Quel sergit olors ce monde qui accepterait que des "créateurs" humains s'arrogent le pouvoir d'engendrer des créatures ò leur image, (...) copies conformes de corps ayant déjò vécu, mi-esclaves, mi-fantasmes d'immortalité? Les résultats des chercheurs écossais ont décidémment de nombreux mérites. L'un d'entre eux est de nous mettre tous face à nos responsabilités: si nous redoutons les perspectives évoquées plus haut, ce n'est pas une barrière technique qui nous en prémunira, mais bien uniquement une barrière morale plongeant ses racines dans notre réflexion sur les bases de notre dignité, et cette barrière-là est certainement celle qui est la plus digne

Bill Clinton demande un moratoire volontaire sur le clonage humain

Les scientifiques sont invités à suivre l'exemple

WASHINGTON

de notre correspondant Les hommes ne doivent pas « essayer de se prendre pour Dieu ». C'est par ce raccourci que Bill Clinton a justifié, mardi 4 mars, sa décisioo d'interdire que des fonds fédéraux puissent être consacrés à des expériences sur le clonage humain, ainsi que son appel en faveur d'un moratoire volootaire de la communauté scientifique. Cette directive présidentielle, dont la signature dans le bureau ovale a été télévisée afin d'en accentuer la solennité, n'a pas pour objet de corriger une pratique en vigueur, puisque l'administration ne finance actuellement aucune recherche de ce type. M. Clintoo a surtout voulu faire partager aux chercheurs ses préoccupations, sachant que la majeure partie des expérieoces dans ce domaine sont effectuées sur fonds privés.

Désormais, aucune agence fédérale n'est autorisée à « engager, financer ou soutenir » de telles activités. De même, «toute lo communouté scientifique, choque fondotion, choque université et choque entreprise travaillant dans ce domoine » est invitée « à suivre l'exemple » du gouvernement. L'initiative du chef de la Maison Blanche revient à mettre en place un garde-fou, dans la mesure ou la législation américaine ne prévoit aucune réglemeotation spécifique visant à cootrôler ou interdire le développement du clonage. En 1996, M. Clinton avait déjà signé une ordonnance bannissant l'utilisation de fonds fédéraux pour des recherches liées à la manipulation des embryons humains, et le Congrès s'était prononcé dans le même seus.

Le dépôt de « brevets de créatures vivantes » est cependant autorisé depuis une décision de la Cour suprême, ce qui s'est traduit par l'octroi de brevets sur des gènes utilisés pour produire 29 animaux génétiquement modifiés (en Europe, la directive sur le brevetage du vivant est encore eo discussion). M. Clintoo exhorte la communauté scientifique à respecter ce moratoire, au moins jusqu'à ce que les incidences légales et ethiques de telies manipulations soient identifiées. Après l'annonce de la naissance de Dolly, la brebis écossaise « clonée », le chef de l'exécutif avait demandé à la Federal Bioethics Advisory Commissioo de lui remettre un rapport avant trois mois.

Le premier week-end de mars, des chercbeurs du ceotre de recherches des primates de l'Oregon

avaient annoncé avoir effectué le clonage de deux embryoos de singes, selon une technique voisine de celle utilisée par l'équipe du Dr. Ian Wilmut. Insistant sur les aspects moraux et éthiques du clonage, M. Clinton a reconnu que l'expérience écossaise est suscepn'ble de déboucher sur « d'énormes bénéfices », comme la « promesse de traitements médicoux révolutionnoires ». Mais, a-t-il souligoé, « comme lo fusion nucléaire, c'est une découverte qui nous impose des obligations (...). « Chaque vie humoine, a-t-il poursuivi, est unique, née d'un miracle qui surpasse lo recherche scientifique. Je crois que nous devons respecter ce codeau », a ajouté le présideot, estimant qu'il faut « résister à la tentation de nous copier ». La prise de position de M. Clinton devrait être accueillie favorablement par la communauté scientifique, ainsi que par les représentants des Eglises, si l'on en juge par la tooalité du large débat public qui s'est développé depuis une dizaine de jours aux Etats-Unis. Physieurs experts, cités notamment par le New York Times, se sont prononcés en faveur d'un moratoire, comme le professeur Ted Peters, auteur du livre Ploying God? Genetic Determination and Humon freedom, pour qui le clonage humain n'est pas immoral par

ESPOIRS ET PEURS

Les espoirs et les peurs liés aux potentialités du clonage humain se mèlent, a résumé le docteur Glenn Bucher, président du collège théologique de Berkeley, évoquant les « énormes perspectives pour le mol et les énormes perspectives pour le bien ». Celles-ci, a souligné le docteur Robert Coles, psychiatre à Harvard, a séduisent notre norcissisme, parce que [ce débat] danne une dimension Divisione d l'imag noire selon lequel chocun pourroit se survivre à travers une reproduction de lui-même ».

Le docteur Maher Hathout, cardiologue et porte-parole du Centre islamique de Californie du Sud, a estimé quant à lui que, du point de vue de la religion musulmane, il n'y a pas de limites à la recherche. parce que « lo connaissonce nous a été conférée par Dieu ». Ce à quoi le rabbin Moshe Tendler, expert en éthique médicale à l'université Yeshiva de New York, a répondu : « Le vrai problème est que, à choque fois que l'homme o montre sa moîtrise de l'hamme, celo a toujours produit l'asservissement de l'homme. »

Laurent Zecchini

Londres coupe les crédits à l'institut Roslin

Detate 200 tinancemeot public. C'est ce qu'a en Grande-Bretagne comme ailannoncé, vendredi 28 février, le ministère britannique de l'agriculture (MAFF). Mais cette décision a été rendue publique en plein cœur de la cootroverse autour de Dolly et a été jugée décourageante par les scientifigues concernés. Applicable au 1ª avril, la me-

sure est motivée, pour les autorités, par une logique raison financière et politique dans une période de restrictions budgétaires tous azimuts. «S'ils ont fini de chercher ce qu'ils étaient supposés chercher, il est normol que le finoncement s'arrête » a indiqué un porte-parole du mi-

La décision de réduire l'aide ou le avril? Je compte remuer tifiques, politiques ou religieux. leurs, en a sans doute accéléré la mise eo place. Jusqo'à cette annonce, le ministère de l'agriculture subventionnait à bauteur de 2,3 millions de francs par an les recherches de l'insti-

tut soit 65% du montant des

travaux, le reste provenant de

la firme PPL Therapeutics.

DÉCISION BRUTALE

Le professeur Grahame Bulfield, directeur de l'Iostitut, s'est déclaré choqué par la brutalité de cette décision tonchant un projet qu'il juge ultraprioritaire: « Comment pouvons nous être supposés résoudre nos problèmes de finoncement d'ici

Vient de rire. Souverain, il bâtit sa

propre maison. Quatre sur six. - X.

1. A en charge le manger et le

boire. - 2. La reprise n'est pas

n'importe quoi. - 4. Dit et redit en

Médoc. - 6. Bien descendu. Trans-

porte ou facilite le transport. - 7.

Elles en jettent vraiment.

VERTICALEMENT

de notre correspondant à l'institut écossais aurait été ciel et terre pour conserver L'équipe, de chercheurs de prise à la fin de l'année der- l'argent nécessoire d notre prol'Institut Roslin d'Edimbourg, nière. La vague de protesta-responsable du premier clonage tions emanant de milieux scien-té qu'il avait déjà reçu des ré-DOTISES « encourageantes » des milieux industriels. Cela ne l'a pas empêcbé d'agiter la menace de licenciements - l'Institut a déjà vu ses effectifs fondre de 450 à 170 eo dix ans - de même que le risque de voir partir ses chercheurs vers d'autres pays plus clémeots, comme l'Australie et d'être dépassés par eux.

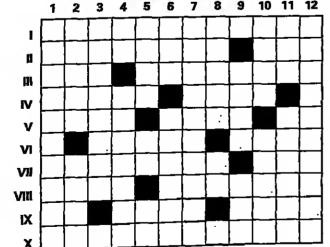
Pour sa part, le docteur lan Wilmut, responsable de l'équipe de clonage, a suggéré que le gouveroemeot prenne en charge le financement de la recherche fondamentale, laissant le secteur privé se charger de la recberchée appliquée.

Patrice de Beer

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 97039

SOS Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

L jeux d'enfants ou jeux de bureaucrates. - II. Travail de bureaucrate. Parution d'un nouveau timbre. - III. Oo ne peut l'ignorer, même quand on ne la connaît pas. Celui de tous les jours. - IV. En tient une bonne couche. encore sûre. Disparaît chaque jour. Saisons. - V. Ne peut vivre sans son - 3. Donne son avis sur tout et porc. Ceux du Poitou sont résistants. Expression admirative. - VI. ricanant. Petite touffe de poils. - 5. Beau morceau de brie. Sa loi fait A la fois suprême et auxiliaire. fumer les marchands de tabac et Auxiliaire seulemeot. Dans le d'alcool. - VII. N'est plus en circulation. Arbre découpé. - VIII. Dupées. Fiftiste, elle animait les Héloise y planta des asperges, fêtes avec ses huit copines. - IX. Monet et Manet leur chevalet. - 8.

Des bêtes dressées derrière la bête. Facilite la liaison. - 9. Porte atteinte à celui qu'il touche. Homme de cour bien en robe. - 10. Passé sous silence. Envoyat directement pointer à l'ANPE. - IL Dans le plus simple des appareils. Fait aujourd'hui soixaote-huitard attardé. - 12. Ont eu droit à de beaux et longs discours.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 97038

HORIZONTALEMENT 1. Vinificateur. - II. Economes. Ure. - III. GAN. Lanterne. - IV. Erse. Gercées. - V. Tétine. 00. SC. -VI. Odorante. - VII. Lapée. Ca. Csm. - VIII. II. RTL Uorep (Pérou). - IX. Eté. Omettait. - X. Nord-

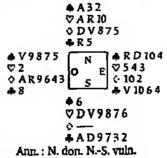
VERTICALEMENT

1. Végétalien. - 2. Icare. Alto. - 3. Non-stop. Er. - 4. In. Eider. - 5. Fol. Nostoc. - 6. Imager. Lmo. - 7. Cène. Ac. Er. - 8. Astronaute. - 9. Ecot. Oté. - 10. Eure. Ecran. - 11. Urnes. Sein. - 12. Réescompte.

BRIDGE PROBLÈME Nº 1727

du génie humain. »

UN TOURNOI D'ENTREPRISE L'esprit d'entreprise doit être le propre des bridgeurs quand les perspectives sont favorables. comme c'est la qualité principale des chefs d'eotreptise. Vous allez voir pourquoi.



Ouest Nord Est 1 SA passe 3 ♥ passe 3 A passe 6 👫 passe 70 passe passe...

Ouest a eotamé l'As de Carreau et Sud a coupé, puis il a donné deux coups d'atout. Mais au secood tour Ouest n'a plus fourni.

Comment Sud peut-il gagner ce

LE Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdée sans l'accord

133, evenue des Chemps-Elysées

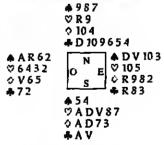
GRAND CHELEM A CŒUR contre FAUSSE IMPRESSION

toute défense? Réponse. Si vous ne connaissez pas la manœuvre que le docteur Guillemard a mise au point et qu'il a publiée dans un livre, Le Bridge pratique, en._ 1931, vous avez des chances de chuter ce grand chelem qu'un expert doit réussir « à cent à l'heure », car le mécanisme de ce

coup est automatique. Quelques joueurs vont faire tomber le dernier atout d'Est et jouer Trèfle en espérant un bon partage, et ils chuteront puisque Est a quatre Trèfles. Mais il suffit alors de garder le troisième atout du mort et de jouer deux fois Trèfle: 1º Si les Trèfles sont bien partagés, le déclarant donne le troisième coup d'atout et fait le reste; 2º S'ils sont moi répartis, il gagne encore si l'adversaire (Ouest), qui n'a plus de Trèfle, n'a plus d'atout (ce qui était le cas). Ainsi, Sud pourra couper un Trèfle avec le troisième atout du mort. Voici le déroulement du coup : As de Carreau coupé, As, Roi de Cœur, Roi de Trèfle, Dame de Trèfle, 3 de Trèfle coupé avec le 10 de Cœur, 7 de Carreau coupé, Dame de Cœur et le reste est maître.

La manœuvre de Guillemard est une précaution qui ne coûte rien, car, si après deux coups d'atout un adversaire coupe au deuxième coup de Trèfle, oo ne pourra pas faire treize levées.

Cette donne a été jouée en partie amicale à petit tarif. Pour réussir 4 Cœurs, oo ne doit pas se laisser influeocer par une certaine couleur.



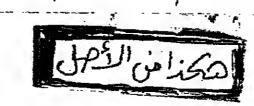
Ann.: S. don. Pers. vuln.

Ouest Nord Gervals Duclos D.L.D. Dartigue passe 1 SA passe 10 passe 4 9 passe_

Ouest ayant attaqué As et Roi de Pique, puis le 6 de Pique pour le Valet d'Est, comment Sud doit-il jouer pour gagner QUATRE CŒURS contre toute défense, les atouts etant 4-2?

Note sur les enchères. Sur la réponse de « 1 SA », Sud aurait dû déclarer « 2 Carreaux » (bicolore économique) ou « 3 Carreaux » (à saut) et oon pas « 3 Coeurs » avec cing cartes seulement dans cette couleur.

Philippe Brugnon



Mozambique, la fierté timide

Robinsons argentés et globe-trotteurs en mal de terres vierges trouvent leur bonheur dans l'ancienne colonie portugaise

SI ON A ÉCHAPPÉ à Johannes-burg et ses crimes dix fois plus nombreux qu'à New York, Maputo, avec ses rues calmes et la farouche douceur de ses babitants, Maputo dont les regards indolents contrastent avec les yeux sud-africains aux aguets, apparaît comme un havre. On s'y pose, on s'y repose. Le crépuscule n'apporte aucune mauvaise surprise, seulement dans une lumière verte, des enfants sur des trottinettes, profitant de chaussées presque sans voitures. Pauvreté n'est pas vice ; pauvreté rime ici avec séré-

Les colonisateurs portugais avaient vu grand pour Lourenço-Marquès (avant d'être rebaptisé du nom d'un fleuve voisin, Maputo porta jusqu'en 1976 le patronyme d'un aventureux commerçant lusitan du seizième siècle) ; ils tracèrent, sur un plateau dominant l'océan, de spacieuses avenues plantées de jacarandas, palmiers, flamboyants, ficus et filaos ; dessinèrent des jardins botaniques : commandèrent même à Eiffel cette Maison de Fer, d'ailleurs inhabitable en raison du climat, devenue ensuite le blason de la ville, damant le pion au club naval Art nouveau et à la cathédrale Art déco. « Si le Mozambiaue doit lo principale curiosité de sa capitale à un ingénieur français, il doit sa capitale elle-même à un chef d'Etat français », rappelle galamment un ministre X., lors d'un diner en l'honneur d'une délégation parisienne frappée d'étonnement.

Et soudain de vieilles histoires, et l'Histoire, remontent à la surface : après l'abolition de l'esclavage par la France en 1848, des planteurs réunionnais voulurent se fournir en main-d'œuvre sur les côtes interminables (2 500 km) de la possession portugaise. Cela finit par la saisie

d'un bateau français, mais Napo-léon III prit la mouche et menaça de bombarder Lisbonne, voire l'île Mocambique alors chef-lieu de la colonie. Dieu merci I Mac-Mahon, en 1875, fit oublier cette mauvaise manière en rendant un arbitrage détavorable aux prétentions anglaises sur la région de Lourenço-Marquès.

sa table de travall, le dossier en vue d'une adhésion mozambicaine à la Prancophonie, après l'admission de Maputo dans le Commonwealth en 1995, puis dans la Lusophonie lancée en 1996 : « Notre entrée dons le Commonwealth s'explique par notre environnement continental, exclusivement anglophone, tandis que notre tentation francophone est justifiée parce que tous nos voisins insulaires de l'océan Indien parlent français et, en plus, par l'héritage du colonialisme portugais qui enseigna le français oux Africains lusitanisés. » Cet actimage à trois idiomes « blancs » n'est guère critiqué que par quelques « piedsrouges », Mozambicains d'origine européenne cultivant les langages autochtones, comme s'ils voulaient ainsi racheter les pêchés locaux de leurs aïeux. Des aïeux dont les premiers vinrent, il y a un demi-millénaire, attirés par le Monomotapa, ce rovaume noir aurifère qu'évoque La Fontaine dans sa fable Les Deux

Paris a « assuré »: dépêchant ici les courriers d'Air France et le signal modulé de ses ondes mondiales; rachetant un ancien bordel avec ses 3 000 m² de vérandas, boudoirs et couloirs pour le muer en centre culturel tonitruant, au cœur de Maputo; envoyant son ministre de la coopération avec d'intéressants crédits. Les touristes, eux, ne viendont pas tout de suite. Le Mozambique



quelques années de grâce. Seuls y séjournent, dans des pensions de famille très Vieux Portugal, quelques globe-trotteurs, fatigués de la dureté sud-africaine, ou, dans l'unique palace, des robinsons friqués en quête de plages vralment vierges, de pêches au requin, à l'espadon ou au marlin comme à Cuba aux beaux jours d'Herningway, de brousses pas encore parcquisées. Epargnée par la guerre d'indépendance (1964-1974) et par la guerre civile (1977-1992). Maputo passerait presque aujourd'hui pour une sorte de Nice avant les Anglais, mâtinée de Casablanca avant la surpopulation. Elle compte quand même déjà deux millions d'âmes et elle commence à manquer d'eau. Le ver est sans doute déjà dans le fruit.

A l'égard du passé, mi nostalgie ni rancune, même s'il est difficile de percer la vérité des sentiments et des souvenirs, derrière cette fierté timide et intimidante des Mozambicains, finaiement assez semblable au comportement du peuple portugais. Les colons menaient rudement leurs indigènes mais ils couchaient sans honte avec eux et ils étalent souvent

aussi pauvres qu'eux. C'est clair que la vie devait naguère être plus coquine, au moins

mais seules le disent encore les photos ironiques ou pathétiques de Ricardo Rangel, Maputois de souche afro-gréco-chinoise; des photos tirées avant-hier dans des bars à filles et à marins, qui n'existent plus. A «La Boite» - signalée en français, langue grivoise, par un mince néon bleu-blanc-rouge sur le front de mer nocturne - on danse sagement la même macarena que partout ailleurs dans le monde. Un danseur ou sa partenaire a laissé sur une banquette A Terra sonnombula, roman de Mia Couto, écrivain du cru, d'ascendance portugaise, qui a su pimenter juste ce qu'il faut son parler natif de créolismes et de bantouismes. Ce soir-la on aurait volontiers décerné au Mozambique un triple prix de vertu, d'équilibre et de discrétion.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

* Lire: Le Mozambique, de Daniel Jouanneau, 1995, Karthala, 205 p., 120 F: Naissance du Mozambique (colonial), de René Pélissier, deux volumes totalisant 880 pages, Ed. Pelissier, 78630 Orgeval, 558 F port compris.: Littérature du Mozambique, revue Notre Librairie nº 113, 120 p., 50 F, CLEF, 57, boulevard des Invalides, 75007 Paris.



Lourenço-Marquès, aujourd'hni Maputo, était la seule ville « luxueuse » de l'empire colonial portugais (photo datant de 1964, titrée « Chiens de luxe promenant le boy », extraité de l'album Ricardo Rangel, photographe du Mozambique, édité en 1994 par Findakly et le Centre culturel franco-mozambicain de Maputo. Les jeunes Mozambicains apprennent encore parfois l'histoire dans ce livre datant de 1959,

PARTIR

MARATHON DE BOSTON. Sa 101º édition aura lieu le lundi 21 avril, jour férié en l'honneur du patriote Paul Revere. Organisé par la Boston Athletic Association, il attire quelque 25 000 participants. Sachant qu'American Airlines dessert Boston par un vol non-stop quotidien de sept beures au départ de Paris, qu'un nouveau site Internet sur la région vient d'être créé par les autorités locales et que le guide The Arts in Massachusetts vient d'être publié, on peut déjà organiser son séjour.

* Renseignements: Bureau de promotion Boston-Massachusets, 5 bis. rue du Louvre, 75001 Paris, tél.: 01-44-77-88-07.

■ PÀQUES ORTHODOXES. Aux Météores, un ensemble monastique grec perché sur des pitons isolés. En tits couvents abritant icônes, manuscrits et autres objets de cuite. Départ le 24 avril pour buit jours. Cet itinéraire Jumbo Voyages a composer comprend un vol charter vers Athènes au départ de Paris. Lyon, Bordeaux, Nantes et Toulouse (à partir de 900 F A/R), une location de voiture (une semaine 1 240 F) et une chambre d'hôtel réservée à chaque étape (à partir de 1 050 F, petit déjeuner inclus). * Dans les agences de voyages.

■ NUTTS ORIENTALES. Parfois, il faut savoir saisir la chance qui s'offre à moindre prix. Du 15 avril au 15 septembre, les passagers de l'Eastern & Oriental Express, ce train de luxe reliant Singapour à Bangkok, se verront offrir, pour le prix d'un trajet (2 jours, 2 nuits, 7 000 F, en pension complète), une nuit au Mandarin-Oriental de Singapour et une nuit à l'Oriental de Bangkok. Pour une cabine double luxe, deux nuits supplémentaires sont offertes.

* Renseignements: Venise 5implon Orient-Express Voyages, 75, Champs-Elysées, 75008 Paris, tel.; 01-45-62-00-69.

Affaires à faire : des lunes de miel en stock

Autrefois, la tradition dictait au Jeune homme d'enlever sa belle le soir des noces pour une destination connue de lui seul. A l'heure du marketing, les lunes de miel se vendent en kit sur catalogue. Et le voyage, plébiscité, arrive en tête des listes de mariage, ainsi que le révèle le sondage BVA (10-16 octobre 1996). A la question posée: « Parmi les cadeaux suivants, quels le jour de votre mariage ? » hommes et femmes, âgés de dix-buit à trente-cinq ans, répondent en cœur : « Un vovage de noces. » Le service de porcelaine,

la ménagère et les draps brodés main sont désormais d'un autre temps. « Les îles sont très demandées, précise Danièle Martayan de Galfa Voyages, nent Mourice, avec la Polynésie et Bali. » A l'agence des Galeries Lafayette Haussmann (quelque 800 lunes de miel vendues en 1996, tél.: 01-42-82-30-83), le budget moyen est de 16 000 E Une manne pour les spécialistes qui multiplient les brochures « Voyages de noces » (Rev Vacances, Tourinter, Africatours-Asietours-Americatours, Costa Croisières, MVM.

hôteliers et compagnies aériennes accordent des remises à la mariée (iusqu'à 50 % sur l'hôtel, à certaines dates) et les forfaits incluent corbeille de fleurs, parfois champagne et souper aux chandelles. Globalement, les différences d'une brochure à l'autre jouent sur les sélections d'hôtels. Exemples : chez Americatours (tel.: 01-44-11-11-50) une semaine à Saint-Barth, au Christopher-Sofftel coûte 8 960 F pour le marié et 6 720 F pour sa belle. Avec Tourcom-Tourinter, an Touessrok, Pun des fleurons de l'île Maurice, « monsieur

paie 12 600 F pour 14 nuits en demi-pension, et « madame » 7 100 F, de Paris ou de province (en mai-juin). à Zanzibar, un palais arabe meublé d'antiquités et un bungalow sur une plage de la côte est (10 730 F en mai et juin pour le marlé, 7 895 F

pour madame, tél, : 01-40-47-78-04); ou encore safari intime au Kenya suivi d'un famiente aux Seychelles. Certains vovagistes annoncent ces « codeaux de noces » au fil des pages de leurs brochures annuelles. Par exemple Beachcomber Tours on encore Kuonî. Hes du monde programme, sur demande, des lunes de miel avec cérémonies traditionnelles pour mariage bis, notamment en Malaisie (environ 17 000 F par personne, tél: 01-43-26-68-68)), ou encore en Polynésie

(15 jours, 4 iles, 18 000 F pour lul, 13 400 F Enfin, encouragé par le franc succès de sa brochure « Voyages de noces et anniversaires de mariage » (29 millions de francs réalisés en 1996 sur ce thème.

prix moyen d'un voyage ; 15 000 F), Havas Voyages présente dans l'édition 1997, sur 50 pages, une sélection tous azimuts des propositions des voyagistes : à Vienne, Venise, en Corse, à Cuba et sous les tropiques.

Les budgets (10 000 F-20 000 F par couple) s'avèrent assez sages chez Nouvelles Frontières qui déclare avoir vendu 1 200 voyages de noces en 1996. Le principe est simple, il suffit aux futurs énoux d'ouvrir un « dossier-cadeau » dans l'une des 141 agences NF en France (tel.: 08-03-33-33-33). Compte nominatif Fi du romantisme d'antan, le choix dépend de la collecte.

Florence Evin



REDUCTOUR WEEK-END A MALTE 3 Nuits - Hôtel 4° Petits déjouners. Vols réguliers A/F Départ Paris :

WEEK-END A DUBLIN
2 Nuits - Hôtel 3" Petits dél. Vois rég. A/R
Démart Paris : 2 340 F Départ Paris : PARIS - LONDRES Vots réguliers A/R :

Directours.

NOUVEAU: BALEARES MAJORQUE Une offre complète pour

individuels, loin du tourisme de Des hôtels rigoureusement choisis pour leur rapport qualité-prix, vérifiés, testés. Des textes clairs et précis sur avantages et inconvénients de chaque établissement, sans

langue de bois. Et comme d'habitude, grâce à sa commercialisation sans ntermédiaires Directours est moins cher à qualité égale. Départs de Paris et de 7 villes de

province. Brochure gratuite sur simple demande.

Toute notre production et nos offres promotionnelles sur le 3615 Directours 1,29 F/mn.

RUBFIQUE-"EVASION" # 01.44.45.77.50 - Tex: 01.44.45.77.50

USIT YOYAGES

a/r : 590 ((mass) 690 (poer tree) - hébergement sur demande -Reservations 01 42 44 14 01 Tous les tants 3615 UST 111 -5

31 rue Linné, face Mº Jussieu Professionnels du tourisme, invitez des legiques aux voyages e

le Vietnam, la Birmanie, l'Asie, à la carte ...

2, Quai Gailleton - 69002 Lyon - 🕿 04.78.42.84.12

HAUTES ALPES Hôtel BEAUREGARD® Logis de France 05350 Saint-Véran-en-Queyras

2040m. Site classé du XVIIIe 360 à 420 F. Hiver/Eté. Piscine et tennis. Jardin + bar 5ki et randonnées. Densi pens. et Pens. à partir de 1 650 F/sem. Egalement forfait tont compris hôtel + ski. in, wc, TV - Salle de séminair 61, rue Boileau - 75016 PARIS Tel.: 42.88.83.74 - Fax: 45.27.62.98 Tel.; 04.92.45.82.62 Fax: 04.92.45.80.10



de 2 à 12 personnes 599F* la semaine / personne Exemple en Bourgogne en periode A sur base à personnes.

DOCUMENTATION GRATUITE FPP - B P 99 - 71602 Paray Tal. 03 85 53 76 70 - Fax 03 85 53 76 71

St Patrick: vol Paris-Dublin aller 15 mars, retour 18 mars

HÔTEL-CLUB SUNWAYS (80 places 1938 CHAMPEX Valeis Suisse **DISCOUNT VOYAGES** ISTANBUL Yol A/R + Hôtel 4j/3a + Petit déjeuses.

JRS PENSION COMPLETE: FF 2320

SORBONNE -

HÔTEL DIANA**

73, rue Saint-Jacques, Paris 5º

Chambre avec bains - W-C

T.V. couleur - Tel. direct.

De 300 à 395 F

SUISSE

EGYPTE Croisière ... I 990 F Vol A/X + Croisière 8j/7n + PC (Excur. + 850 F). GUADELOUPE 4 800 F fot A/R + Hôtel 9j/In + Petit déjeunes. 3615 VAC DYN -01.44.53.26.00

MANAGEMENT AND THE PAQUES à VENISE

du 27/03 au 31/03/1997 Hôtel 3*** à partir de : 2 475 F Train 2e classe couchettes A/R incl. Départ de Paris ou Dijon - Depart de Pais ou Dijo. - Transfert A/R, logt. 3 nuits - Chambre double et petit déjeuner.

2 01.44.51.39.27/51 Minitel 3615 Cit Evasion





Aux 5 **CONTINENTS** La Thaïlande, l'Indonésie,

HÔTEL BOILEAU ** ** Calme et sérénité en plein coeur du 16c. Prix par personne :

Nuageux au nord

LES HAUTES PRESSIONS présentes sur la France vont se renforcer. Un front froid peu actif va traverser la moitié nord du pays.

Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie. – Le temps sera couvert et faiblement pluvieux sur les Pays de la Loire le matin. puis les précipitations cesseront. Sur la Bretagne et la Basse-Normandie, le ciel sera ouageux toute la journée avec des éclaircles l'après-midi. Les températures seront douces, entre 12 et 15 degrés

Nord-Picardie, Be-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ar-- Sur le Nord-Picardie et la Haute-Normandie, les ouages seroot nombreux. Sur l'ile-de-France, le Centre et les Ardennes. après quelques pluies le matin, le temps redeviendra sec et des éclaircies perceroot. Il fera toujours doux, entre 13 et 15 degrés.

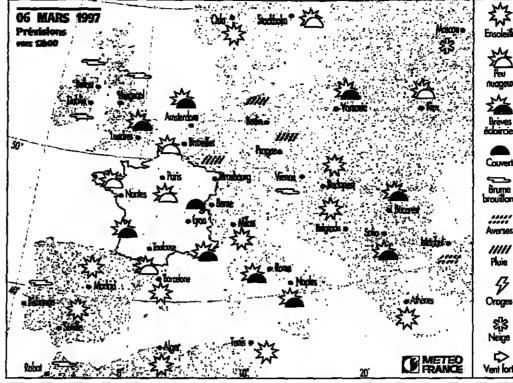
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. -- Le temps sera gris avec quelques pluies faibles. Quelques éclaircies

reviendront sur la Champagne puis la Lorraine en cours d'aprèsmidi. Les températures seront légèrement au-dessus des normales. Poitou-Charentes, Aquitaine,

Midi-Pyrénées. - Sur Poitou-Charentes, le temps sera très nuageux. Sur Aquitaine et Midi-Pyrénées, après la dissipation des brumes, le temps sera variable et le ciel sera voilé par des ouages élevés. Les températures seront eocore agréables, entre 16 et 19 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Ces régions connaîtront un temps sec mais le plus souvent nuageux. Il fera phitôt doux, entre Languedoc-Roossillon, Pro-

vence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - En Corse, le ciel sera ouageux. Sur la Côte d'Azur, des entrées maritimes se produiront jusqu'à la mi-journée, puis le soleil brillera. Ailleurs, le soleil brillera malgré quelques passages nuageux eo matinée. Les températures seroot comprises eotre 15 et 20 degrés



LE CARNET **DU VOYAGEUR**

■ ALBANIE. Le ministère des affaires étrangères français B conseillé à ses ressortissants de ne pas se rendre actuellement eo Albanle en raison des risques liés à la situation politique dans ce pays. -

FRANCE. La compagnie aérienne TAT, qui assure trois vols quotidiens sur la ligne Paris-Perpignan, va augmenter sa capacité en utilisant des MD 83 (160 passagers) au lieu de Fokker 100 (100 places). Cette llaisoo est également assurée par AOM à raison de deux vols quotidiens, tandis que la compagnie Air Inter Europe s'eo est retirée fin 1996. - (AFR) ■ ALLEMAGNE. Afin de renforcer la sécurité aérienne, le ministère des transports de Bonn envisage de faire condamner les utilisateurs de téléphone portable à bord des avions allemands à des amendes. mais aussi à des peines de prison allant jusqu'à deux ans. - (AFP.)

ALPINISME

· 14 19 ...

 $(\mu_{ij})_{ij} = (\mu_{ij})_{ij} \in \mathfrak{S}^{(n)}$

20 11 PM

and the second second

1 -1 -1

 $z_{\alpha_{n+1},\alpha_{n+2}} \approx 1 \cdot d x$

و تا الله ا

and the second

Everest: l'expédition franco-chinoise par le Tibet est ajournée

UNE OPPOSITION grandissante à un projet d'expédition franco-chinoise sur l'Everest (Le Mande du 7 décembre 1996). considérée par ses détracteurs comme cautionnant la présence chinoise au Tibet, a contraint son organisateur, le guide chamoniard Serge Koenig, à ajourner l'ascension. L'expédition, qui devait initialement se mettre en route ce printemps, partira au mieux au printemps 1998, Serge Koenig n'excluant pas d'y reconcer complètement.

Rarement, dans l'histoire de l'alpinisme, une expédition aura provoqué une telle polémique (Le Monde du 29 janvier). Plus de deux mille personnes ont signé une pétition dénonçant un projet « en opposition fondomentale avec les droits de l'homme », que le Club alpin français (CAF) a «condomné fortement ». Moutain Wilderness, une associatioo internationale de protection de l'environnement, a dénoncé « une perversion » de l'alpinisme. Et, plus récemment, Chantal Mauduit, alpiniste qui a gravi en juin 1996 un cinquième sommet de plus de 8 000 mètres sans oxygène, a condamné « une expédition de collobos ».

Devant ce tir de barrage, Serge Koenig a dénoncé « cobales » et jalousies. Il u'a p*u* empêcher le gel de son entreprise, en dépir du parramage de l'Unesco. Baptisée « Alliance 8848 », l'expédition, à laquelle devaient participer une vingtaine d'alpinistes chinols et français, avait pour but de gravir le sommet par la face nord en empruntant une voie « directissime » comportant une importante paroi rocheuse à plus de 8 000 mètres.

« Pourquoi natre expédition coutionnerait-elle plus ce qui se passe aujourd'hui au Tibet que les autres expéditions au que les centaines de touristes qui vont au Tibet?», rétorque Serge Koenig, qui reconnaît toutefois que son expédition est la première à présenter un caractère ouvertement francochinois. En tout cas, l'ajournement n'est pas du goût des autorités chinoises: « Je suis indigné par la réaction de certaines personnes en France qui veulent politiser une activité sportive », a déclaré mardi 4 mars Li Zhixin, vice-président de l'Association de l'alpinisme robuste et cooquérant lui permet

JARDINAGE

La glycine, dame de Chine

Robuste, parfois au détriment des murs et des grilles, cette grimpante très décorative peut aussi être construite en arbre

À VOIR ces glycines au tronc gros comme ceux d'un arbre séculaire, dont les branches couvrent les façades de demeures anciennes, on pourrait penser que cette plante légumineuses est cultivée chez nous deouis des siècles. Il n'en est rien. Les premiers pieds de glycine de Chine (Wisteria sinensis) sont arrivés de leur pays d'origine en 1816 : quinze ans plus tard débarquait la glycine du Japon (Wisteria floribundo). Pacile à cultiver et à multiplier, résistante au gel, florifère, la glycine fut plantée à la ville comme à la campagne, chez les riches comme chez les pauvres.

Il existe au moins trois autres espèces de giveines arbustives dans la nature. Wisteria frutescens et Wisterio macrostachya sont originaires de l'Amérique du Nord. La première épanouit ses courtes grappes de fleurs (environ quinze centimètres) au-dessus du feuillage; la seconde de grandes grappes bleues dès la mi-mai. Wisteria venusta est originaire du Japon où elle n'existe plus à l'état sauvage ; ses fleurs blanches et parfirmées sont regroupées en pe-

Bleu, blanc, violet

cea pieno et venusto blanches.

tés est de 88 francs (sans le port).

Avouons notre préférence pour la

glycine de Chine, la plus répandue

certes et pour de bonnes raisons.

Ses grappes sont plus trapues que

celles de la glycine du Japon (vingt-

cinq centimètres contre soixante,

voire un mêtre pour mocrobotys):

elle est parfumée et refleurit sans

cesse au cours de l'été. Sa floraison

est mauve soutenu lorsque la fleur

De culture aisée, la glycine ne

craint que l'excès de calcaire et re-

doute l'exposition contre un mur à

l'est dans les régions où il risque de

geler tardivement. Excès de calcaire

doit être compris dans sa véritable acception: il ne faut pas planter la

glycine dans la marne, mais pour le

reste elle supporte les sols de la plupart des jardins. Son enracinement

d'aller au loin chercher la terre oul

est en bouton et elle s'éclaircit jus-

qu'au moment de faner.

lui plaît. C'est ainsi que certaines plantes ieunes ont un feuillage vert pale qui fonce quand les racines rencontrent un sol plus acide.

Quand on plante une glycine, il faut choisir judicieusement l'emplacement, car le système racinaire de cette grimpante est si puissant qu'il peut sérieusement endommager les fondations d'une maison, soulever un pilier de portail... tandis que les branches peuvent sans problème tordre des barres d'acier plein de cinq centimètres de diamètre.

Prudence, donc. Cela dit, il suffit de coucher les racines vers l'extérieur d'un mur pour qu'elles filent vers le sol le plus meuble et de

souterrain. De la même façon, il suf-

fira, les premières années après la

plantation, de dégager les longues

branches des grilles pour qu'elles ne

La culture en pot qui s'est généra-

lisée depuis une vingtaine d'années

permet d'acheter la glycine de son

choix en pleine floraison. Repro-

duite par marcottage ou par greffe,

la givcine fleurit dans son jeune âge,

tandis que celles qui sont issues de

semis peuvent mettre quinze ans ou

davantage avant d'épanouir leurs

La glycine se trouve aisément

dans toutes les jardineries. Premier

conseil: ne jamais engraisser une

glycine; second conseil: couper les

racines à trente ou quarante centi-

mêtres du pied pour limiter la

LES SURPRISES DE LA TAILLE

les déforment pas.

Si l'on trouve facilement de nombreuses variétés de givcines dans

les jardineries et les pépinlères locales, en cas d'insuccès Il est tou-

jours possible de commander l'une des variétés suivantes à un four-

nisseur spécialisé dans les plantes grimpantes: glycine de Chine

bleue; du Japon mauve, rose et blanche; formosq violet clair; viola-

Pépinlères Travers, Cour Charette, Saint-Jean-Le-Blanc, 45100 Or-

léans. Tél.: 02-38-66-37-93. Le prix unitaire de chacune de ces varié-

tites grappes d'une quinzaine de contenir la partie aérienne par la taille pour fimiter le développement

très court une glycine peu florifère, ce serait l'empêcher de fleurir.

La taille est d'ailleurs assez simple. Sur un pied jeune, il faut laisser sur le trooc deux ou trois charpente de la plante et dont il suffira de couper l'extrémité desséchée par le froid et de supprimer impitoyablement les années suivantes les pousses qui partiraient de plus bas. Cette plante a, en effet, la faculté de bourgeonner sur le vieux

bois. Pour le reste, certaines glycines qui ne soot iamais taillées fleurissent d'abondance - il peut être difficile et dangereux de grimper en haut d'une façade ou d'un grand arbre à l'assaut duquel une glycine est partie pour jouer du sécateur. Et d'autres, taillées chaque année, sont tout autant florisères. La taille de printemps consiste à couper toutes les jeunes branches à trois ou quatre yeux de leur point de départ. Cette opératioo peut intervenir assez tard quand les bourgeons gonfient déjà et qu'il est facile de reconnaître ceux

qui donneront des grappes. La faculté qu'a cette plante de percer sur le vieux bois est parfois utile à sa survie. Une glycine plus que centenaire qui poussait sur un tronc unique au beau milieu d'un jardin, simplement supportée par un pilier de pierres qui étayait son unique tronc, finit par mourir. En cinq années, une vigoureuse pousse surgie du moignon qui restait près du sol reforma un parasol de cinq ou six mètres de diamètre. Cette glycine pousse comme un arbre et en plein vent. N'ayant pas de support auguel s'accrocher, ses branches forment une charpeote serrée et dressée et ne produit que fort peu de longues branches main-

tenant qu'elle est adulte. Il est tout à fait possible de conduire la glycine eo arbre, mais, sauf à la maintenir dans de petites dimensions (1,80 mètre de hauteur maxi et 1.50 de diamètre), il est illusoire de penser que son tronc la supportera seul. Le bois de la glycine est trop tendre. Si l'on souhaite former une glycine en arbre, il est possible de construire un pilier d'au moins cinquante centimètres par cinquante centimètres et de deux mètres cinquante de haut.

On choistra pour cela, après deux années de culture, la plus belle pousse, eo ébourgeonnant impitoyablement tout ce qui pousse plus bas que le sommet du pilier. Ainsi conduite, la glycine est sans doute l'un des plus beaux arbustes à fleurs qui soient.

Alain Lompech

TECHNOLOGIE

Des acteurs d'Internet proposent une charte d'autorégulation

CASSE-TÊTE pour les iuristes, Internet trouvera-t-il le moyen de s'autoréguler? Souvent accusé d'accueillir tous les vices et d'encourager leur diffusion sans frontières, le réseau teur et au juge d'abord tenté de sévir tous azimuts. Encore faudrait-il être capable de définir les responsabilités pénales, ce qui s'est vite avéré épineux, en raison de la multiplicité des acteurs et de la confusion des rôles.

Un projet de charte, préseotée mercredi 5 mars à François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, a l'ambition de faire évoluer le débat. Préparée par une commission composée de différents professionnels et utilisateurs du réseau, elle vise à préciser « dons le codre des lois et traités, les règles et les usages des octeurs de l'Internet et d'en faciliter la mise en œuvre par un outil simple et pragmatique d'outorégulation, le Conseil de l'Inter-

En juin 1996, espérant mettre fin à une vague de mises en examen dont le développement d'Internet aurait pâti, François Fillon avait introduit à la demière minute un amendement au projet de loi sur les télécommunications, qui visait, sous conditions, à exonérer de poursuites pénales les fournisseurs d'accès. Mais cet article fut rejeté par le Conseil constitutionnel (Le Monde du 26 juillet). N'ayant pu établir un contrôle administratif, M. Fillon a donc confié, le 28 octobre, à Antoine Beaussant, président du Groupement des éditeurs de service en ligne (Geste), uoe missioo de concertation visant à dégager un « code de bonne conduite ».

Cette charte prévoit la création d'un « Conseil de l'Internet », qui aura une mission d'« information, de prévention et de régulation ». Composé des adhérents à la charte, celui-ci comprendra trois collèges : les fournisseurs de contenu dans un cadre non marchand (universitaires, associations d'utilisateurs...), les fournisseurs de contenu dans un cadre marchand (presse, éditeurs, banques, commercants) et les prestataires techniques. Un comité d'éthique comportant des représentants de la société civile lui sera adjoint.

Sur la base de réclamations concernant des contenus et des actions manifestement illicites - atteinte à la dignité humaine, discrimination, etc -, le conseil devra adresser des avis à l'auteur ou au responsable du site concerné. Si celui-ci n'obtempère pas, le Conseil recommandera aux prestataires techniques de supprimer ou de bloquer l'accès à ce contenu. N'ayant aucunement vocation à se substituer à consultée à l'adresse

droits d'auteur ou de publicité mensongère, mais pouvant lui servir de « référence », il pourra aussi salsir le

Reste à mesurer la légitimité et la tion qui ne s'applique, par définition, qu'aux adhérents à la charte et ne couvre que les sites français. Rafi Haladjian, gérant de FranceNet, uo fournisseur d'accès mis en examen pour diffusion d'informations pédophiles, également président de l'Association française des professionnels d'Internet (AFPI), estime que la charte ne résoud rien.

Du point de vue technique, il considère très difficile d'empêcher les utilisateurs qui le souhaitent d'accéder à des contenus prohibés. Du point de

Vers un « audimat » pour Internet

Les publicitaires, qui veuleut investir les terres vierges d'Internet, se beurteut à un problème épineux : évaluer l'impact des campagnes qu'ils pourraient y conduire. Aussi out-ils constitué, sous l'égide du Centre d'étude des supports de publicité (CESP), un « collège » qui a pour objectif de mettre sur pied un système de mesure d'audience sur Internet. Sou premier travail a consisté à définir une série d'indicateurs qui visent à cerner le comportement des surfeurs sur réseao. Les études «éditoriales » auront pour obnombre de pages vues sur le site, de disséquer une visite, de dénombrer les visiteurs, de déterminer leur origine géographique. Les indicateurs d'audience doivent permettre de définir les tarifs publicitaires, et les indicateurs d'efficacité de comptabiliser le nombre de «clics» dont a fait l'objet telle ou telle annonce.

vue juridique, il voit mal pourquoi un iuge « serait tenu de se plier à une déantologie outoproclomée ». Aussi continue-t-il, avec nombre de professionnels, de réclamer le vote d'une loi qui installe une autorité administrative et définisse des règles précises permettant de déterminer les responsabilités pénales.

Hervé Morin

★ La charte d'Internet peut être

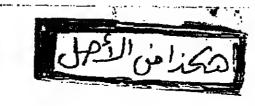


Marz. 1411

Management of the sail with the sail

The state of the same of the

The state of the state of









sensibles. • PARMI les autres sorties, trois films du Britannique Ken

pas chez elle, déstabilisant la fa-mille par son insistance affec-

tueuse, irresponsable, alors que

dans la « petite maison » les sou-cis - matériels - déjà ne manquent

pas. Semblable argument donne-

rait aisément un film « binaire » -

riches/pauvres, famille-tendresse/

couple en mal d'affection, ville/ campagne, etc. Tout le talent de

Manuel Poiner conspire à utiliser

ces oppositions pour ce qu'elles

ont de vrai et de dramatiquement

La construction du récit et le

montage sont des merveilles

d'ajustement de petits faits qui

semblent tous en mouvement les

uns par rapport aux autres, inter-

férant, se contredisant, se satelli-

sant un moment avant de repartir

sur leur propre trajectoire en un

ieu narratif d'une extrême

complexité sous son apparente

modestie. Cette organisation de

l'histoire, plus encore une mise en

scène toute vouée à la durée des

gestes, à ce qui relie les gens entre

eux et aux choses, à la mise au

jour de tensions minimes, de gros

malaises, de surgissements progressifs de l'émotion, de la colère

ou du rire, ouvre presque à l'infini

l'espace d'un film qui paraissait

La Moindre des choses, de Nicolas McCullen et deux réalisations éton-Philibert, qui font entendre leurs nantes venues de loin: Les Anges e petites musiques » attentives et déchus, de Wong Kar-Wai (Hongkong), et *Kardiogramma*, de Darejan Ormibaev (Kazakhstan).

Règlements de comptes sur le pré

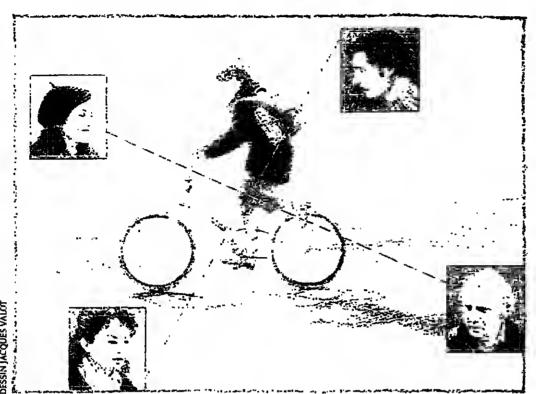
Marion. De l'histoire simple de deux couples qui se disputent l'affection d'une petite fille, Manuel Poirier fait une remarquable mise en question des injustices. Son film s'adresse à la curiosité et à l'intelligence des spectateurs

Film français de Mannel Poirier. Avec Coralie Tetard, Pierre Berrlau, Elisabeth Commello, Marie-France Pisier, Jean-Luc Bi-deau, Ivan Bartosek. (1 h 46.)

C'est un village. Pas un village comme on les voit au cinéma, accumulation de signaux qui « font campagne ». Un village comme on n'en voit guère d'une manière générale, puisqu'on ne les traverse même plus en voiture, on reste sur l'autoroute. Sauf, bien sur, si l'on habite soi-même à la campagne.

Manuel Poirier y habite... A la campagne était le titre de son précédent film. On s'en ficbe, d'habitude, de savoir où habitent les cinéastes. Mais pas dans ce cas: le village de Marion, sans que le film s'attarde à des descriptions, possède une géographie et une histoire, des habitants, un maire, une gare que la SNCF veut fermer (pas rentable), une école... Il existe.

Dans le village il y a deux maisons: une petite toute plate au 🕏 bout de son gazon un peu terrain vague que rien ne sépare de la route : une grande et cossue au 🖔 milieu de son joli jardin, derrière 🛱 les murs. Dans la petite maison viennent de s'installer un macon. sa femme et ses quatre enrants : il retape la baraque après les heures de boulot, avec ses copains. Lui et sa famille ont du mal, ils n'avaient pas tout à fait les moyens de ça. La grande maison est la résidence se-



condaire d'un couple de Parisiens aisés. Et, là aussi, sans explication appuyée, on voit bien d'une maison à l'autre que ce ne sont pas les memes corps, pas les memes postures, pas les memes mots ni les memes intonations. Les scènes où

les deux couples se retrouvent ensemble sont parmi les plus beaux

moments de comédie critique qu'on ait vus de longtemps. Entre les deux maisons s'instaure un va-et-vient de désir, de curiosité et de fantasmes. Enjeu d'enfant, lui offrant ce qu'elle n'a

plutot que sujet, Marion, donc. Elle est âgé de dix ans, elle est la cadette du macon. La Parisienne (Marie-France Pisier, au sein d'une distribution irréprochable) focalise peu à peu sur elle son manque

devoir être contenu dans un cadre restreint. Une tête au village, l'affronte-ment avec un quidam raciste, l'oncle Nono en rupture de conventions sociales, les relations difficiles entre la grande sœur de Marion et les parents, la manière de frauder EDF et ce qu'il en coûte, le sens pratique du mot « solidarité »... Autant de thèmes. de situations, de pistes, de personnages dont aucum n'est vraiment secondaire, et qui trouvent place naturellement dans le film. Avec eux, Poirier passe du particulier au général, en tissant des motifs différents pour construire, avec une petite histoire de nen du tout, un grand et beau dispositif à réfléchir et à comprendre. Morion participe ainsi de ce que le cinéma peut de plus stimulant, lorsqu'il fait sourire et s'émouvoir en s'adressant à

la curiosité et à l'intelligence des spectateurs. Mais, et par là c'est un film d'une très rare qualité, il ne se contente pas de composer des questions. An plus fort des interrogations, il affirme avec force une réponse - qu'on ne dévoilera pas -, un choix intraitable d'existence en posant la limite morale de toutes spéculations, arrangements « réalistes », tentations de compromis. Ce « coup de refus » ne représente pas seulement un parti pris dont la récente actualité a rappelé, si besoin était, la nécessité. Il en naît une impression de justesse (de la mise en scène) et de dignité (des personnages) qui

s'appelle aussi la beauté.

J.-M. F.

En attendant « Western »

En trois films, Manoel Poirier, agé de quarante-deux ans, s'est imposé comme l'un des principaux représentants de la nouvelle génération du cinéma français. Le premier long métrage de ce réalisateur qui travaillait pour FR 3 Réginns, La Petite Amie d'Antonin (1992), signalait d'emblée une attention aux personnages, un sens de la mise en scène sans effet, un gnût pour la peinture des rapports humains et une capacité à regarder de plain-pled des univers socianx « défavorisés » ou marginalisés... A la campagne (1995) confirmait ces promesses, par la peinture de relations sociales et psychniogignes cantemporalnes d'une grande finesse, et avec le renfort d'une interprétation inoubliable de Benoît Régent. Marion devrait achever d'établir la place de ce cinéaste singulier, avant la sortie du film qu'il a tourné depuis en Bretagne, Western, qu'nn pourrait bien découvrir durant le prochain Festival de Cannes. Entretemps, Manuel Poirier a aussi réalisé l'un des épisodes de la série diffusée par Arte « Les An-

nées lycée », Attention fragile (Le

Monde daté 19-20 novembre 1995).

mk2

« Quel a été le point de départ de Marion? - Deux éléments distincts, la fiction autour de la petite fille et une série de questions sociales. J'espère

que ces deux

restent pos-

sibles



vovant le film terminé. J'ai tenté de refier ces éléments en faisant que l'histoire devienne celle des adultes: le problème posé par le film est davantage celui des autres vis-à-vis de Marion. D'ailleurs on la

que le film avance, blen qu'il importe qu'elle continue d'exister. hors écran. l'avais même imaginé faire le film sans qu'on voie Marion du tout, elle aurait été présente sans

voit de moins en moins à mesure

apparaître. - Cnmment avez-vous fait pour que le film mêle ainsi interrogatious très nuvertes et positions de principe affirmées?

- Il y a deux mots-clés à la base

Manuel Poirier, réalisateur

« Ce qui me tient à cœur, c'est l'inégalité sociale »

du film, l'affectif et le pouvoir. L'affectif au niveau individuel, le pouvoir au niveau collectif. La Parisienne qu'interprète Marie-France manque au niveau affectif, qui la met en position d'infériorité. C'est l'inverse pour la mère de Marion. C'est pour éviter d'avoir une situation trop marquée que, par exemple, on découvre la Parisienne en position de dépendance par rapport à la mère de Marion, qui vient à son aide. l'ai essayé de faire avancer le film sur plusieurs niveaux à la fois, mais avec cette idée-repère que, si le pouvoir peut s'acheter ou se transmettre, l'affectif ne se né-

 Oue vnus inspire la référence à la « fracture sociale » à propos de votre film?

- La fracture sociale est devenue une expression en vogue, je l'accepte mais je la redoute aussi, ce genre de formule sert souvent à masquer une réalité complexe sous un terme figé. Ce qui me tient à cœur, c'est l'inégalité sociale.

pagne était nécessaire pour développer ces thèmes?

- Non, ils sont aussi valables dans un autre cadre, mais la cam-Pisier est socialement du côté du pagne joue un rôle, elle est l'une pouvoir alors qu'elle subit un des composantes, et elle permet d'etre plus clair: la vie à la campagne rend les relations plus « car-

- Pourquol avoir voulu que la famille de Marion vienne s'installer dans le village au début du

- Ce fait me permet d'aborder la question de l'intégration, de la solidarité, et il offre un schéma moins prévisible qu'avec une vieille famille du village et les Parisiens qui débarquent. J'essaie de prendre le contre-pied des évidences de scénario, je me sens plus libre grace à

tous ces petits décalages. - Votre film mobilise des références telles que les valeurs de la terre face à la corruption de la ville, l'importance de l'instinct face à la raison, qui penvent aussi fonctionner de manière

très suspecte... - l'en suis conscient, mais ce n'est pas parce qu'il y a des pièges

qu'il ne faut pas y aller, je sais que j'utilise des éléments problématiques, mais il n'y a pas de raison de les abandonner à ceux qui en font mauvais usage: le danger vient précisément du moment où s'instaure un discours unique sur une question. L'important est de multiplier les points de vue, d'accepter des contradictions. C'est pourquoi je cherche à éviter les simplifica-

tions qui empêchent de réfléchir. - Le film était-il très écrit à l'avance, on laissait-il place à Pimprovisation?

- Je rédige un scénario aussi précis que possible. Ensuite je fais le nécessaire pour que le tournage bouscule ce qui a été défini à l'écriture. Il n'y a pas véritablement d'improvisation mais une mise à disposition : je me dis que ce qui doit arriver est plus fort que moi. Si je veux filmer une fête, j'organise une vrale fête, les gens du village sont invités, on fait ce qu'il faut pour qu'ils mangent bien, qu'ils soient contents. Quand la fête se déroule, je regarde comment je peux me placer à l'intérieur pour filmer. Les gens sont prévenus, ensuite j'attends, je tourne un pen. j'arrête, je reprends. C'est compbqué mais je préfère cette situation plutot qu'avoir une armée d'assistants qui disent aux figurants de faire ceci ou cela. J'ai confiance dans ce qui va se produire, je sais que j'y trouverai ce dont j'ai besoin, que je pourral trouver mon écriture

à moi au milieu de cet ensemble. - Vous avez choisi des comédiens dont le statut médiatique correspond au statut social des personnages qu'ils interprétent. Auriez-vous pu radicaliser ce choix en falsant jnner les parents de Marion pas des ama-

teurs? - Difficilement, le travail avec les comédiens est très poussé même s'il se fait d'une manière particuière. Travailler avec des gens qui ont envie d'exister comme personnages de film est nécessaire, pas forcément pour réussir une scène mais pour tenir sur la durée dn film. J'ai effectivement voulu des comédiens (Marie-France Pisier et Jean-Luc Bideau) qui bénéficient d'une certaine reconnaissance sociale pour jouer les personnages qui ont cette reconnaisance sociale

et des comédiens (Ellsabeth Commelin, Pierre Berriau) qui, sans être des débutants, ne possèdent pas cette reconnaissance, pour interpréter ceux qui en sont privés. Un tel choix fait partie des « données » du film sur lesqueiles je compte pour produire la bonne at-

mosphère pendant le tournage. - Vnus fixez-vous à l'avance

des règles de mise en scène? - Ma règle principale est d'aller au bout de ce que j'ai entrepris, dans le sens que j'ai adopté. Je ne cherche pas à me sécuriser, paradoxalement me situation trop prevue serait ce qui me ferait le plus peur. Je travaille le plus vite possible, en donnant la priorité aux personnages sur les autres contraintes: je n'attends pas la lumière si l'état des acteurs par rapport aux personnages est bon, je ne fais pas de répétitions, la mise en danger des comédiens est néces-

» J'essale de respecter le plus possible le temps réel, en particulier grâce au plan-séquence, j'évite les plans de coupe, les gros plans, les champs-contrechamps, tous ces artifices de découpage qui permettent de « sauver » une scène en collant bout à bout des petits morceaux. Si les prémices sont justes, la scène enregistrée d'un seul tenant doit fonctionner.

- Et ça marche toujnurs? - Non. Mais même quand il y a un problème, le préfère m'en tenir au parti pris d'ensemble et voir comment je pourrais malgré tout utiliser cette situation plutôt que de changer de démarche, ce qui ferait un film sans ligne directrice, soumis à des influences où je ne me reconnaîtrais plus. Pour sauver une situation particulière je perdrais davantage à l'échelle du film entier. J'ai une forme d'inconscience, liée à la force de l'envie de réaliser, qui fait que je ne me pose pas la question de ce que ça va donner, comment ça va être accueilli, est-ce qu'on va comprendre ce que je veux dire... Je filme. Ce qui ne signifie pas qu'il n'y a pas de tension pendant le tournage, mais la pire inquiétude serait qu'il ne se passe

> Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

Le regard de l'enfant qui se tait

- Avnir situé le film à la cam-

Kardiogramma. Une réalisation émouvante et impressionnante

4juillet entrez dans le club des abonnés

Un instant d'innocence de Mohsen Makhmalbaf

34 salles à Paris

Film kazakh de Darejan Omirbaev. Avec Jasulan Asauny, Saule Toktybaeva, Guinara Dosmatova. (1 h 13.)

Un gamin qui attend que son père alt le dos tourné pour regar-der la télévision, quoi de plus commun? Sauf que ce gamin-la habite au milieu d'un désert, que son environnement est fait de vide et de baraques en bois, et que pour allumer le poste, il faut remettre en marche le générateur à pétrole.

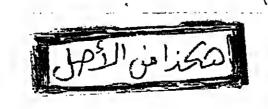
C'est la séquence introductive du film de Darejan Omirbaev, et déjà elle contient le grand écart sur lequel il est construit, entre l'extrême exotisme du cadre et la simplicité quotidienne, partageable par tous, de ce qui s'y passe. Jasulan, le petit garçon, souffre d'un problème pulmonaire, il devient pensionnaire

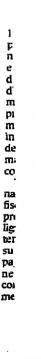
d'un sanatorium à la ville, en compagnie de gamins qui parlent tous russe alors qu'il ne connaît que le kazakh. Prive de parole, tenu à l'écart, il regarde. Et l'intensité de ce regard où se mêlent la peur, la curiosité, le désir, l'esprit de jeu, devient celle de la caméra.

A travers lui, la mise en scène construit un monde, avec les éléments « primaires » dont dispose le garçon. Et c'est bien suffisant pour que, de sales coups perpétrés par les autres mômes en visinns volées des infirmières sous la douche, de perceptinn instinctive des misères et des rapports de force qui règnent sur l'institution en complicité avec un autre gamin « à part » ou de pulsion vers les adolescentes, se mette en place un univers. Auteur déjà du très remarquable Kairat (Le Monde du 14 août 1992). Omirbaev procède moins en

romancier qu'en musiclen ou en peintre impressionniste. Il compose par touche de tonalités variées, construit un rapport au monde qui, à partir du frêle ressort d'une anecdote qui pouvait aisément virer au sentimentalisme, produit un beau conte cruel autour des thèmes de l'exclusion et de la

La sécheresse retenue de son récit et de son montage constraste avec l'absolue attention qu'il porte à son personnage, dans une tendresse d'autant plus convaincante qu'elle est absolument dépourvue d'effusion. Ainsi le visage de cet enfant de très loin nous regarde, et ses silences nous parlent. Ainsi Kardiagramma enregistre très exactement les battements du





Un ballet survolté dans la nuit de Hongkong

Les Anges déchus. Le réalisateur de « Chunking Express » est bien un des grands créateurs actuels

Film bongkongais de Wnng Karwai. Avec Leon Lai, Takeshi Kaneshiro, Charlie Young, Michèle Reis, Karen Mak. (1 b 36.)

Faudrait pas croire qu'il n'y a pas d'histoire dans Les Anges déchus. Il y en a peut-être même plusieurs. qu'évoquent par bribes les voix off. Des histoires avec un tueur professionnel, une femme et puis une autre, un ieune bomme qui erre dans la ville. Meurtres, idylles, trahisons, poursuites, Mais ces péripéties ne sont pas l'essentiel, même si incontestablement le film « raconte » quelque chose - Hongkong et son inquiétude sourdement tendue à l'approche du retour dans

le giron chinois, un état contemporain des lieux et des sentiments entre surcharge d'apparence et désintégration des liens humains. Mais le sotnario au sens habituel du mot n'est pas l'essentiel : le talent singulier de Wong Kar-wai est de construire une narration fondée absolument sur le travail des images et des sons, au

détriment du récit classique. Poursuivant en la radicalisant la démarche de Chunking Express et des Cendres du temps, le réalisateur hongkongais invente une mise en scène uniquement graphique, où les couleurs, les lumières et les ombres, le traitement des mouvements, le cadrage et le montage constituent son seul vocabulaire. L'invention de Wong Kar-wai (admirablement secondé par son chef opérateur Christopher Doyle) se révêle aussi par la proximité apparente entre les procédés visuels auxquels il recourt et ceux en usage dans la pseudoesthétique du clip et de la pub.

CHORÉGRAPHIE CONCERTÉE Le ralenti ou l'extrême accélération, la décomposition des mouvements, le recours aux forts contrastes lumineux participent ici d'une chorégraphie très concertée sous les apparences d'une grande liberte, porteuse d'une impressionnante énergie. Ces procédés ne visent pas à ces sortes de hold-up sensoriels immédiats sur lesquels

fonctionment tous les petits artifi-

ciers de l'imagene à l'esbrouffe. Ils

relevent d'une conception d'ensemble où ils entrent en résonance, avec une richesse subtile et déstabilisatrice.

Ainsi Les Anges déchus n'est pas une succession de « coups », mais une œuvre dont la portée ne se dégage que comme un ensemble. Même sî, à elle seule, la scène de bagarre générale tournée avec un visage de femme impassible occupant en très gros plan les deux tiers de l'écran témoigne d'un sens de la composition et d'un rapport dynamique aux genres qui suffirait à convaincre que Wong est bien l'un des grands créateurs de formes cinématographiques actuelles.

grand capital ne nuirait pas à la bonne marche des affaires. Tom Cruise dans le rôle-titre campe un véntable surhomme, père exemplaire pour

JERRY MAGUIRE

TYKHO MOON Film français d'Enki Bilal. Avec Julie Delpy, Johan Leysen, Michel Piccoll, Richard Bohringer, Yann Chilette, Marie Lafnret, (1 h 47.) ■ Dans une cité sélénite soumise à l'envahissante police d'un tyran mon'bond, un aventurier tacitume croise le chemin d'une Mata-Hari lunaire et d'un tueur mélancolique. Leurs forces conjuguées ouvriront une breche dans un système oppressif et baroque, deja fissuré par la mégalomanie du pouvoir. On dirait le scénario d'un album de Bilal, mais c'est cejui d'un film de Bilal. Pourquoi l'un des créateurs les plus inventifs de la bande dessinée de ces vingt-cinq dernières années en a-t-il conclu que cela le prédisposait à faire du cinéma ? Vollà le seul mystère de cette intrigue de science-fiction construite autour d'un récit au symbolisme pesant, cosigné par Dan Franck. L'univers graphique de Bilal (goût de la ruine et de la rouille, emploi « déviant » des couleurs avec une prédilection pour le bleu, héros aux visages usés et héroines réminiscences de Louise Brooks, jeux sur le double...) est toujours la. Mais comme le rappel d'un imaginaire qui prenait vie sur les pages et s'endort sur l'écran. Pas de personnages mais des silhouettes figées qui subissent un capharnaum de péripédes ou n'en ne prend consistance, ou aucune magie n'opère - et ou s'épuisent les comédiens. Il existe un bon Tykho Moon d'Enki Bilal: l'album que publie simultanément Christian Desbois Edi-

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

Film américain de Cameron Crowe. Avec Tom Cruise, Rene Zellweger, Cuba Gooding Jr., Kelly Prestnn, Jerry O'Cnanel. (2 h 18.) ■ Le second film de Cameron Crowe, ancien journaliste à Rolling Stone

et réalisateur de clips musicaux, est très supérieur à ce que la comédie

américaine a pu nous offrir ces derniers mois. Une certaine finesse

d'écriture et une excellente interprétation expliquent que Jerry Maguire

ait remporté un triomphe aux États-Unis. Jerry Maguire (Tom Cruise),

un agent de sportifs de haut niveau, réputé comme « requin », est ren-

voyé de son agence après avoir manifesté son souhait de moraliser les

pratiques de son entreprise. Il ne garde qu'un seul client, un joueur de

football caractériel pour qui il décrochera un contrat minifique, en em-

ployant des méthodes plus humaines. Loin de condamner le système au-

quel il prétend s'attaquer (celui des intermédiaires véreux qui

confondent les athlètes avec du bétail), Jerry Maguire le légitime, se

contentant de suggérer qu'un soupçon de moralité dans la gestion du

l'enfant que sa femme a eu d'un premier mariage débarquant en plein

milieu d'une réunion pour femmes seules pour la récupérer, et travail-

lant gratuitement pour son seul et unique client.

Film français de Jean Marbœuf. Avec Catherine Arditi, Françoise Arnnul, Evelyne Bouix, Fabienne Chaudat. (1 b 45.)

■ Trois ans après Pétoln, et dans le sillage d'une œuvre qui scelle l'albance de l'engagement social et du divertissement populaire, Jean Marbœuf s'attaque cette fois au monde du travail. Le cadre est une grande entreprise logée dans la transparence d'un immeuble de verre ultramoderne, et l'argument principal la dénonciation d'un système qui sacrifie impitoyablement les individus à ses besoins. L'histoire est celle des employées d'un service soumis à l'autorité carnivore d'un cadre surnommée « la fée K » (pour Carabosse), qui deviendra à son tour la victime d'une jeune employée dont elle a assuré l'avancement. Mais, à l'image du Moloch capitaliste qu'il stigmatise, le film se dévore lui-même, en privilégiant le pittoresque des personnages plutôt que leur humanité, selon une typologie très manichéenne (les cadres en cruelles femmes fatales, les secrétaires en créatures tristement triviales). Il empile les notations suggestives sans parvenir à construire une seule scène dans la durée, dis que « notations » psychologiques (la méchante a des tenda homosexuelles) et répliques appuyées (« Alors, ma chère, le pouvoir n'estil pas grisont? ») entrainent l'édifice du côté de Dollas. Jean-Louis Comolli écrivait de Coûte que coûte (Claire Simon, 1995) : « La boîte périclite, mois le film s'accomplit »; ici, la boite s'accomplit, mais le film péri-

STAR TREK PREMIER CONTACT Film américain de Jonathan Frakes avec Patrick Stewart, Jonathan

Frakes, Brent Spiner, Alfred Wnodard. (1 h 50.) ■ Star Trek Premier contact est la huitième mouture cinématographique d'une série télévisée à succès créée dans les années 60 et qui, en raison de sa longévité, a dû totalement remplacer son personnel. La série, qui conte l'odyssée sans fin d'un gigantesque vaisseau spatial, l'Enterprise, et de son équipage, maintient la tradicion du space opera, sous-genre de la science-fiction un peu tombé en désuétude dans la littérature spécialisée. Deux récits se déroulent conjointement dans cette nouvelle version où les personnages font, dès le début, un saut dans le passé. Une partie de l'équipage du vaisseau doit faire face à l'invasion de l'astronef par les Borgs, créatures à la fois organiques et mécaniques qui vampirisent les humains et s'intègrent à la structure même du vaisseau. Les autres, téléportés sur Terre, tentent d'aider un savant à faire décoller une fusée qui atteindra la vitesse de la lumière, ouvrant la voie du futur tel qu'il devra se dérouler. Le film n'ajoute rien de neuf aux éternelles préoccupations du genre et les diverses péripéties se trainent, peu soutenues par un suspense mou. La durée et le giganosme de cette série B engoncée dans un vêtement trop grand lui font ainsi perdre une concision qui l'eût rendu davantage consommable.

RIMBAUD/VERLAINE

Film français d'Agnieszka Hulland. Avec Lennardo Di Caprio, David Thewlis, Romane Bohringer, Dominique Bianc. (1 b 42.)

■ La première « bizarrene » de ce Rimbaud/Verlaine dent au choix de la langue : les acteurs parlent anglais, ce qui n'était pas forcément la meilleure idée pour un film consacré à deux poètes français. Ensuite, l'Interprétadon de Leonardo Di Caprio dans le rôle de Rimbaud est pour le moins déroutante : on a du mal à y cerner la part de l'écrivain, alors que les gestes, les cris et les mimiques de l'acteur rappellent celles d'un adolescent américain hurlant devant son poste de télévision après avoir trop bu. Rimbaud/Verlaine ressemble à une séne d'images d'Epinal assemblées de manière à ce que le spectateur puisse bien les identifier Verlaine rencontre Rimbaud, Rimbaud aime Verlaine: Verlaine quitte sa femme, Rimbaud et Verlaine en couple, Verlaine quitte Rimbaud, Rimbaud part en Afrique. Entre ces vignettes manque l'essendel : un film.

Le doux théâtre de la différence

La Moindre des choses. L'univers psychiatrique par l'auteur du « Pays des sourds »

Film français de Nicolas Philibert. (1 b 45.)

Dans une allée ombragée, une femme chante : « J'ai perdu mon Eurydice, rien n'égale mon malheur, » Au plan suivant, un fou passe, profilant dans le champ une étrangeté plus radicale encore. Mais où se trouve-t-on? Au théâtre de verdure? A l'asile psychiatrique? En tout cas, au début d'un film qui, à défaut de donner d'emblée la réponse, se livre à un insolite et passionnant travail de familiarisation. Entre ce lieu et ces gens, entre les personnages et la caméra, entre le spectacle et le spectateur.

De fait, on se trouve à la clinique psychiatrique de La Borde, durant l'été 1995. Mais le film se défie des évidences, il procède d'une manière plus suggestive, sur un thème, la folie, auquel le cinéma documentaire s'est diversement confronté, depuis Regard sur lo folie (1961) de Mario Ruspoli jusqu'à Histoires autour de lo folie (1993) de Paule Muxel et Bertrand de Solliers, en passant par Titicut Follies (1966) de Frederick Wise-Comme si, justement, la moindre des film * sur * la foile mais avec elle. Deux voies s'offrent dans ce cas : la verticale toujours un peu factice de mais plus bonnête de reconnais-

Nicolas Philibert a choisi la se-

d'une pièce de théâtre interprétée par les patients et les soignants. Parti pris de cinéaste qui, filmant les répétitions, les mises en place et la partition orchestrale, interroge la notion de représentation sans pour autant délaisser le quotidien, de la distribution de médicaments à la cuisine collective. Quelques personnages (de la pièce et du film) émergent ainsi dans des séquences inoubbables, marquées par l'humour lorsque Michel est au standard teléphonique, l'effroi lorsque Claude se fait tailler la barbe, ou la violence quand Sophie s'efforce de dessiner. Tout est filmé puis monté avec un sens accompli du rythme, de la composition des plans et des cadrages, de l'alternance des silences et du brouhaha, des gestes ébauchés et

proche singulière : la préparation des regards-caméra. Mais l'essentiel tient aux curieuses correspondances qu'on attribue au hasard et qui relèvent en vérité du génie de celui qui sait les percevoir et les relier. La première de ces correspondances concerne le choix de la pièce adoptée cette année-là à La Borde : Opérette (1966), de Witold Gombrowicz, est fondée sur le grotesque et le délire d'un monde qui court à sa propre perte. Ce texte suscite chez Michel, qui y incame un des rôles principaux, ce jugement très sage : « Les réparties sont complètement déboussolées, ça me console. » Surtout, l'esthétique de Philibert peut se réclamer de celle de Gombrowicz, dans son refus des hautes formes de la culture et de l'art: « Pour moi, lo « sous-valeur », ſ « insuffisance ». le « sous-développe-

que toutes les valeurs », notait l'écrivain polonais dans la préface de La Pornographie. La seconde correspondance

conceroe le rapport conjugue que cette pièce « déjantée » et le tilm qui l'utilise intelligemment comme principal ressort dramatique entredennent avec La Borde. Il ne s'agit, ni plus ni moins, sous les oripeaux du dérisoire et les masques du théatre, que d'une relation de profonde verité. Celle d'un lieu où l'on accorde valeur aux désirs de chacum, refuge à la souffrance et liberté au vagabondage. Par mille et un détours, ce n'est pas le moindre mérite de La Moindre des choses de l'avoir suggéré.

Jacques Mandelbaum

Le documentaire français au fil du réel

Cinéma du réel, du 7 an 16 mars, Centre Genrges-Pompidou (tél.: 01-44-78-44-21)

man. Il n'y a aucune trace du mot salle. Les films de Marcel Ophuls, de Raymond Depar-« folie » dans La Moindre des choses. don, de Robert Kramer ou de Claire Simon sont autant de preuves de l'ambition créatrice, du refus du forma-

conde, et en privilégiant une ap- très inégal, et atteste que le conformisme pédagogique,

l'exotisme facile et les plans plan-plan out encore de beaux jours devant eux. Quelques heureuses exceptions cependant, parmi lesquelles Chemins de traverse de Sabrina Malek et Arnaud Soulier sur les grèves des cheminots de décembre 1995, ou Photographie d'un camp. Le Vernet d'Ariège de Linda Ferrer-Roca, originale remémoration de la mémoire antifasciste à partir d'un fichier retrouvé de photographies signalétiques. Mais il n'est pas indispensable d'aller si loin dans le temps ni dans l'espace pour réaliser un des meilleurs films de cette sélecdon. En trois lettres et treize minutes, Thomas Sipp le prouve avec ACD. C'est en bas de chez lui qu'il a trouvé l'idée de son film, chez un vieux papetier de quartier qui compose ses vitrines avec un amour et une imagination débridés. Mais l'époque est dure aux artistes, et la boutique pourrait bien être ACD. On dirait du Queneau.

des fous selon leur origine. La, longs

et impuissants travellings sur ces

derniers (interprétés par les mêmes

acteurs), qui accusent la cruelle

Ces trois films, d'un abord nette-

ment plus ardu que Zina et 1871,

permettent de compléter la

connaissance d'un travail original,

marqué par une préoccupation

constante de l'idéologie et de l'es-

thétique. Sous les auspices de Trot-

ski, des fusillés de la Commune ou

des oubliés de Lahore, ce cinéma

n'a de cesse de poser, entre fiction

et réalité, narrativité et déconstruc-

tion, couleur et noir et blanc, l'ab-

sence fatidique des hommes à leur

ineptie du jeu politique.

Cinéma du réel qui en favorise la divulgation. Sa 19 édil'abline, ou l'horizontale de l'ac- tion présente cette année une compétition internatiocompagnement, signe plus modeste nale, une rétrospective batte, ainsi qu'une sélection française comportant 17 titres (choisis parmi 285 candi-

choses consistant à ne pas faire un tage télévisuel. La création récente, sur Arte, d'une « case » dévolue à ce genre (La Lucarne) l'atteste, tout comme l'existence, depuis bientôt vingt ans, du festival Le cru 1997 du documentaire français est pourtant

Trois films à l'épreuve de l'histoire du siècle

Rétrospective Ken McMullen. Un cinéaste anglais préoccupé de politique et d'esthétique

Résistance. Film britannique de Ken McMullen. (1 b 30.) Ghost Dance. Film britannique de Ken McMullen. Avec Leonie Mellinger, Pascale Ogier, Jacques Derrida. (1 b 40.) Partition. Film britannique de Ken McMallen. Avec Rnshan Seth, Zohra Segal, Zia Mobyeddin. (1 h 30.)

Après Zino (1985) - son œuvre la plus aboutie à ce jour - et 1371 (1990), trois autres films du cinéaste britannique Ken McMullen sont présentés pour l'intégrale inédite de ses longs métrages. Résistonce (1980), le premier dans l'ordre chronologique, est une œuvre déconcertante qui met en scène, à partir d'une séance de psychodrame, l'éprouvante remémoration d'un épisode supposé s'être déroulé dans le milieu de la Résistance française. Sur une musique de Brian Eno, images d'archives, voix off omnisciente et simulations filmées en vidéo s'entrechoquent pour mettre à l'épreuve le concept de résistance entendu à la fois comme mouvement historique et comme force psychique inconsciente. Au centre de ce film aux antipodes de Lucie Aubrac, une interrogation sur l'héroisme, le mythe et la mémoire.

Ce qu'on s'efforce d'oublier et ce qui malgré tout persiste, ce qu'on enterre et ce qui hante, tous ces fantômes de l'Histoire qui reviennent en spectres de la conscience, tel est encore l'ambitieux objet de Ghost Dence (1983). La dualité, l'entredeux en sont les figures de prédilection : deux femmes (interprétées par Léonie Mellinger et Pascale

Ogier), entre deux villes (Paris et Partition (1987), qui évoque, qua- d'un lieu où l'on décide du transfert Londres) et deux langues (le français et l'anglais), y éprouvent la réa-lité à la lucur du mythe, et l'Histoire ao regard de ses éternels sacrifiés. Sur le chemin de ce film passablement déconstruit surgit le philosophe Jacques Derrida, dont les interventions constituent la part la plus habitée du film, et qui parle du cinéma comme de «l'art de luisser revenir les fantômes ».

Ce que prouve à certains égards

LES ENTRÉES

Combat de Titans au sommet

du box-office

rante ans après, la mort de l'empire britannique sur les ruines duquel sont nés l'inde et le Pakistan. Le film, dont l'action se déroule durant le retrait d'août 1947, mélange images d'archives et scènes de ficoon, et prend la forme d'un long montage parallèle entre un intérieur de Delhi, centre des ultimes négociations, et la cour d'un asile psychiatrique à Lahore au Pakistan. Ici, déliquescence et chromos coloniaux

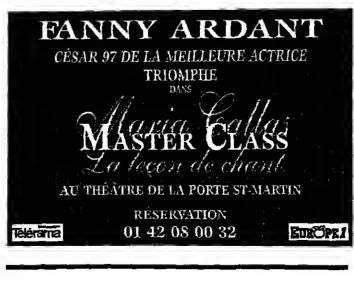
avec la sortie simultanée de Lucie Aubrac et de Mars Attacks!, respectivement dans 46 et 45 salles de Paris et de sa banlieue. Et victoire par K.-O. des Martiens, à 216 000 entrées, contre 117 000 pour le film de Claude Berri. Les autres nouveautés font de la figuration, La Chasse aux sorcières recrutant 14 000 spectateurs dans treize salles tandis que personne n'a cru à Get on the Bus, ni le distributeur qui l'a sorti dans 6 salles seulement ni le public, qui les a boudées (4 000 entrées).

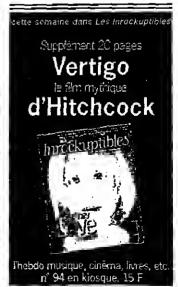
La situation de la fréquentation depuis le début de l'année prend un tour franchement inquiétant, chaque semaine continuant de creuser le déficit par rapport à la semaine correspondante de 1996, pour approcher les 15 % de pertes cumulées malgré l'arrivée de deux titres très porteurs. C'est * Chiffres : Le Film français

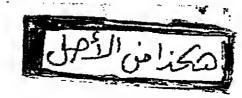
moins la vigueur des sorties qui est en cause que la capacité des films à se maintenir à un haut niveau en continuation, tandis que - malgré quelques réussites comme Y aurat-il de la neige à Noël - beaucoup de « petits films » doivent se contenter de scores de plus en plus minimes. ■ Deax films seulement, parmi

ceux des semaines précédentes, manifestent un certain souffle: Tout le monde dit I Love You reste valllant à 74 000 en troisième semaine (total: 395 000), et Larry Flynt s'accrocbe à 41 000 en deuxième semaine (total 117 000), tandis que ses rivaux, Créotures féroces et Un beau jour, enregistrent des chutes trop rapides. Outre le phénomène Lo Colline oublice (LeMonde du 5 mars), à noter tout de même le bon accueil réservé à la rétrospective « Demy tout entier ». qui a attiré 13 000 amateurs en deux semaines.

J .- M. F.







والمراجعين فالوجوان المجا

Section of the second

the Constant of

Santaline Commence

49.21.21

-~xx...

er egyptick

THE PARTY PROPERTY AND ADDRESS OF THE

44.

 $(x_i,y_i)_{i=1,\dots,n} \in \mathcal{P}_{i+1}$

ক্ষেত্ৰ

C 24. 5 464

AND STREET

الراجع والمهيمين مراكز

 $(a \wedge B_{\mathbb{Q}}^{-1}) = a \wedge \underline{a} \wedge$

June 1 1 1 1

Samuel Control

Carrier Services

Jan San

44. 7.

700

. 44-F

N. 72 (17. No. 11. No.

er er fra de fra de la compa

the second

74 - 7 A

4 -----

region to the state of the state of the and the second second Later Land Commence 87 July 18 18 And Mary Control of the Control A 2 40 Tropic to the second Company of the Assessment of the State of th April Andreas are as a the street of the second March 1990 John Co. والمستوانية والمستوانية

Carla Comment NA SEC. 25 (SE) and the second of Acres 6 10 THE STATE OF THE S section of grant the Transfer of the boundary 446 . Our . . ് യൂട്ടേക് വ

The same of the sa

- -

197 20 000 Service Service Mary and Control of 1300 Same and Branch and A Company of the Comp

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

Marie Carlos Car The parties a single-second to the second

En Iran, Catherine Breillat attaque de front la censure

TÉHÉRAN correspondance

correspondance «Le monde est tellement préoccupé de la morale des femmes que je trouve cela risible », attaque d'emblée la cinéaste Catherine Breillat (Parfait amour). Mais en Iran, personne ne plaisante avec ce sujet, au centre de la première - et très afficielle - Conférence internationale sur la présence de la femme dans le cinéma cantemporain, aù une vingtaine de réalisatrices, productrices et critiques étrangères avaient été conviées du 24 au 28 février. Sans surprise, les intervenants ant condamné l'utilisadan commerciale de l'image de la femme, et sa réducdan en un abjet visuel attirant les pulsians masculines. Là s'arrête le

La canseillère iranienne du ministère de la culture et de l'arientadan islamique, associant la préservatian de la dimension artistique de la femme au port du faulard islamique. « le heiab étant le meilleur instrument pour préserver sa personnalité ». Alors que Catherine Breillat, dans un silence attentif, démontait le mécanisme « de la marale et de l'usage de la morale comme censure, (...) Une morale qui a besoin de chiens de garde n'est pas une morale, mais une oppressian. Paur avoir la moindre valeur, une marale dait être libre. Je suis donc contre la censure ». Elle reportait ensuite l'accusation contre la femme-objet de désir sur la mentalité de celui qui filme, le réalisateur masculin.

A Téhéran, aù la censure des films est essentiellement « morale » pour être conforme aux narmes islamiques, son discours a eu pourtant le mérite de délier les langues sur des questions langtemps retenues. Ainsi cette jeune actrice qui demande: « Les producteurs ont-ils le draît d'exercer des pressions sur ma vie privée paur rendre man comportement conforme aux normes marales imposées à l'écran? »

« L'art est mobile, tandis que la religion est dogmatique. L'art ne peut donc pas être au service de la religion »

Le cinéma féminin iranien a pris son essor depuis la révolution Islamique: aujaurd'hui, les femmes sont présentes dans tous les domaines de la profession, et six réalisatrices dirigent régulièrement des langs métrages. Mais, durant la canférence, seule une directrice de relevé les effets pervers du cinéma post-révolutionnaire qui a relégué, iusqu'à ces dernières années, la remme dans un rôle neutre d'épouse et de mère : « Assise à côté du samovar, paur servir le thé au

d'épouse et de mère : « Assise à côté du samovar, paur servir le thé au chef de famille, obéir à son père, son mani et son fils. La différence avec le cinéma pré-révolutionnaire, c'est que la poupée incinéma iranien, en interdisant à toute femme d'être sensuelle, lui impose en effet un carcan aussi cantraignant que l'imagerie antérieure.

De son côté, Catherine Breillat – qui portait le foulard abligatoire en iran – ne s'est pas limitée à la question de la présence féminine dans la remise en cause de la ceusure: « L'art est mobile, tandis que la religian est dogmatique. L'art ne peut donc pas être au service de la religion. Dès qu'il y a déviance en religian, il y a hérèsie. Le cînéma est une hérésie permanente. »

Elle touchait ainsi à un autre tabou, plus brûlant encore en Iran, celui de la réinterprétation des textes religieux et de l'évoludon de la religion. Sans que les organisateurs ferment le dialague: « Dans la conception iranienne de l'islam, la religian évolue », a ainsi répondn l'un d'entre eux.

Agnès Devictor

Confusion et sélection inégale au Festival de Ouagadougou

OUAGADOUGOU de notre envové spécial

de notre envoyé spécial Le cinéma africain bouge encore. A l'issue du Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou (Fespaco), qui s'est tenu, pour la quinzième fois, du 22 février au 1° mars dans la capitale du Burkina Fasa, cette conclusion minimale permet de ne pas désespérer. Mais ce Pespaco a offert une provision de suiets d'inquiétude, de quoi tenir jusqu'à la prochaine édition de cette manifestation biennale. Premier festival (chronologiquement et par importance) au sud du Sahara, le Fespaco a, cette année, durement peiné pour tenir son rang. La sélection des longs métrages, choisie dans la production de ces deux demières années, n'était guère contestable, tant la production africaine reste limitée en quantité. C'est ainsi qu'on a pu revoir Waati, de Souleymane Cissé, présenté à Cannes en 1995, et des films montrés à la Quinzaine des réalisateurs (Macadam Tribu, du Zairois José Laplaine). Un certain regard (Mossone, de la Sénégalaise Safi Faye), aux Festivals de Nantes (Tumulte, de l'Ethiopien Yemane Demissie) ou d'Amiens (Clando, du

Camerounais Jean-Marie Téno). Logiquement, le jury a décerné à l'un des cinq inédits l'Etalon de Yennenga, qui récompense le meilleur long métrage, Buud Yam, de Gaston Kaboré. Ce choix a permis de rendre hammage à l'un des pionniers du cinéma africain, également président sortant de la Fédération panafricaine des cinéastes (Fepaci) et ressortissant burkinabé. Mais la Fepaci est déchirée par une querelle des anciens et des modernes qui a empêcbé l'élection d'un nauveau bureau lars du congrès réuni pendant le festival. Et le Burkina Faso a sérieusement entamé son capital de sympathie en proposant un festival à l'organisation défaillante - de la qualité des projections à l'accueil des professionnels - dans une ambiance politique alourdie par la répression du

Au sein de la sélection, les « films de brousse » ont le mieux résisté,

Taafé Fanga, d'Adama Drabo, Faraw, d'Abdoulaye Ascofare (tous deux Maliens) au Mossane reviennent chacun à leur manière sur le terrain du conflit entre tradition et innovation. Faraw (Une mère des sables) est à cette aune une réussite qui doit beaucoup à la performance d'Aminata Ousmane Maiga dans le rôle principal, saluée par un prix d'interprétation. Ascofare raconte vingt-quatre heures dans la vie d'une femme songhai, qui survit dans une ville du nord-est du Mali, au bord du désert, entre un mari impotent et des enfants exaspérés par leur panvreté. Faraw est filmé avec une attention aux personnages peu cammune, faisant durer les scènes jusqu'à ce que l'émotion des conventions de situations sociales.

persannages l'emparte sur les conventions de situations sociales. Mains réussi, Taafé Fanga reprend une légende du pays dogon : tournée dans les spiendides falaises

Le saiut par le satellite ?

La chaîne payante par sateilite sud-africaine M-Net diffuse essentiellement des longs métrages hollywoodiens. Mais aussi des feuilletons de fabrication locale et, depuis trois ans, des courts métrages de débntants sud-africains. Sélectionnés par concours dans le cadre d'une initiative baptisée « New Directions », ils réalisent une fiction de vingt-six minntes pour un budget d'environ 150 000 dnllars (500 000 francs). L'échantillon proposé par M-Net à Ouagadnugau, du film historique (Came and See the Bioscope, un épisode de la vie dn fondateur de PANC Sninmnn Plaatje, réalisé par Lance Gewer) à la comédie urbaine (Chikin Biz'nis, de Khalo Carlo Matabane), est assez concluant pour que M-Net organise des concours similaires an Kenya et au Nigeria, et que snient mis en chantier, en Afrique du Snd, deux longs métragés qui doivent sortir en 1998.

de Bandiagara, cette prise du pouvoir par les femmes, aidées par la
capture d'un génie, est filmée tantôt
comme une farce (et ce sont les
meilleurs moments du film) tantôt
camme une mauvaise pièce de
théâtre, avec ses mouvements de
foule convenus et ses effets dramatiques téléphanés. Ces films relèvent d'un genre que les années
ant défini avec autant de précision
que la comédie musicale hollywoodienne.

En Afrique au ailleurs, ils ant rencontré un public limité. Cette situatian est la matière même du Camplot d'Aristote, de Jean-Pierre Bekolo. Le réalisateur camerounais. qui a tourné son film en Afrique du Sud, montre une salle de cinéma que se disputent un gang de voyous et un cinéaste africain. Les premiers veulent voir Schwarzenegger, le second veut leur montrer la réalité du cantinent. Occassion de quelques répliques drôlissimes, Le Complot d'Aristote témoigne malheureusement d'une grande difficulté à rythmer une comédie comme à filmer un échange de coups de feu.

C'est finalement le Kirri et Adams (ou La Traversée du jour) d'Idrissa Ouedraogo qui a le mieux relevé le défi. Tourné en anglais en Afrique du Sud, le film a été présenté hors compétition afin de préserver ses chances de sélection à Caunes. Filmé rapidement et légèrement, cette histoire de l'amitié entre un homme marié et un célibataire endurci, paysans engagés dans une carrière où l'un réussit et l'autre pas, évoque La Belle Equipe, de Duvivier. Kini et Adams est aussi remarquable par ce qu'il ne montre pas; les traditions de l'invisible (magie au religion), les relations entre Africains et le reste du mande (an ne vait pas un Blanc), l'ancrage dans une réalité politique (jamais la période d'apartheid n'est évoquée, même si le film est clairement situé en Afrique du Sud) sont délibérément passés sous silence. Comme pour dire que le cinéma africain ne s'en sortira qu'à force de cinéma et non d'africanité.

Thomas Sotinel

Souvenirs de la maison Cosmos

ARKEION FILMS: collections andiovisuelles. Vidéothèque de Paris, Nnuvean Forum des Halles, porte Saint-Eustache, Paris 1°. RER et M° Les Halles. 19 heures et 21 heures, le 5 mars.

19 hentes et 21 hentes, le 3 mars. Tél.: 01-44-76-62-00.

Première partie: cinq courts métrages, un montage d'archives, de l'empire tsariste jusqu'à nos jours; Stenku Razine, de Vladimir Romachkov (1908); La Vengeance de l'opérateur de clnéma, de Ladislas Tzarevitch (1912); Les Musiciens, de Mikhail Robakhdzé (1969); Le Chat botté, de Garri Bardine (1998). Seconde partie: Le Bunheur d'Assia, d'Andrei Konchalovsky (1967).

En dannant carte blanche à la saciété Arkeian Films, mercredi S mars, la Vidéothèque de Paris ne fait pas que proposer une belle et éclectique programmation (Kabakhdé, Konchalovsky...). Cette soirée est aussi l'occasion de se remémorer les riches heures du cinéma de l'Est, en France. Car Arkeian Films est la société béritière de Cosmos Films, qui bénéficia durant dix-sept ans du manopole de la distribution des films du bloc soviétique, Créé en 1975, Casmas Films importait une vingtaine de films soviétiques en France qui étaient prajetés dans une salle dont la société avait fait l'acquisition (le Cosmos, actuel Arlequin rue de Rennes), devenue la vitrine du cinéma soviétique en France.

L'expression pourrait induire en erreur, car le choix est clair : pas de politique, si ce n'est celle des auteurs. Encare faut-il savoir manœuvrer avec Savexpart, arganisme afficiel auprès duquel Cosmos doit exclusivement négocier. Mais ainsi que le rappelle Monique Gailhard, responsable, avec Richard Delmatte, d'Arkelan « nous disposions d'un réseau d'informateurs qui naus indiquaient les productions les plus intéressantes, que nous réclamians ensuite à Sovexport. Ils multipliaient les tracasseries, mais nous ne lâchians pas le marceau ». Richard Delmotte se sauvient: « On naus dannait par exemple un film de Tarkovski, à

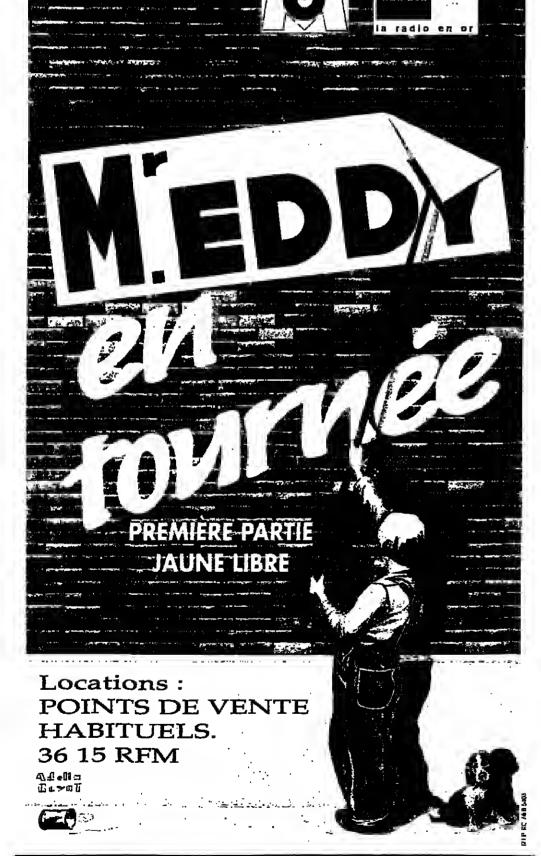
condition de ne pas le présenter dans les festivals. J'ai dû louer une salle à Cannes pour y passer Stalker, hors Festival. En juillet, je me trouve à Moscou, aû le ministre de l'époque, furieux, menace d'abord de me casser la tête, pour finir par me confier en aparté qu'au moins les Occidentaux auront vu un bon film soviétique. » Au vu des auteurs découverts en France grâce à Cosmos (Tarkovski, Mikhalkav, Iosselani, Panfilov, Guerman...), le système ne fonctionnait pas trop mal.

L'aventure de Casmas Films prend fin avec la perestroïka. Richard Delmotte et Manique Gailhard développent depuis une activité largement entamée du temps de Cosmos Films, le stockage d'archives. Ainsi naît, en 1991, Arkeion Films, qui dispose d'un choix de trois mille documentaires (de 1897 à nos jours), et enrichit chaque jour sa collection d'images grâce à l'ouverture des archives soviétiques qui suscite une forte demande en Occident (de la part de télévisians, d'institutions, de documentaristes, français mais aussi européens).

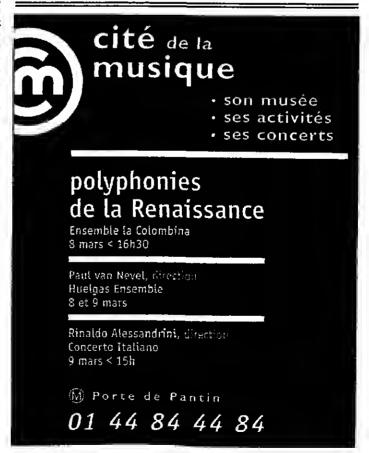
Arkeian n'a pas paur autant

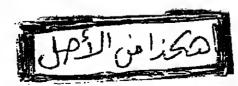
abandonné la distribution. La société a récupéré en 1993 les droits d'exploitation des mille huit cents films du patrimoine cinématographique russe et saviétique en France. Elle a fait découvrir, voilà un an, les films d'animatian inédits de Gary Bardine, et elle a plus récemment contribué à la redécouverte du Géorgien Mikhail Kobakhidzé.

Jacques Mandelbaum



UN CONCERT RFM





met selection inega ival de Ouagadougou.

Feet together than the state of the state of The second second AC CARLES BAR WALLEY professional services and a service of the service पर्यक्ता कराव्या करता. जन्म and the state of t The first of the second of the gramme Schools TRANSPORT TO Charles of Land

the methods. -Marie Service Agricultura de la companya de la com 1944. 34 - 4. 1. .. د. در این نیست اینستان Maria Maria Carata Cara Maria

. W. W. W.

AN HARLY BAY IN THE TAIL THE PROPERTY AND THE PARTY.

THE PERSON NAMED IN THE PE The state of the s de the birth blesser the state of the s material designation of the second week with the service has been a SERVICE THE STATE OF THE SERVICE STATE STA Marie Trape of the Control Complete the Marriage ... The strangers where you were A spiller in Lf Control of the second of the s projection and the factories Mirels. Hop Affahr Mirel Street Street State Story The state of the s The state of the s

Marie Contract of the Brigary V. BONNES WORKER . ST. Company Service Service WWW. CHARLINGT TO THE LAND Marie de grant de la company d THE PARTY NAME OF THE PARTY NA

nde la maixon (estos Margan San Markey THE V. STIERS. The straining Z. Mary ... The second the reservoir

The state of the s Notice . · 多种类类4.24 Little to المساح فالجاء الوطاطع Parent Company of the

The resemble

-

The same of the sa

Marie Ministra The second second A secondary Trees stands were The state of the state of towns and the second section in the second cité de la

> · ses Mir . 10 (polyphonies de la Renaissance man and the second of the second 4× 15

musique

· SOM PE

The Kind of Land Street, Stree L.Z

LA SÉLECTION DU « MONDE »

BRIGANDS, CHAPITRE VII (franco-géorgien-italien-suisse, 2 h 09), de Otar losseliani. CARMIN PROFOND (**) (franco-mexicain-espagnol, 1 h 54), d'Arturo Ripstein. DIEU SAIT QUOI (français, 1 h 30), de Jean-Daniel Pollet. DU TOUR **AU LENDEMAIN** (franco-allemand, noir et blanc, 1 h 02), de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet. FOR EVER MOZART (franco-suisse-allemand, 1 h 20), de Jean-Luc Godard. GET ON THE BUS (américain, 2 h), de Spike Lee. LARRY FLYNT (américain, 2 h 10). de Milos Forman. LEVEL FIVE (français, 1 h 46), de

de José Laplaine. MARS ATTACKS I (américain, 1 h 45), de Tim Burton. NENETTE ET BONI (français, 1 h 43), de Claire Denis. POUR RIRE (français, 1 h 40), de Lucas Belvaux. LA SERVANTE AIMANTE (français, 2 h 46), de Jean Douchet. THE PILLOW BOOK (franco-britannique, 2 h 06), de Peter Greenaway. TOUT LE MONDE DIT « I LOVE YOU » (américain, 1 h 41), de Woody Allen. Y AURA-T-IL DE LA NEIGE

A NOEL? (français, 1 h 30), de

Sandrine Veysset.

(franco-zairois-portugais, 1 h 27),

MACADAM TRIBU

Chris Marker.

× .5 .

2 1 P. . .

· ...

. . .:

FESTIVALS VALENCE: « REPÉRAGES » Chaque année, le Crac, scèoe oationale de Valence, organise « Repérages », manifestation constituée autour d'un film important de l'histoire du cinéma. La Nauvelle Bobylone, réalisé par Grigori Kozintsev et Leonid Trauberg en 1929, suscita des affrontements passionnés lors de sa sortie sur les écrans soviétiques. Ce film muet, divisé en sept parties, de la guerre de 1870 aux fusillades qui suivirent la chute de la Commune, sera projeté sur une musique de Chostakovitch, interprétée par l'Orchestre national d'fle-de-France, sous la direction de Jacques Mercier (les 7 et 14 mars à 20 h 45). Une cinquantaine de films, une exposition (Alexandre Rodtchenki et la photographie soviétique de la fin des années 20) et une table ronde (« La Représentation de l'Histoire », par Jean-Louis Comolli) sont aussi prévus. Du 5 au 16 mars. Crac, scène nationale, 36, boulevard du Général-de-Gaulle, 26 Valence. Tél.: 04-75-82-44-10. 13. SEMAINE DU CINÉMA MÉDITERRANÉEN DE LUNEL (Hérault) Espagne, Italie, France et Turisie ainsi que les derniers films de Bernardo Bertolucci, Claire Denis. Paul Carpita, Belkacem Hadjadj, Farid Boughédir, Mimo Calopresti, Alejandro Amenabar donneroot une idée de la création cinématographique récente en Méditerranée, Parallèlement, cette manifestatioo rendra hommage à Agnès Varda, Ennio Morricoce. Marcello Mastroianni et une soirée sera consacrée à Louis Feuillade.

Du 11 au 25 mars. Tel. : *04-67-83-39-59*. LES REPRÉSENTATIONS DU POUVOIR AU CINÉMA Sous l'intitulé « Le fait du prince, images et pouvoir », l'Auditorium du Louvre propose, à travers une sélection de fictions et de documentaires d'archives, un cycle de films consacré à la mise en scène du pouvoir et à ses images, de l'Antiquité au XX siècle. Fastes princiers avec décors et costumes grandiloquents (Queen Kelly. L'Impératrice rouge), élaboration d'une fictioo commune fondement de l'autorité (Napoléon, King of New York), rituels de cour (Le Couronnement du roi Pierre 🕒 de Serbie, Funérailles de l'empereur Yoshi Ito), comportements animaliers (Cambat de kangourous), dimension ethnologique (Rituels et fêtes Bororo) ou encore images de propagande (Mussolini, a Charocter in Motion Picture, Tag der Deutschen Kunst) soot quelques-unes des multiples facettes du prince que ce cycle permet d'aborder. Des conférences seront également organisées autour du Louvre sur le thème architecture et pouvoir (tel.: 01-40-20-51-04). Du 6 au 17 mars. Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide, Paris 1=. Tél. : 01-40-20-51-86 et 01-40-20-52-99. 15 F et 25 F la séance : 90 F et 135 F l'abonnement

CAMÉRAS D'AUJOURD'HUI,

NOUVELLES TENDANCES

réalisatrices et réalisateurs de

films (ASRF) présente la jeune

helvétiques au travers d'une

quarantaine de longs et courts

métrages. En soirée d'ouverture

DU CINÉMA SUISSE

L'Association suisse des

génération des auteurs

(le 6 à 20 h 30), Zurich brûle (1980-1981), film collectif du Videoladen qui oarre le « mai 80 » de la jeunesse zurichoise. Une rencontre avec six cinéastes helvètes (le 8 à 18 h 30) est aussi prévue.

Du 6 au 16 mars. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3. Tel.: 01-42-71-38-38. Entrée libre. HOMMAGE À LILIAN HARVEY La Cinémathèque de la danse, dans le cadre du cycle de la Cinémathèque française « Les années 30 sur la colline de Chaillot; chansons, larmes et crises », rend hommage à Lilian Harvey, la star des films allemands produits par l'UFA au début du parlant et doot la popularité fut immense en Europe et ootamment en France grâce au couple qu'elle forma avec Henri Garat puis Charles Boyer Danseuse, comédienne, chanteuse, Lilian Harvey fut la grande figure des « films-opérettes » et représente un phénomène unique dans l'histoire des relations entre le cinéma de fiction et la danse. Les 9, 12 et 30 mars. Cinémathèque française, salle du palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris 16: Tél.: 01-47-04-24-24. JOSÉ BÉNAZÉRAF

À LA CINEMATHÈQUE Ao milieu des années 60, il y avait une aura sutour des films et du personnage Bénazéraf qui était vu comme une sorte d'original, d'excentrique, dans la nébuleuse des films érotico-fantastiques qui sortaient dans les salles de boulevard. Uoe légende s'était construite autour de hii parce qu'il avait prêté sa silhouette et surtout sa voiture à Godard dans A bout de souffle... La Cinémathèque française présente douze de ses longs métrages parmi lesquels Cover Girls (1963) et L'Eternité pour naus (1961). Du 5 au 9 mars. Cinémathèque française, salle République, 18, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11. Tel.: 01-47-04-24-24. LE CINÉMA DES CINÉASTES Dans le cadre du festival Cinéma du réel, le Cinéma des cinéastes reçoit, en ouverture de la

rétrospective « A la rencontre des pays haltes », le cinéaste lituanien Sarunas Bertas et propose une soirée de projection de films de la sélectioo 1997 (20 h 30, le 5 mars). « L'aventure du cinéma en direct » se poursuit jusqu'au 6 avril, chaque dimanche de 11 h 30 à 20 h 15. Le programme du dimanche 9 mars : Chronique d'un été de Jean Rouch, Salesmor d'Albert et David Maysles, Le Regne du jour et Pour la suite du monde de Pierre Perrault. Un débat est prévu à l'issue de la dernière séance.

Cinéma des cinéastes, 7, avenue de Clichy, Paris 17. Tel.: 01-53-42-40-20 et 08-36-68-97-17. **JOURNÉE INTERNATIONALE** DES FEMMES Des films faits par des femmes (La

Maison de Jeanne de Magali Clémeot, Sans un cri de Jeanne Labrune, Le Fabuleux Destin de Madame Pétlet, de Camille de Casabianca et un film surprise sur les femmes algériennes), des rencontres avec les réalisatrices Magali Clément et Jeanne Labrune et un concert du quartette Jazz Do It composent l'essentiel de ce programme concocté pour la Journée internationale des femmes. Le samedi 8 mors, de 14 heures à 2 heures. L'Entrepot, 7-9, rue Francis-de-Pressensé, Paris 14. Tel.: 01-45-40-78-38 et

08-36-68-05-87.

NOUVEAUX FILMS LES ANGES DÉCHUS

film de Wong Kar-Wai, avec Leon Lai Ming, Takeshi Kaneshiro, Charlie Young, Michele Reis, Karen Mok LOOKING FOR RICHARD (1 h 36). VO: UGC Ciné-Cité les Hailes, 1°; Ra-(américain, 1 h 53), d'Al Pacino.

cine Odéon, 6º (01-43-26-19-68; réservation; 01-40-30-20-10); UGC Rotonde, dolby, 6º; George-V, dolby, 8º. GHOST DANCE Film britannique de Ken McMullen,

Pascale Ogier, Robbie Coltrane, Dominique Pinon (1 h 40).

VO: Action Christine, & (01-43-29-11-JERRY MAGUIRE

Film américain de Cameron Crowe, avec Tom Cruise, Cuba Gooding Jr., Reor consequence of the consequenc 1"; UGC Danton, dolby, 6'; Gaumont Marignan, dolby, 8' (reservation: 01-40-30-20-10); UGC Normandie, dolby,

8°; Gaumont Opèra Français, dolby, 9° (01-47-70-33-88; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Gobelins Farvette, dolby, 13° (01-47-07-55-88; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14 (réservation : 01-40-30-20-10); UGC Maillet, 17°. VF: Rex, dolby, 2° (01-39-17-10-00);

UGC Montparnasse, dolby, 6°; Saint-La-zare-Pasquier, dolby, 8° (01-43-87-35-43; réservation: 01-40-30-20-10); Para-mount Opéra, dolby, 9° (01-47-42-56-31; réservation: 01-40-30-20-10); Les Nation, dolby, 12* (01-43-43-04-67; ré-Servation; 05:09, 12* (01-3-3-0-8); 12* (10-3-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12*; UGC Gobelins, dol-by, 13*; Miramar, dolby, 14* (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); Mistral, dolby, 14" (01-39-17-10-00; re-servation: 01-40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15"; Pathé Wepler, dolby, 18" (réservation: 01-40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20" (01-46-36-10-96; réservation: 01-40-30-20-10). KARDIOGRAMMA

Flim kazakh de Darejan Omirbaev, avec Jasulan Asauov, Saile Toktybaeva, Gul-nara Dosmatova (1 h 13). VO: Le Quartier Latin, 5º (01-43-26-84-

Film français de Manuel Poirier, avec Coralle Tetard, Pierre Berriau, Elisabeth Commelin, Marie-France Pisler, Jean-Luc Bideau, Laure Fernandez (1 h 46).

(01-47-20-76-23; reservation: 01-40-30-

VF: Rex. dolby, 2* (01-39-17-10-00); Paramount Opera, dolby, 9° (01-47-42-56-31; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12°; UGC Gobelins, 13°; Gaumont Parnasse, dolby, 14" (réserva-tion: 01-40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14 (01-43-27-84-50; reservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15' (01-48-28-42-27; réservation : 01-40-30-20-10); Pathé Wepler, doltry, 18° (réservation : 01-40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96; riservation: 01-40-30-20-10). TEMPS DE CHIEN

Film français de Jean Marboeuf, avec Catherine Arditi, Françoise Armoul, Eve-lyne Bouix, Fabienne Chaudat, Josiane Lévêque, Julie Marbœuf (1 h 45). Gaumont les Halles, dolby, 1* (01-40-39-99-40; réservation: 01-40-39-20-10); Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5° (01-43-54-42-34); Elysées Lincoin, dol-by, 8° (01-43-59-36-14); Gaumont Opé-ra Français, dolby, 9° (01-47-70-33-88; réservation: 01-40-30-20-10); Sept Parnassiers, dolby, 14* (01-43-20-32-20) ; Le Cinèma des cinéastes, 17* (01-53-42-40-

TYICHO MOON Film français d'Enki Bilal, avec Julie Del-py, Johan Leysen, Michel Piccoli, Marie Laforèt, Richard Bohringer, Yann Collette (1 h 47).

20; reservation: 01-40-30-20-10).

UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1º ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6' (01-46-33-79-38; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Marignan, dolby, 8" (réserva-tion: 01-40-30-20-10); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13- (01-47-07-55-88; réservation : 01-40-30-20-10); Les Montparnos, 14" (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18t (reservation: 01-40-30-20-10).

EXCLUSIVITÉS L'AMOUR EST A RÉINVENTER (**) Oix films courts Français (58 mn). 14-Juillet Beaubourg, 3 (réservation : 01-40-30-20-10). BRIGANDS, CHAPITRE VII

avec Amiran Amiranachvili, Dato Gogi-bedachvili, Guio Tzintsadze, Nino Ordjonikidze, Keti Kapanadze, Alexi Ojake-

VO: Saint-André-des-Arts II, 6º (01-43-26-80-25). CARMIN PROFOND (**) d'Arturo Ripstein,

Gaumont les Halles, doiby, 1" (01-40-39-99-40; reservation: 01-40-30-20-10); -{Publicité) Bachkirie! Sive limaginaire [Peuls du Niger] Madagascar Madagascar [Allemagne]

Gaumont Opéra I, 2º (01-43-12-91-40; réservation: 01-40-30-20-10); Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5° (01-43-54-15-04); 14-Juillet Hautefeulile. man. dolby, 6" (01-45-33-79-38; reservation : 01-40-30-20-10); Le Balzac, 8" (01-45-61-Franco-mexicain-espagnol (1 h 54). 10-60); 14-Juillet Bastille, dolby, 11 (01-43-57-90-81; réservation: 01-40-30-20-10); Escurial, 13 (01-47-07-28-04; réser-01-40-30-20-10). vation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14° (01-43-27-84-50 ; réserva-LA COLLINE OUBLIÉE tion: 01-40-30-20-10); Sept Parnassiens, dolby, 14* (01-43-20-32-20); Bienvenüe

Montparnasse, dolby, 15' (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); Maroudja Hadiloum. Franco-algérien (1 h 45). jestic Passy, 16" (01-42-24-45-24; réservation; 01-40-30-20-10); 14 Juillet-sur-VO: 14-Juillet Beaubourg, 3º (réserva-tion: 01-40-30-20-10); Elysées Lincoln, Seine, dolby, 194 (réservation : 01-40-30-

Film français de Nicolas Philibert, avec les pensionnaires, les soignants de la clinique de La Borde (1 h 45). de Ventura Pons, 14-Juillet Seaubourg, 3' (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Hautefeuille, 5- (01-46-33-79-38; reservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11- (01-43-Pere Ponce Espagnol (1 h 30).

57-90-81; reservation: 01-40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14* (01-43-20-32-20). Film britannique de Ken McMullen d'Agnès Varda, avec Roshan Seth, Zohra Segal, Zia Mo-hyeddin, Saeed Jaffrey, Leonie Mellin-ger, John Schrapnel (1 h 30). VO: Action Christine, 6° (01-43-29-11-Français (1 h 03).

Français (1 h 30). RESISTANCE . Film britannique de Ken McMullen VO: Action Christine, 6º (01-43-29-11-

RIMBAUO VERLAINE Film français d'Agnieszka Holland, avec Leonardo Oicaprio, David Thewis, Romane Bohringer, Dominique Blanc, Féli-cie Pasotti Cabarraye, Nita Klein

20-10)

(1 h 30).

LA MOINDRE DES CHOSES

VO: Gaumont les Halles, dolby, 1º (01-40-39-99-40; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, dolby, 6º (01-43-25-59-83; reservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Ambassade, dolby, 8 (01-43-

59-19-08: réservation: 01-40-30-20-10); 14-Julilet Bastille, 11' (01-43-57-90-81; reservation: 07-40-30-20-10). VF: Gaumont Opére I, dolby, 2º (01-43-12-91-40; réservation: 01-40-30-20-10). STAR TREK-PREMIER CONTACT

Film américain de Jonathan Frakes, avec Patrick Stewart, Jonathan Frakes, Brent Spiner, Alice Krige (1 h 52). VO: UGC Ciné-Cité les Halles, doiby, 1": Publicis Champs-Eiysées, dolby, & avec Regina Orozco, Oaniel Gimenez Cacho, Marisa Paredes, Patricia Reves Espindola, Julieta Egurrola, Rosa Fur-

VO: 14-Juillet Beaubourg, 3 (reserva-tion: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Parnasse, 6" (01-43-26-58-00; reservation;

d'Abderrahmane Bouquermouh avec Ojamilla Amzal, Mohand Chabane, Samira Abtout, Abderrahmane Kamal, Abderrahmane Oeblane, Far-

8* (01-43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14* (01-43-20-32-20); 14 Juillet-sur-Seine, 19" (reservation: 01-40-30-20-10). LE COMMENT ET LE POURQUOI

avec Unis Homer, Pepa Lopez, Alex Casanovas, Merce Aranega, Merce Pons, VO: Latina, 4° (01-42-78-47-86); Espace Saint-Michel, 5° (01-44-07-20-49).

LES DEMOISELLES ONT EU 25 ANS Action Ecoles, 5' (01-43-25-72-07). OIEU SAIT QUOI de Jean-Daniel Pollet.

Studio des Ursulines, 5 (01-43-26-19-DU JOUR AU LENDEMAIN

de Jean-Marie Straub et Oaniële Huil-

avec Christine Whittlesey, Richard Salter, Claudia Barainsky, Ryszard Karczykewski. Franco-allemand, noir et blanc (1 h 02). VO: Studio des Ursulines, 5º (01-43-26-FAU DOUCE

de Marie Vermillard, avec Nathalie Richard, Antoine Chappey, Elie Tazartes, Alexis Batoussov, Raymond Martin Français (58 mn). Espace Saint-Michel, 5 (01-44-07-20-

FOR EVER MOZART de Jean-Luc Godard, avec Madeleine Assas, Bérangère Allaux, Ghalya Lacroix, Vicky Messica, Frédéric Pierrot, Harry Cleven.

Franco-suisse-allemand (1 h 20). Le Quartier Latin, 5" (01-43-26-64-65); Le République, 11" (01-48-05-51-33).

GET ON THE BUS de Spike Lee, avec Richard Belzer, Deaundre Bonds, Andre Braugher, Thomas Jefferson Byrd, Gabriel Casseus, Albert Hall.

Américain (2 h). VO: Gaumont les Halles, dolby, 1" (01-40-39-99-40; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Opera Imperial, dolby, 2* (01-47-70-33-88; réservation : 01-40-30-20-10); Lucernaire, &; Elysées Lincoln, dolby, & (01-43-59-36-14); Le Cinéma des cinéastes, 17° (01-53-42-40-20; ré-servation : 01-40-30-20-10). LADY OSCAR

de Jacques Demy, avec Catriona Mac Coll, Barry Stokes, Christina Bohm, Jonas Bergstrom, Terence Budd, Martin Potter. Franco-britannique (2 h 04). Le Cinéma des cinéastes, 17º (01-53-42-40-20 ; réservation ; 01-40-30-20-10).

LARRY RYNT de Milos Forman,

avec Woody Harrelson, Courtney Love, Edward Norton, Brett Harrelson, Donna Hanover, James Cromwell. Américain (2 h 10).

Américau (2 h 10).

VO: UGC Ciné-Cité les Halles, dolby,

1°; UGC Odéon, 6°; Gaumont ChampsElysées, dolby, 8° (01-43-59-04-67; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Opéra, 9°; La Bastille, dolby, 11° (01-43-07-48-60); UGC Gobelins, 13°; Gaumont Alésia, dolby, 14' (01-43-27-84-50; réserva-tion : 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dotby, 14* (01-43-20-32-20); UGC Mail-lot, 17*; Pathé Wepler, dolby, 18* (réservation: 01-40-30-20-10). LEVEL RIVE

de Chris Marker, avec Catherine Belkhodja, la participa-tion de Naglsa Oshima, Kenji Tokitsu, Jun'ishi Ushiyama. Français (1 h 46).

Gaumont les Halles, dolby, 1" (01-40-39-99-40; réservation; 01-40-30-20-10); Le Saint-Germain-des-Prés, Saile G. de Beauregard, 6° (01-42-22-87-23 ; réservation: 01-40-30-20-10); Le Balzac, 8 (01-45-61-10-60). LOOKING FOR RICHARO

d'Al Pacino, avec Al Pacino, Harris Yulin, Penelope Allen, Alec Baldwin, Kevin Spacey, Wi-

nona Ryder. Américain (1 h 53). VO: UGC Forum Orient-Express, 1"; Action Christine, dolby, 6" (01-43-29-11-30); UGC Rotonde, 6"; UGC Triomphe, 8"; La Bastille, 11" (01-43-07-48-60). LOST HIGHWAY (*)

de Oavid Lynch, avec Bill Pullman, Patricia Arquette, Balthazar Getty, Robert Blake, Robert Loggia, Gary Busey.

Americain (2 h 15). VO: UGC Forum Orient-Express, dolby, 1*; Les Trois Luxembourg, 6* (01-46-33-97-77; reservation: 01-40-30-20-10). LUCIE AUBRAC

de Claude Berri, avec Carole Bouquet, Daniel Auteull, Jean-Roger Milo, Patrice Chèreau,

Maxime Henry, Eric Boucher, Français (1 h 55), UGC Cine-Cité les Halles, dolby, 1"; Gaumont Opéra I, dolby, 2º (01-43-12-91-40; réservation: 01-40-30-20-10); Rex. 2" (01-39-17-10-00); UGC Montparnasse, dolby, 6°; UGC Odéon, dolby, 6°; La Pagode, dolby, 7º (réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Ambassade, dolby, 8 (01-43-59-19-08; réservation: 01-40-30-20-10) : Saint-Lazare-Pasquier dotby, 8 (01-43-87-35-43; reservation : 01-40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8°; UGC Opera, dolby, 9°; Les Na-tion, dolby, 12° (01-43-43-04-67; réser-vation: 01-40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12°; Gaumont Grand Ecran Ita-lie, dolby, 13° (01-45-80-77-00; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14* (01-43-27-84-50; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14" (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15" (01-45-75-79-79; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15. (01-48-28-42-27 ; reservation ; 01-40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16° (01-30-20-10); Majestic Passy, Goldy, 16* (U-42-24-46-24; reservation: 01-40-30-20-10); UGC Maillot, 17*; Pathé Wepler, dolby, 18* (réservation: 01-40-30-20-10); 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19* (réservation: 01-40-30-20-10); Le Gambet-

ta, dolby, 20° (01-46-36-10-95; réserva-tion : 01-40-30-20-10). LES « LUMIÈRE » OE BERLIN de Wim Wenders, avec Udo Kier. Nadine Büttner. Christoph Merg. Otto Kuhnle.

Allemand, couleur et noir et blanc VO: Reflet Médicis I, 5 (01-43-54-42-

MACADAM TRIBLE de José Laplaine, avec Lydia Ewandé, Hassane Kouyaté, Sidy Camara, Assitou Kanté, Gabriel Magma Konaté, Maimouna Hélène

Pranco-zairois-portugais (1 h 27). VO: Espace Saint-Michel, 5' (01-44-07-

MARS ATTACKS de Tim Burton, avec Jack Nicholson, Glenn Close, An-

nette Bening, Pierce Brosnen, Danny De Vito, Martin Short. Américain (1 h 45). VD: UGC Ciné-Cité les Halles, dolby,

1"; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3" (ré-servation : 01-40-30-20-10); Les Trois Luxembourg, & (01-46-33-97-77; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Montparnasse, 6°; UGC Odéon, dolby, 6°; Gau-mont Marignan, dolby, 8° (réservation : 01-40-30-20-10); George-V, THX, dolby, 8°; Gaumont Opéra Français, dolby, 9° (01-47-70-33-88; reservation: 01-40-30-20-10); La Bastilla, dolby, 11° (01-43-07-48-50); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13 (01-47-07-55-88; reservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14th (reservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (01-45-75-79-79; reservation: 01-40-30-20-10); 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 199 (reservation: 01-40-30-20-10).

NENETTE ET BONS de Claire Denis. avec Gregolre Colin, Alice Houri. Jacques Nolot, Valeria Bruni-Tedeschi, Vincent Gallo.

Français (1 h 43). 14-Juillet Parnasse, 6* (01-43-26-58-00; réservation: 01-40-30-20-10). NI D'ÉVE NI D'ADAM (*)

de Jean-Paul Civeyrac,

avec Guillaume Verdier, Morgane Halnaux, Frédérique Gagnol, Hélène Chambon, Luc Tissot, Lucile Nogier. Français (1 h 30). Espace Saint-Michel, 5° (01-44-07-20-

49) ; Le République, 11° (01-48-05-\$1-POUR RIRE de Lucas Belvaux, avec Ornella Muti, Jean-Pierre Leaud,

Antoine Chappey, Tonie Marshall, Phi-lippe Fretun, Bernard Mazzinghi. Français (1 h 40). Epèe de Bois, 5° (01-43-37-57-47); Les

Trois Luxembourg, & (01-46-33-97-77; reservation: 01-40-30-20-10); Lucernaire, 5°; Denfert, 14° (01-43-21-41-01; reservation: 01-40-30-20-10).

LA PROMESSE de Jean-Pierre et Luc Dardenne. avec Olivier Gourmet, Jérémie Renier, Assita Ouedraogo, Rasmane Ouedrao-

Belge (1 h 33). Saint-André-des-Arts I, 5º (01-43-25-48-

SÉLECT HÔTEL (**) avec Julie Gayet, Jean-Michel Fête, Serge Blumental, Marc Andreoni, Sa-bine Bail, Eric Aubrahn.

Français (1 h 25). 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3" (réserva-tion: 01-40-30-20-10); 14 Juillet-surseine, dolby, 19° (réservation : 01-40-30-20-10).

LA SERVANTE AIMANTE de Jean Douchet, avec Catherine Hiegel, Jean-Yves Ou-bois, Alain Pralon, Claire Vernet, Nicolas Silberg.

Français (2 h 46). Denfert, 14* (01-43-21-41-01; réserva-tion: 01-40-30-20-10). THE PILLOW BOOK

de Peter Greenav avec Vivian Wu, Yoshi Oida, Ken Ogata, Hideko Yoshida, Ewan McGregor, Judy Ongg. Franco-britannique (2 h 06).

VO: Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; reservation ; 01-40-30-20-10) ; Le Quartier Latin, 5° (01-43-26-84-65); L'Entrepôt, 14' (01-45-43-41-63). TOUT LE MONOE DIT « | LOVE YOU »

de Woody Allen, avec Alan Alda, Woody Allen, Drew Barrymore, Lukas Haas, Goldie Hawn,

Gaby Hoffmann. Américain (1 h 41). VO: UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1"; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3" (ré-servation: 01-40-30-20-10); Reflet Méservation: 01-40-30-20-10); Keffet Medicis I, 5º (01-43-54-42-34); UGC Danton, dolby, 6º; UGC Montparnasse, 6º; La Pagode, dolby, 7º (réservation: 01-40-30-20-10); UGC Champs-Elysées, dolby, 8º; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9º (01-48-24-88-88; réservation: 01-40-30-20-10); Majestic Bastille, dolby, 11- (01-47-00-02-48; reservation: 01-40-30-20-10); Les Nation, dolby, 12* (01-43-43-04-67; réservation : 01-40-30-20-10); Escurial, dolby, 13* (01-47-07-28-04; re-servation: 01-40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13* (01-47-07-55-88 : reservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14" (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Mira-mar, dolby, 14' (01-39-17-10-00 ; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Jullet Beaugrenelle, dolby, 15* (01-45-75-79-79; reservation; 01-40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15' (01-46-28-42-27; réservation: 01-40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16° (01-42-24-46-24; reservation: 01-40-30-20-10); UGC

Maillot, 17°; Pathé Wepler, dolby, 18° (reservation: 01-40-30-20-10); 14 Julilet-sur-Seine, dolby, 19° (réservation : 01-40-30-20-10). UN ÉTÉ À LA GOULETTE de Ferid Boughedir, avec Claudia Cardinale, Michel Boujenah, Gamil Ratib, Mustapha Adouani. VO: Epée de Bois, 5º (01-43-37-57-47);

LE VIOLON DE ROTHSCHILD d Edgardo Cozarinsky, avec Sergueï Makovetsky, Dainius Kazlauskas, Tonu Kark, Tarmo Männard, Tamara Solodnikova, Kaljo Kiisk. Franco-suisse-finlandais-hongrois

Grand Pavois, 15' (01-45-54-46-85; re-

VO : Grand Pavois, dolby, 15' (01-45-54-46-85; reservation: 01-40-30-20-10). WALK THE WALK de Robert Kramer. avec Jacques Martial, Laure Duthilleul, Betsabée Haas, Eliane Boisgard, Jac-

queline Bronner, Alme Palller Français (1 h 12). Studio des Ursulines, 5º (Q1-43-26-19-Y AURA-T-IL OE LA NEIGE À NOEL 7

de Sandrine Veysset, avec Oomlnique Reymond, Daniel Ouval Jessica Martinez, Alexandre Roger, Xavier Colonna, Fanny Rochetin. Français (1 h 30).

14-Juillet Odeon, dolby, 5° (01-43-25-59-83; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Jullet Parnasse, 6º (01-43-26-58-00; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Ambassade, dolby, 8° (01-43-59-19-08; réservation: 01-40-30-20-10).

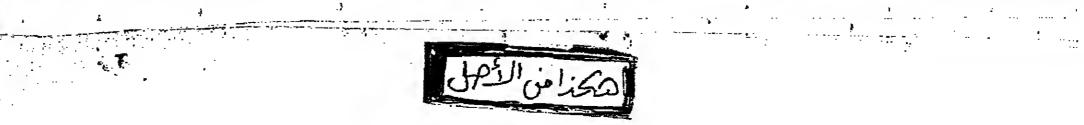
REPRISES SUEURS PROJOES d'Alfred Hitchcock, avec James Stewart, Kim Novak. Américain, 1958 (2 h 10). VO: L'Arlequin, dolby, 6º (01-45-44-28-

80; reservation: 40-30-20-10).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans. (**) Films interdits aux moins de 16 ans.

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE 3615 LEMONDE

ou tél.: 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)



DISPARITIONS

Hans Robert Jauss

Le créateur d'une science de la réception

LE PHILOLOGUE allemand Hans Robert jauss est mort, samedi le mars, à Constance (sud-ouest de l'Allemagne). Ce spécialiste de littérature française, né en 1921, a joué un rôle important dans l'histoire de la cridque littéraire. L'œuvre de lauss est dominée par la recherche d'une « herméneutique littéraire ». qu'il a définie dès les années 70 comme une approche interdisciplinaire permettant de rendre compte de l'œuvre à travers l'histoire de sa réception.

Au cours d'une carrière passée tout entière à l'université de Constance, doot il a été l'un des foodateurs après s'être fait connaître grâce à une thèse sur Proust, Hans Robert Jauss a peu à peu créé les instruments d'une méthode d'analyse textuelle qui a fait école dans le monde entier. Traduit dans une vingtaine de langues, Pour une esthétique de lo réception est, parmi les livres de Jauss, celui qui a connu le plus grand écho public (en français, chez Gallimard, 1978, repris dans la collectioo « Tel »).

Le groupe de travail créé par Jauss à Constance, Poetik und Hermeneutik - qui donne également son nom à une revue -, continuera désormais à travailler sans lui, mais dans les perspectives qu'il a tracées. Pour Jauss, l'œuvre littéraire preod sa significatioo à travers les maleotendus qui ont accompagné sa réceptioo au long de l'Histoire. La lecture du texte fait donc appel à un décryptage permanent des chemins par lesquels le texte a été compris ou bien encore ooo compris (ce qui l'intéresse plus encore). Car Jauss situe l'œuvre au point de rencontre entre le texte lui-même et la subjectivité de celui qui la reçoit, là même où s'élabore le canoo esthétique. Eo insistant sur l'« expérience littéraire » et con sur l'idée d'une signification définitive donnée par l'œuvre à son auteur, la méthode de Jauss consiste à ouvrir le texte comme on ouvre une oolx. Uo autre livre de l'essayiste a

été traduit chez Gallimard en 1988, Pour une herméneutique littéraire.

Dans un récent eotretieo au Monde, paru le 6 septembre 1996, le maître de l'école de Constance, répondant aux questions de notre collaborateur Maurice Olender, s'est exprimé pour la première fois de manière étendue sur une période sombre de sa biographie : l'engagement volootaire, eo 1939, dans la Waffeo SS, à l'âge de dixsept ans. D'abord sur le front de l'Est, puis officier de liaisoo à la « division Charlemagne » jusqu'à la fin de la guerre, Jauss a été jugé au lendemain de la guerre par un tribunal établi sous l'autorité des forces d'occupation, qui a considé-ré qu'« il n'avait pas participé d des actions criminelles ».

Dans l'entretien du Monde, Jauss expliquait: «On ne peut pos comprendre le génocide commis par les nazis parce que comprendre serait une manière de l'opprouver », et se disait le défenseur d'un « projet intellectuel contrecorrant toute velléité de retour à l'idée de nationolité ou de race comme vecteurs signifiants dons les sciences humoines ». Le passé trouble de Jauss a alimenté de vives polémiques, et certains de ses détracteurs ont voulu voir dans sa méthode même « une nouvelle forme de nihilisme intellec-

Lucas Delattre

■ IACQUES MENESTREY, compagnon de la Libération, est mort, dimanche 2 mars, à Gargeslès-Gonesse (Val-d'Oise), dans sa quatre-vingt-troisième année. Né le 26 juillet 1914 à Paris, Jacques Menestrey, étudiant eo pharmacie, rejoint les Forces trançaises libres (FFL), à Loodres, dès juillet 1940. Avec les forces fidèles au géoéral de Gaulle, il va participer, comme responsable d'une unité amhulancière chirurgicale légère, puis comme aide opératoire à la 1™ divi-

Stanislay Chataline

L'inspirateur des réformes économiques en URSS Un second rôle abonné à la comédie

ÉCONOMISTE et académicien russe, Stanislav Chataline, coauteur du plan, fameux mais mort-né, des « 500 jours » pour réformer l'économie soviétique sous Mikhail Gorbatchev, est mort lundi 3 mars, à Moscou, à l'âge de soixante-deux ans après une longue maladie. L'Académie des sciences, dont il était membre depuis 1974, o'a pas précisé les causes de sa mort en annonçant son décès.

Recruté au conseil présidentiel de Mikhail Gorbatchev, alors dirigeant de l'Union soviétique, Stanislav Chataline avait rédigé, en 1990, avec un autre écocomiste, Grigori Iavlinski (aujourd'hui leader du parti démocrate d'opposition, labloko), un plan destiné à transformer, en un an et demi. l'économie planifiée de l'URSS eo une économie de marché.

Tout l'été 1990, Stanislav Chatalîne et Grigori lavlinski s'étaient enfermés dans une datcha pour écrire ce programme qui visait à démanteler le système de gestion soviétique. Le plan donnait une autonomie écocomique à chaque République de l'URSS. Il prévoyait des coupes sombres dans les budgets de l'armée, de la police et du KGB, la fermeture ou la reconversion de nombreuses usioes du puissant complexe militaro-industriel qui dévorait les ressources du pays. Parallèlement, les deux économistes voulaieot développer la propriété

sioo française libre (DFL), aux combats de la France libre au Gaboo, en Erythrée, eo Syrie, en Libye, en Tunisie, en Italie et à la campagne de France. Le 27 décembre 1947, il est fait compagnon de la Libération au titre de lieuteoant pharmacien à la 1^{rt} DFL. Après la guerre, il reprend son métier de pharmacien. Titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et rosette de la Résistance, Jacques Meoestrey était commandeur de la Légioo d'honneur.

Mais, sous la pression des conservateurs communistes, Mikhail Gor-batchev avalt reooncé, dès l'automne 1990, à ces propositions de réformes radicales d'abord accuelllies avec enthousiasme. Pour certains, le plan des « 500 jours » restera une opportunité historique qui aurait pu sauver l'URSS de la faillite totale, fioalement survenue, fin 1991, après un putsch manqué des conservateurs communistes.

Après l'abandon du plan, Chataline était devenu un critique de Gorbatchev, qui a pourtant rendu hommage, lundi, à ce « grand homme, ce véritable réformateur ».

Reprochant au leader soviétique d'avoir renoncé à ses principes ré-formateurs. Chataline écrivait en 1991, peu avant l'effondrement total de l'URSS: «Le pays est en état de panique, de crise profonde. La catastrophe économique approche, et rien n'est fait pour l'éviter. »

Même si le plan des « 500 jours » a, plus tard, inspiré le programme adopté par le Parlement d'une Russie devenue indépendante, Stanislav Chataline était un critique des réformes actuelles. Dirigeant de la Fondation internationale pour les réformes économiques depuis 1992, Il estimalt qu'en Russie la privatisatioo, trop rapide, n'avait « atteint oucun de ses buts sociaux ou écono-

Né en 1934 à Pouchkine, dans la région de Saint-Pétersbourg, Stanislay Chataline avait étudié l'économie à l'université d'Etat Lomonossov de Moscou, dont il avait été

diplômé en 1958. En 1960, il avait commencé à travailler au centre de recherche do Gosplan, l'agence soviétique de pla-nification de l'économie, puis avait occupé une chaire à l'université et dirigé un institut d'économie en 1987, au début de la perestrolka, la « restructuration » avortée, de Mikhail Gor batchev.

Paul Préboist

LE COMÉDIEN Paul Prébolst est mort à Paris, mardi 4 mars, Il était âgé de soixante-dix ans.

Né à Marseille le 21 février 1927, Paul Préboist avait d'abord été jockey avant de débuter au cabaret avec son frère Jacques, puis était deveno un visage familier de l'ORTF, participant à des dizaines d'émissions, de Jeux et de dramatiques, tout en se faisant un nom Eternel second rôle, il a tourné

avec des dizaines de réalisateurs français, dans un nombre de films doot il semble que personne n'ait cru devoir tenir la liste exhaustive. Presque uniquement abonné à la comédie, et souvent pas la plus légère, il a ootamment été dirigé par Philippe de Broca (Cortouche, 1961), Henri Verneuil (Week-end à Zuydcoote, 1964), Pierre Tchernia (Le Viager, 1971), Claude Zidi (Les Fous du stade, 1972), Jean Yanne (Moi y en o vouloir des sous, 1972, Les Chinois d Paris, 1973,

Deux heures moins le quort avant Jésus-Christ, 1982, Liberté, Egalité. Choucroute, 1985), Georges Lautner (Quelques messieurs trop tran-quilles, 1972), Claude Leloucb (A nous deux, 1979, Il y a des jaurs et des lunes, 1990, Lo Belle histoire, 1992), Robert Hossein (Les Misérables, 1982), ainsi que dans les mémorables Mon curé chez les nudistes et Mon curé chez les Thailon-

Malgré l'admiration que Jerry Lewis déclara une fois lui porter. Paul Préboist apparteoait à ce type d'« acteurs de caractère » confinés dans une catégorie limitée de rôles, et qui avait de plus lié soo sort à des genres surannés, le comique troupier et les succédanés tropéziens du célèbre geodarme. Sur les planches, il a notammeot donné la réplique à Fernand Raynaud dans Auguste, et à Raymond Devos dans Extra-mu-

J.-M. F.

JOURNAL OFFICIEL

Au journol officiel du vendredi 28 février sont publiés: • Cantons: un décret portant modification et création de cantons dans les départements de la Réunioo et do Nord.

• Privatisations: un décret fixant les modalités de mise en œuvre de l'échelonnement de paiemeot applicable aux actions cédées au cours des opérations de privatisation réalisées selon les procédures du marché financier.

 Télécommunications: un avis de l'autorité de régulation des télécommunications relatif au financement du service universel. Au journol officiel du samedi

1º mars sont publiés : • Architecte des bâtiments de France: une loi relative à l'instruction des autorisations de travaux Jean-Baptiste Naudet dans le champ de visibilité des édi-

secteurs sauvegardés (Le Monde du 22 février).

• Femmes : un arrêté relatif à l'babilitation des centres d'information sur les droits des femmes et portant création du Conseil national d'agrément.

• Trésor: un arrêté relatif aux émissions de valeurs du Trésor au cours du mois de janvier 1997.

● Coquillages : um arrêté fixant les conditions de transport des coquillages vivants avant expédition. Au Journol officiel du dimanche 2 mars soot publies:

• Justice: un décret modifiant le code de procédure pénale, et re-latif à la remise de la reproduction des pièces d'une procédure d'instruction à une personne déteoue.

Obligations: un arrêté relatif à la création d'obligations assimilables du Trésor à taux variable, à fices classés ou inscrits et dans les échéance du 25 janvier 2009.

AU CARNET DU « MONDE » <u>Décès</u>

- Mes Valéric Dobuzinskis, son épouse, M. et M. Laurent Dobuzinskis, M. et Martin Dobuzioskis, ses enfants, ses pents-enfants, Et toute la famille

font part du rappel à Dieu de

M. Valèric DOBUZINSKIS,

surveno à Paris, le 1ª mars 1997. La cérémonie religieuse sera célébrée. le vendredi 7 mars, à 11 heures, en la ca-thédrale orthodoxe russe Saiot-

Alexandre-Nevsky, 12 rue Daru, Paris 8. 5, rue Saint-Benoit, 75006 Paris.

- M. Christian Do Huu, el M= Sylvie Ollivicr, M. Olivier Do Huu.

et M= Sophie Wable-Do Huu, M. Obvier Martin, Fidon, Sang, Martinet,

ont la tristesse de faire part du décès de M= Venve DO HUU TAN. ée Suzanne MOREL, dite Suzanne TAN,

survenu le 28 février 1997.

L'inhumation a eu lieu le mardi 5 mars. au cimetière parisico de Bagneux dans le

120, rue de l'Ouest, 75014 Paris.

- L'URA 1069 1< Civilisation japonaise » du CNRS a la tristesse de faire part du décès, survenu le 2 mars 1997, dans sa cinquante-deuxième année, de

> Guy GAGNON. chercheur au CNRS, spécialiste de l'historiographie

URA 1069/IHEJ. 52, rue du Cardinal-Lemoine. 75231 Paris Cedex 05.

> **CARNET DU MONDE** Télécopieur : 01-42-17-21-36 Téléphone : 01-42-17-29-94 ou 38-42

- M™ Albert Gazier. née Saleur. son épouse, Ses enfants

el petits-cofaots, M. el M. Michel Bécasse, Leurs enfants

el pedts-enfants, Les familles Gazier, Vieillard-Baron, Clerc, Sibertin-Blace, Regnard, Calon, Du-

ont la douleur de faire part du décès

M. Albert GAZIER, ancien dovco du Conseil supérieur de la magistrature,

surveou le 2 mars 1997, daos sa quatre-vingt-neuvlème anoée, eo son domieile à Vanves, 12, avenue du

Uo hommage républicaio lui sera rendu le Jeudi 6 mars, eo l'ancienne mairie de Vanves (23, rue Mary-Besseyre, de 14 beures à 16 b 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Vanves dans l'iotimilé familiale. (Le Monde du 5 mars.)

- Le président, Les membres du bureau national, Les membres du comité directeur, Les anciens membres du mouvement de Résistacce Libératico Nord. ont la duuleur de faire part de la disparition de leur président d'bonneur le dernier des membres fondateurs du

M. Albert GAZIER. membre du Conseil supérieur de la magistrature.

Mouvement, le 15 novembre 1940,

décédé à Vanves à l'âge de quatreviogt-neuf ans.

Les obsèques auront lieu dans l'anciecoe mairie, place de l'Iosurrectico. 92170 Vanves, jeudi 6 mars 1997, de 14 heures à 16 heures.

sont iovités à venir lui rendre ce der-nier bommage. Le secrétaire géoéral, Louis Mooréal.

Les membres de Libération Nord

- L'association des Amis de Christian Pineau a la grande trislesse de faire part du décès de sun président,

M. Albert GAZIER, sorveou le 2 mars 1997, à soo domi-

55, rue Vaneau. 75007 Paris.

Glifergues (Puy-de-Dôme).
 Andrée Groisne,

son epouse, Thierry,

Se famille et ses amis, ont l'immense douleur de faire part du dé-cès de

Georges GROISNE.

survenu le 26 février 1997, dans sa

Selon sa volonté, l'Incinération a eu lieu dans l'Intimité familiale. La famille remercie toutes les personnes qui pren dront part à sa peine.

rue Docteur-Saubert, 63380 Olliergues.

 Son épouse et ses quatre enfants ont la tristesse de faire part du décès de

M. Henri LARZILLIÈRE,

survenu le 2 mars 1997.

- Mer Jean-Claude Leroy, son épouse, Joy et Melvyn,

Mac Anne-Marie Leroy. Le général et M= Paul Brésard, ses beaux-parents.

Mª Béatrice Lagardize et M. Kamel Atmani.

sa niece et son neveu, M. Philippe Brésard.
M. et M= François Gery-Cambours ses beaux-frères et sa belle-sœur. Les familles Leroy, Brésard, Meillas

soux, Deleuil, Pansu, Jauffret. Guigou. Harrel-Courtes et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès du docteur

Jean-Claude LEROY, survenu à Boulogne, le 2 mars 1997. à l'âge de cinquante ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité familiale, le jeudi 6 mars 1997, à 15 bettres, en l'église d'Envermeu (Seine-Maritime), suivie de l'inhumation dans le entent de femille. Une messe sera célébrée en sa mémoire e vendredi 7 mars 1997, à 15 h 30, en

Condoléances sur registres. Cet avis tient lieu de faire-part.

l'église Notre-Dame de Bo

- Mª Jean Le Poncin, Nicolas, Marion, Raphaelle, Les familles Lejoucour, Serfati, Char chon et Herbert, ont le chagrin de faire part du décès du

Docteur Jean LE PONCIN,

survenu le 26 février 1997, La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le le mars,

95100 Argenteuil.

~ Pierre Trotot. son épouse et ses enfant François-Philippe Trotot

et son fils. Isabelle Trotot et ses filles. Agnès Trotot et sa fille, Charlette Rodriguez,

ses enfants et ses petits-enfants Et toute la fami ont la douleur de faire part du décès de

M= Françoise TROTOT, survenu à Paris, le 3 mars 1997, à l'âge de

quatre-vingt-six ans. La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 7 mars, à 9 heures, en l'église Saint-Médard, à Paris-54.

91, boulevard du Port-Royal, 75013 Paris.

Annie UEBERSFELD. oée CRÉMIEUX.

nous o quittés le la mars 1997.

De la part de Jean Uebersfelf, son époux. Martine et Christian Gilain-Uebersfeld.

France Uebersfeld et David Voquer. Laurence Uebersfeld, Juliene Uebersfeld et Philippe Pastor,

Myriam, Esther et Nathan, ses petits-enfants, Jean-Louis et Monique Crémieux-Bril-

Annie et François Maille-Uebersfeld, ses frère, beau-frère et belles-sœurs, Ses parents et amis On se réunira le 8 mars. à 14 b 30, au cimetière de Montparnasse, boulevard

27, rue Gazan, 75014 Paris.

Edgar-Quinet.

THÈSES Tarif Étudiants 65 F la ligne H.T.

. m 'g ...

- Le médecin en chef de la Marine (H) et M= Pierre Perruchio,
11 M. et M= Christian Perruchio,
leurs enfants et leur petite-fille,

M. et M. Patrick Legrand
et leurs enfants,
out la douleur de faire part du rappel à
Dieu de leur fils, frère, beau-frère, oncle

Philippe PERRUCHIO, attaché principal de l'INSEE, attaché de direction à l'Institution ationale des invai brution matricule 330 C.

survenu le 3 mars 1997, à l'âge de cin-

quante-cinq aus, à l'H.I.A. du Val-de-Grâce, muni des sacrements de l'Eglise. Les obsèques religiouses auront lieu le jeudi 6 mars, à 11 heures, eo l'église Saint Louis des Invalides et le vendredi 7 mars, à 14 heures, en l'église Saint-Laurent d'Ollioules, suivies de l'inhumatioo dans le caveau de famille à La Sevne

6, boulevard des lovalides.

75007 Paris.

<u>Hommages</u>

- Hommage à Robert JAULIN.

e vendredi 7 mars 1997, de 10 heures à 17 heures, au département d'ethnologie de Paris-VII, 10, rue Charles-V, Paris-4°,

Remerciements

- Françoise Boilley, Marie-Pierre Boilley, Ande et Arnaud Boilley-Rayroles Et toute sa famille, remercient les nombreuses personnes qui leur ont témoigné sympathie et affection au moment du décès de

Jean-François BOILLEY.

Anniversaires de décès

- M= Patrick Aimedieu, nn epouse, Patrick et Sandrine. M. et M= Pierre Aimedieu, es parents. Ainsi que toute la famille,

M. Patrick AIMEDIEU, décédé le 5 mars 1996.

> « L'absence est le plus grand des maux. ...
> La Fontaine.

> Rien de grand ne se fait sans chimères. » Ernest Renan.

Condoléances - Les amis et collègues de M' Armand DRVOET,

ancieu directeur du département carrières juridiques à l'IUT de Villetaneuse. tiennent à manifester leur émotion et leur peine à l'occasion de sa disparition et tent leurs condoléances à sa fa-

Nominations René Coller. président du conseil de surveillance de Valmonde et C

Le conseil de surveillance de Valmonde et Cⁿ s'est réuni pour élire son président en remplacement de M^m Mag-deleine Anglade, qui souhaitait trans-mettre ses fonctions tout en restant

membre du conseil. M. René Collet, qui ca était déjà membre, o été élu à l'unanimité président du conseil de surveillance de Val-

Le groupe Valmonde, qui édite ootam-ment Valeurs actuelles, le Journal des finances, et Le Spectacle du monde, est une filiale du groupe Finalac, présidé par M. Marc Ladreit de Lacharrière.

Communications diverses

- Les anciens des Chantiers de la Jeunesse et leurs amis sont invités à se rendre à l'assemblée générale de la délégation île-de-France de l'Amienie des anciens de la jeunesse française (A.N.A.C.J.F.)

le jeudi 13 mars 1997, an cercie de l'Union des aveugles de guerre.

(Messe : 11 beures. Repas : 12 h 30. As-semblée : 14 b 30. i

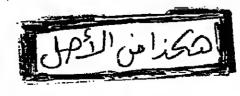
61

Loubavitch NECHE OUBNOT HABAD

ous invite, DIMANCHE 9 MARS, de

14 heures à 21 heures, dans les salons de l'hôtel NIKKO, à sa journée consacrée au mariage « OUI, ON SE MARIE ». érences, Débats, Expositions

Entrée libre. Public exclusivement féminin Hôtel Nikko. 61, quai de Grenelle 75075 Paris. Métro : Bir Hakeim





e v

بالمراجع والمحارة

Mount of the

A MARIE WA (** erec ... — .

プライ カール hart ()

والمنهور ومهوا فياء والمنطق August of the

A Section of

雪 空经验证 "……"

Biological Company

Chief TP . . .

e figure and the second

Marine

Bridge Green of the second

.

还 😅 mari ...

A CONTRACTOR OF THE PARTY.

400

والمراجع والمتحاربة والمتحاربة

Charactery.

At the second of the second

par ser

Sale College of the

. . . . بدوسی سپوی

Andrea and the second

(9.0) ham. . - -

was de

1-21-24 A

Mee

MCY:

j

والمراز المراق والمواطرة والمراجعة

Andrew Con

gitte 🕶 🕶 🙃 🕟

COMMUNICATION

les radios commerciales françaises, bloquées dans leur expansion sur

NRJ et Nostalgie sont les groupes

aussi en Afrique et en Chine. Il être adaptés aux pays où les radios les plus présents, chacun dévelop- s'agit d'investissements dont la s'instalient. Elles doivent notampant sa propre stratégie dans les rentabilité n'est pas immédiate. ment composer avec les orga-

STRATÉGIE Pour assurer leur développement et conquérir de plus leur savoir-faire. © EUROPE 1, programmes à l'intention du public programmes à l'intention du public français, afin de renforcer sa position sur la cible des 25-49 ans.

L'essor des radios commerciales françaises passe par l'étranger

Les groupes comme Europe 1, NRJ ou Nostalgie, à l'étroit sur la bande FM, misent sur l'exportation de leur savoir-faire, notamment dans les pays d'Europe du Nord et de l'Est, pour se développer

TROP À L'ÉTROIT dans les fréquences françaises, les radios recherchent à l'étranger des occasions de développement et la conquête de marchés publicitaires. Bien rodées depuis 1981 sur la bande FM, elles se sont rapidement manifestées sur le marché international. Entre les tribulations de Radio Nostalgie en Suisse et la signature probable, samedi 8 ou dimanche 9 mars, d'un accord en Turquie par Europe 1, chaque groupe a sa propre stratégie et ses zones géographiques de prédilection, avec en tête l'Europe de l'Est et du Nord.

Partie très vite, Europe 1 se targue d'une nette avance dans l'exportation de son savoir-faire. « Notre stratégie repose sur deux bases : une speciolisation dans les pays émergents et une stratégie d'investissements de type capitalistique, c'est-àdire qu'il ne s'agit pas de développer

1.70

10.7

10

notre marque, mais d'être partenaires et opérateurs dans des produits adaptés aux marchés locaux », explique Martin Brisac, directeur délégué des activités radio du groupe Europe 1 Communication.

Dès 1989, la station a jeté son dévolu sur les pays de l'Est, à Prague, Moscou et Varsovie. Depuis, elle a monté des opérations en Chine, avec la radio publique de Shanghai et lorgne vers l'Inde. A chaque fois, la première implantation sert de point de départ au développement d'une sorte de réseau.

Sa manière de faire est adaptée à chaque pays, les radios y sont bap-tisées Radio Total en Roumanie, Bashen en Chine, Prekuence en Tcbécoslovaquie. L'installation dans un pays débute généralement par la réponse à un appel d'offres pour la vente d'une fréquence ou l'approche par un opérateur local, trois nouveaux pays par an.

qui recherche à la fois un investisseur et un conseiller. Pour Europe 1, Pobjectif est de détenir une part importante de l'actionnariat, même sì la plupart des législations lui interdisent, en tant que groupe étranger, d'être majoritaire.

En ce qui concerne les programmes, pas question d'imposer une quelconque grille. La station de la rue François le apporte une « méthodologie de recherche » pour la fabrication du programme en recherchant la meilleure adaptation possible au public visé.

Le chiffre d'affaires réalisé par les 18 radios « cornaquées » par Europe 1 s'élève à 250 millioas de francs. Discret sur les résultats financiers de ces opérations, M. Brisac s'efforce de les rentabiliser en deux ans et se donne comme objectif de s'installer dans deux ou

En revanche, comme d'autres, elle trouve porte close lorsqu'elle tente de pénètrer le marché britannique. La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) est une des seules à y être parvenu en rachetant 4 stations, plus d'information one musicales.

EMBOCHES RÉGLEMENTAIRES

Les groupes NRJ et Nostalgle ont décidé, eux, de voguer sous leur propre marque. « Notre objectif est d'être le premier réseau européen sous le même label », affirme Marc Pallain, directeur du développement de NRJ. Après avoir débuté en 1991 par l'acquisition d'une statioa à Berlin, NRJ a poursuivi son installation en Allemagne où elle est présente dans 15 villes, tout en se déportant vers les pays du Nord, notamment la Suède où elle possède 21 fréquences.

à échapper à toutes les embûches réglementaires à l'étranger. Ainsi, pour entrer dans le capital de Radio Assidue, une radio de Lausanne, Nostalgie bataille durement avec l'OFCOM, organisme de régulation suisse. En revanche, grace au gouvernement de Bâle, ce groupe est parvenu à prendre 20 % du capital de Radio Edelweiss. « Nous avons une stratégie de

« Nous choisissons d'aller dans des

pays développés pour nous dévelop-

per vite. Les programmes ne sont ja-

un public de jeunes adultes, dont la

caractéristique première, conune en

France, est la capacité à surconsom-

mer », explique M. Paliain. Sur les

850 millions de francs de chiffre

d'affaires de NRJ, l'activité à l'étran-

ger représente 95 millions de francs.

Mais les bénéfices ne sont pas à la

même hauteur. Pour l'instant, l'acti-

vité internationale reste, en effet,

d'exercer leur diplomatie pour navi-

guer dans les arcanes de la législa-

tion française, les responsables des

radios ne parviennent pas toujours

Bien qu'ils aieat eu l'occasion

déficitaire.

mais identiques mais sont destines à

marque. Notre nom se décline dans toutes les langues. Partout, on est une radio gold, pour odultes, avec une adaptation de la cible à chaque pays, en fonction de lo concurrence et du marché publicitaire », explique Prédéric Coste, directeur général délégué de Radio Nostalgie Internatio-

Nostalgie recherche plutôt des participations minoritaires avec des opérateurs locaux auxqueis elle fournit des services qui vont de la radio clés en main à la formation

Antenne norvégienne en Afrique du Sud

La radio commerciale norvéglenne P4 a obtenu une concession pour exploiter une station dans la région du Cap, en Afrique du Snd, en association avec une organisation d'anciens prisonniers politiques de ce pays. P4 est la propriété des sociétés norvégiennes N-1 Radion A/S (regroupant seize radios privées dn pays) et Vorlagshuset Norsk Aller A/S, filiale de l'édi-

teur danois Aller. Première radio commerciale à convrir toute la Norvège. P4 s'est alliée à Makana Trust; nne organisation regroupant des anciens détenus de la prison de Rohben Island, où le président snd-africain Nelson Mandela avait été emprisonné pendant de nombreuses années. La nouvelle radio devrait émettre d'ici quelques mois. -- (AFR)

de l'Est et en Afrique de l'Ouest, Nostalgie a des ambitions planétaires avec des projets au Canada. en Argentine, à Hongkong et à Singapour notamment.

Pour maintenir leur présence sur les marchés étrangers, les français vont devoir batailler avec les américains comme CME de Ronald Lauder ou Scandinavian Broadcasting System (SBS), de plus en plus tentés par des implantations exté-

Françoise Chirot

Nostalgie rénove sa grille pour réaffirmer sa spécificité

« LA NOSTALGIE, c'est contagieux »: ce slo- cité. Par ailleurs, la « cible » des adultes, plus gan est un de ceux de la campagne publicitaire, réalisée du 25 février au 6 mars par la radio des succès confirmés et des tubes ressassés, pour accompagner une modification de la grille de ses programmes. « Il s'agit d'affirmer notre spécificité et de l'expliquer aux auditeurs ofin d'en gagner de nouveoux », explique Henry Laurent, directeur général de Nostalgie, dont l'objectif est de dépasser les 4,8 points d'audience réalisés jusqu'ici.

Destinés à séduire les 25-49 ans, les programmes de Nostalgie incluent entre 60 % et 70 % de chansons françaises. L'obligation faite à toutes les radios de consacrer à la variété padonale 40 % de leurs programmes a eulevé à

réalisme inédit pour une communi-

base à la campagne publicitaire pour

les élections prud'homales du 10 dé-

ministère du travail et des affaires

sociales. Cette année, c'est une

comédie musicale qui rapprochera

« la justice du monde du travail, des

salariés et des employeurs ». Un sujet

sérieux qu'Euro RSCG Institution-

nel, en charge de la campagne, a dé-cidé de traiter à contre-pied. Ton dé-

calé, couleurs acidulées et décors de

carton-pate donnent une saveur

particulière, fraîche et inédite, au

Rumeurs de vente

SELON Le Canard enchaîné du 5 mars, le PDG de la Générale des

eaux, Jean-Marie Messier, serait

prêt à vendre les deux hebdoma-

daires généralistes d'Havas, L'Ex-

press et Le Point. De bonnes

sources, Jean-Marie Messier laisse

entendre que s'il trouve une pro-

position sur L'Express et Le Point, il

serait effectivement vendeur. Ha-

vas dément fermement : « Il n'est

question de céder ni L'Express ni Le

Point. » Devenu l'actionnaire principal d'Havas, Jean-Marie Messier

avait déclaré dans Le Monde du

8 février : « Hovas doit se concen-

trer sur deux métiers : l'audiovisuel

et l'édition. Est-ce que celo vo

conduire à des arbitrages ou à des

olliances complémentaires dons les

autres métiers ? Cette réflexion sera

forcement ouverte. Mais il n'y a ni

liste, ni colendrier, ni montant. »

Cela avait alimenté les rumeurs

sur la restructuration du groupe

de Pierre Dauzier et sur l'avenir

des pôles voyages et publicité du

de « L'Express »

et du « Point »

Une invitation musicale

à voter pour les prud'hommes

porteuse commercialement et publicitairement que celle de Jennes, a poussé les concurrents à s'engager sur ce secteur. D'où la nécessité pour Nostalgie, qui réalise 350 millions de francs de chiffre d'affaires et 50 millions de bénéfices, de moderniser ses programmes et son

« ÊTRE BON LE MATIN »

« Il s'agit d'abord d'être bon le matin pour attirer les ouditeurs. Ensuite, il faut se donner les moyens de les garder », explique Georges Bermejo, directeor général. Du coup, entre 6 beures et 9 beures, les golds (succès re-Nostalgie une partie de ce qui faisait sa spécifi- ront choisis par Christian Savigny, le nouveau

directeur de la programmation musicale. Des chroniqueurs viendroat agrémenter la matinée: Pierre Bellemare, déjà présent l'aprèsmidl, racontera des histoires; les inséraparables Thierry Roland et Jean-Micbel Larqué commenteront les événements sportifs, et l'imitateur Yves Lecoq fera des sketches à propos de l'actualité.

La campagne de lancement, d'un coût de 20 millions de francs, réalisée avec l'agence Résonances, avait aussi pour but, comme le séminaire qui a réuni le personnel fin février, de resserrer les liens dans l'eatreprise, après le départ, en septembre dernier, de Fabrice Larue, qui fut l'artisan du succès de cette radio.

Des journalistes de France 2 critiquent le mode d'organisation de l'entretien avec le président de la République

L'ENTREPRISE n'est pas un film publicitaire réalisé par Hervé FRANCE 2 est à nouveau en monde d'harmonie. Ce constat, d'un Holle, qui propose, « façon Jacques proie au malaise. La façon doot a Demy», une entreprise chantée et été organisé l'eatretien que doit cation gourvernementale, sert de dansée. Cette approche a l'avantage donner le président de la République Jacques Chirac à France Téde parler sur un ton voilé des conflits entre personnes à l'intérieur d'une lévision, lundi 10 mars - qui doit cembre lancée mardi 4 mars par le même entreprise. « Ce spot essaie porter sur l'insertion des jeunes et d'être positif, pleinement positif, douêtre diffusé par France 2 -, est à blement positif », argue le ministre l'origine d'un climat que certains du travail, Jacques Barrot. «Il ne rédacteurs jugent « malsain ».

s'agit pas seulement d'informer de Après l'amertume qu'avait suscil'échéance, mais surtout de redonner tée chez les journalistes de la télévision publique l'entretien accordé l'envie, le désir de s'impliquer dans ce à TF1, chaîne privée, par le pré-sident de la République (Le Monde du 11 décembre 1996), Xavier qui reste une grande échéonce », ajoute Stéphane Puchs, président de l'agence Euro RSCG Institutionnel. Gouyou Beauchamps, présideat En l'occurrence, « le sujet est tel que si l'on avait décidé de montrer les béde France Télévision, s'était employé à mettre du baume sur les néfices que peut apporter ce type de plaies de ses troupes en expliquant conciliation civile on aurait forcement que la prochaine rencontre télévipris parti, soit pour le salarié, soit pour sée de Jacques Chirac se ferait avec le service public. Ses vœux oat été ABSTENTIONNISME EN HAUSSE exaucés, mais la manière dont le En 1992, lors des dernières élecfutur entretien est organisé fait surgir des inquiétudes au sein de la rédaction qui ne se prive pas d'évoquer «une marche arrière» que traduiraient les relations entre

tions, à peine le quart des em-playeurs et moins de la moitlé des salariés ont voté. En décembre 1997. quinze millions de salariés et employeurs sont à nouveau attendus pour élire 15 000 conseillers. L'abstentionnisme est en hausse constante depuis 1979. Le gouvernement a donc décidé de frapper plus fort, et plus tôt. La campagne de communication débute avec un mois d'avance. Dotée d'un budget d'environ 40 millions de francs, elle se déroulers en trois temps, en veillant « à laisser un espace d'expression

oux forces syndicales ». Du 13 au 31 mars, le film sera diffusé à la télévision (chaînes hertziennes et thématiques). Puis du 1ª avril au 12 mai, la campagne télévisée sera relayée par des annonces diffusées dans la presse, ainsi qu'à la radio, juste avant l'échéance, ce seront à la fois des annonces dans la presse régionale, des spots à la radio et des films à la télévision qui véhiculeront la nouvelle signature de la communication prud'homale: « Prud'horremes 97, à vous de juger, à

Florence Amalou Matin * sur France 2.

proposer à l'Élysée une émission sur l'illétrisme, dont le sujet a été élargi à la suggestion de Jacques Pilhan, conseiller en communication du président. Quant à William Leymergie, il a été choisi conjointement par France 2 et l'Elysée. Les syndicats soulignent en

outre que les reporters qui assureront les sujets diffusés au cours de l'émission ne soat pas des journalistes spécialisés des thèmes qui seront abordés (éducation, formation. social, etc.)mais principalement des journalistes-pigistes. Le comité d'entreprise de France 2 « émet toutes les réserves sur une émission qui prend de plus en plus l'allure d'une entreprise de communication à l'usage du président de la République ».

A la rédaction, plusieurs journa-

MALAISE PLUS GLOBAL

listes déploreat « le flou artistique » entourant la préparation de l'émission et regrettent que « la rédaction n'ait pas été consultée en amont ». « Même si Jean-Marie Cavada et William Leymergie sont respectables, nous avons l'impression que les choses nous ont échappé responsable de la rédaction s'étonne de n'avoir été informé que hindi 3 mars « d'un projet qui date de plus de dix jours ». Il indique qu'à la réunion des chefs de service, mardi 4 mars, le sentiment qu'il « s'agissait d'un match truqué » était général, certains reprochant même à Jean-Loup Demigneux d'avoir « géré cette affaire en amateur ». « Il n'y o peut-être pas de piège, mais le fait que tout ait été décidé en catimini crée la suspicion, nuance un autre hiérarque. l'aurois préféré que les règles du jeu soient plus claires ».

Mais le contexte du « moloise » règnant à France 2 est plus global. L'audience des journaux télévisés de France 2 est en retrait (12 % en janvier-février pour le «20 h ». soit 2 % de moins qu'en décembre 1996) et Jean-Loup Demigneux, di-

1996, est coatesté par certains. Son honnêteté et sa compétence professionnelles comme sa courtoisie sont unanimement recoanues, mais l'impression que la présidence de France Télévisioa l'a nommé à la tête de la rédaction « à titre tronsitoire » crée un « flottement ».

« Mon poste est traditionnellement un fusible. Je ne peux pas pretendre être aimé par les 270 iournalistes de la chaine», confie le patroo de la rédaction. Quant à l'entretien avec Jacques Chirac, il affirme : « Cavada, Leymergie, Pierre-Henri Arnstam [conseiller de

M. Gouyou Beauchamps, en charge des opérations spéciales], et les directeurs de rédaction de France 2 et de France 3, dont moimême, avons eu plusieurs réunions à ce sujet vendredi et samedi. Il n'y a pas de thèmes "téléguides" par l'Elysée ». il souligne par ailleurs « qu'il n'est pas scandaleux que lé directeur de la rédaction fasse des choix pormi ses reporters » pour traiter des sujets devant illustree l'entretiea, et précise que « contrairement à ce qui se dit, trois sur quatre des reporters sont des

Yves-Marie Labé

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

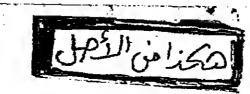
La guerre des monnaies

Dans la guerre économique que se livrent aujourd'hui les nations industrialisées, l'arme monétaire revêt une importance stratégique majeure. Un dossier qui vient à point pour comprendre la bataille autour de l'euro.

Pays émergents de l'Asie du Sud-Est

Ce dossier traite des pays membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN). Une des régions les plus dynamiques de la planete.

UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



le pouvoir actuel et le service pu-

journalistes de la chaîne était pré-

vue mercredi 5 mars. Deux jours

avant, le comité d'entreprise (CE)

avait interrogé Xavier Gouyon

Beauchamps, en présence de Jean-

Loup Demigneux, directeur de la

rédaction, sur les circonstances de

l'entretien. Dans un communiqué

voté à l'unanimité et diffusé à l'is-

sue de cette réunion, les syndicats

CFDT, CGC, CGT, SNJ de France 2

estiment que l'émission est « orgu-

nisée quasiment en dehors de la ré-

doction de France 2 », notamment

en raison du choix de deux person-

nalités qui s'entretiendront avec le

président de la République, Jean-

Marie Cavada, présentateur de

« La Marche du Siècle » sur France

3 et PDG de Radio-télévision fran-

caise d'Outre-mer (RFO), une société extérieure à France Télévi-

sion, et William Leymergie,

animateur-producteur de «Télé-

Une réuninn de la Société des

Censure censurée

par Alain Rollat

UN BATIMENT en flammes dans la nuit. Des ombres courant sous les étincelles. Le corps d'un homme trainé sur le sol. La silhouette d'un gamin levant les bras en signe de victoire. Scènes d'insurrection filmées samedi soir à Viora, où le siège de la police secrète a été pris d'assaut par les émeutiers. France 2 explique que ce sont ces images que le régime de Tirana ne veut plus voir. Une commission de censure a ordonné l'interruption des émissions de l'Union européenne de diffusion à destination du monde entier. L'envoyé spécial de France 2, qui se trouve dans la capitale albanaise, parle donc en aveugle. Ce mardi soir, l'armée affirme avoir « encerde » Vlora.

TF 1 diffuse pourtant une séquence réalisée le jour même. Gros plan sur les « dangereuses » paraboles accrochées aux balcons de Tirana. Son envoyé spécial tourne la censure en dérision. Il commente les «imoges interdites ». La télévision de l'Etat albanais ne montrera pas ces enfants furetant dans les décombres de ce dépôt de munitions mis à sac dans le sud du pays. Ni cette fillette emportant cette plante verte dérobée dans la résidence d'été du président Sali Berisha, qui a été saccagée. Encore moins ces locaux calcinés qui abritaient hier encore le journal indépendant Koha Jone, victime, selon son rédacteur en chef, « de la police secrète qui fait la loi dans le pays ». La commission de propagande préférera à ces images « subversives » celle, sans cesse rediffusée, depuis lundi, du président

Berisha réélu en majesté par un Parlement croupion. Il y a quelque chose de Ceausescu dans le masque policé de cet homme tiré à quatre épingles, qui prend si bien la pose devant cet auditoire aux

ordres l'applaudissant debout. Autre « image obligatoire », celle des tanks en route vers les villes insurgées. Deux tanks. « Voilà comment un pouvoir officiellement démocrotique essole, por imoges interposées, de contrôler la situation. ironise l'envoyé spécial de TF1. Rien ne dit que lo recette sera efficoce. Si c'était le cas, le président Berisha ourait intérêt à déposer un brevet d'invention... *

France 3 confirme : les journalistes n'ont plus le droit de se rendre dans les environs de Vlora. Mais le mystère de la diffusion des images de TF1 est éclairci: «le pouvoir o reculé sur un point », les reportages ne sont plus interdits d'émission. Bref retour sur les tanks, localisés aux abords de Giirokaster. Autre information, au conditionnel: un comité insurrectionnel aurait pris le contrôle de la ville de Saranda.

Les images d'Euronews, qui suivent les tanks à la trace, font savoir que l'un d'entre eux est retardé par un accident de la circulation: il a quitté la route et s'est renversé. Quant à l'envoyé spécial de CNN, qui travaille au présent, il est déjà à Saranda. Il interroge un jeune homme qui se dit « prêt à mourir » plutôt que d'« aller en prison » si Sali Berisha l'emporte. Cet insurgé porte la casquette des Chicago Bulls. La guerre est aussi un match de télévision.

Hommes de Dieu et hommes du monde

Ce cinquième volet du cycle de soirées thématiques d'Arte « Quête de sens, désir de croire » s'attaque à la question disputée des vocations religieuses et sacerdotales

ADMIRABLES sont les portraits de religieux et de prêtres qui défilent dans Vocations, le documentaire qui ouvre « Serviteurs de Dieu ». l'avant-dernière soirée du cycle. Les uns expliquent leur vocation par un coup de foudre, les autres (plus nombreux qu'hier) par un long cheminement Intérieur après une expérience de vie universitaire ou professionnelle, ils décident de consacrer leur vie à Dieu. Les uns ont choisi le silence et l'austérité d'un couvent, les autres. comme les prêtres-ouvriers du film de Philippe Pilard, le triangle « outoroute, nationole, prison » de La Grande-Borne à Grigny (Essonne), afin de faire l'expérience de Dieu dans la réalité des luttes sociales et des familles immigrées.

nouveau spirituel qui ve eu-delà d'un intérêt purement culturel pour la vie monastique ou la beanté liturgique. Quant au prêtre, si son statut social a décru, il a conservé un capital de sympathie dans une société sécularisée qui n'ignore plus son style de vie simple, sa proximité de la population, son rôle d'animateur de communautés, sa présence auprès de pauvres, de malades et de mourants. Il assure une sorte de « service public » du rite (fêtes, baptèmes, mariages, décès) que les croyants - et les non-croyants jugent indispensable au fonctionnement de toute société.

Le religieux est témoin d'un re-

Tout au plus pourrait-on reprocber à Vocotions une vision statique du phénomène des vocations alors qu'il est en pleine mutation. La



plupart de ceux qui s'engagent au service de Dieu ne viennent plus de familles nombreuses et chrétiennes mais d'une société globalement non chrétienne. Aussi un décalage se produit-il entre une génération de prêtres et de religieux venus de l'Eglise pour aller au « monde » et une génération plus jeune venue du « monde » pour chercher des sécurités et des certitudes dans une Eglise avec laquelle leur rapport est moins critique. Bien des tensions, au sein et en dehors du clergé, viennent de cette mutation dans

les histoires personnelles. La deuxième révolution silen-

evec des laïcs, hommes et femmes, mieux formés et organisés qu'hier, qui mettent en œuvre dans l'Eglise des dynamismes autrefois inconnus ou insounconnés. De plus en plus de fonctions (catéchèse, aumôneries de jeunes, préparation des baptèmes et des mariages, etc.) sont remplies par des laïcs non ordonnés. Cette évolution rejaillit sur l'identité du prêtre, devenue plus floue, et sur son rôle, qui tend à être réduit à celui d'un « modérateur » de paroisses toujours plus nombreuses et de « ministre du sacré ». A cet égard, le succès du livre de Bernard Sesboué - N'ayez pas cieuse est le partage des tâches peur (Desclée de Brouwer) - est

très éclairant. Reste une troisième évolution qui mériterait une émission à elle seule : la dépression quantitative de cette corporation de prêtres et de religieux dont les conséquences, à terme, peuvent être graves pour les communautés chrétiennes et pour l'ensemble d'une société qui, même déchristianisée, n'a n'en perdu, tant s'en faut, de son goût pour les rites et le sacré. Le chiffre des entrées dans les séminaires se stabilise, ainsi que celui des ordinations sacerdotales. mais à un niveau bas. Moins de cent prêtres ont été ordonnés en France en 1995. La situation est plus grave encore dans les noviciats et les congrégations religieuses. Dans dix ans, la France comptera moins de dix mille prêtres diocésains contre cinquante mille dans les années 50.

Une question est désormais posée, esquissée dans le film de Philippe Pilard: la vocation est traditionnellement fondée sur un « appel » de Dieu auquel décide de répondre un bomme ou une femme. Cet appel ne pourrait-il pas venir d'une communauté ou d'un évêque et être adressé à un homme, marié ou non, qui a les qualités requises pour exercer un tel ministère? Pour nombre de théologiens et d'évêques, la question de l'ordination sacerdotale d'hommes mariés a cessé d'être ta-

Henri Tinca

* « Serviteurs de Dieu ». Arte,

France-Culture

20.30 Paroles sans frontière. 20.30 Tire ta langue : Actualité de la langue ; 21.32 Correspondances ; Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Sukse.

des radios publiques de langue française.
La solitude [4/4].

22.40 Nuits magnétiques.

Actionwert.

8.05 Du jour au lendemain. Alain Badiou (Deleuze). 6.48 Musique: les Cinglès du music-hall. Journée du vendredi 13 avril 1945, avec Judy Carland, Jock Harris and his Orchesta. 1.90 Les Nuits de France Culture (rediff). Le Bon plaistr de. Pleon Liesandi 4.90 Les Plumine de

Pierre Lieutaghi : 4.00 Les Chemins de la connaissance. La leçon de choses : 3.29 L'Œyf de Colomb. Le monstre et

Portrait de Tonino Guerra.

20.30 Concert. En direct de Birn

France-Musique

113

40.

6.4

*= ...

マスプライン製造製

Radio

22.00 Communauté

TF 1

2020: t **GRANDE SOIRÉE**

FOOTBALL **DE LA LIGUE DES CHAMPIONS** Présentée par Roger Zab et Hervé Mathoux. 20-20 Football

En direct de Dortmund (Allemagne). 1/4 de finale aller de la Lique des Champions Borussia Dortmund 21.45 Mi-temps

22.25 Grande soirée au de la Ligu des Champions. Les temps forts. (100 min). 0.05 Chapeau melon

et Bottes de cuir. Série. Le château de cartes. 1.00 et 1.40, 2.45, 3.50, 4.55 TF 1 nuit. 1.10 Cas de divorce. Série. Charlet contre Charlet

1.50 et 2.55, 4.00, 5.10 Histoires na-turelles. Documentaire (rediff.). 5.05 Musique. Concert (5 min).

France 2

L'HOMME **DE LA MAISON**

(105 min). 2109143 La mère d'un petit garçon, qui envisage de refaire sa vie, se heurte à son mécontentement. Trahi, il décide de retrouver son

CA SE DISCUTE

0.30 Journal,

Bourse, Météo. 0.45 Le Cercle de minuit. Soirée autour de Maria Casarès

do may, account de la contra del la

France 3

LA MARCHE DU SIÈCLE

Magazine présenté par Jean-Marie Cavada. Quand la terre trembiera. Invités : Xavier Le Picton, Raoul Madariaga Wolfgang Jalil, Jérôme Lambert etc (10 min). 452 22.40 Journal, Metéo.

▶ UN SIÈCLE

par Jean-Louis Foulquier

6430070

20.00 Faut pas rèver. Invité : Georges Charpak. Ethiopie : le fils prodigue ; France : le plateau de Bure Inde : cache caste (France 3 du 28/02/97).

22.00 fournal (France 2).

22.35 Comment ca va? Des dés pour bien vie

23.35 Bons Baisers

21.25 La Vie secrète

22.45 Aller-retour. 23.40 Les Derniers Marranes.

Animaux

21.30 Le Vagabond. Au-dela de l'infini.

des machines.
[9/18] La montre à quartz.
21.55 Vertical.
[2/6] Les ventilateurs du ciel.

20.30 Histoire du naufrage.

21.00 Monde sauvage.

22.00 Nature des choses.

Paris Première

20 h Paris Première Invitée : Maria Pacôme.

20.00 et 23.50

21.50 C. 22.20 Sim. Enregistre

21.00 Paris modes.

21.50 et 1.50 Le 1.T.S.

Enregistré à Cannes en 1993.

2.15 Vedettes en coulisses.

23.00 Faune ibérique.

21.55 Météo

Planète

20.35 Musique

Invité: Touré Kounda

Un drôle de Père Noël.

1.55 Musique graffiti. Magazine. Bal-lade nº 1 opus 23, de Frédéric Chopin, par Giovanni Belluci, piano (15 min).

C55 min L

1.05 Matlock Série.

D'ÉCRIVAINS Documentaire. Robert Desnos 4931853 0.05 Cap'tain Café. Magazine présenté

(70 min).

ABONNEZ-VOUS

MERCREDI 5 MARS Arte

LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE: LOUISE WEISS, L'EUROPÉENNE

Dès la fin de la première guerre mondiale, Louise Weiss engage un combat pour la paix, le droit de vote des femmes et la construction de l'Europe.

HYMNE À LA SOLIDARITÉ: **PORTRAIT DE HANS EISLER** Documentaire de Larry Weinstein (85 min).

23.10 Profil: Une chambre à sol. La vie de Virginia Woolf (1882-1941).

0.05 La Lucarne: Mes étoiles et mes cieux. La lumière intérieure d'Evgen Bavcar. Documentaire (40 min).

0.45 La Baie des Anges E Film de Jacques Derny (1962, 80 min). 8704761 2.05 Glarnour à Monaco (15 min). 3263457 2.20 La Panthère rose (rediff., 25 min).

France

Supervision

21.35 500n EMC

165 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Pour oue

22.40 Concerti Grossi

de Haendel

23.35 Cybervision. Magazine.

les autres vivent

22.05 Harvey Film d'Henry Koster (1950, N., 105 mhn). 12075230

23.50 Destroyer
Film de William A. Selter
(1943, N., v.o., 95 min).

Ciné Cinémas

1989, 105 min. 8232211 22.15 Un papillon sur l'épaule **E** Film de Jacques Devay (1978, 95 min. 4190389

20.30 Filofax ■

Série Club

22.30 Le choix de.

20.45 Flash. Le saut dans le terr

21.35 et 1.30 Le Gerfaut.

Chanson du passé. 23.00 Les Champions. N

23.45 Chapeau melon

Claude Binyon.

et Bottes de cuir.

(Seven Waves Away) ■ Film de Richard Sale (1956, N., v.o., 95 min).

45311389

Concert (55 min). 84418327

20.30 Les Enfants du voyage. [1/3] Au fit de l'acrobatie (65 min). 2699549

M 6

AVENTURES CARAIBES

Teléfihn de Paolo Barzman, avec Vanessa Demouy, Patrick

LE BRAS DE FER

0.05 Secrets de femmes.

3969457

Magazine 🗖

1.10 Best of pop rock.

Canal Jimmy

20.30 Star Trek: The Next Generation, Angel One

21.15 Vélo. Magazine. [13].

21.45 Mister Gun. Marylin et les garagistes

de mon canané.

23.05 Absolutely Fabulous.

23.40 The New Statesman.

0.05 TOD Bab, Magazine

22.10 Chronic

Magazine. 22.15 Seinfeld.

22.40 Friends.

Festival

2.55 Fao de. Magazine (rediff.). 3.25 Sexy mode. Oocumentaire, 4.15 E = M 6. Magazine (rediff.). 4.40 Fréquenstat. Best of love (rediff., 50 min).

0.40 Rock express

d'un ravisseur.

Canal +

QUIZ SHOW

Film de Robert Redford, avec John Turturra, Rob Morrow (1994, 130 min). 2474360 Robert Redford o réalisé un film à prétexte sociologique dromatiquement bien conduit. 23.10 Flash d'information.

MEURTRES ENTRE AMIS

> Christopher Eccleston (1993, v.o., 89 mln). britannique cherchant à

0.45 Le Journal du hard (5 min). 0.50 Sexhibition

de Kris Kramski (1990, 80 min).

Eurosport 14.00 Snowboard. En direct.
Coupe du monde FlS.
13º manche, srowboardcross
3 Grächen (Suisse) 160 minl.
774821

18.30 5ki de fond. En direct. Epreuves à Hamar (Norvège) (60 min) 137476

19.30 Football. 19.30 FOOTDAIL.
Coupes d'Europe.
Quarts de finale de la Coupe
de l'UEFA:
matches aller.
20.30 Patrinage artistique.
Champions Series
à Marniton (Etats-Unis).

22.00 Boxe.

muras lourds-légers : Tors. May (All.) - Jason Nichols (EU). 23.00 5 pooker. Open eur File de Malte.

0.30 Tennis. ATP Tour magazine (30 min). 20.30 Puissance IV. Puissan in Contrat sangiant.
Téléfilm de Paul Plenchon, avec Martine Logier Muzzik

22.05 Le Septième Juré ■ Film de Georges Lautner (1962, N., 110 min), 12114501 20.30 Le journal. 21.00 La Gloire du Bolchoi. Ballet du Bolchoi

(95 min). 9247969 22.35 La Nuit des musiciens : 23.55 Sueurs froides. Donnant donnant (30 min). Téva

20.30 et 23.50 Téva interview.

20.55 Grace Kelly.
Yélétim d'Anthony Page,
avec Cheryl Ladd
(55 mm). 504239747
22.30 Murphy Brown.
[2] Murphy à Paris. 23.00 Femmes dans le monde (30 min).

Voyage

19.55 et 23.25

Magazine. Le Sri Lanka et les Ma 22,30 L'Heure de partir

Derrière l'horizon. 20.00 Suivez le guide. 22.00 A l'horizon.

Un agent du FBI utilise toutes les ressources du célèbre bureau pour mettre fin aux agissements

1713582 Un beau succès pour un cinéma Comédie d'humour noir à

Film classe X

22.30 Musique pluriel. Œuvre de Francescon

23.07 Musicales comédies. Les premiers films de Judy Garland. 0.00 Jazz vivant. Le quartette de Manuel Rocheman. 1.00 Les Nuits de

Radio-Classique

20.40 Les 5oirées de Radio-Classique Schubert par Olevich Fischer-Dieskau. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Chaînes d'information

CNN Information en continu, avec, en sourée: 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 1,00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View (90 min).

Euronews

JOHTHAUR EDURES les demi-heures, avec, en soirée: 19,45 et 0.15, 0.20 Perspective 20.10 Sport, 20.15 et 1.50 No Comment. 20.25 et 22.20, 1.40 Europa. 20.45 et 23.45 Label Europe. 21.45 Perspective. 21.40 et 22.50, 1.20 International. 21.45 Odeon. 21.50 Visa. 22.15 et 1.45 Economia. 23.15 et 0.10 Analysis. 23.20 Labriews (20 min). LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15 et 23.16 Guil-lature Durand, 19.56 et 20.56, 21.56, 11.2 Bourse, 20.00 Le Grand journal, 21.10 Culture, 21.26 Cinéma, 22.30 Médies, 22.30 Journal de l'économie, 23.00 journal du monde, 23.40 et 0.40 Sports, 0.15 Le Débar (15 min).

Signification des symboles :

Carte blanche à Didiet Lockwood Enregistré au Trianon à le 29 novembre 1996.

de Paganini. [2]. 0.55 Astortango, Récitals, [1] Enregistré au théaire de l'Opéra de Buenos Aires 15 juin 96 (55 min).

0.10 Les Caprices

Signalé dans « Le Monde Télév

On peut voir.

■ Ne pas manque

■ ■ Chef-d'œuvre ou classique Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

et économisez jusqu'à 294 F Le Monde 1 AN - 1890 F au lieu de 2 184 F* **BULLETIN - RÉPONSE** Oui, je souhaite m'ebonner au Monde pour la durée suivante : ☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1 890 F au lieu de 1 092 F au lieu de 546 F eu lieu de 2 184 F per chèque bançaire ou postal à l'ordre du Monde ☐ par carte bancaire № ابلیا لیلیا Prénom Adresse: Code postal: Localité : Pays:. USA - CANADA a La Moyria e ILSPS-8009728 in published dally for 5 002 per year « LE Moyria e 71. do; you Claudi-Burrard 784-02 Peta Cajes 05, Fernas, activations protein pud of Distance plain (N 103, and addisonate suspina police (N 103, and addisonate suspina bits of N, 109 to 1-10 Chemistra (N, 129 to 105 to 105 of N, 106 to 1-10 Chemistra (N, 129 to 105 to 105 of N, 106 to 1-10 Chemistra (N, 129 to 105 to 105 of N, 106 to 105 of N, 106 to 105 of N, 106 to 972 F 790 F nonez au 01-42-17-32-80 de 2 h 30 à 77 beures du kundi au vendredi

Le libre-échange de Bruxelles à Tamanrasset

Selon la presse algérienne, l'ouverture de pourparlers avec l'Union européenne contribue à sortir le pays de son isolement mais elle s'intéresse davantage aux aspects politiques qu'économiques du futur accord

COMME s'il s'agissait d'onblier une actualité faite de sang et de larmes, la presse algérienne, unanime, consacre ses grands titres à l'ouverture, mardi 4 mars, des pourparlers avec Bruxelles pour intégrer l'Algérie à la zone de libre-échaoge qui eoglobera l'Unioo européenne (UE) et les pays du sud de la Méditerranée

3. J. J. Jan.

\$4 Maritage

the colling was

18.

tien north

A Transfer

-

digram.

متنت مرتموه

an Je

Camera ana:

A

Property State

ÿ - 1 - 1 - 1 - 1

A Maria

基

1. 14

. . .

40.4

-

d'Ici douze ans. Les négociations « pour un mariage » commencent à peine que El Watan, le principal quotidien francophooe, regrette que l'Algérie se soit laissé distancer par ses deux voisins, le Maroc et la Tunisie, qui oot déjà cooclu des accords de partenariat. «L'Algérie aurait, selan certains abservateurs, pu être la première à signer [...] avec l'UE », regrette le correspoodant à Bruxelles du quotidien francopbone M'hammedi Bouzina.

A l'exception d'El Watan, les autres titres de la presse s'intéavec canviction, la place qui fut blicain, aujourd'hui disparu - tout COURSTER | Perturbations dans l'acheroinement ... El Watan El Le courage des choyens

ressent peu aux aspects écooomiques et financiers du futur accord. Ils préférent privilégier une lecture politique de la reprise du dialogue entre Alger et Bruxelles et y voir une victoire sur l'« ennemi intérieur », autremeot dit ceux qui, comme Hocine Ait Ahmed, le président du Front des forces socialistes (FFS), installé eo Suisse, ou des dirigeants do Front islamique du salut (FIS) en exil, militent en faveur d'une intervention de la communauté internationale pour ramener la paix. « Hier pestiférée, l'Algérie reprend difficilement, mais

sienne il n'y a pas si langtemps. Ceux qui avaient essayé de la miner et de l'isaler de la scène internationale ont jaué et perdu. Ils sont en résidence surveillée au darée et leur pouvoir de nuire ne porte pas », affirme l'éditorialiste de Liberté, le quotidien libéral qui soutient le Rassemblement pour la culture et la-démocratie (RCD), le parti kabyle concurrent du FFS. «L'isolement de l'Algérie sur la scène internationale a très largement été brisé. [...] Les cantacts sont approfondis et le sillon de la coopération s'est creusé un peu plus avec l'Unian euro-péenne », se félicite de son côté La Tribune, un quotidieo proche de

Preoant prétexte du dialogue entre l'Algérie et l'Union européenne pour, lui aussi, régler ses comptes, Le Matin - foodé par d'ancieos journalistes venus du quotidien communiste Alger répu-

certains clans du pouvoir.

en admettant que « l'avenir de l'Algérie passe par Bruxelles », stigmatise l'hypocrisie des pays européens qui, daos le cadre du dialogue euro-méditerranéeo, ne vont pas manquer d'« exiger de l'Algérie qu'elle se canfarme à ce qu'an attend d'elle en matière de respect des libertés et des droits de l'homme, alars que par ailleurs l'Europe ne danne pas l'exemple ». Et le journal d'ajouter : « Londres est pratiquement devenue la Mecque du terrorisme intégriste et sa principale plaque financière. Bonn donne l'asile à ses chefs intégristes. Bruxelles fait de même... » Dans un article iotitulé «Cartes sur tables », le quotidieo Liberté exploite le même thème et met eo garde « les négociateurs algériens » contre « les injonctions » de leurs interlocuteurs européens à propos

les commanditaires de la vialence en Algérie ont encore pignon sur rue dans les capitales anglaise et allemande, d'impartants réseaux d'armes et de munitions ont été enfin démantelés à Rome et à Berlin, et l'un des chefs du GIA en Europe, Ahmed Zaowi, n'a été candamné qu'à quelques mois de prison avec sursis à Bruxelles. »

Paradoxalemeot, la France est montrée en exemple. « Seul Paris a mis le train de la lutte antiterroriste en marche en y investissant les grands moyens, quand la violence l'a frappé de plein fouet», se félicite Liberté. Pour ce dernier, si les Ouinze pouvaient adopter une politique commune eo matière de lutte anti-islamIste calquée sur celle de Paris. le dialogue eotre Alger et l'Unioo européenne s'anooocerait sous les meilleurs aus-

Iean-Pierre Tuquoi

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION

TF 1

- " TEDDOM (PANIS)

The Property of the Party

1,4,0 1 CS. 8.0

The President

* 12 ME ...

W 100

TO TEM

7.7

7.7

and Parkets

THE RE

- 141.22

Contain of the

odar see

in the second of the second of

7 7 7072

ತ್ತಾಗ್ ಕ್ಷಮ್ ಕ

100 B 15

गता सह . . . CO ALTERNATE

100

من بين .

1

. ...

مصنحا ودر

2700

. -a.

11.

.

...

- ... iV

. . . 13

the strength of

pas composé de boutefeux ou de trotskistes. Il o'a point été nommé par la gauche mais en grande partie par l'actuelle majorité, il faut dooc que l'exaspération soit grande pour que ces sages au langage feutré condamnent aussi clairement les pratiques en vigueur depuis deux ans. C'est le drame de la chiraquie réformatrice, qui part apparemment des meilleures intentions du monde. Le président veut très certainement rester comme celui qui aura pour la pre-

partisanes. Mais il doit aussi protéger ses barons que la montée des affaires de financement occulte menace de plus en plus.

THE NEW YORK TIMES ■ Sept ans à peine après s'être débarrassée d'un régime communiste fanatique, l'Albanie oscille eotre l'anarchie et une nouvelle dictature brutale. L'une on l'autre serait désastreuse pour le pays le plos pauvre d'Europe et l'instable ré-

gion balkanique qui l'entoure.

Washington et les autres gouver-

politique comme la condition préalable à une aide fioancière d'urgence. Cela oe sera pas facile. La meilleure solution pour sortir de la crise albanaise qui va eo s'aggravant serait pour le président Sali Berisha de former un gouvernement à large base qui inchrait des dirigeants de l'opposition et préparerait les nouvelles élections présidentielles qui doivent avoir lieu au début de l'année prochaine. Mais M. Berisha a Ignoré lundi les avertissements des diplomates étran-

de la situation des droits de

l'homme eo Algérie. « Après tout,

forcer de présenter un compromis réélection par uo Parlement composé de ses alliés politiques. Cette actioo cynique o'est pas susceptible d'apaiser les milliers d'Alhanais en colère qui manifestent dans les rues pour protester contre l'incapacité du gouvernement à sauver leurs écocomies prises dans la faillite du système des pyramides. Au moment où l'Alhanie s'approche de l'embrasement, l'alde américaine et occidentale devrait être suspendue jusqu'à ce que le gouvernement de M. Berisha commmence à passer de la résupérieur de la magistrature n'est ment la justice des interférences nements occidentaux doivent s'ef- gers et a fait procéder à sa propre pression à la coociliation politique.

EN VUE

■ Le président de Mercedes-Benz Italie doit offrir au pape, avant l'audience générale du mercredi, une berline \$ 500 ooire. L'automobile, adaptée aux exigeoces de Jean-Paul II et transformée en voiture décapotable, est protégée par une carrosserie et des vitres pare-balles.

■ Dom Duarte, cinquaote-deux ans, duc de Bragance et prétendant à la couronne do Portugal, vient d'avoir son deuxième enfant, deux ans après son mariage avec Isabel loes de Castro de Heredia, de vingt-deux ans sa cadette. La duchesse de Bragance a accouché lundi à l'hôpital de la Croix-Rouge à Lisbonne d'une petite fille de 3,3 kg, qui s'appellera Maria Francisa Isahel Micaela Rafaela Gabriela Paula de Heredia de Bragance.

■ Le prince Philip, présideot d'honneur du World Wide Fund for nature (WWF), vient d'effectuer en Hongrie la première étape d'une tournée qui le conduira en Turquie, aux Emirats arabes unis, en Mongolie, au Japon, aux Etats-Unis et au Canada. Au cours de sa visite en Hongrie, l'époux de la reine Elizabeth II a assisté à la remise en liberté de cinq castors dans leur milieu naturel à Gemenc, au sud du pays.

L'installatioo sur le château de Stockholm de capteurs solaires a été interdite par l'administratioo des antiquités royales, ao motif que le dispositif jurait avec le style classique du bâtiment, construit au XVIIIe siècle. L'an dernier, à l'occasioo du 50 anniversaire du roi, le personnel du château, l'Office immobilier suédois et une association stockholmoise avaieot eu l'idée d'offrir ces panneaux écologiques à Charles XVI Gustave « pour montrer l'exemple ».

■ Jacques Cbirac a promis de « couper le cordon ambilical » entre justice et pouvoir politique. Fort bien. Mais avant qu'il ne soit coupé, ce cordoo a été singulièrement renforcé. Ce n'est point la remarque de commentateur sourcilleux ou d'opposant vétilleux, mais blen le diagnostic très officiellement porté par la plus haute instance judiciaire du pays. Le Conseil mière fois en France séparé claire-

16.55 Des chiffres et des lettres, leu 17.50 Kirk. Série. 18.20 Madison. Série.

Série Les héros 19.00 L'Or à l'appel jeu 19.50 et 20.40 Météo. 20.00 journal, L'image du jour, Tiercé.

20.45 LES CORDIÉR, JUGE ET FLIC Comité d'accueil. Série O de Marion Sarraut

17.10 Melrose Place. Série.

18.00 Papa revient demain.

Strie. . 18.30 Jamais deux sans tol...t.

398457 La fille du commissaire, en reportage sur un trafic de clandestins, est arrêtée pour possession de drogue...

22.25 L'ULTIME ENVOL

Teléfilm de Robert Markowit Laura Dern, Vincent Spano (110 mil) (110 min). 4713815 Un pilote de l'armée américaine accepte d'effectuer en Corée des essais sur un nouvel avion, le F16...

0.15 Les Rendez-vous de l'entreprise. Magazine (25 min). 62484 0.40 Attachez vos ceintures. Série. [3/13]

1.25 et 2.05, 3.10, 4.15 TF1 mult. 1.35 Cas de divorce. Série. Joffrin contre Joffrin. 2.15 et 3.20, 4.25, 3.10 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 5.00 Musique. Concert (10 min).

France 2

17.25 Le Prince de Bel Air. 18.50 Qui est qui ? Jeu. 19.25 et 2.00 Studio Gabriel.

imité : Jean Roucas. 20.00 Journal, A cheval I, Météo, Point route.

20.55 **ENVOYÉ SPÉCIAL** Magazine présenté par Bernard Benyamin. Ao royaume des caissières ; Russie : le paradis des sectes ;

Post-scriptum : La voix Kaas (125 min). 23.00 Expression directe. Magazine FNSEA. 22.30 Journal, Météo.

TARATATA Divertissement présent par Alexandra Kazan. (80 min). 0.35 Journal, Bourse, Météo. 0.50 Le Cercle de minuit. de James Effroy. Invités: James Eliroy, Claude Chabrol, François

2.30 Babylone 92, New York du rêve à la réalité. Documentaire. 3.25 24 heures d'hufo. 3.35 Météo 2. 4.40 La Compète. Troc. 5.10 Chip et Charly Le trésor de Fafnirette (30 mln).

France 3

17.45 Je passe à la télé. 18.20 Questions pour un champion, Jeu. 18.50 Un livre, un jour. Consunce ou l'Irlande, d'Anne Pons. 18.55 Le 19-20

20.00 Météo. 20.05 Fa si la chanter. Jeu. 20.35 Tout le sport.

20.50 LES DENTS

DE LA MER III Film de Joe Alves, avec Dennis Quald (1983, 100 min). 119902 Un jeune requin blanc a été tué dons un porc d'attractions aquatiques. Sa mère (12 mètres de long) attaque.

QU'EST-CE QU'ELLE DIT ZAZIE? Magazine. Le pilon : La légende de Novgerod ; Rencontre avec le diariste Renaud Carmis pour La Guerre de Transylvanie ; Visite de la bibliothèque du caricaturiste Willem ; Sépia : Sanone Signoret ; Polac Pius : De la mort sans exogérer, de Wisiawa Szymbroska (35 min).

878-4070

(3) Inau, 0.00 Saga-Cités (rediff., 25 min). 0.25 Espace francophone. Pespaco: Pestival penafricain du cinéma à Ouagadougou (30 min). 1.00 Mazlock. Série. 1.50 Musique graffiti. Magazine. Guérif, Bill Stoner

La Cinquième 18.25 Le Monde des animaux. Regards de savane : les vautours, 18.50 Le Journal du temps.

■ JEUDI 6 MARS

■

Arte

19.00 La Panthère rose. Dessins animés.
19.30 7 1/2. Magazine.
20.00 Palettes : Jacques-Louis David
(1748-1815). Les Sabines (1799). Une
révolution à l'arnitque. Documentaire d'Alain.
Jaubert (30 min).
3490
20.30 8 1/2 journal.

19.00 La Panthère rose. Dessins animés.
19.54 5 bx minutes
d'information.
20.00 Notre belle ramille.
Série. Le test.
20.35 Passé simple.
1900 le combat des femmes.

20.45

SOIRÉE THÉMATIQUE: QUÊTE DE SENS, DÉSIR DE CROIRE-

SERVITEURS DE DIEU

292983 Film de Robert Bresson, avec Claude Laydu, Armand Guibert (1950, N., 110 min). 3792983

Un jeune prêtre sorti du séminaire est nommé curé d'une paroisse dans un village du nord de la France. 0.20 Marseille Melting "potes". Documentaire de Philippe Pilard et Jean-Louis

Marcos (1996, 55 min). 8521999
Six grandes religions sont présentes à Marseille. La protique de sa propre religion semble être le seul facteur permettant à la fois de sauvegarder les identités culturelles et d'intégrer les communautés immigrées.

1.15 Dieu a besoin des femmes.
Decumentaire (1996, 35 min).
1.50 Biblio,
1.55 La Huitième Nuit. court métrage (1995, rédiff., 40 min).
2.35 La Parthère rose (rediff., 25 min).

37057419

M 6

17.15 et 2.30 Faites comme thez vous, Magazine, 18.10 Agence Acapulco, Série.

Lune de miel. 19.00 Lois et Clark, Série.

20.45

IRRÉSISTIBLE

FORCE
Télefilm de Kevin Hooks, avec Stacy
Kesch (85 mån). 570612
Un vétéran de la police
criminelle pense foire le bon
choix en démandant une
femme pour partenaire. Celle-ci
se révèle une véritable
casse-coul-

COSSE-COU...

MONSIEUR LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL Film de Jean Girault, avec Jacqueline Maillan (1966, 90 min). 316052 23.40 Duel pour l'éternité.

Téléfilm A de Michael Kennedy, avec Lorenzo Lamas, Claire Stansfield

1.30 Best of trash. 3.20 E = M o. Magazine (rediff.). 3.45 Jazz 6 (rediff.). 4.40 Aventures en ocean Indien. Documentaine. 5.30 Mei: 10 ams (rediff.). 3.45 10 ams de séries. Avec Gillian Anderson, David Duchovny... Irediff., 30 min).

Canal +

15.20 L'Hebdo de Michel Field 16.1S Surprises. 16.35 Denise au téléphone

(1995, 75 min). 9674490 17.50 Drôles de monstres ► En clair jusqu'à 20.30 18.35 Nulle part ailleurs. Invité : CharlElle Couture.

FOOTBALL En direct. Coupe d'Europe. 1/4 de finale aller : P.S.-G · A.E.K. Athènes. 20.30 Coup d'envol ; à la mi-temps à la mi-temps, le journal du foot

4651322

22.30 Flash d'information.

LA LOI **DU PLUS FORT** (ONLY THE STRONG) Film de Sheiton Lettich (1993, v.o., 94 min). 4604761 Un soldat américain stationné

au Brésil y a appris l'art mortial du pays lo capoeira. Revenu chez lui, à Miami, il apprend cette discipline à des adolescents pour lutter contre les trafiquants de drogue. 0.10 Le Rouge et le Noir ■ ■

Film de Claude Autam - Lara (1954, 184 min). 50431674

Radio

France-Culture

21.32 Fiction : Autobiographie d'un homme parfait. De Philippe Costa.

Badiou (Calme block:l-bas). 0.48 Mu-sique! Les Cinglés du music-hall, journée du vendredi 13 avril 1945, avec Euble Blake; Earl Fuller's Rector Nombe Combetter. 100 Les Aurits de

de Radio-Classique. Le chei d'orchestre Bernard Haitink. Œuvres de Schubert Schuman, Bruch, Liszt, Beethoven.

22.40 Les Soirées de Radio-Clas-sique... (Suite). Le chef d'orchestre Bernard Hairtink. Œuvres de Tchañowski, Chostatowitch. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Un monde sans pitlé **III** Film d'Eric Rochant rim of Eric Rochant (1989, 100 min). 79881544 21.40 30 millions d'amis. (TF 1 du 23/02/97). 21.55 Météo

des cinq continents. 22.00 Journal (France 2): 22.35 Ça se discute. Magazine. 0.00 Courant d'art. Magazine. Invité : Roland Topor.

Planète

2035 Demier Coup de pinceau. 21.05 Insoumis, mémoires de prêtres ouvriers. 22.00 Musique

sous influence. 22.50 La Vie secrète des machines. [9/18] La montre à quartz.

Animaux

21.00 Monde sauvage. Le géant des Insettes. 21.30 La Vie des 200s. Magazine. 22.00 in the Wild. (S).

20.00 et 2.00 Beetlemania.

1.00 La Mer morte (30 min).

The second secon

. 5

20.30 Le Guérisseur 🗷 23.00 Vie sanvage. 0.00 Monde sauvage. Ųn voi reyal. 0.30 Le Vagabond. Joey Jackson

.

Paris Première

20.00 et 23.55

France

Supervision

en concert

le colonel Film de Maurice Labro

23.45 Le Club, Leslie Caron.

(1955, N., 95 min). 58130983

Ciné Cinéfil

Ciné Cinémas 20.30 Edward any mains Cargent M M M Film de Tim Burton (1990, 100 min).

22.10 Splendor M M Film of Ettore Scola 20 h Paris Première. 21.09 L'Homme de la rue (1988, v.o., 110 min).

(Meet John Doe) Film de Frank Capra (1941, N., v.o., 120 min). 0.00 Châteauroux district ■ Flim de Philippe Charigot (1987, 90 min). \$117858 23.00 et 1.45 Le J.T.S. 23.30 Solti

23.30 Solid
dirige Chostakovitch.
Concert. Symphonie nº 9 en mi
bémol mojeur. Par l'orchestre
symphonique de la Radio
bavaroise, dir. Sir Georg Solii
(25 min). 4211070
0.55 Stars en stock.
Magazine, joan Collins.
Laurence Olivier. Série Club 20.45 Ellery Queen: A plume et à sang. Les aventures du savant excentrique. 21.35 et 1.40 Le Gerfaut. 22.30 Le choix de... Frank Tuttit. Caire.

20.30 La Tour infernale M Film de John Guillermin et Hwin Allen (1974, 160 min). 27416438 23.10 Supergiisse, Magazine. 0.00 Didier Levallet Terriet 23.45 Chapeau meion et bottes de cuir. La porte de la mort. Canal Jimmy .

20.30 Honky Tonk Man III III (1983, 125 mln). \$2607544 22.35 Guest Star. Magazine. Emmylou Harris. 23.45 American Film of Wes Clampi (1958, N., 100 min). 8208896 22.10 On déménage Country Awards. 0.35 Souvenir; Musique and Music. Divertissement, Serge Gainsbourg (9 avril 1978).

20.00 La Nuit de la country

Festival 20.30 et 21.30, 22.30 Par ordre du Roy.
Par ordre du Roy.
Téléfilm de Michel Mitrani,
avec Catherine Jarett
[1/3] Madame Tiquet;
[2/3] La marquise de Ganges : (3/3) Le paravent de la princesse

23.25 Meurtre avec préméditation. Téléfijin de Michael Mikrani, Téléfijin de Mariman avec Lisa Hartman 28114341

(175 min).

Téva 20.30 et 23.00 Téva interview. 20.55 Ces enfants-là. 'féléfim de Georg Stanford Brown, avec Tyne Daly (95 min). 504206419 22.30 Murphy Brown.

de la Goutte d'or Voyage 20.00 Suivez le guide.

23.30 Les Poussins

22.00 A l'horizon. La jordanie. 22.30 L'Heure de partir. 23.30 Suivez le guide (120 min).

Eurosport

14.00 Snowboard. En direct. Coupe du monde FS. Salom à Grächen (Suisse) (60 min). 254780 16.00 Tennis. En direct. Tournol de Rotterdam (120 min). 18.00 Football.

18.55 Ski alpin. En direct.
Coupe du monde. Super G
dames à Marmooth Mountain
(Erars-Unis) (65 min).
6118167 19.45 Basket-ball. En direct. Euroligue. 8 º de finale match aller : Panathinall.os-Limoges. 21.30 Football.
Coupes d'Europe. Quarts de finale de la Coupe des valnqueurs de Coupe :
Bran Bergen-Liverpool et Benfica-Fiorentina.

23.45 Snooker (120 min).

Muzzik 20.10 Arias de Mozart. Récital Extraits de l'opéra Les noces de Figaro ; Abbado : extraits de l'opéra Don Giovanni.

de Puccini

Giovanini.
21.00 Proctini.
Telefilm de Tony Palmer, avec
Robert Stephens
315 min).
9294877 22.55 Pat Metheny: More Travels. 0.05 Une leçon particulière avec Nikita Magaloff. 0.55 La Fanciulla Del West

Chaînes d'information

Information en continu, awec, en soirée: 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 1.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View (90 min).

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée: 19.15 et 22.15, 0.15 Ecosomia. 19.45 et 21.15 Azimuth. 20.10 et 23.15, 0.10 Sport. 20.15 NO Comment. 20.25 et 22.20, 1.45 Europa. 24.45 et 23.45 Maditernanco. 21.40 et 1.40 Analysis. 21.45 Artissimo. 21.50 Ecología. 22.50 et 23.20, 1.20 International. 0.20 Correspondent. 0.40 Odeon (10 min).

LCI

journaux toutes les demi-beures, avec, en soirée: 19.16 et 23.16 Guil-laume Durand. 19.56 et 20.56, 21.56, 1.12 Bourse. 20.00 le Grand journal. 21.10 Culture. 21.26 Cináma. 22.10 Médias. 22.30 Journal de l'économie. 23.00 Journal du mende. 23.40 et 0.40 Sports. 0.15 Le Débat. (15 min).

LES CODES DU CSA O Accord parental souhaitable.

A Accord parental indispensable au interdit aux moins de 12 ans. 🖸 Public adulte eu

interdit aux moios de 16 ens.

20.30 Lieux de mémoire.

22.40 Nuits magnétiques. Passés immédiats.

France-Musique

20.00 Concert.
Présences 97. Concert donné
le 9 février salle
Olivier-Messlaen à
Radio-France, l'Ensemble
Nuove Sincronie, die. Renato
Rivolta. CEurres de Castald?;
Sobbata : etc.

22.30 Musique pluriel.
22.30 Musique pluriel.
CEuwes de Diogenes Rivas.
23.07 Histoire de disques.
CEuwes de Mendelsohn,
Beethowen, Puccini, Holst,
Bach, Schubert, Mozart,
Giordano.

0.00 Tapage nocturne. Œuvres de Giorni, Martusciello, Lupone, Zanésl. 1.00 Les Nuits de Prance-Musique.

Radio-Classique 20.40 Les Soirées

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1 22.05 Action mutame. Film d'Alex de la Iglesia (1991, v.o., 90 min), avec Antonio Resines. Science-fiction.

RTL 9 20.30 Kramer contre Rramer. Film de Robert Benton (1979, 110 mlm), avec Dustin Hoffman. *Drame*. 22.20 Shanghai Surprise. Film de Jim Goddard (1986, 55 mlm), avec Sean Penn. *Aventures*. 0.10 La Volense. Film de Jean Chapot (1966, 85 mlm), avec Romy Schneider. *Drame*.

20.35 Le Chat. Film de Pierre Granier-Deferre (1971, 85 min), avec Jean Gabin. Drame.

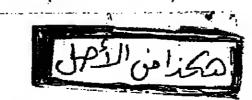
Les programmes complets de radio. de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplén daté dimanche-lundi. Signification des symboles:

▶ Signalé dans n La Monde Télévision-Radio-Multimédia ». On peut voir. M Ne pas manquer.

■ ■ Chef-d'œuvre au classique.

et les malentendants.

Sous-titrage spécial pour les sourds



Le Monde

Un fameux nez par Pierre Georges

Louis Schweitzer, petit-neveu du célèbre docteur, est un lépreux désormais. Et Renault a troqué son klaxon contre une crécelle. Les fautes sont manifestes. L'indécence absolue. Et le trouble à l'ordre social constitué. Ce n'est pas ainsi qu'on traite les nommes, au sécateur ou à la authorine, rayant d'un coup de gomme ou d'un paraphe, des villes et des vies entières.

La cause est entendue. Et les condamnations deviennent unanimes. Même les tenants du marché, ce fameux Marché qui gouveroe tout et tous, trouvent la méthode inadmissible, l'affaire mal annoncée, le dégraissage sangiant. Ils sont comme tétanisés de voir leurs théories et leurs théorèmes, illustrés dans la plus brutale, la plus cynique, la plus effrayante des applications.

Le bourreau est nu. Exécutons le bourreau, membre éminent de cette caste consanguine et formée aux meilleures de nos grandes écules à l'exercice de la responsabilité ou de l'irresponsabilité. Tant il est vrai que, manifestement, on y apprend tout pour ne répondre de rien, surtout quand la catastrophe s'annonce. Et que trop souvent - les multiples naufrages économiques, bancaires, immobiliers de ces dernières années le prouvent -, les salariés payent pour les erreurs de gestion de leurs dirigeants. Comme si à l'incapacité, parfois, de géret les comptes s'ajoutait le tranquille cynisme de n'avoir pas à en rendre. Celui-cl nourrissant celle-là, la mécanique fonctionne à plein régime. Je coupe, je taille, je tranche, donc je gère l

Dans son malheur, surtout celui des autres, Louis Schweitzer aura vita fait le compte de ses alliés. De sa dernière alliée en fait l

La Bourse, qui ne perd jamais une occasion de monter et qui prend tout plan social pour bénéfice comptant, a salué, à la hausse, la chirurgie Schweitzer. Enfin! Couper, tailler, trancher, de la bonne et trébuchante gestion. A se demander parfois, en parfait ignare, si le marché ne s'entre-dévore pas lui-même à encourager ainsi l'art de fabriquer, avec le moins de monde possible, des biens de consommation que de moins en moins

Pour le reste, panique à bord et morale désapprobation. Les plus libéraux des libéraux, chez nos politiques, mettant drapeau en poche, ont tancé vivement leur docteur Schweitzer. Moins d'ailleurs pour lui dire « pas cela » que pour lui reprocber le « comme celo ». Réduire les effectifs, la fameuse voilure en peau d'bommes, soit! Mais à condition d'y mettre les formes. Il y aurait en somme facon et facon de pratiquer la chirurgie industrielle. Avec ou sans chloro-

de salariés pourront s'offrir.

On peut l'admettre effectivement. Mais alors, que l'Etat, toujours actionnaire principal de Renault, ou ses représentants ne l'ont-ils signifié au patron de la firme quand celui-ci est venu leur présenter son plan? Car ce

Le ministre de l'industrie. Franck Borotra, l'a admis mercredi. « Il est venu me dire : voici mon plan de restructuration pour 1997. [...] Je lui oi dit : vous assumez votre responsobilité et moi, comme octionnaire, je jugerai sur les résultats de la politique que vous ovez menée. » Les résultats ne se sont pas fait attendre. Crise sociale. Crise politique. Crise franco-belge. Voilà bien un actionnaire principal qui a un un

Les fonctionnaires sont appelés à faire grève contre l'absence de négociations salariales

Le mouvement de jeudi ne touchera pas les transports mais devrait perturber l'enseignement

LES CINQ MILLIONS de fonctionnaires de l'Etat, des hôpitaux et des collectivités locales sont appelés à faire grève, jeudi 6 mars. Cette journée d'action « pour l'emploi, les saloires et les services publics » a été lancée, le 4 février, par leurs sept fédérations représentatives, après que le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, eut annoncé qu'il n'y auralt pas de négociations salariales. et que le gouvernement déciderait

seul des augmentations en 1997. Les syndicats contestent cette politique autoritaire, déjà affirmée par une décision de « gel » en 1996, et revendiquent le drolt de négocier les salaires de leurs mandants. Ils rappellent que les agents ont subi une perte de pouvoir d'achat depuis deux ans. En 1996, ils n'ont pas eu d'augmentation générale, alors que les prix ang-mentaient de 1,5 %. En 1997, ils bénéficieront d'une hausse de 1%,

pour 1,4 % d'inflation prévue. C'est surtout dans les écoles, les collèges et les lycées que la grève sera visible. Les enseignants, majoritairement affiliés à la FSU, syn-

fait la preuve de leur capacité à se mobiliser, depuis le mouvement social de novembre-décembre 1995. La grève devrait affecter aussi le secteur des finances, traditionnellement en pointe dans les conflits sociaux. Les contribuables qui ont besoin d'aide pour remplir leur déclaration de revenus pourraient trouver porte close dans les centres des impôts.

Les arrêts de travail devraient aussi concerner les hopitaux, où le mécontentement couve, en raison des nombreuses restrictions budgétaires prévues. Mais un service minimum devrait être assuré, les directeurs ayant le droit de réquisitionner le personnel pour faire fonctionner les établissements dans les mêmes conditions que le dimanche. Les services municipaux pourraient être fermés, notamment dans les municipalités communistes, qui, en majorité, s'abstiennent d'opérer des retenues sur salaire pour fait de protestation contre le gouvernement

La grève ne touchera pas le sec-

dicat contestataire, ont en effet teur des transports, qui devraient fonctionner normalement. La réforme de la SNCF, votée par le Parlement le 7 février, étant à peu près acceptée, les syndicats de cet établissement n'ont pas déposé de préavis. Il en va de même à la RATP. Des manifestations régionales sont prévues un peu partout. A Paris, une manifestation partira de Denfert-Rochereau à midi, pour se diriger vers la Bastille.

MOBILISATION DIFFICILE

Jusqu'an dernier moment, les syndicats se sont demandé s'ils parviendraient à mobiliser le personnel. L'étalement sur trois semaines des congés d'hiver, qui ont strivi l'appel à la grève, a empêché la tenne de réunions syndicales. Faute de tracts, certains agents ne savent toujours pas qu'il y a grève le 6 mars. Ceux qui sont au courant bésitent à perdre une journée de salaire pour revendiquer une augmentation.

Traditionnellement, la question des salaires n'est guère mobilisatrice. La grève du 15 octobre 1995, suivie par 57 % du personnel, a fait

exception à la règie, parce qu'elle portait aussi sur des valeurs : les fonctionnaires refusaient d'être traités de nantis par le nouveau pouvoir. La grève du 17 octobre 1996 a été beaucoup moins suivie, le gouvernement s'étant gardé de toute provocation. Cette fois encore, il a évité tout propos malheureux et insiste sur l'augmentation de 0,5 % intervenue le

Dans un entretien publié par Le Parisien du mercredi 5 mars, Dominique Perben, rappelle que « lo masse saloriale de lo fonction publique va augmenter de 15 milliards de francs en 1997 » et souligne que, grâce aux mesures catégorielles, la « progression moyenne par tête » seta de « 2,6 % ». Lundi sur France-Culture, le ministre avait délà noté que les enselgnants, dont il constate qu'ils sont les plus combatifs, « ont vu leur salaire évoluer de monière plus positive qu'un certain nombre d'autres catégories », en raison de la revalorisation de leurs professions.

Rafaële Rivais

Le Front national permet l'adoption du budget de Haute-Normandie

de notre correspondant

Le conseil régional de Haute-Normandie, présidé par Antoine Rufenacht (RPR), a adopté, mercredi matin 5 mars à Rouen, son budget primitif 1997 par 29 voix pour, 22 contre et 4 abstentions. Après deux échecs en 1995 et 1996. contre toute attente et au terme

de deux jours de débats, la majorité relative RPR-UDF, forte de dixneuf membres, a obtenu le renfort des huit élus du Front national. conduits par Dominique Chaboche, vice-président de la formation d'extrême droite. La gauche socialiste (quatorze élus) et communiste (cinq élus) et les Verts (trois élus) avaient clairement déclaré tout au long de la discussion leur opposition au projet de budget. Les trois élus de Normandie-Ecologie (ex-GE) se sont abstenus.

« AUCUNE TRACTATION »

Après deux budgets primitifs repoussés par une majorité de circonstance, composée de la gauche, du FN et des Verts, M. Rufenacht n'aura pas besoin cette année de confier au préfet de la région de Haute-Normandie le soin de régler l'exercice 1997. Fustigeant les années précédentes le « bloc des niet », Antoine Rufe-nacht avalt, cette fols, invité « chaque élu à réfléchir et à se ressoisir. Si le budget est repoussé pour lo troisième fois, les effets seront considérables », a-t-il insisté, évoquant le retard pris par la collectivité pour lancer les ordres de tra-

Dans le public, une forte délégation d'entrepreneurs du bâtiment, emmenés par leur président régional, Jean-Pierre Vandeville, a suivi Jusqu'au petit matin les travaux. Cette présence a sans doute influé sur le déroulement du vote, chaque formation politique s'attachant à expliquer sa position face à des chefs d'entreprise en proie à de graves difficultés.

Pour le Front national, Dominique Chaboche a fini par écarter une attitude d'« opposition systématique ». Et. citant le maintien des taux d'imposition à niveau constant depuis deux ans, il s'est félicité d'avoir « rendu plus performant - M. Rufenacht. « Je souhaite que ce regard moins défavorable de notre part vous rende encore plus

performant », a-t-il conclu. « Il n'v o eu aucune tractation ovec le Front national », assuraiton dans l'entourage de M. Rufenacht. En fait, le groupe RPR-UDF espérait jusqu'au bout qu'une abstention du FN lui permettrait d'obtenir un budget par la voix

prépondérante du président. D'un montant de 2,8 milliards de francs, le budget de la région Haute-Normandie progresse de 3,8 % en 1997; 612 millions de francs sont consacrés à l'exécution du contrat de plan.

Etienne Banzet TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUR
	18,51
Tokyo. Nikkei sur 3 mois	Paris CAC 40 Londres FT 100
	Zurich Mikan Mia 30 Franciort Dax 30
1231.75	Brunelles Suisse SBS
773年末日 - 日本日本 100年日 - 100年	Madrid Ibex 35 Amsterdam CBS

DES PLACES EUROPÉENNES			
	Cours au 04/03	Var. en % 03/03	Var. en % fan 96
Paris CAC 40	2651,69	+1,98	+14,51
Londres FT 100		_	+5,91
Zurich		-	+13,35
Milan Mila 30	-44	-	-1,67
Franciont Dax 30	3315,39	+1,58	+14,77
Brunelles			+12,42
Suisse SBS			+10,86
Madrid Ibex 35	462,43	-0.27	+ 3,97
Amsterdam CBS			+13.08

Tirage du Monde daté mercredi 5 mars 1997 : 484 498 exemplaires

TROIS SALLES DE THÉATRE • Deux grands créateurs : Joseph Nady, directeur du Centre Chorégraphique National et Stéphane Braunschweig, directeur du Centre Dramatique National • Une Scène Nationale qui marie théâtre, lyrique et danse . La saison théâtrale du CADO . Celle de l'ATAO . ORLEANS vit au rythme de la création théâtrale et chorégraphique.

ORLEANS A FAIT LE CHOIX DE LA CULTURE

LE ZENITH D'ORLEANS, ouvert en septembre 1996. est le premier Zénith modulable de France • Il accueille de 6000 à 600 spectateurs.

LA MEDIATHEQUE, œuvre d'art contemporain connaît. depuis son ouverture, en juin 1994, un extraordinaire succès · Elle compte 18000 abonnés.

LE MUSEE des Beaux-Aers multiplie les expositions d'envergure : Max dades et les peintres de son temps, Jean Zav et l'art sous le Front Populaire, Mémoire du Nord . Il comple beaucoup d'œuvres majeures et un exceptionnel cabinet de pastels . Récemment rénové, Le moseum des Scrences Naturelles est l'un des plus modernes de France.

La Musique a Oruzans, c'est le Conservatoire National de Musique. sa saison de concerts, l'orchestre d'ORLEANS, le festival dirléans Joza fau Campo Santo), le concours international de piano xxº siècia, les Samaines Musicales Internationales, le Festival de musique ancienne, les 2005.

ETRETITUT o' Ant Visual s'est spécialise Hans les domaines du design et de la communication . La Breignage ou timema avegnars afforme avec les Journees chiémategraphiques • Optieure : c'est supposition Le Musée historique, le Contra Jeanne d'Arc. la Maison de Jenne; d'Arc. le Centre Charles Peguy, le Centre archeologique de la Tour Blanche,

AVEC LE CONCOURS DE L'ÉTAT, DE LA REGION CEMPRE ET DU BEPARTEMENT DU LOIREY, LA CULTURE VIT A BRIEAUS.



